

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010010566

TA 17361/1

MÉMOIRES ET DOCUMENTS
PUBLIÉS PAR LA
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE
TROISIÈME SÉRIE
TOME V

ANNE-JOSEPH DE RIVAZ

MÉMOIRES HISTORIQUES SUR LE VALAIS

(1798-1834)

PUBLIÉS PAR
ANDRÉ DONNET

I
1798-1813

LIBRAIRIE PAYOT
LAUSANNE
1961

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

PUBLIÉS PAR LA

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE

TROISIÈME SÉRIE

TOME V

MÉMOIRES HISTORIQUES
SUR LE VALAIS

I

1798-1813



CHANOINE ANNE-JOSEPH DE RIVAZ
(1751-1836)

auteur des *Mémoires historiques*

Portrait posthume par Laurent Ritz, 1838
Chamoson, cure catholique

MÉMOIRES ET DOCUMENTS
PUBLIÉS PAR LA
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE
TROISIÈME SÉRIE
TOME V

ANNE-JOSEPH DE RIVAZ

MÉMOIRES HISTORIQUES SUR LE VALAIS

(1798-1834)

PUBLIÉS PAR
ANDRÉ DONNET

I

1798-1813

LIBRAIRIE PAYOT
LAUSANNE
1961

TA 17.361 | 1



61/1949

INTRODUCTION

Le chanoine Anne-Joseph de Rivaz est appelé à juste titre le « père de l'histoire valaisanne ». Il est en effet l'auteur de très nombreux travaux qui constituent une des sources les plus abondantes et les plus précieuses de notre histoire, et qui sont, pour la plus grande partie, conservés en manuscrits, à Sion, aux Archives cantonales.

Ni son œuvre ni sa vie n'ont fait jusqu'à maintenant l'objet d'une étude satisfaisante¹; en attendant, il convient d'en évoquer ici les grandes lignes.

A.-J. de Rivaz est né à Paris, en 1751, de Pierre de Rivaz, l'auteur des *Eclaircissements sur le martyre de la légion thébénne*, et d'Anne-Barbe Du Fay.

Il a parcouru le cycle de ses études à Sion, au collège des jésuites; à Milan, au collège helvétique; à Thonon, au collège royal; à Paris, à la Sorbonne, puis au séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet. Ordonné prêtre en 1776, à Sion, il débute dans la carrière en qualité de vicaire à Saint-Maurice de 1776 à 1778. Puis il retourne à Paris où il demeure jusqu'en 1791. Pendant ce long séjour en France, le jeune abbé cherche à se pousser dans le monde, à tirer parti des inventions et à faire valoir les ouvrages de son père dont il publie, en 1779, les *Eclaircissements*; il obtient le titre de vicaire général honoraire de Dijon et entreprend encore des études juridiques; il consacre ensuite plusieurs années à des tâches alimentaires (préceptorat, collaboration littéraire, etc.) qui ne l'aident guère à sortir de l'obscurité. Rentré au pays, l'évêque de Sion l'appelle auprès de lui en

¹ L'abbé J.-E. Tamini a consacré à Anne-Joseph de Rivaz une notice sommaire dans les *Annales valaisannes*, 1936, pp. 59-87.

qualité d'auditeur de curie et de conseiller pour l'administration du diocèse ; c'est alors qu'il noue des relations avec les nombreux émigrés ecclésiastiques qui se sont réfugiés en Valais et avec quelques-uns desquels il restera en correspondance.

En 1795, il est nommé curé de Saillon ; en 1796, de Leytron ; en 1798, de Conthey où il demeure jusqu'en 1811. Déjà chanoine honoraire de la cathédrale depuis 1802, il devient chanoine résidant en 1811 ; enfin, en 1822, il est promu grand sacristain. Il meurt à Sion, le 3 juin 1836, âgé de 85 ans.

Dès son retour en Valais, en 1791, A.-J. de Rivaz entreprend l'exploration des fonds d'archives du pays ; il transcrit une multitude de documents ; il rédige de nombreuses dissertations sur les questions et sur les époques les plus diverses de notre histoire. Peu à peu, il conçoit le projet d'une histoire complète du Valais. Les matériaux qu'il accumule à cet effet sont considérables. Mais de multiples raisons l'empêchent de mener à terme la tâche qu'il s'est assignée : les charges de son ministère, sa santé déficiente puis les fatigues de l'âge ; son manque de persévérance aussi, et enfin son ignorance de la langue allemande.

Quoi qu'il en soit, la plupart de ses matériaux (copies de documents, dissertations bourrées de corrections, d'adjonctions et de suppléments) demeurés inachevés et inédits, l'auteur en fait don, avant 1830, à son cousin, le grand bailli Ch.-Emm. de Rivaz, qui les met en ordre sous le titre général de *Opera historica* ; ils forment 18 volumes in-folio de 500 à 800 pages chacun ¹.

Les recherches historiques, sinon les travaux, du chanoine de Rivaz sont cependant connues de son vivant déjà, par un cercle étendu d'érudits suisses et étrangers qui ont recours à ses bons offices : Fréd. de Mülinen, R.-S. Steck, Nicolas Gatschet, le baron J.-L. d'Estavayer, F.-L. Haller de Königsfelden, L. Cibrario, etc. Après la mort de l'auteur, ses manuscrits, longtemps conservés chez ses neveux et petits-neveux, ne deviennent facilement accessibles au public qu'à partir de 1906, quand Charles de Rivaz fait don à l'Etat de la bibliothèque et des

¹ En attendant l'établissement d'un catalogue détaillé, nous avons publié le titre des divers volumes dans *Vallesia*, t. XI, 1956, p. 157.

archives de la famille ; dès lors, les historiens mettent sans cesse à contribution les matériaux réunis par A.-J. de Rivaz, en particulier ses *Opera historica*.

Toutefois, notre historien ne s'est pas seulement intéressé au passé du Valais. Il assiste, non sans inquiétude, aux événements politiques et religieux que provoquent dans le pays la Révolution française, la politique napoléonienne, puis la réaction qui lui succède avec sa contrepartie, le mouvement libéral. Observateur attentif de son temps et de ses contemporains, le chanoine consigne, pour la postérité, les « révolutions » dont le Valais est le théâtre de 1798 à 1834, dans des *Mémoires historiques* que nous publions.

I. — DESCRIPTION DU MANUSCRIT

Les *Mémoires* du chanoine de Rivaz sont conservés, à Sion, aux Archives cantonales, dans les deux manuscrits 63 et 63 bis du fonds de Rivaz.

Le Ms 63 est un volume (27,5 × 37 cm) sur papier constitué de cahiers qui ont été réunis, mis en ordre, reliés et paginés (pp. 1 à 495) par Charles-Emmanuel de Rivaz. Celui-ci, qui a collé son ex-libris à l'intérieur du premier plat, a muni ce volume d'un titre général : *Mémoires historiques sur les révolutions et les événements arrivés en Valais depuis 1798, par Anne-Joseph de Rivaz, chanoine de la cathédrale de Sion*, et d'une table des matières (pp. 491-495).

L'auteur a divisé ce premier volume en trois parties, précédées chacune d'un sommaire dont les titres sont numérotés :

1. *Histoire de notre révolution franco-helvético-valaisanne arrivée en 1798* (pp. 1-90) ;
2. *Suite de l'histoire de notre révolution de 1798* (pp. 91-204) ;
3. *Journal historique de ce qui s'est passé en Valais depuis Noël 1813 durant les années 1814 et 1815* (pp. 205-330).

La fin de ce volume comprend encore, réunies en plusieurs cahiers partiellement utilisés, des additions et des annexes (pp. 331-402), et enfin, — esquisse de « diplomatie » ou dossier

de « pièces justificatives » — la copie de quelques documents relatifs, à l'exception d'un seul, aux années 1814 et 1815 (pp. 403-423). De là (p. 424) à la table des matières (p. 491) les feuillets sont en blanc.

Chacune des deux premières parties comprend un certain nombre de chapitres dont quelques-uns des titres ont été inscrits en marge postérieurement à la rédaction. Quant à la 3^e partie, intitulée *Journal historique*, elle est un exposé continu dans lequel sont insérés trois sous-titres seulement. Les additions et les annexes, enfin, sont munies chacune de leur titre.

Le texte est généralement écrit sur la colonne de droite de la page préalablement pliée dans le sens de la hauteur. Sur la colonne de gauche figurent les adjonctions, les remarques, ou des corrections. Toutefois un cahier de ce volume (pp. 331-346), qui est de format d'ailleurs plus petit que les autres, est écrit sur toute la largeur de la page ; les copies de documents sont transcrites de la même manière (pp. 403-423).

Si le Ms 63 nous est parvenu complet grâce à Ch.-Emm. de Rivaz qui a pris soin de le mettre en ordre et de le relier, il n'en est pas de même du Ms 63 bis demeuré, dans un ordre relatif, chez l'auteur jusqu'à sa mort.

Il réunit, dans une reliure ancienne libre, une série de neuf cahiers d'étendue diverse et 10 feuillets simples détachés (pp. 56-63, 203-230) de même format que le Ms 63 et arbitrairement intercalés lorsque a été fixée la pagination générale, dans lesquels est inséré (entre les pp. 312 et 313) un cahier de 8 pages et de format in-4°. La pagination continue (pp. 1-348) est moderne.

L'ensemble est précédé d'un sommaire détaillé (pp. I-VI) qui ne recouvre cependant pas toute la période traitée : il s'arrête au milieu de l'année 1832. A défaut d'un titre général, on trouve du moins, en tête du sommaire (p. I), la mention suivante : *Journal vallaisan des années 1816 et 1817*. En réalité, ce volume comprend la suite et la fin du *Journal historique* de 1816 à 1834.

Toutefois l'examen du sommaire fait apparaître que le Ms 63 bis, tel qu'il est conservé aux Archives cantonales, ne com-

prend pas la totalité des cahiers rédigés par l'auteur. On constate en effet qu'il manque une dizaine de chapitres. Il est probable que ces cahiers détachés ont été ou égarés ou dispersés au moment du décès du chanoine. Nous avons retrouvé le dossier d'une seule « affaire » aux Archives du chapitre, à Sion.

Contrairement à l'usage suivi dans le Ms 63, le texte est ici écrit constamment sur toute la largeur de la page, ne laissant qu'une petite marge où figurent les corrections ou les adjonctions reportées dans le sens de la hauteur.

II. — COMPOSITION ET RÉDACTION

Anne-Joseph de Rivaz se met à écrire ses *Mémoires* dès les débuts de la révolution valaisanne de 1798, alors qu'il est encore curé de Leytron ; il poursuit son œuvre à Saint-Séverin (Conthey) dont il est installé pasteur quelques mois plus tard, le 8 juillet ; puis, à partir de 1811, à Sion même où il réside désormais en qualité de chanoine du chapitre ; il ne pose définitivement la plume qu'en 1834, deux ans avant sa mort. Ainsi, dès l'âge de 47 ans et jusqu'à l'extrême vieillesse de ses 83 ans où il demeure encore en pleine possession de ses facultés, le chanoine de Rivaz consigne dans ses cahiers les événements qui se déroulent en Valais.

S'il ne songe apparemment pas à publier lui-même ses *Mémoires* — il n'a d'ailleurs rien livré à l'impression sous son nom —, il les écrit en tout cas dans l'espoir qu'ils seront lus un jour, par ses neveux, par les descendants de ses amis, par ses compatriotes, pour l'enseignement et l'édification des uns et des autres.

La lecture des *Mémoires* et encore davantage leur présentation font toutefois apparaître un désaccord entre les intentions de l'auteur et ses réalisations.

Ses intentions, il les manifeste à maintes reprises sans cependant les définir clairement. Il se propose certes d'écrire l'histoire contemporaine du Valais, en témoin sincère et véridique de son temps : « ... J'écris l'histoire, non la satire de mon pays » (1798) ; ou : « ... cette histoire fidèle attestera... » (1802) ; ou

encore : « ... Il faut écrire l'histoire à charge et à décharge... » (1817). Mais sous quelle forme entend-il le faire ? Histoire proprement dite ? Annales ? Journal historique ? Chroniques ? Mémoires ? Tels sont les termes qui surgissent successivement et même simultanément sous sa plume ; pourtant, à nulle part, il ne précise franchement le parti auquel il se rallie.

En réalité, au cours des années, Anne-Joseph de Rivaz ne s'en tient ni à une méthode ni à un plan ; il improvise au fur et à mesure, variant au gré de son humeur. S'il commence à rédiger des *mémoires*, il se met bientôt à écrire un *journal historique* et, finalement, des *annales*.

En effet, si l'on trouve, dans le premier tiers de l'ouvrage, des exposés qui constituent parfois un véritable journal d'événements simultanés ou successifs, ces exposés forment cependant tous des chapitres de mémoires : ils n'embrassent généralement qu'une affaire, la prenant à son origine pour la conduire jusqu'à son achèvement. L'auteur procède ordinairement de cette manière jusqu'à la fin de 1813.

Par contre, les luttes que suscitent l'établissement d'une nouvelle constitution et l'incorporation du Valais à la Confédération suisse en 1814 et en 1815, sont rapportées, pour la plus grande partie, sous la forme d'un journal historique. Tel est aussi le titre qu'A.-J. de Rivaz a donné à cette partie.

A partir de 1816 et jusqu'à la fin, ce journal historique fait place à des annales où l'auteur relate, la plupart du temps année par année, les événements, chacun de ceux-ci formant la matière d'un chapitre particulier avec son titre propre.

Si nous avons retenu le titre général de mémoires historiques que lui a conféré Ch.-Emm. de Rivaz et étendu à toute la dernière partie la dénomination, adoptée par l'auteur, de journal historique, c'est qu'il nous a paru inutile de faire ressortir, par des titres différents, les variations que l'on constate dans la conception de l'ouvrage.

L'auteur a brossé un tableau relativement complet de la période qui recouvre les années 1798 à 1810 ; il l'a fait d'une manière plus schématique pour l'époque où le Valais est réuni à l'Empire français sous le nom de département du Simplon (1810-1813) ; par contre, sur les luttes de 1814 et de 1815, il

apporte le témoignage le plus circonstancié que nous connaissons à ce jour. Quant à la période qui s'étend de 1816 à 1834, A.-J. de Rivaz paraît l'avoir, sinon observée, du moins décrite avec une attention moins soutenue ; en tout cas, le tableau assez inégal qu'il en dresse se ressent de l'absence des articles égarés, en particulier pour 1819-1826 et surtout pour 1831 et 1832. La dernière année où il tient la plume, soit 1834, le vieillard de 83 ans se borne à rapporter et à déplorer les rixes que suscite le mouvement libéral.

A.-J. de Rivaz avait enfin l'intention d'illustrer son exposé par des preuves. A plusieurs reprises, il déclare en effet qu'il étayera « diplomatiquement » les opinions qu'il consigne, ou qu'on trouvera la preuve de ses assertions dans les « pièces justificatives » de son ouvrage. Cependant, cette intention, il en a à peine esquissé la réalisation : à la fin du Ms 63 figurent seulement une dizaine de copies de documents relatifs, à l'exception d'un seul, aux années 1814 et 1815.

Quoi qu'il en soit, on peut dire de l'ouvrage du chanoine de Rivaz qu'il présente les événements du Valais de 1798 à 1834 dans le miroir d'un contemporain ; il ne saurait donc tous les retenir ni les refléter sous tous leurs aspects.

Il faut aussi considérer la manière dont l'auteur rédige.

Durant 36 ans, il écrit souvent au jour le jour ; on le constate maintes fois. Mais souvent aussi, quand il raconte une affaire qui se déroule sur plusieurs mois ou sur plusieurs années, il a encore pour habitude de rédiger tout d'un trait. C'est pourquoi on n'a pour ainsi dire jamais le sentiment que le texte d'un chapitre, et davantage d'une suite de chapitres, a été élaboré selon un plan, écrit et revu avec soin pour être mis sous les yeux de ses futurs lecteurs. Au contraire, A.-J. de Rivaz abandonne presque toujours la rédaction telle qu'elle coule de sa plume ; il se contente d'y porter parfois de menus amendements de style, mais, surtout, des adjonctions qu'il inscrit en marge sans d'ailleurs prendre la peine, souvent, de relire le premier jet et de le mettre en accord avec son nouveau texte ; cette négligence est particulièrement sensible à propos des développements qu'il annonce ou des conclusions qu'il fait prévoir, et qu'on recherche inutilement par la suite. De plus, aux omissions importantes, il consacre

des additions étendues qui constituent de véritables chapitres et qui, par ailleurs, reprennent aussi des événements déjà relatés antérieurement.

Il en résulte donc que les chapitres des *Mémoires* sont pour la plupart des improvisations, au milieu desquelles l'auteur a inséré quelques copieuses dissertations qui résument l'état de questions litigieuses soumises à l'attention de son évêque. Mais ces improvisations mettent en évidence les qualités naturelles de l'écrivain. Celles-ci sont particulièrement sensibles dans la narration de sombres « affaires » où le récit est mené alertement, et aussi dans les portraits qu'il brosse de personnages qui excitent sa verve ; il en a ainsi dressé au courant de la plume plusieurs qui sont de beaux morceaux littéraires.

Le style du chanoine de Rivaz est généralement très oratoire ; c'est celui d'un ecclésiastique accoutumé à tourner de longues périodes latines. Il est aussi facile et abondant ; c'est une particularité qui apparaît déjà quand le jeune abbé de vingt ans écrit d'interminables épîtres à sa sœur. Cependant, en dépit de tout son déploiement oratoire et quelquefois pompeux, A.-J. de Rivaz est un écrivain qui a naturellement du trait et qui joue volontiers de l'ironie ; en quelques mots piquants, il sait résumer une situation ou, d'une formule acérée, caractériser un personnage.

Quelle est la valeur de son témoignage ? Nous ne sommes pas encore, dans l'état actuel des questions, en mesure de l'apprécier ; il appartiendra de le faire à ceux qui utiliseront les *Mémoires* et qui auront l'occasion de les confronter avec d'autres sources.

Mais on peut déjà en relever l'intérêt capital pour l'histoire du Valais de 1798 à 1834.

Souvent — il a soin de le souligner quand c'est nécessaire — A.-J. de Rivaz est témoin oculaire des faits qu'il rapporte. De plus, c'est un témoin curieux et attentif des événements contemporains auxquels il est fort sensible : membre d'une famille de l'ancien pays sujet qui est en train de parvenir aux plus hauts emplois politiques, il est en effet contraint par son état et par son origine à la fois de renoncer, bien que conscient de sa propre valeur, à toute ambition temporelle ; mais s'il juge

parfois les événements et les hommes avec vivacité, il ne perd néanmoins jamais de vue les intérêts supérieurs de la religion et du pays. En outre, sa formation et ses années d'apprentissage en Valais et à l'étranger ; sa situation de pasteur d'une grande paroisse, puis de conseiller de l'évêque en sa qualité de chanoine du chapitre ; l'expérience d'historien qu'il a acquise et qu'il ne cesse d'accroître ; ses liens de parenté et ses relations amicales avec les principaux acteurs de son temps, hommes d'Eglise et hommes d'Etat, le mettent à même d'être singulièrement bien informé sur les mobiles secrets des affaires du pays. Enfin, ecclésiastique conscient de ses responsabilités, il ne se borne pas à consigner des faits qui touchent à la religion ; il cherche à en expliquer les origines et les causes, et il porte sur eux des jugements.

On doit regretter toutefois qu'A.-J. de Rivaz n'ait pas mieux soigné son plan, sa composition, son style même, en un mot qu'il n'ait pas offert à ses lecteurs une œuvre achevée au point de vue littéraire. Il a manqué de persévérance. Ce défaut est déjà cruellement relevé en 1811, à propos de ses travaux historiques demeurés manuscrits et impubliables, quand le préfet Derville-Malécharde porte ce jugement sévère et sommaire : « Beaucoup d'érudition, nul ordre dans les idées »¹.

III. — ETABLISSEMENT ET ÉDITION DU TEXTE

Nous publions intégralement le texte conservé des *Mémoires*. Toutefois étant donné les défauts, que nous venons de signaler, de sa composition et de sa présentation, il a fallu, pour le rendre accessible aux historiens, procéder à diverses opérations.

Tout d'abord, nous avons divisé l'ensemble en six parties qui correspondent aux principales périodes de l'histoire politique du Valais de 1798 à 1834.

¹ Sion, Archives cantonales, fonds Département du Simplon, cart. 10, fasc. 1, N° 2 : *Statistique personnelle du Département du Simplon (Etat des chefs de famille et autres personnages considérables...)*, 1 cahier (21 × 32 cm) de 64 pages, p. 25.

Le texte de chacune des quatre premières parties a été à son tour subdivisé en un nombre variable de chapitres, la plupart du temps conformément aux indications de l'auteur. Nous avons considéré comme des chapitres, et par conséquent intercalé comme tels à leur place chronologique, les adjonctions et additions importantes, aussi bien celles qui sont rédigées sur plusieurs colonnes en marge de l'exposé, que celles qui, annoncées en marge avec un renvoi, figurent beaucoup plus loin dans le manuscrit. Bien qu'elle soit déjà intitulée « journal historique », nous avons adopté une façon analogue de procéder pour la 5^e partie dont la longueur — l'exposé s'étend sans interruption sur plus de cent pages — justifie la répartition en chapitres distincts. A la 6^e et dernière partie, par contre, nous avons conservé le caractère que lui a donné l'auteur, de « journal historique », plus exactement d'« annales » ; pour maintenir un certain ordre chronologique au cours de chaque année, nous avons cependant opéré quelques déplacements de chapitres, d'autant plus que les feuillets simples ont été maladroitement insérés lorsque a été fixée la pagination générale ; en outre, nous avons intercalé à sa place le dossier retrouvé.

Dans l'édition du texte, la référence au manuscrit est donnée en note pour chaque chapitre ; de la même manière est indiqué l'emplacement original des chapitres, des adjonctions et des additions qui ont été l'objet d'un transfert. On trouvera aussi dans les notes les « preuves » de l'auteur, et l'indication des articles égarés.

Les titres et sous-titres de l'auteur ont été autant que possible conservés ; ils sont alors signalés par des guillemets. Mais nous avons modifié ou abrégé plusieurs d'entre eux et, souvent, nous avons introduit de nouveaux titres.

Quant aux nombreuses adjonctions, additions, remarques et corrections marginales d'étendue variée, mais généralement assez brèves, elles sont intégrées dans le texte et placées entre deux astérisques. Toutefois, si elles excèdent la colonne de gauche pour le Ms 63 et la marge pour le Ms 63 bis, ou si elles figurent dans le manuscrit sur une autre page que le texte correspondant, la référence en est alors précisée en note.

Le texte, modernisé quant aux graphies et à la ponctuation, est toutefois transcrit avec ses singularités morphologiques (dont

on ne saurait décider, sans étude comparative, si elles font apparaître un usage local ou simplement une inadvertance) et les constructions syntaxiques boiteuses, mais non obscures, qui résultent d'une rédaction hâtive. Les *lapsus calami* évidents ont été redressés sans autre indication. Les lacunes, assez rares, sont notées selon le procédé ordinaire [— — —].

Pour les noms propres, c'est la graphie actuellement en usage qui a été adoptée; mais, pour les noms de personne, on a reproduit rigoureusement les fantaisies de l'auteur relatives à l'emploi de la particule; pour les noms de lieu du Valais, modernisés dans le texte, on a pris soin de relever, dans l'index, les graphies du manuscrit.

Les termes et les expressions soulignés par l'auteur sont reproduits en italique.

Quant aux citations, les françaises sont placées entre guillemets et les étrangères, transcrites en italique; nous signalons par un changement de caractères les passages des citations que l'auteur met en évidence; nous avons indiqué, autant que possible, la source des citations.

Notre publication n'est pas une édition critique des *Mémoires*, c'est pourquoi on n'y trouvera pas de notes explicatives. Notre but est de mettre ce texte à la disposition des historiens et de leur en faciliter l'emploi.

A cet effet, nous donnons, en note, la référence des passages de son exposé auxquels renvoie l'auteur; dans le texte, entre parenthèses carrées, nous signalons quelques erreurs manifestes de date — sans aller cependant jusqu'à redresser systématiquement la chronologie qu'on n'utilisera donc pas sans contrôle — et surtout nous précisons les noms et prénoms indispensables, car il est fréquent qu'A.-J. de Rivaz rapporte des pages durant les faits et gestes d'un acteur sans le désigner autrement que par son titre ou par sa fonction. C'est dans l'index que nous identifions, autant que possible, les personnages qui, au nombre d'un millier, figurent dans les *Mémoires*.

Qu'il me soit permis d'exprimer ici ma gratitude aux personnes qui m'ont apporté leur bienveillant concours: à ma femme et à M. Jean-Marc Biner, archiviste aux Archives cantonales du Valais, qui, avec infiniment de patience, m'ont aidé à collationner

à deux reprises le manuscrit ; à MM. Grégoire Ghika, archiviste-adjoint, Michel Salamin, professeur au collège, et Pierre Devanthey, professeur à l'Ecole normale, à Sion, qui ont relu avec grand soin les épreuves ; enfin, au comité de la Société d'Histoire de la Suisse romande qui, sous la présidence de M. Henri Meylan, professeur à l'université de Lausanne, a bien voulu accueillir cet ouvrage dans la série des *Mémoires et Documents*.

A. D.

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉVOLUTION VALAISANNE DE 1798

intéressants : x 19-38
51 ff
34 32
271 - 286
322 - fin

CHAPITRE PREMIER

Etat politique du Bas-Valais depuis sa conquête par les Haut-Valaisans ¹

On dit que les Haut-Valaisans devenus maîtres du Bas-Valais par ce droit de conquête, et ne regardant cependant leur expédition que comme le recouvrement d'un pays qui leur avait appartenu, et la possession qu'en avaient eue les comtes de Savoie près de quatre siècles que comme une usurpation faite par eux sur l'Eglise de Sion, proposèrent aux Bas-Valaisans d'entrer en part de leur liberté s'ils voulaient leur payer les frais de la guerre. Cette proposition ne fut pas acceptée, * soit qu'ils se trouvassent hors d'état de les payer *, soit que ces communes ne crussent pas à la durée de cette conquête, soit qu'accoutumés depuis longtemps au joug de la maison de Savoie dont la plupart des princes furent très modérés envers leurs sujets, ils ne se fissent pas alors de la liberté l'idée exagérée qu'on s'en est faite dans ces derniers temps, ou qu'ils se flattassent que le joug de la domination valaisanne leur serait encore plus léger à porter. On leur promit l'abolition de la mainmorte et de la taillabilité, avec cette clause mémorable que c'était pour qu'ils s'aperçussent qu'ils étaient passés sous une domination plus douce, et on leur jura de les maintenir dans toutes les franchises qu'ils tenaient de la libéralité de leurs anciens princes. On le leur promit, mais on ne le leur tint pas. Car de nos jours encore, il existait au Bas-Valais grand nombre de taillables et de mainmortables, * à Riddes, à Saxon, à Fully *, à Isérables, dans l'Entremont, à la val d'Illicz et ailleurs. On les fit régir par des gouverneurs du

¹ Ms. 63, pp. 1-9.

Haut-Valais. Le premier fut un certain Jean Jordan, de Brigue, bourgeois de Sion, célèbre notaire de ce temps-là, qui gouverna longtemps le pays de dessous la Morge sous le nom de châtelain du révérendissime évêque et des seigneurs patriotes. Mais sous l'évêque Jodoc de Silenen, il fut convenu que les dizains nommeraient à tour ce lieutenant du souverain qui ne serait qu'une année en charge et prêterait serment de gérer fidèlement et probement son office entre les mains du seigneur évêque. Il fut même expressément stipulé qu'il serait haut-valaisan de père et de mère ; — * de notre temps, il suffisait de l'être du côté paternel *. — Il fit dès le premier moment de la conquête sa résidence à Saint-Maurice, dans le château qui domine le pont auquel cet évêque fit de grandes réparations. Ces gouverneurs s'intitulèrent longtemps, savoir jusqu'aux troubles politiques de l'épiscopat de Hildebrand Jost, gouverneurs de la patrie sous la Morge pour le révérendissime prince évêque, comte et préfet. Ce fut eux qui instituèrent dans les diverses châtellenies, qui composèrent ce gouvernement au nombre de six à sept petites bannières, les juges subalternes. On appelait des décrets de ceux-ci aux sentences du gouverneur et de ses assesseurs. Comme du temps des ducs, le lieutenant du juge de Chablais résidait à Saint-Maurice et prenait pour assesseurs les conseillers de cette ville, les gouverneurs valaisans s'assujettirent à cette coutume, en sorte que les conseillers de Saint-Maurice devinrent les assesseurs-nés du gouverneur. Ces gouverneurs ne tardèrent pas à s'assimiler non seulement aux juges de Chablais du ressort desquels était le Bas-Valais ; ils se substituèrent aux droits des baillis de Chablais et de Valais, ainsi que les seigneurs patriotes par le fait de la conquête s'étaient substitués aux droits des seigneurs ducs.

Ces gouverneurs des dizains allemands, qui ne savaient point de français, rendaient la justice en latin : tous les actes judiciaires de ce temps-là, leurs mandats, leurs décrets, leurs sentences, et jusqu'aux *factums* des avocats qui plaidaient à leur cour, sont stipulés et écrits en cette langue. Ils n'écrivaient jamais à l'évêque qu'en latin. On appelait de leur tribunal à l'évêque ou à son lieutenant. L'usage s'introduisit ensuite d'appeler indistinctement à l'évêque ou au bailli, et il fut consacré dans le statut du pays qui en est le droit public, qu'on adopta,

arrêta et promulga en 1571 sous Hildebrand de Riedmatten. Enfin, l'évêque Jost * et les seigneurs patriotes s'étant * brouillés à couteaux tirés au sujet de la renonciation forcée de la Caroline, contre laquelle l'évêque et le chapitre tentaient de revenir comme leur ayant été extorquée par la violence, le bailli Mageran fit défense à tous les gouverneurs de ne plus s'intituler gouverneurs pour le révérendissime évêque, mais bien pour le souverain Etat, et, quoique le statut fût toujours la loi écrite du pays, on n'appela plus des cours des gouverneurs à la cour de l'évêque, mais au vice-bailli, et du vice-bailli aux députés des dizains aux diètes générales. Car il fut subséquemment réglé que la juridiction judiciaire du vice-bailli s'étendrait depuis la Morge de Saint-Gingolph jusqu'à la Raspille, petite rivière au-dessus de Sierre qui sépare le dizain de ce nom du dizain de Loèche sur la rive droite du Rhône, et le reste du pays jusqu'à la source du Rhône fut adjugé au bailli. Enfin, ce droit d'appel se borna à en prendre d'eux les mandats, et on n'appela dans tout le pays des gouverneurs du Bas-Valais ou des grands juges de chaque dizain qu'à la souveraine diète en droiture. Quant à la justice criminelle, les gouverneurs et les châtelains des seigneurs ecclésiastiques ou séculiers la rendirent sans appel chacun dans leur ressort.

On voit, dès le premier siècle de la domination valaisanne au Bas-Valais, que les gouverneurs outrepassaient souvent leurs pouvoirs et que les peuples étaient favorablement écoutés lorsqu'ils en portaient leurs plaintes au souverain. Mais, dès le second siècle, on voit que les Haut-Valaisans s'accoutumèrent à vivre aux dépens des plaideurs du Bas-Valais ; les procès y furent jugés et révisés, et n'y traînèrent pas moins en longueur que dans les derniers temps, soit dans le dernier siècle. Le plus grand tort de nos magistrats fut donc de rendre vénale la justice civile et d'avoir accoutumé les avocats à cet infâme trafic.

On porta cependant, à ma connaissance, peu d'atteinte à leurs franchises, et quand on essaya de le faire, les réclamations furent écoutées et on y fit communément droit d'assez bonne grâce. Dans le XVII^e siècle, Martigny, Conthey et d'autres communes furent écoutées lorsqu'on voulut y déroger en faveur du statut, pour que la loi concernant la manière d'hériter fût dans tout le pays la même. Dans le XVIII^e, on mit une grande cupi-

dité à établir des bureaux de tabac et à mettre à ferme cette bizarre superfluité. Mais la vigoureuse résistance des communautes fit lâcher prise aux inventeurs de cette nouveauté. L'Etat ne se montra qu'une seule fois manifestement arbitraire envers les Bas-Valaisans : ce fut dans le long procès de trois officiers du Bas-Valais au régiment de Courten qui, étant nés de pères francs-patriotes, prétendaient avoir droit en cette qualité aux compagnies réservées au Haut-Valais. — * Ces officiers étaient MM. Joseph Quartéry, Emmanuel de Rivaz et Edouard Devantéry *. — Et encore en cette affaire, le tort de l'Etat ne fut pas sa décision finale, mais d'avoir promené ces messieurs de diètes en diètes, de leur avoir donné d'abord gain de cause, puis de se rétracter. Car d'abord, il fut décidé que oui, pourvu qu'ils vinssent habiter le Haut-Valais, ce que firent ces messieurs à grands frais ; puis, il fut décidé que non, c'est-à-dire qu'ils ne pourraient prendre compagnie comme haut-valaisans, non selon leur rang d'ancienneté, mais de la date seulement de leur établissement au Haut-Valais. Cette dernière décision, quoique juste en elle-même, était si contradictoire à la première qu'elle causa une antipathie invincible dans ce régiment entre les officiers du Haut et du Bas-Valais, et cette antipathie eut des suites bien furestes à l'époque de la Révolution française. Elle fut cause que tous les mécontents s'y jetèrent à corps perdu ; il en coûta à plusieurs le repos et la fortune. MM. de Rivaz et de Nucé (Léopold) furent privés du droit de francs-patriotes et par là obligés de quitter le régiment. La grande nation, pour les en dédommager, leur donna des lettres de citoyens français et, comme zélateurs ardents du nouvel ordre de choses, on les fit officiers généraux. Enfin, les avocats démagogues portant tous les trois mois les choses toujours de mal en pis, et les Suisses ayant été victimes, le 10 août 1792, de leur inviolable fidélité à la personne du roi [Louis XVI] et aux droits de sa couronne, le régiment de Courten fut, ainsi que tous les autres de la nation suisse, ignominieusement licencié.

Mais, pour revenir aux gouverneurs, il faut que j'expose que ce qui les rendit odieux aux Bas-Valaisans, ce fut surtout la manière dont ils exercèrent le droit de fiscalie, et que j'explique comment leur cupidité leur fit choisir des fiscaux fripons, et

combien la justice criminelle fut arbitraire et vénale au Bas-Valais. C'est là, à proprement parler, le seul crime des gouverneurs que la vérité ne permette pas à l'Histoire de dissimuler.

Et puis raconter ce que le Bas-Valais valait au Haut ; combien d'argent du Bas le Haut engloutissait ; comment celui-ci faisait tous les frais de son gouvernement aux dépens de celui-là ; comment les Haut-Valaisans, soit par des mariages, soit par des échutes, soit par des acquisitions, soit par des hypothèques, y étaient devenus maîtres d'une grande partie des biens-fonds. L'Histoire ne peut taire non plus leur conduite cupide et tyrannique envers l'abbaye de Saint-Maurice en voulant la priver du droit d'élection de son abbé et en lui ravissant la seigneurie de Bagnes ; ni leur mauvaise politique à l'égard de la maison de Saint-Bernard en engageant les chanoines valaisans à se séparer des chanoines valdôtains et savoyards. On peut aussi leur reprocher les frais superflus des visions locales, et d'avoir reçu en une seule nuit, lors du procès de la bourgeoisie de Monthey avec les communes qui composaient anciennement sa châtellenie, 700 louis, dit-on, des mains de M. le banneret Du Fay, et 800 de celles de M. le capitaine Devantéry.

On ne peut pas leur faire un crime d'avoir usé de rigueur en 1790 envers les factieux du gouvernement de Monthey, puisqu'ils y mirent d'abord de la clémence et de la modération. La récidive les rendit nécessairement sévères.

On peut encore leur reprocher de n'avoir pas compris, non plus que le reste des Suisses souverains, que le temps était venu de donner la liberté à leurs sujets. Mais les Haut-Valaisans peuvent s'excuser sur ce qu'ils ne devaient point s'y résoudre tant que les cantons ne s'y seraient pas résolus. Enfin, la Révolution française leur arracha de vive force ce sacrifice, mais c'était trop tard. L'opinion y eut autant part que les baïonnettes.

On peut aussi reprocher aux « Messieurs » du Haut-Valais d'avoir dans les derniers temps montré trop peu de considération aux « Messieurs » du Bas-Valais, quoique par les mariages ils fussent tous parents les uns des autres.

On peut aussi reprocher au chapitre de Sion d'avoir admis dans son collège beaucoup moins de Bas-Valaisans qu'on ne le faisait dans les deux premiers siècles.

Je ne dirai pas, comme tant d'autres détracteurs passionnés des anciennes régences soit aristocratiques soit démocratiques, que le Bas-Valais, ainsi que les bailliages italiens, que le pays de Vaud, que l'Argovie et la Thurgovie, était soumis à la plus méprisable oligarchie qui ait jamais existé. C'était l'ouvrage de la Providence que cette soumission ; et qu'on obéisse à un monarque ou à des aristocrates, la chose n'est point avilissante par elle-même, pourvu qu'on soit passablement gouverné, je ne dis pas paternellement, mais non despotiquement. Il est incontestable que le Bas-Valais le fut à peu près aussi bien que le comporte le gouvernement démocratique, et qu'il retira d'être passé sous la domination valaisanne un grand avantage, avantage qui lui fut commun avec tous les sujets des Suisses souverains, ce fut de jouir de la paix et de n'être point le théâtre de la guerre durant trois siècles entiers. On ne le dut pas seulement aux circonstances, mais encore à la sagesse des gouvernements qui se firent enfin un système de neutralité qui préserva leur pays des maux de la guerre.

* Un autre avantage qui n'est pas moins inappréciable que celui-ci, que le Bas-Valais a dû à nos évêques, c'est la conservation du culte catholique dans tout le pays ; car Saint-Maurice, Martigny et Orsières sans eux couraient risque au commencement du XVII^e siècle de changer la farine contre du son, savoir la religion catholique contre l'hérésie calvinienne. D'ailleurs, nos évêques ont souvent été médiateurs utiles entre les sujets et les souverains *.

Or, cet avantage me paraît si précieux qu'il me semble qu'on ne doit point regretter de l'avoir payé un peu cher. Nous avions d'abord pour princes du pays et pour pères de la patrie nos évêques, qui tous, depuis trois cents ans, ont été des hommes estimables, et dont plusieurs ont été des personnages distingués, ou par leur génie, ou par leurs vertus, tels Walter Supersaxo, Jodoc de Silenen, le cardinal Schiner, Adrien I^{er} [de Riedmatten], Hildebrand Jost, l'évêque [Fr.-Jos.] Supersaxo, l'évêque [Jean-Jos.] Blatter, etc.

Quoique notre gouvernement fût très démocratique dans le droit, cependant dans le fait il était presque oligarchique ; c'était au vrai une démocratie du peuple tempérée par la monar-

chie de l'évêque et l'aristocratie des « Messieurs », car la plupart des charges qui donnaient voix aux diètes étaient devenues par le fait comme héréditaires dans les principales familles du pays.

Le Valais était un pays mal gouverné, mais où les bonnes mœurs étaient le correctif des mauvaises lois. Tout n'y était pas bien, mais aussi tout n'y était pas mal. C'était comme partout ailleurs, et comme il sera toujours, marchandise mêlée, un peu de bien, un peu de mal : les choses humaines ne vont pas autrement. Tous les pouvoirs y étaient confondus, comme dans la plupart des autres régences suisses. Mais c'est que les philosophes modernes n'avaient point encore conçu cette sublime théorie de la séparation des pouvoirs, qui se confondront peut-être tous de nouveau en attendant qu'on ait expérimenté comment ils se mettent et se conservent en équilibre.

En Valais, l'industrie ne fut pas encouragée, mais aussi ne fut-elle pas entravée. Quelques lois fiscales gênèrent souvent l'exportation de certaines denrées. Le Haut-Valais n'en faisait pas moins la contrebande ; quelques Bas-Valaisans y étaient pincés, mais enfin c'était peu de chose que cette vexation, et en vérité elle ne valut jamais la peine que les sujets s'en vengeassent par des insurrections : ils en murmurèrent assez impunément.

Aucune loi n'excluait personne ni des fonctions d'avocat ni du ministère ecclésiastique. Un Bas-Valaisan pouvait devenir chanoine ; plusieurs ont été dignitaires du chapitre. Il est vrai qu'il fallait être haut-valaisan pour pouvoir être élu évêque ; mais ce n'était là que ce qui est partout, sinon de droit, au moins de fait, que pour être pape il faut être italien, comme pour être empereur il faut être allemand. Les rois de France ne nommaient communément aux évêchés que des Français, comme celui d'Angleterre que des Anglais, etc. Et cela encore n'existait-il en Valais que parce que l'évêque était le prince du pays, et que c'étaient les seuls Haut-Valaisans qui le nommaient sur une présentation du vénérable chapitre. Si le pays de Vaud eût été souverain et qu'il eût eu pour sujets les Bas-Valaisans, il ne les aurait pas plus faits baillis de Lausanne que les Bernois ne faisaient avoyer de Berne un Vaudois. Pour moi,

j'écris l'histoire, non la satire de mon pays. Je dis à charge et à décharge. La Providence nous avait faits sujets ; la Providence nous a faits libres. La grande majorité de notre peuple a accueilli la liberté, mais elle ne l'a pas recherchée. Il n'est pas fâché d'être parvenu à l'égalité politique avec les Haut-Valaisans ; mais il y est parvenu sans insurrection et sans crime. Les têtes chaudes, les gens brouillons, les zéloteurs propagandistes, les bons esprits les ont méprisés dans le Bas-Valais tout comme dans le Haut. Si les Haut-Valaisans n'ont pas fait leur sacrifice de bonne grâce, mais à contre-cœur, personne du Bas-Valais ne s'est permis de leur en faire des reproches. On y jouit très modestement de l'égalité, et avec une modération propre à en consoler nos anciens maîtres.

CHAPITRE II

Emancipation du Bas-Valais et fin de la République des VII Dizains (janvier-16 mars 1798)¹

Voilà quel était l'état politique du Bas-Valais, lorsque les derniers jours de décembre 1797 et les premiers jours de [janvier et] février 1798, un seul homme, Breton d'origine et de naissance, [Mangourit], résident auprès de la république de Valais pour la République française, ayant commandé au nom du Directoire parisien à 70 000 Valaisans de changer leur gouvernement et d'arborer la cocarde révolutionnaire, ces 70 000 hommes sans aucune résistance subirent honteusement le joug et échangèrent la liberté helvétique dont les limites et les avantages étaient connus et expérimentés, contre la liberté française qui promet beaucoup de bien, mais qui jusqu'ici n'a fait que du mal. Cette révolution commença au gouvernement d'Aigle, d'où elle se propagea en trois jours de Saint-Maurice à Sion, et Dieu seul sait où cette contagion s'arrêtera.

Il est à noter 1^o que le même jour qu'une poignée de petites gens plantait à Saint-Maurice l'arbre de la liberté, une haute députation du souverain Etat étant à Martigny offrait à tous les Bas-Valaisans la même liberté dont jouissaient à cette époque les Haut-Valaisans, avec promesse formelle de supprimer les censes féodales au moyen d'un modique réachat ; 2^o que les communautés de la plaine votèrent unanimement d'accepter cette offre, mais que se voyant abandonnées par le gouverne-

¹ Ms. 63, pp. 9-16. — Titre en marge : « Plantation de l'arbre de la liberté à Saint-Maurice et dans le reste du Bas-Valais qui s'émancipe de la domination du Haut-Valais à la faveur des agents de la République française ».

ment de Monthey et la ville de Saint-Maurice, et le Haut-Valais menacé lui-même des mêmes troubles, se sont trouvées libres sans s'être révoltées, et que tenues quittes par le souverain valaisan de leurs engagements politiques envers l'ancienne patrie, dans l'espérance et sous la promesse que la religion catholique n'en souffrirait aucune atteinte, ne pouvant être libres à la valaisanne, se sont déclarées libres à la française. Pour moi, j'appelle une pareille liberté le comble de l'insolence d'une part, et de l'avilissement de l'autre, et le dernier période de l'esclavage d'une part, et de la tyrannie de l'autre. Ce qu'a d'humiliant cette révolution pour la Suisse, c'est que 13 000 Français en aient fait la conquête en quatre jours, tandis qu'il y a trois siècles 13 000 Suisses repoussaient victorieusement tous les efforts que firent pour les soumettre plus de 80 000 Bourguignons et plus de 60 000 Autrichiens. *Tempora mutantur et nos mutamur in illis* * « Les temps changent et nous changeons avec eux » *. Que deviendra la religion au milieu de toutes ces vicissitudes humaines, Dieu le sait et le temps nous l'apprendra. Mais nous espérons en Celui qui a dit : *Confidite, ego vici mundum, et ecce vobiscum sum usque ad consumationem saeculi* [Joan., 16, 33].

En décembre 1797, rappel du citoyen Helflinger, au commencement de la Révolution résident pour le roi, et depuis l'assassinat juridique de Louis XVI, résident pour la Convention régicide, ensuite pour le dictateur Robespierre, enfin pour le Directoire parisien.

* ¹ La diète de décembre 1797, forcée d'être inhumaine et inhospitalière envers les prêtres catholiques déportés de France en haine de la religion de Jésus-Christ, décrète qu'ils videront tout le pays pour la Chandeleur.

* Les Bernois, prévoyant l'insurrection du pays de Vaud, et toutes les régences suisses, menacées que les mécontents des anciens gouvernements et les partisans des nouveaux systèmes seront appuyés par les armées françaises, convoquent une diète extraordinaire de tout le Corps helvétique à Aarau ; le Valais y députe son grand bailli [Sigristen] et son secrétaire

¹ Ms. 63, pp. 10-11, adjonction marginale.

d'Etat [Hild. Roten]. Sur ces entrefaites, le pays de Vaud se révolte peu de jours après avoir prêté un nouveau serment de fidélité aux seigneurs bernois, son légitime souverain, afin de se procurer par cet abominable parjure des munitions, Berne sur cette nouvelle assurance de leur fidélité les ayant armés et leur ayant fait distribuer 3 000 quintaux de poudre et du plomb à proportion.

* Le 31 janvier, nos députés à la diète d'Aarau arrivent au pays par les montagnes du Gessenay*.

Au commencement de janvier de 1798, arrivée du nouveau résident, le citoyen Mangourit qui, dès les premiers jours de son séjour en Valais, manifeste hautement sa haine implacable pour les prêtres en général.

Le nouveau résident fait planter l'arbre de la liberté à Saint-Maurice, le dernier dimanche de janvier, savoir le 28 de ce mois.

L'abbé de Saint-Maurice [Exquis] en prend l'épouvante et s'enfuit de sa maison avec cinq ou six de ses anciens religieux qui en emportent avec eux leurs principaux titres, leurs manuscrits les plus curieux, leur argenterie d'église et ses ornements les plus précieux.

Le même jour, le résident député à Sion le citoyen Mathys, son secrétaire, pour, par sa présence, encourager les mutins (c'étaient les Français et les Savoyards habitants de cette ville) à y planter l'arbre de la liberté.

* En s'y rendant il plante l'arbre de la liberté au pont de la Morge sous Sion, sur sa rive droite, pour faire entendre au Haut-Valais que de ce moment le Bas-Valais est libre et que sa liberté est mise sous la protection de la République française. C'était précisément au moment où M. de Sépibus, gouverneur de Saint-Maurice, finissait les deux années de sa préfecture et que son successeur, le sieur Deschallen, déjà arrivé à Sion, allait se mettre en chemin pour commencer les deux années de la sienne, en recevant à ce même pont de la Morge, le serment de la grande commune de Conthey, et en instituant le châtelain au nom des VII dizains.

* Le gouverneur de Sépibus tenait ses assises à Leytron lorsqu'il en apprit la nouvelle par une lettre de mon frère Isaac élu président du comité central convoqué par le résident à

Saint-Maurice dont il était pour lors premier syndic. Sa lettre, écrite au nom de ce comité, portait que le peuple du Bas-Valais autorisé et soutenu par la République française venait de se proclamer libre et indépendant *.

Le dimanche après la Chandeleur [4 février 1798], le peuple de chaque commune se constitue un conseil provisoire sous le nom de comité composé d'un président, d'un vice-président, de 12 membres dudit comité et d'un secrétaire.

Une proclamation du dimanche suivant [11 février] déclare :

1^o que le peuple du Bas-Valais est libre et indépendant, par le fait de son insurrection faite sous les auspices du citoyen résident, et par la cession de ses anciens droits par son ci-devant souverain ;

2^o elle définit tant bien que mal ce que le peuple doit entendre par liberté et égalité ;

3^o elle ordonne qu'on en usera et défend d'en abuser ;

4^o elle décrète que provisoirement la justice et la police continueront à se faire et à se rendre selon les statuts de l'ancienne patrie ;

5^o elle prohibe toute qualification propre à désigner deux partis contraires, telles que celles de démocrate et d'aristocrate ;

6^o elle décide que les frais de la nouvelle administration se supporteront par les communes au moyen d'une taille qui sera faite selon l'égance ancienne des trois bannières ;

7^o enfin, que les propriétés non seulement particulières, mais encore communales et nationales, seront inviolablement respectées.

Le même jour fut ordonné à toutes les communautés du Bas-Valais de se mettre sous les armes, d'inviter les révérends curés à chanter à l'issue de la grand-messe un *Te Deum* en actions de grâces de sa liberté recouvrée ou conquise, et d'en faire une solennelle proclamation au proche de l'arbre de la liberté au son du tambour et du fifre, le conseil environné de la troupe.

Ce *Te Deum* fait peine aux curés en ce qu'il est ordonné par le comité central sans en avoir demandé l'indiction au révérendissime évêque [Jos.-Antoine Blatter].

Le second dimanche du mois de février [11], proclamation du comité général de Saint-Maurice écrite dans un esprit très modéré et pouvant servir de pierre d'attente à la réunion du Haut-Valais au Bas.

Lettres du même comité à la diète souveraine, du 23 février, écrites d'un style beaucoup moins modeste, où les membres de ce comité traitent d'égal à égal avec les Haut-Valaisans, se qualifient Etat libre et indépendant, se plaignent qu'on leur manque d'égards, exigent que les conférences pour la réunion se tiennent à Saint-Maurice sous les yeux et par la médiation du citoyen résident, font entendre que, sur ce que le Haut-Valais a différé de ratifier leur indépendance, ils se sont ménagé l'alliance de la République française — et à l'évêque, que le Bas-Valais n'a d'autre intérêt de s'unir au Haut-Valais que celui de la religion, oubliant que le Valais semble destiné par la nature et la Providence à ne faire qu'un seul et même peuple.

* Et ne faisant aucune mention de l'amour, de la reconnaissance et de l'attachement qu'ils ont à l'ancienne patrie, ils donnent à entendre que, pour peu que le Haut-Valais tarde à recevoir la constitution que le Bas-Valais est résolu à recevoir de la main du résident Mangourit, le comité général ne pourra plus retenir la pente qu'ont les communes bas-valaisannes à se détacher de la mère patrie pour s'attacher au peuple voisin, qui sans doute ne peut être que le pays de Vaud. Mensonge impudent, cette assertion ne pouvant être tout au plus que des marchands et artisans de Saint-Maurice. D'où je conclus que les meneurs étaient déjà, ou bien séduits par les principes révolutionnaires, ou bien subjugués par l'agent français*.

En février, diétine à Sion où sont appelés quelques chanoines. Sur ce qu'on apprend par des courriers de Berne que toutes les aristocraties suisses viennent de rendre la liberté à leurs sujets et de remettre le gouvernement entre leurs mains, le souverain Etat se décide à reconnaître plus solennellement l'indépendance des Bas-Valaisans, et 1^o à leur réitérer l'offre de les associer à la liberté des VII dizains qu'on leur avait déjà offerte peu de jours après la révolution commencée à Saint-Maurice, le 28 janvier, et consommée en tout le Bas-Valais, le 1^{er} février. 2^o On y arrête que le Bas-Valais sera invité à se réunir au Haut-Valais pour ne

former qu'un seul et même peuple libre et Etat souverain vivant sous l'ancienne constitution du pays, soit de la patrie, le peuple valaisan déclarant que les bases de cette réunion seront : 1^o que la religion catholique, apostolique et romaine sera la seule dominante et professée en tout le Valais ; 2^o que le clergé y demeurera sur le pied où il est tant au temporel qu'au spirituel ; 3^o que Mgr l'évêque continuera à avoir en tout le pays les honneurs de prince et l'autorité de conseiller d'Etat ; 4^o que le Bas-Valais formera trois dizains ; 5^o que les propriétés, même féodales, seront respectées ; ces dernières sont déclarées rachetables ; 6^o que les diètes continueront à se tenir à Sion ; 7^o que le peuple de tout le pays sera libre à la valaisanne et non à la française, et surtout que le Bas-Valais ne fera aucune alliance avec aucune puissance étrangère que du gré et consentement de tout le peuple des VII anciens dizains, pour n'avoir pas l'air de se détacher de l'alliance des cantons catholiques et du Corps helvétique.

La postérité jugera si ces offres n'étaient pas équitables ; elles étaient très sincères. Les meneurs du Bas-Valais menés par le résident français recherchèrent comme ils en avaient menacé leurs frères aînés du Haut-Valais l'alliance de la France démocrate qui, si elle eût été pleinement libre de leur part, ne pouvait être légitime qu'au cas d'un refus formel de la ratification de leur indépendance par les communes haut-valaisannes.

Ce comité général était une assemblée représentative des communes du Bas-Valais composée de quatre membres de chacune des ci-devant trois bannières de Monthey, de Saint-Maurice et de l'Entremont. La ville de Saint-Maurice fournissait un député ; la petite bannière de Martigny, un autre ; celle de Saillon, le troisième, et celle de la majorie [d'Ardon], le quatrième. Pour l'Entremont députèrent Orsières, Sembrancher, Bagnes et Conthey y compris Nendaz. Je ne connais point encore l'ordre de la députation de la bannière de Monthey, ni le mode de l'élection du président, si ce n'est qu'il s'élit d'entre les députés des bannières à tour et ne préside que quinze jours de suite. Cette assemblée se tenait à Saint-Maurice sous les yeux et sous l'influence du citoyen Mangourit, résident de la République française ou, pour mieux dire, proconsul pour elle en Valais.

Le lundi de la première semaine de carême [26 février] monte à Sion une députation de six membres du comité central de Saint-Maurice, dont le chef fut (si on ne m'a pas trompé) M. le châtelain Delasoie, de l'Entremont, et du gouvernement de Monthey, M. le capitaine [Ch.-Emm.] de Rivaz. Les seigneurs de l'Etat fortifiés d'un grand nombre de paysans de tous les dizains firent à cette députation l'accueil le plus honorable et le plus fraternel. On fit asseoir les députés des trois bannières en cercle, mêlés avec les députés des VII dizains. Le châtelain Delasoie porta la parole au nom des communes du Bas-Valais pour remercier les VII dizains de la ratification de l'indépendance et de la liberté accordées en leur nom d'abord par une haute députation, ensuite par la souveraine diète. Les Haut-Valaisans leur proposèrent que le Bas-Valais voulût se former en trois dizains et se réunir aux sept anciens pour ne faire qu'un seul peuple formant une même république et vivant sous les anciennes lois et conservant les anciennes alliances. Les députés bas-valaisans témoignèrent le désir de fraterniser sans s'expliquer sur le mode, mais observèrent que tel n'était point l'objet de leur députation et qu'ils n'avaient aucune instruction ni aucun pouvoir à cet égard. Ainsi donc cette députation fut une affaire de pure politesse. Les Haut-Valaisans démulcèrent par toutes sortes de prévenances et d'égards les Bas-Valaisans, les firent manger avec eux comme des égaux et des frères. Le grand bailli surtout et l'évêque leur prodiguèrent tous les témoignages d'estime, d'affection et de confiance. Cette députation demeura trois jours de suite à Sion qu'elle en descendit le jeudi matin [1^{er} mars].

Sur ces entrefaites, on avait fait le samedi et le dimanche précédents une conscription militaire par ordre du comité central en toutes les paroisses du Bas-Valais, et le citoyen Mangourit, craignant apparemment que le Bas-Valais ne se laissât gagner par les Haut-Valaisans à cette si désirable réunion, force les autres membres du comité demeurés à Saint-Maurice de convoquer précipitamment les assemblées de communes à l'effet d'élire deux ou plusieurs députés par paroisse, pour se rendre le vendredi matin [2 mars] à Saint-Maurice à l'effet d'y entendre lecture de la nouvelle constitution qu'il a l'intention de donner

au Bas-Valais et de voter pour son acceptation. Bien plus, le samedi suivant, à trois heures du matin, le résident français se transporte au comité général augmenté en partie de cette nouvelle recrue de députés et les requiert de fournir un contingent de 400 hommes, 133 par bannière, pour voler au secours de leurs frères du pays de Vaud menacés par les Bernois, leurs « anciens oppresseurs », d'une attaque hostile. Le comité se prête avec sa lâcheté ordinaire à cette demande et expédie une invitation aux communes d'envoyer leurs volontaires, s'il s'en trouve, et, à leur défaut, les électionnaires pour se trouver dès le dimanche suivant [4 mars] de grand matin à Saint-Maurice, armés, équipés et pourvus des munitions nécessaires, avec promesse garantie par le citoyen résident qu'ils feront la guerre aux dépens des Vaudois aussitôt qu'ils auront mis le pied sur leur territoire. Cette levée ne fut effectuée que le lundi matin, et elle se rendit, à ce que l'on dit, le même jour à Bex. Le citoyen Joseph de Bons, chevalier de [la] croix de Saint-Louis, ci-devant capitaine au régiment valaisan de Courten au service de S.M.T.C., en fut le commandant, et un M. Bonaventure Preux, de Saint-Maurice, ci-devant officier au même régiment et qui était passé au service de la grande nation en 1792, fait prisonnier l'année suivante par les troupes impériales, en fut nommé major.

La Campagne des Ormonts (mars 1798)¹. * Il y avait à peine une quinzaine de jours que le Bas-Valais avait acquis la liberté qu'il lui fallut combattre non pour s'y maintenir mais pour forcer le peuple du mandement des Ormonts, portion du gouvernement d'Aigle, d'en recevoir le don inestimable de la main des Français. Comme ils préféraient l'esclavage à cette liberté, puisqu'ils s'étaient armés pour les seigneurs bernois, leurs tyrans et leurs despotes, un renversement de raison si total et si inattendu révolta et irrita l'esprit démocratique du résident Mangourit, et une si noire ingratitude provoqua contre eux l'indignation et la vengeance de la grande nation, de la main de qui cette poignée d'hommes dédaignait le plus grand de tous les

¹ Ms. 63, pp. 15 et 17, adj. marg.

bienfaits. Mangourit frappa donc la terre de son pied, et il en sortit une légion vengeresse des Droits de l'Homme méconnus non seulement par les oligarques tyrans, mais encore par leurs sujets esclaves, et il fut résolu qu'on marcherait à la conquête de la vallée des Ormonts qui rejetait aussi absurdement qu'insolemment la liberté. En conséquence marchèrent contre ces fous d'Ormonins une petite armée de Français, de Vaudois et de Bas-Valaisans. Ceux-ci, au nombre de 400 hommes, furent commandés par M. Joseph de Bons, ci-devant capitaine au régiment suisse valaisan de Courten au service de S.M.T.C., qui se comportèrent très bravement. On leur donna pour aumônier un capucin de Saint-Maurice (le P. Lambert) qui m'a raconté que, comme aucun coup de carabine ne porta sur nos gens, plusieurs soldats du corps vaudois venaient à lui en foule dans la persuasion qu'il avait le secret de détourner les balles de la personne des soldats catholiques, lui offrant, qui un louis, qui deux louis, s'il voulait bien le leur communiquer. C'est qu'en Suisse, chez les réformés, le gros du peuple est beaucoup plus superstitieux que chez les catholiques, et croit fortement que les ministres de notre culte peuvent par des secrets surnaturels tout ce qu'ils ne cherchent à opérer que par la prière, l'eau bénite, les exorcismes, l'invocation des saints et la vénération de leurs reliques. Il ne se livra pas aux Ormonts de combat proprement dit ; ils se contentèrent d'attendre de pied ferme qu'on vînt les attaquer et, cachés derrière des arbres ou des cases, ils tiraient leurs carabines, en sorte que se voyant inférieurs en nombre et environnés de toutes parts, chose à laquelle ils s'attendaient, ils se retirèrent dans leurs bois et dans leurs habitations des hautes Alpes ; en sorte qu'on entra dans leurs villages sans y trouver ni femme, ni enfants, ni vieillards. Cette conquête fut moins remarquable par le nombre de ceux à qui elle coûta la vie que par les fatigues qu'endura la petite armée. Car, comme cette affaire eut lieu en mars, quelques Français périrent de froid dans les neiges dans lesquelles on marchait jusqu'à mi-corps. Un capitaine vaudois nommé Forneret y fut victime de sa bravoure indiscrete ; mais il fut bien dédommagé de la perte de la vie par les honneurs funèbres qu'on rendit à son cadavre, à Bex. Ce fut là la première victoire que la liberté remporta en Suisse sur l'esclavage, et les

avocats vaudois, sur les oligarques bernois. Chastel, commandant en chef de l'armée française *.

Le même jour [3 mars] remontèrent de Saint-Maurice à Sion trois députés du Haut-Valais au résident dictateur, savoir les deux derniers gouverneurs de Sépibus et Zurbriggen et M. le bourgmestre de Riedmatten, ci-devant seigneur de Saint-Gingolph, accompagnés d'un paysan de chacun des VII dizains, qu'on lui envoyait pour lui demander si ses instructions mettraient quelque obstacle à la réunion du Bas-Valais au Haut aux conditions susproposées ; et ils doivent en avoir rapporté pour toute réponse que le Haut-Valais subirait le sort du reste de la Suisse, et que s'ils étaient résolus à opposer quelque résistance aux projets du Directoire français, ils pourraient bien à la vérité se donner le plaisir de tuer quelques milliers de Français républicains, mais qu'ils devaient s'attendre d'en avoir sur les bras jusqu'à ce qu'ils en fussent réduits.

Le résident dictateur manifeste, dit-on, ces jours-ci (7 et 8 mars) le projet de se servir des troupes bas-valaisannes secondées de troupes vaudoises pour forcer * à coups de baïonnette * à accepter la liberté le peuple du Haut-Valais qu'il suppose esclave de quelques oligarques. En conséquence il ordonne une réquisition d'hommes depuis 16 à 40 ans pour les forcer à accepter la constitution helvétique.

* ¹ Dans la nuit du 7 au 8 mars, ceux de Martigny ayant aperçu vers les onze heures du soir un feu qu'ils prirent pour celui du fanal, soit signal de Saint-Maurice, députent précipitamment un homme à cheval pour répandre l'alarme dans toutes les paroisses de la plaine et de l'Entremont, et donner avis de la part du ci-devant banneret Crompt, président du comité de Martigny, que la généralité eût à se tenir prête à marcher au premier ordre. Mais trois ou quatre heures après, il fait savoir à ces communes que ce n'a été qu'une fausse alerte et que bien loin que l'armée combinée des Vaudois et des Français eût été battue par celle des Bernois et de leurs alliés, comme cette

¹ Ms. 63, pp. 16-17, adj. marg.

alarme le faisait craindre, on avait au contraire reçu à Saint-Maurice la nouvelle que Fribourg et Soleure étant déjà au pouvoir des Français, les Bernois n'avaient pas cru devoir en venir aux mains avec eux, et qu'ils leur avaient laissé les portes de leur ville ouvertes, se soumettant à accepter telle constitution qu'il plairait à la France de donner à la Suisse.

* Ces nouvelles ne s'étant trouvées que trop véritables, et le Haut-Valais en ayant été informé par la voie même de Berne, l'évêque, le chapitre et les deux dizains de Sion et de Sierre se résignèrent à laisser planter l'arbre de la liberté chez eux et à prendre la cocarde verte ; et ils députèrent deux chanoines à chacun des cinq dizains supérieurs pour leur faire entendre que la résistance serait vaine et les engager à imiter leur exemple. En conséquence, l'arbre de la liberté fut planté à Sion, le samedi 10 mars, jour de marché.

* Ainsi donc finit l'ancienne république des VII dizains du Haut-Valais sous la présidence de l'évêque, son prince et son préfet ; ce qui mit fin en même temps aux longs débats que leurs prétentions réciproques avaient fait naître si souvent et renouvelaient pour ainsi dire de diètes en diètes.

* Quatre députés du comité général de Saint-Maurice, savoir le ci-devant châtelain Jacques Quartéry, juge de paix de Saint-Maurice, Pierre-Louis Du Fay, ci-devant châtelain de Monthey, l'avocat Pittier et [Duc], montèrent à Sion le vendredi suivant [9 mars] pour présenter, dit-on, aux VII anciens dizains la nouvelle constitution...

* Le Bas-Valais demande à l'Assemblée provisoire du canton du Léman à pouvoir tirer du sel des salines de Bex. On le lui accorde le 19 mars *.

CHAPITRE III

Prodromes de l'installation du régime helvétique (16 mars-26 avril 1798) ¹

Le jeudi de la troisième semaine de carême, 15 mars au soir, arrive à Saint-Maurice une nombreuse députation de Haut-Valaisans qui prennent séance au comité général. Vers le même temps, les actes de ce comité nous apprennent qu'on y adopte la dénomination de Valais occidental en place de celle de Bas-Valais, et de Valais oriental en place de celle de Haut-Valais, et le comité général du Valais occidental change ce nom contre celui d'assemblée nationale du pays de Valais. Le Valais, en vertu de la nouvelle constitution provisoirement acceptée par le comité de Saint-Maurice un des jours de la semaine précédente et proposée à l'acceptation pareillement provisoire des Haut-Valaisans la 3^e semaine par les députés bas-valaisans Du Fay, Pittier et Duc, est partagé en dix districts, dont les cinq allemands composent ce qu'on appellera désormais le Valais oriental, savoir Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches; les cinq français, savoir Sierre, Sion, l'Entremont, Saint-Maurice et Monthey, le Valais occidental. Il est réglé qu'il se tiendra désormais deux diètes par an, l'une à Sion au mois de novembre et l'autre à Saint-Maurice au mois de mai.

Aussitôt après la réunion des députés du Haut-Valais aux députés du Bas-Valais en comité général à Saint-Maurice, l'organisation de ce comité prend une nouvelle forme. On convertit ce comité des dizains en une assemblée nationale, dont M. de Riedmatten de Saint-Gingolph, ci-devant bourgmestre

¹ Ms. 63, pp. 16-22.

de la ville de Sion, est élu président ; enfin un pouvoir exécutif composé de trois directeurs, qui le sont provisoirement jusqu'à l'acceptation de la nouvelle constitution par toutes les communes du pays, qui doit avoir lieu au mois de mai, et l'élection selon les formes constitutionnelles de la nouvelle magistrature, qui sont les citoyens Sigristen, ci-devant grand bailli de la république, l'avocat de Chastonay, ci-devant grand châtelain de Sierre, et Charles de Rivaz, ci-devant capitaine général du gouvernement de Monthey.

Quant à la religion, les articles 17^e, 18^e et 19^e de cette nouvelle constitution mettent l'évêque, le chapitre et les curés dans de grandes inquiétudes. Mgr [Blatter] se propose d'en demander le redressement. Pour tranquilliser le clergé, le citoyen résident [Mangourit] fait aviser Monseigneur par le président de Riedmatten que le clergé par cette nouvelle constitution ne jouissant point du droit de citoyen actif, ne sera soumis à la prestation d'aucun serment.

Le prêtre Berthod, Saviésan, maintenant [1801] curé d'Isérables, court de son chef, sans mission, les dizains allemands pour les avertir que la constitution est incompatible avec la religion et la met en péril.

On dit que le comité général de Saint-Maurice affirme au nom de la nation valaisanne tous les biens du ci-devant Etat de Valais et établit un trésorier, qui doit être mon frère Isaac.

Nos troupes reviennent de Bex, le 3 avril, sans avoir été au feu. Le bataillon de 400 hommes était divisé en quatre compagnies, commandées, l'une par M. Chapelet, ci-devant capitaine au régiment de Courten, l'autre par M. Edouard Devantéry, officier au même régiment, la 3^e par M. Bonaventure Preux, officier au même régiment, et la 4^e par M. Gard, ci-devant capitaine général de la bannière de l'Entremont. Il ne sortit point, que je crois, du gouvernement d'Aigle, ni même de Bex, excepté la compagnie Chapelet, qui fut un moment en garnison au château de Chillon. En passant à Saint-Maurice, la troupe présenta les armes aux citoyens directeurs du pouvoir exécutif.

La 4^e semaine de carême, ou celle de la Passion, sont députés [24 mars] à Berne auprès du citoyen Brune, général de l'armée française qui a fait la conquête de la Suisse à la liberté et à

l'égalité, les citoyens de Riedmatten de Saint-Gingolph, président, Augustini, vice-directeur, et Jacques Quartéry, juge de paix de Saint-Maurice, qui leur ordonne de délibérer si les Valaisans veulent rester république indépendante ou s'incorporer à la République helvétique. Le mercredi de la semaine sainte, 4 avril, cet important sujet est pris en délibération dans toutes les communes.

Jusqu'aux assemblées primaires, qui eurent lieu le 22 avril, il ne se passa rien de nouveau que diverses entreprises des peuples séduits par une liberté non définie contre l'autorité ecclésiastique. En voici quelques exemples :

Rd M. Udry, curé de Saint-Séverin et surveillant de la surveillance d'Ardon, étant mort le 21 mars, le peuple de Conthey se crut en droit, en vertu de la nouvelle liberté, de se choisir un pasteur à la pluralité des voix ; cette pluralité des voix fut en faveur de M. Blanc, curé de Nax. Monseigneur avait autorisé le banneret Duc, président moderne de cette commune, de permettre à ce peuple qu'il émit son vœu, sans toutefois abandonner son droit de collation libre dont les évêques de Sion ont joui de tout temps à l'égard de ce bénéfice, dans l'espérance que ce magistrat, qu'il croyait avoir un grand crédit dans cette paroisse, réunirait un plus grand nombre de suffrages en faveur de moi, A.-J. de Rivaz, pour lors curé de Leytron, auquel il destinait cette cure. Mais le résultat de cette tentative n'ayant pas tourné au gré de Monseigneur, Monseigneur, qui n'avait pas prétendu par cette condescendance se lier les mains, me nomma à ce bénéfice cure, le samedi saint [7 avril], et protesta aux députés des partisans de M. Blanc qu'il avait des raisons de conscience pour n'y pas nommer le curé de Nax. Le mercredi de Pâques [11 avril], Monseigneur me força d'accepter et de me présenter à Conthey le dimanche de Quasimodo [15] pour prendre possession. Je fus gracieusement accueilli par le conseil, soit comité de la commune ; mais m'étant présenté accompagné dudit conseil à la cure pour en prendre possession, une trentaine d'hommes, presque tous du village d'Aven, s'y opposèrent, prétendant qu'en vertu du nouveau régime ils avaient droit de nommer leur curé, et que M. Blanc, ayant eu la pluralité des voix, le serait bon gré, malgré moi et mes patrons.

Le prêtre Durier, banni du pays en 1791, comme prévenu de plusieurs crimes, entre autres de haute trahison et d'impudicités contre nature, reparaît au Bas-Valais à la faveur de la liberté et de l'égalité ; mais les représentants du peuple valaisan assemblés en comité national à Saint-Maurice obtiennent du résident français qu'il ne séjourne au pays qu'une dizaine de jours, pour voir ses parents et faire ses affaires.

Le prêtre Ribordy, ivrogne scandaleux, pareillement dans la disgrâce de son prélat, porte plainte au résident d'avoir été menacé d'être tué par le directeur du séminaire épiscopal [Schmidhalter] et par ses domestiques pour avoir assisté à la plantation de l'arbre de la liberté à Sierre. Le résident reçoit sa clame et le prend sous sa protection.

Le citoyen Barthélemy Produit, secrétaire de la commune de Leytron, vivant avec sa femme qu'il accuse d'adultère en divorce illégal, méconnaît la compétence du tribunal épiscopal en causes matrimoniales, et porte cette affaire à l'audience du résident pour se soustraire ainsi au for ecclésiastique.

Le peuple de la commune de Chamoson n'ayant pu obtenir de l'évêque un curé sans avoir au préalable obtenu par les formes canoniques leur séparation d'Ardon, vont en demander un au résident qui les renvoie au comité de Saint-Maurice. Ce comité les renvoie sagement à l'ordinaire.

Peu avant notre révolution, le peuple de la paroisse d'Orsières force l'évêque et le prévôt [Luder] et le souverain Etat d'abandonner Rd M. Isidore Darbellay, dont les paroissiens prétendaient avoir à se plaindre, que l'Etat et l'évêque avaient cru devoir soutenir jusqu'alors. Il est vrai qu'ils demandent sans violence pour le remplacer le prieur claustral du Grand Saint-Bernard [Claivaz], propre neveu de M. le prévôt, sujet d'ailleurs très méritant, et ils l'obtiennent.

Ceux de Vérossaz demandent à cor et à cri au comité de Saint-Maurice la suppression sans indemnité des dîmes et des fiefs même au profit de leur église paroissiale ; jusqu'ici on le leur refuse.

Par la nouvelle constitution, les ecclésiastiques sont déclarés n'être pas citoyens actifs, et l'article 2^e de la convocation des assemblées primaires leur défend de se montrer auxdites assemblées et de s'immiscer en aucune affaire politique.

Cependant Monseigneur ne regardant pas le maintien de la religion catholique en toute son intégrité tant promis par les généraux et les agents de la République française à tous les Suisses comme une question purement politique, fait publier un mandement le dimanche [22 avril], jour de la tenue desdites assemblées primaires, pour exhorter et avertir les peuples d'en faire réserver formellement le maintien et l'intégrité par les électeurs des députés du peuple valaisan à l'assemblée nationale et législative de toute la Suisse qui va se tenir à Aarau. Cette réserve formelle fut jugée par Monseigneur et son chapitre d'autant plus nécessaire qu'il leur semblait que le peuple du Bas-Valais voulait la révolution, la liberté eût-elle dû lui coûter la perte de la religion, tandis qu'au contraire celui du Haut-Valais craignait la révolution, comptant pour rien tous les avantages qu'on lui en faisait attendre, parce qu'il était persuadé que l'arbre de la liberté n'était en dernière analyse que l'étendard de l'impiété.

L'assemblée électorale commence en effet ses séances à Sion, déclaré chef-lieu, soit capitale du canton de Valais, le jeudi de la 2^e semaine après Pâques, 26 avril. Les trois directeurs du pouvoir exécutif y transfèrent la chancellerie nationale, et le citoyen résident s'y rend le même soir et il y déploie le drapeau tricolore. Le lendemain, l'évêque et le chapitre lui font visite ; il la rend à l'évêque le samedi.

Le dizain de Rarogne persiste à refuser la liberté française, se prétendant déjà libre, et craignant pour leur religion, sur les dangers de laquelle on ne les rassure pas suffisamment. Le citoyen Mangourit leur écrit de Sion en date du 27 avril que « toute résistance à l'emprise inévitable de la démocratie représentative est vaine » et que « ce sont les prêtres et les oligarques qui les égarent » pour conserver, les uns leurs revenus, les autres leur ascendant. Véritablement cette résistance d'un seul dizain est non seulement perdue, puisqu'elle peut être promptement réduite, mais encore elle semble mériter d'être punie, puisque ce dizain a eu l'audace d'arrêter le courrier d'Italie et de refuser la passage à ceux de Conches, de Viège et de Brigue. Aussi le citoyen Mangourit les menace-t-il d'en punir militairement les instigateurs qu'il croit être les prêtres, puisqu'il ajoute : « sans

égard pour la profession qu'ils veulent déshonorer ». Il les menace en outre d'employer des mesures terribles « contre les révoltés » ; je ne sais si ce mot est l'expression propre, mais je ne puis mettre dans ma tête qu'il soit juste de forcer à coups de baïonnette le peuple le plus libre de l'univers à recevoir une liberté incontestablement moindre que celle dont on le prive. Ce qui, à mon sens, n'empêche point que cette inutile résistance de cette petite peuplade ne soit une résolution extrêmement inconsidérée, puisque la prudence fait aux faibles un devoir de céder à la force. Mais avec une assurance positive de maintenir à ces peuples, comme on le leur a tant promis, la religion de leurs pères dans toute son intégrité, on aplanirait aussitôt tous ces faibles obstacles et on s'épargnerait les « mesures terribles » dont on menace les soupçonneux Raronois. Car cette résistance ne vient que de ce qu'on fait entendre à ce peuple si attaché à sa religion, qu'il doit accepter sans aucune modification la constitution que la France donne à la Suisse aux articles mêmes qui l'intéressent le plus directement. Ce que la proclamation de Mangourit a de plus vicieux, à mon avis, c'est de rendre odieux tous les prêtres pour le fanatisme de quelques-uns.

Le mandement épiscopal publié le dimanche précédent exhortant les Valaisans à faire réserver expressément la religion par leurs électeurs qui doivent accepter la nouvelle constitution, indisposa beaucoup le citoyen résident contre l'évêque et son chapitre et tout le clergé. A la vérité, le citoyen résident, pour les rassurer un peu sur cet article auquel les Valaisans allemands attachent une si grande importance, leur représente que le culte catholique n'a point été touché par les armées françaises lorsqu'elles firent la conquête de l'Italie, et qu'il n'a point cessé en Suisse depuis qu'elles occupent les cantons de Fribourg et de Soleure. Mais il aurait dû dire pour les rassurer pleinement qu'on prend l'engagement formel de n'y toucher du tout point, ni de n'y apporter point de notables changements à l'avenir. Il me semble que ce mot est bien aisé à dire si l'on veut sincèrement la chose.

On mande de Sion en date du 28 [avril] que Monseigneur vient d'accompagner d'une instruction pastorale la proclamation foudroyante du citoyen résident, à l'effet de faire comprendre à ceux

de Rarogne que leur résistance étant inutile, ils n'ont rien de mieux à faire que de subir le joug pour épargner à l'Eglise et à la patrie le sang que ferait couler la guerre et l'argent qu'elle fait dépenser. Dieu veuille qu'ils entendent raison et qu'ils s'unissent aux autres dizains !

CHAPITRE IV

« Les trappistes chassés du Valais » ¹

Le monastère [« La Sainte-Volonté-de-Dieu »] que Dom Augustin [de Lestranges], leur abbé, avait construit dans la gorge qui conduit de Martigny à Sembrancher, un peu au-dessus de Bovernier, consistait en deux bâtiments, l'un décoré à sa façade principale d'une assez jolie église pour sa communauté de religieuses et entouré de hauts murs renfermant un vaste jardin potager, l'autre moins considérable pour quelques prêtres qui les dirigeaient au spirituel et pour quelques frères qui les aidaient dans le travail manuel. Il commençait même à y établir une de ces petites écoles dont je parlerai plus bas ², lorsqu'au printemps de 1798, le résident Mangourit, envoyé en Valais par le Directoire français pour nous inoculer le virus révolutionnaire, n'a pas plutôt mis les pieds en ce pays qu'il en chasse les trappistes, qui lui paraissent être les fanatiques les plus fous qu'il y ait au monde. Ils ne se le font pas dire à deux fois. Cet ordre leur parvint le soir ; le lendemain matin, sans se mettre en souci du parti qu'ils pourront tirer du terrain qu'ils avaient acheté à beaux deniers comptants et des vastes bâtiments qu'ils y avaient construits, et n'emportant avec eux que quelques vases sacrés, quelques ornements d'église, quelques vêtements sacerdotaux, quelques livres de chœur ou de piété, quelques linges et quelques hardes, ils se mettent en route sous la conduite de la Providence, précédés d'une croix de bois, marchant deux à deux dans le plus grand recueillement et avec la plus parfaite résigna-

¹ Ms. 63, pp. 26-27, adj. marg.

² Voir p. 200.

tion, sans mot dire à personne et priant Dieu qu'il préservât le pays qu'ils quittaient du malheur de perdre le vif sentiment de religion qui l'avait rendu si chrétiennement hospitalier à leur égard. Ils passent à Sion dans le courant d'avril au nombre d'une soixantaine de personnes, tant religieux que religieuses et quelques élèves, sous la conduite de Dom Urbain, leur prieur. Les sœurs, au nombre d'une vingtaine, logent chez M. Bruttin, commis des postes et fermier de la maison du Grand Saint-Bernard. Cette communauté sort du pays par le Simplon.

Nous sommes si incurieux en Valais que depuis lors nous ne nous sommes pas plus occupés d'eux que s'ils n'avaient jamais existé parmi nous. Nous savons cependant qu'après avoir erré quelque temps de lieux en lieux en Allemagne, Dom Urbain conduisit en Hollande sa colonie de religieux, d'où ils s'embarquèrent pour l'Amérique septentrionale. On a des lettres de Dom Urbain datées de Baltimore où il fixa enfin sa colonie.

Mais surtout ce que nous savons le moins pertinemment, c'est ce que devint sa communauté de religieuses. S'il faut en croire ce qu'on m'en a dit, la princesse Louise [-Adélaïde de Bourbon-Condé] leur ménagea un asile en quelque coin de l'Allemagne. On ajoute qu'elle survécut peu à l'agitation continuelle où les rapides conquêtes des Français républicains la faisaient vivre, en quelque lieu qu'elle allât chercher une solitude religieuse, et qu'elle n'a trouvé de repos que dans le sein de Dieu, qui s'est hâté de la tirer du milieu de tant d'iniquités, pour lui donner la récompense du sacrifice de sa personne qu'elle immolait tous les jours par le glaive de la pénitence pour le retour des miséricordes divines sur sa famille et sur sa nation.

(N.B. Correction). Il n'est pas vrai que cette princesse soit morte en Allemagne et à l'époque que j'indique ici, puisque les gazettes des premiers mois de 1816 ont annoncé qu'elle serait la supérieure des chanoinesses qu'on doit établir sur le local des tours du Temple, où Louis XVI et sa malheureuse famille ont été si longtemps détenus par la faction régicide, qui ne les en tira que pour les conduire à la guillotine.

DEUXIÈME PARTIE

**LE VALAIS SOUS LE RÉGIME HELVÉTIQUE
(1798-1802)**

CHAPITRE PREMIER

Les travaux de l'assemblée électorale (28 avril-4 mai 1798) ¹

L'assemblée électorale de Sion n'est pas moins influencée pour le choix des membres valaisans au Sénat et au Grand Conseil, de la Chambre administrative et du Tribunal suprême, que l'a été celle de Saint-Maurice pour l'acceptation provisoire de la constitution d'abord valaisanne et ensuite helvétique, et l'élection des trois directeurs du pouvoir exécutif, puisque c'est d'après des listes fournies à tous les électeurs par le citoyen résident [Mangourit] — * qui a déclaré que son intention était que le moins de membres possible de l'ancien gouvernement y soient employés dans le nouveau comme gens justement suspects de n'avoir pas mérité la confiance du peuple * — qu'ont été élus tous les membres de ces diverses chambres, un très petit nombre excepté.

* Il est à remarquer qu'au commencement de notre révolution, Mangourit nous promit que nous ferions une république à part, et nous croqua une constitution propre et adaptée à notre isolement politique. Peu de jours après, il notifia à notre comité provisoire de Saint-Maurice que le Directoire français nous laissait les maîtres de nous réunir à la nouvelle République helvétique. Il fut ensuite question de nous en détacher pour être compris dans une République rhodanique qui devait être composée du pays de Vaud, de la partie romande du canton de Fribourg, etc. Enfin, le 24 mars, l'assemblée provisoire du canton du Léman fit publier qu'elle avait reçu du Directoire exécutif l'assurance la plus positive que la Suisse ne serait

¹ Ms. 63, pp. 22-24.

point démembrée, et que toutes les parties qui composaient le Corps helvétique feraient un tout indivisible sous le nom de République helvétique. C'est ainsi que nous lui fûmes incorporés comme canton, et nous étions à cette époque le 19^e en rang*.

Le citoyen Isaac de Rivaz fut élu président de cette assemblée dès le premier jour de ses séances ; mais il n'accepta cet honneur que jusqu'à l'arrivée du reste des électeurs haut-valaisans ; ceux de Viège et de Brigue et du Bas-Conches étant arrivés, on procède à une nouvelle élection du président de l'assemblée, et le citoyen Ambuel, ci-devant grand capitaine du dizain de Sion, obtient la pluralité des suffrages, mais il n'occupe le fauteuil que ce seul jour, et sur son refus de l'occuper plus longtemps, l'assemblée réélit le citoyen Isaac de Rivaz pour son président.

Sous sa présidence, on commence les élections, le mardi 1^{er} mai, et les suffrages plus nombreux appellent au Sénat helvétique les citoyens Valentin Sigristen, du dizain de Conches, directeur du pouvoir exécutif, ci-devant grand bailli ; l'avocat Augustini, ci-devant se disant comte, chevalier et gouverneur ; le banneret Duc, président de Conthey, et M. Julier, ci-devant grand capitaine du dizain de Loèche et trésorier de l'Etat ;

au Grand Conseil helvétique, les citoyens Léopold de Nuce, de Vouvry, général français ; le notaire Jacquier, de Savièse ; le notaire Tabin, d'Anniviers ; Joseph de Bons, de Saint-Maurice, ci-devant capitaine au service de France ; Louis Preux, gendre du résident Helflinger, ci-devant lieutenant gouverneur de Saint-Maurice ; le marchand Lacoste, bourgeois de Sion ; le notaire Zurbriggen, de Viège, dernier gouverneur de Monthey, et le notaire Indermatten, aussi de Viège ;

à la Chambre administrative du canton de Valais, Isaac de Rivaz, de Saint-Maurice, président de l'assemblée ; Eugène-Gaspard Stockalper, soit le baron, ci-devant grand banneret du dizain de Brigue et colonel du Haut-Valais ; le châtelain Delasoie, de Sembrancher ; l'avocat Pittier, de Martigny, et Nicolas Roten, de Rarogne, ci-devant deux fois gouverneur de Monthey ;

au Tribunal suprême [du canton], le citoyen Charles de Rivaz, l'un des trois directeurs, ci-devant capitaine général du gouvernement de Monthey.

CHAPITRE II

La première insurrection du Haut-Valais (mai 1798)¹

Les élections en étaient là, lorsque le vendredi 4 mai, on reçoit à Sion l'avis que le dizain de Rarogne ayant pris les armes et attiré à son parti un grand nombre de mécontents des autres dizains allemands, surtout la plupart des paysans du Haut-Conches, est déjà maître du bois de Finges et marche contre Sierre. A cette nouvelle inattendue, le citoyen résident [Mangourit] quitte Sion et se retire précipitamment à Saint-Maurice. Mais sur ce que l'assemblée est avisée que cet attroupement n'est composé que d'une poignée d'hommes, elle lui dépêche trois députés qui l'atteignent à Martigny et lui persuadent de retourner à Sion. Mais le lendemain samedi [5 mai], le bruit se répandant que l'armée des mécontents grossit à chaque heure, le résident accompagné des directeurs Sigristen et Augustini sort de la ville pendant la nuit et se rend en grande hâte à Saint-Maurice, et l'assemblée électorale se sépare et se dissout. Le directeur de Rivaz ne retourne à Saint-Maurice que le lundi 7 mai. On apprend ce jour-là au matin que l'armée des mécontents forte, dit-on, de 10 à 12 000 hommes cerne la ville et a entraîné dans sa résistance tous les villages des dizains de Sierre et de Sion. Sur cette nouvelle, le citoyen Isaac de Rivaz qui avait aussi quitté Sion pour venir se reposer de ses fatigues [à Leytron] chez son frère [Anne-Joseph], qui en était alors curé, pensant remonter à Sion, trouve le pont de la Morge gardé par les Valaisans allemands. Sur ces entrefaites, le citoyen résident fait prendre les armes à 400 hommes des trois bannières

¹ Ms. 63, pp. 24-29.

du Bas-Valais, et fait venir des troupes vaudoises en attendant que les françaises arrivent.

On apprend le matin du mardi 8 mai que la ville sommée de se rendre et hors d'état de se défendre, s'est rendue la veille vers les six heures du soir aux Valaisans allemands. Le jeune comte de Courten, leur général, ne lui accorde de la part de l'armée qu'un quart d'heure pour délibérer. Leur manifeste est court ; en voici la substance : « Qu'ils ont pris les armes, non pour opprimer la liberté des Bas-Valaisans, mais pour conserver la leur et pour le maintien de la religion de leurs pères dans toute son intégrité qu'on refuse de leur garantir, et que les Bas-Valaisans étant leurs frères, ils les traiteront comme tels tant qu'ils n'agiront pas offensivement contre eux. En conséquence de quoi ils permettent aux soldats bas-valaisans qui étaient déjà dans la ville de s'en retourner chez eux ».

L'assemblée électorale, ou le pouvoir exécutif, avait nommé général de l'armée constitutionnelle le citoyen Augustin de Riedmatten, bourgeois de Sion, ci-devant capitaine au service de Piémont, et pour son lieutenant le capitaine de Bons.

Cette résistance des mécontents est qualifiée par les révolutionnaires un fanatisme qui leur a été inspiré par les moines de Notre-Dame des Ermites ; aussi le résident Mangourit annonce-t-il que ce foyer de la superstition pour les Suisses catholiques sera incessamment réduit en cendres par les armées philosophiques de la France républicanisée.

L'armée des révolutionnaires commandée je ne sais par qui, à moins que ce soit par le citoyen Dufour, ci-devant major de la bannière de Monthey, accourt en grande hâte et en grand nombre à Riddes pour garder le pont de bois sur le Rhône.

La ville de Sion prise ou rendue, tous les paysans des villages du dizain de ce nom déjà dégoûtés de la révolution se réunissent à leurs frères du Haut-Valais et descendent le même jour jusqu'au pont de Riddes et jusqu'à Leytron. L'armée haut-valaisanne se fortifie chaque jour d'un grand nombre de soldats tant des dizains supérieurs que des paroisses des deux dizains d'en bas, et des deux fortes paroisses de Conthey et de Nendaz sous Morge au Bas-Valais. Les premiers coups de fusil sont tirés à Riddes, le mardi [8] au soir qu'il était presque nuit.

Les Bas-Valaisans fortifiés de 300 Vaudois coupent ce pont et y défendent le passage à l'armée valaisanne. Les Haut-Valaisans rétablissent le pont et le passent le mercredi [9]. Il s'engage une nouvelle action entre l'armée révolutionnaire et l'armée valaisanne le mardi après le soleil couché, à Ecône, ferme de l'abbaye de Saint-Bernard, où les Bas-Valaisans ont encore le dessous et sont forcés de céder le champ de bataille. Le jeudi [10] est employé par les généraux haut-valaisans à convoquer les paroisses du Bas-Valais qu'ils occupent pour leur proposer de fraterniser et de se ranger à leur parti ; ils abattent sans faste — excepté cependant à Sion — les arbres de la liberté et font proclamer l'indépendance valaisanne et la liberté démocratique, moyennant qu'ils s'arment et marchent avec eux contre l'ennemi commun pour la défense de la patrie et de la religion.

L'armée valaisanne était forte de 7 à 8000 hommes. Elle était commandée en chef par M. Joseph Courten, de Sierre, ci-devant capitaine au régiment de son nom, qui à l'époque de la Révolution était au service de Louis XVI, roi de France. Commandaient sous lui le jeune comte Eugène de Courten et son frère Louis, un Venetz et un Perrig, etc. Cette armée était toute composée d'hommes de tous les dizains pleins de foi et de courage. Tout le long de leur route ils priaient le chapelet. Ils portaient l'ancienne cocarde du pays rouge et blanche et une image de la sainte Vierge à leurs chapeaux ; ils étaient presque tous armés de carabines. La seule chose qui leur manquait, c'était une plus pleine subordination. Ils faisaient la guerre à leurs dépens : ils payaient argent comptant le vin, le lait, le fromage, le pain, le foin, et tout ce qu'ils requéraient des aubergistes ou des particuliers pour leur nourriture ou celle de leurs chevaux.

Ce qu'il y eut de plus remarquable dans tous les événements de cette guerre, c'est qu'ayant environné la ville, ils firent prisonniers 400 Bas-Valaisans au moins qui y étaient déjà montés pour la secourir. * Je ne dois pas dissimuler qu'on me rapporta dans le temps qu'* après avoir fraternisé avec eux, les avoir embrassés et reçu leur parole qu'ils ne porteraient point les armes contre eux, ils les laissèrent aller et les renvoyèrent chez eux ; mais que ces mêmes soldats, de la liberté desquels

ils avaient été maîtres, contre tout droit des gens et de la guerre composèrent en partie l'armée bas-valaisanne qui les arrêta dans leur course. On prétend savoir pour sûr que les petits cantons sont tous pareillement sous les armes et s'exposent ainsi que nos Valaisans à une mort presque certaine pour le maintien de leur religion et de leur indépendance. Mais ce qui est certain, c'est une lettre de l'ambassadeur français [Mengaud] au citoyen Mangourit, qui accuse les prêtres d'être les principaux instigateurs de cette contre-révolution, dont il menace de punir le fanatisme en les exterminant tous.

Les Haut-Valaisans enlèvent à la ville tous ses canons et en traînent une partie à leur suite. Jour et nuit, le peuple est en prières dans les paroisses du Haut-Valais. On dit que les soldats de l'armée révolutionnaire montrent beaucoup moins de piété et de justice. On ne peut jusqu'ici reprocher à ceux du Haut-Valais aucune licence ni aucun excès.

L'évêque [Blatter], vu l'inutilité de ses remontrances, rentre à Sion avec l'armée contre-révolutionnaire et s'attend ainsi que tout son clergé à prendre la fuite si cette armée est forcée de revenir sur ses pas. J'admire le courage de cette armée, mais je n'ai guère de confiance au déploiement de ses moyens. Son plus grand tort sera de n'être pas assez forte ; le plus grand droit par contre de ceux qui la réduiront est d'être plus forts qu'elle.

Je crois devoir raconter comment les fils du feu comte [Pancrace] de Courten, général des armées de France et colonel du régiment suisse valaisan de son nom au service de ce monarque, se sont trouvés chefs en second de cette petite armée sous les ordres du capitaine Joseph Courten, leur cousin germain. Voici comme dans l'amertume de leur cœur ils m'ont raconté la chose. Lorsque cette armée se fut emparée de Sierre, elle se porta en foule en armes à leur maison, et les invitèrent poliment à se mettre à leur tête. Sur leur refus formel motivé 1^o sur ce qu'ils désapprouvaient une expédition si mal concertée et tenaient à témérité les efforts résistants d'un petit peuple contre la grande nation ; 2^o sur ce que leur nom et leur famille étant odieux aux chefs du Bas-Valais et aux agents de la République française, si cette armée reculait, comme il y avait grande apparence

qu'elle y serait forcée, il y allait à accepter ce commandement de leur proscription de leur pays et de la confiscation de tous leurs biens, sur cela leur respectable mère, Madame la comtesse [née Catherine Ballet], soit la générale, se jette à leurs pieds, leur embrasse les genoux, leur baise les mains et les mouille de ses larmes, et les conjure et les supplie de laisser ses fils jouir en paix de la parfaite neutralité à laquelle ils se sont condamnés du premier moment que la révolution s'est opérée au Haut-Valais. Mais l'armée valaisanne riposte que cette famille, qui a si longtemps bien fait ses affaires en commandant les troupes de la république au service étranger, doit enfin en reconnaissance s'exposer en ce moment à celui de la patrie, et qu'ils ne pourront éviter la disgrâce du résident Mangourit qu'en encourant la leur. Ils cédèrent donc à leurs menaces encore plus qu'à leurs importunités.

Le vendredi [11 mai], l'armée valaisanne séjourne à Ecône et prend possession de Saxon¹. Le samedi [12], elle s'avance vers Charrat, et au Guercet, hameau à 20 minutes de Martigny, s'engage une petite action, où l'armée révolutionnaire souffre une perte d'hommes assez considérable évaluée à [- - -], tandis que l'armée valaisanne n'en perd qu'un seul et a quelques blessés.

Cependant, malgré ses succès, le découragement et la désunion se mettent dans cette armée d'abord si résolue, et dès les premiers pas, ses chefs désespèrent de la pouvoir jamais plier à une parfaite discipline. Enfin, dimanche après-midi [13 mai], elle accepte la proposition d'un armistice, soit suspension d'armes, pour cinq jours; et sur ce qu'elle est avisée que les petits cantons ont capitulé à des conditions supportables, elle consent à rebrousser chemin dès le lendemain matin. Mais le lundi au soir, elle se poste au pont de la Morge, poste dont il aurait été difficile de la débusquer si elle eût été mieux commandée et plus disciplinée.

¹ Note marg. de la main d'Isaac de Rivaz : « Un imbécile y est tué d'un coup de fusil ».

CHAPITRE III

La prise et le pillage de Sion (17 mai 1798) ¹

Les Haut-Valaisans n'ayant pas profité de l'armistice pour se retirer tranquillement chez eux et accepter la constitution qu'on leur avait proposée le dimanche 13 mai, mais au contraire n'ayant reculé jusqu'au pont de la Morge que pour y défendre en armes l'entrée du Haut-Valais, les troupes françaises et vaudoises qui étaient déjà à Martigny, renforcées aussitôt par de nouvelles troupes, marchent contre elles dès le lundi, se cantonnent à Riddes, à Saillon et à Leytron les jours suivants, et les attaquent le jeudi 17, fête de l'Ascension, au pont de la Morge; et après une bataille sanglante, qui dure depuis six heures du matin jusqu'à huit, les Haut-Valaisans battus prennent la fuite, et l'armée française victorieuse — * commandée par le jeune général Lorge qu'on dit doux et humain * — forte, dit-on, de 3 à 4000 hommes, et ayant près de 40 pièces de canon marche sur Sion, qui ayant, à ce que l'on raconte, tiré contre les Français trois canons chargés à mitraille, est prise d'emblée et livrée au pillage. Les troupes vaudoises cantonnées à Riddes et à Leytron pressurent les villages de cette partie du Bas-Valais pour des vivres et du vin. Les chasseurs français de l'avant-garde de cette armée y commettent de grands excès, surtout à Leytron où ils pillent la maison du curé [A.-J. de Rivaz] et presque toutes celles de Leytron le Plan. Les troupes vaudoises commettent aussi quelques excès, mais beaucoup moindres, à Riddes, Saillon et Fully. En général, les Vaudois non moins que les Français traitent avec un mépris bien marqué nos

¹ Ms. 63, pp. 29-33.

pauvres Bas-Valaisans et manifestent une haine des plus caractérisées pour les prêtres. Cependant les Vaudois paient en partie, mais à bas prix. On dit que la vallée de Bagnes est plus vexée que les autres endroits du Bas-Valais pour s'être rangée au parti des Haut-Valaisans, sans y avoir été contrainte par l'invasion des Allemands en armes.

Je ne sais point encore ce que sera devenu l'évêque [Blatter], le chapitre et le clergé de Sion. On prétend que l'armée vaudoise va s'en retourner chez elle, et que les Français se croyant suffisants à achever la conquête du Haut-Valais, s'en iront par la Furka et la vallée d'Urseren soumettre les Grisons rebelles. Le temps nous apprendra combien mérité et excessif a été ce pillage de la ville de Sion. Quelques Bas-Valaisans, qui sont revenus ces jours-ci de Sion, qui avaient été faits prisonniers de guerre par les Haut-Valaisans, nous rapportent que les Français vainqueurs n'ont épargné que les boutiques des citoyens Lacoste, Bernardini, Roch et Juillard. On porte le nombre des morts à 200 ; celui des blessés n'est pas encore compté, et on fait monter celui des prisonniers à 300, qu'on dit destinés à être conduits à Brest pour y servir sur la flotte qui doit opérer la descente d'Angleterre. Les Haut-Valaisans viendront-ils en toute soumission implorer la clémence du vainqueur, ou s'entêteront-ils à tenter une ultérieure résistance, les événements de la semaine prochaine nous l'apprendront. En général, quoique moins coupables qu'eux, nous sommes presque aussi malheureux. Cette armée soi-disant protectrice de notre liberté et de notre indépendance, nous a traités presque en ennemis et en pays conquis. Si elle séjourne seulement huit jours en nos cantons, il ne nous restera pas de quoi vivre en attendant la prochaine récolte. Au reste, les Allemands ont un tort évident, c'est celui de n'être pas de force à se mesurer avec plus fort qu'eux.

Voici les détails que j'ai appris jusqu'ici du pillage de la ville¹. Elle fut livrée au pillage pour pendant deux heures, qui en durèrent cinq à six. Une cinquantaine d'hommes armés se porta à Valère où ils pillèrent l'église et le trésor du vénérable

¹ L'auteur renvoie ici à une adjonction qui est la copie d'une *Dissertatio theologica* anonyme, publiée, sans indication de lieu, en 1799 ; elle figure

chapitre. Quelques soldats insultèrent et pillèrent l'évêque : ils lui arrachèrent sa croix pectorale qui était d'or ; le grand doyen [Imseng], qui fit peut-être quelque résistance pour sauver

pp. 331-332 et 345 du Ms. 63. L'auteur la mentionne encore plus loin, p. 76, note 2. — Voici le texte de l'adjonction :

Pugna ad Morgiam et civitatis direptio de anno domini 1798.

Nec tamen jugum Gallorum adhuc subierant Vallesiani et quatuor parvi cantones catholici. Hos blando sermone sibi adjungere tentant Galli. Eo fine per suos residentes illis proponunt constitutionem particularem, in qua conservata videtur in tota sua integritate religio catholica ; quin immo, ne in suspicionem veniant eorum promissa, in titulo primo constitutionis Vallesianis exhibitae inseritur a residente Mangourit integer articulus his verbis conceptus : Religio catholica, apostolica et romana servabitur in Vallesia in tota sua integritate... Verum cum ibi juncti essent plurimi articuli, qui illimitatam conscientiae ac typographiae libertatem exprimebant multaque alia ad disciplinam ecclesiae, immunitates, bona ac jura spectantia, quae in malam partem religionisque perniciem facillime trahi poterant, Vallesiani omnem fidem non dederunt residentis gallici dictis ac scriptis ; quapropter hanc constitutionem die 21 Aprilis non acceperunt, nisi adhibita ab omnibus communitatibus, tamquam conditione sine qua non, expressa reservatione de integritate religionis catholicae cum omnibus ejus usibus, observantiis, privilegiis, immunitatibus tum publicis tum privatis. His contentus visus est Galliae residens, et si id non nisi aegre ferret, hinc alia arte iis illudere meditatus est. Ad hoc ab illis postulat, ut sese uniant novae Reipublicae helveticae ; innumera commoda ex hac coadunatione dimanantia mirifice eis exponit ac pingit, nihilque negligit ut eos ad acceptandam pure ac simpliciter novam constitutionem helveticam adducat. Recusant Vallesiani superiores, qui judicantes suam denegationem fore proximae belli indictionis causam ex parte Gallorum, arma parant ad defendendam suam religionem simulque libertatem ; preces publicas instituunt, ut Deum sibi propitium faciant in bello pro cultu divino suscepto ; non enim existimabant se sine speciali Dei auxilio Deiparaeque patrocinio, cui omnes se devovent, posse tantae Gallorum moli resistere quantumvis ipsis faveat territorii situs, praesertim cum derelicti sint a Vallesianis inferioribus et a quibusdam e suis proceribus qui, timore pulsati, blanditiisque ac phaleratis residentis gallici verbis seducti, partibus ejus adhaeserant et adventante exiguo Vallesianorum superiorum exercitu, ad Waldenses et Gallos fugerunt ab illisque auxilium implorarunt, o res incredita ! ad fratres suos, parentes, amicos, concives, religionis catholicae patriaeque ac verae libertatis zelatos defensores debellandos, sicque ad inducendum in patriam suam omnem calamitatem sive spiritualem sive temporalem ; prout infaustus confirmavit eventus. Peractis enim quibusdam aggressionibus in quibus Vallesiani victoriam obtinuerunt, Galli et Waldenses violata induciarum fide, subito mane, die 17 Maii Ascensionis Domini, tot numero impetu fecerunt in Vallesianos imperatos, sacro sanctae missae sacrificio tunc devote adstantes, ut isti multitudini cedere coacti fuerint, habita tamen antea acerrima pugna, in qua plus quam duo Gallorum et Waldensium millia caesi sunt, militantibus tantum ducentis supra mille Vallesianis contra sex millia Gallorum, qui quolibet instanti novis copiis reficiebantur, adeo ut eorum numerus ad quindecim millia et supra accreverit... At proh dolor ! quod mala exinde nata ! Quanta ab isto instanti perpeSSI sunt Vallesiani, praesertim Sedunenses, quorum civitas per tres dies furori ac rapacitati militum,

le sien, reçut deux coups de baïonnette dont il mourut quelques jours après ; il fut enterré le 25 mai. Toutes les boutiques furent enfoncées, excepté celles du citoyen Lacoste et de quelques

in primis Waldensium praedationi exposita, ex integro direpta est, virgines ejus publice stupratae, mulieres vi oppressae, sacerdotes opprobriis saturati omnibusque spoliati, cathedrae decanus [Imseng] plus quam septuagenarius, vita vere sacerdotali quam plurimum commendabilis, gladio occisus ; ipsemet princeps episcopus [Blatter] pietatis fervore, doctrinae profunditate, animarum zelo, animi mansuetudine, amore pacis, in pauperes (praesertim sacerdotes gallos pro fide catholica deportatos ac etiam laicos emigrantes) munificentia, morum austeritate vere eximius, vita meditativa excellens ac lotus Deo vacans, alapis caditur, pedibus conculcatur, pugnis contunditur, capillis avulsis, vestimentis ense dilaceratis, humi projicitur ac provolvitur, contumeliis afficitur, conviciis ac maledictis gravatur, etc., etc., omnibusque spoliatur : omnes cives etiam vestimentis, quibus induebantur, exuuntur ; uno verbo, dilapidatio totalis, ne infima quidem plebe excepta, completur ac consummatur ; cui et addunt Galli enormem pecuniariam mulctam intra spatium trium dierum solvendam, ad quam complendum vasa sacra etiamque pretiosiores ecclesiarum suppellectilem deferre ac sacrilegis exactoribus tradere coguntur. Quid adhuc dicam ? Deficiet me tempus enarrantem de facinoribus in pagis, vicis ac ruri commissis ; deficiet et narrandi animus atque ab auditione refugient aures honestae cordaque dolori non extranea. Verum, quod longe pejus est ac omnino lamentabile, coacti sunt Vallesiani, etsi corde renuentes, irreligiosae novae constitutioni adhaerere, et hi fuere fructus amari divisionis, quae in totis ferme Helvetiae partibus praevaluerat. At nondum statim finis.

Paucis enim ab hinc annis, Helvetis omnibus praescribitur juramentum de aequalitate et libertate, quod novi conflictus causa et seminarium fuit. Magnopere ejus praestationem aversantur Helveti catholici ; ac novam persecutionem priore atrociorum ex parte Gallorum formidant. Quapropter ut conscientiae suae consulant, praesules suos interrogant num, illaesa fide catholica, juramentum illud praestare possint. Re mature perpensa, respondent episcopi Lausannensis, Sedunensis, Basiliensis et Curiensis per mandata publica typis impressa, illud juramentum emitti non posse, nisi facta reservatione expressa formalique restrictione pro conservatione religionis catholicae ac integritate omnium ejus dogmatum aliorumque articulorum ad fidem, mores disciplinamve ecclesiae generalem spectantium, quorum omnium integritas a Galliae legatis solemniter promissa fuerat quamque expresse reservaverunt catholici Helveti novam constitutionem acceptando. Hinc juxta tenorem illorum mandatorum, id est cum praedictis restrictionibus, praestitum fuit ab Helvetis catholicis juramentum a Directorio requisitum, prout certiorati fuimus per epistolas authenticas et prout patet ex ipsis mandatis praedictorum episcoporum quae prae manibus habemus, quorumque synopsis inter sequentes probationes referemus. Illud juramentum cum dictis reservationibus acceptare visi sunt praefecti nationales vallesiani et friburgensis ; an autem sincero animo, judicabitur ex infra dicendis... Interea dicere sufficiat cum Vergilio : « Timeo Danaos et dona ferentes » [Enéide, II, 49].

(Excerpta sunt haec ex quodam opusculo latine conscripto cujusdam sacerdotis galli pro fide in Helvetia exsulantis, doctoris et professoris theologi sacrae facultatis Nannetensis in Armorica, cui titulus est : « Dissertatio theologica circa juramentum civicum Helvetis catholicis indictum et imperatum de libertate et aequalitate anno Domini MDCCXCIX », sine nomine et auctoris et typographi).

autres zélateurs de la révolution helvétique. On ne dit point que le soldat français ait commis d'autres excès en ce sac de cette petite ville, que d'avoir prolongé de quelques heures le pillage permis pour deux seulement. Entré dans la ville, on tua sans quartier comme de droit tout Valaisan qu'on rencontra en armes.

Je ne sais point encore au juste de combien de combattants étaient fortes les deux armées, ni combien chacune a eu de morts ou de blessés. Le général alla loger à l'évêché. Mangourit arriva le soir même de Saint-Maurice, et y prit en dictateur ou en proconsul le gouvernement suprême. Il fit imprimer et afficher une proclamation sur laquelle je ferai mes notes critiques¹ ; je me borne pour le moment à dire qu'il rejette principalement sur les prêtres et en particulier sur l'évêque, qu'il y qualifie de vil hypocrite, bourreau de ses brebis, tout l'odieux de cette guerre.

Mangourit prétend en cette proclamation que l'insurrection valaisanne tenait à bien des fils : aux insinuations du nonce de Lucerne [Gravina], à la corruption des guinées anglaises, à un projet de nouvelles vêpres siciliennes, au fanatisme des moines de Notre-Dame des Ermites, à quelques correspondances des Suisses allemands avec ceux qui ont dernièrement insulté le drapeau tricolore à Vienne en Autriche, etc.

Il avance que huit prêtres, qui se trouvaient à la bataille de la Morge, ont péri victimes de leur fanatisme ; mais le D^r Odet et d'autres parents à moi, qui habitent Sion, m'assurent qu'il n'y en a péri aucun.

Il avance encore que les chanoines avaient fait à leur château de Valère un amas d'armes ; ce n'est autre chose que quelques catapultes des XV^e et XVI^e siècles, qui se conservent aux archives du chapitre comme des antiquailles.

Voici encore sur le pillage de la ville et sur les exorbitantes contributions que le citoyen Mangourit a exigées du Haut-Valais quelques autres détails que je tiens de la propre bouche de Mgr notre révérendissime évêque. Le jour de l'Ascension,

¹ En réalité, l'auteur n'y reviendra pas ; il se borne aux remarques qui suivent.

quelques soldats à peine entrés dans la ville se portèrent à sa résidence, et le sabre nu à la main lui arrachèrent d'abord sa croix pectorale et lui demandèrent ses bijoux et son argent. Comme celui qu'il leur livra et qu'ils trouvèrent dans sa chambre à coucher n'était pas considérable, ils usèrent de violence pour lui arracher l'aveu du lieu où il pouvait en avoir caché. L'un d'eux lui donna des soufflets, un autre le jeta à terre et lui donna des coups de pied dans le ventre. Les officiers lui firent rendre quelques jours après ses bijoux de prélat, mais en les lui vendant presque aussi cher qu'il les aurait achetés chez un orfèvre. Ils pillèrent ensuite l'aumônier [Valleran] qui perdit le plus liquide de ses épargnes en or et en argent qu'il avait sur lui, ayant été fouillé. Ensuite, ils entrèrent dans la chambre du « boutillier », soit économe de l'évêque, à qui Monseigneur venait de remettre à la hâte une somme considérable en espèces, et que celui-ci n'avait pas eu le temps de cacher, et le dévalisèrent en totalité. La maîtresse servante perdit peu de chose. Demi-heure après le pillage arriva le général avec son état-major pour loger à l'évêché. L'évêque y logea 24 jours de suite à ses dépens 22 officiers outre le résident qui y dînait tous les jours, et 18 chevaux dans son écurie.

Monseigneur se loue de la politesse et de l'honnêteté du général ; mais le résident, qui venait tous les jours dans sa maison, ne l'a jamais honoré d'une visite. Monseigneur, revenu de sa première frayeur, n'a plus eu que la contenance sereine et calme d'un prélat qui tient à honneur les outrages qu'il reçoit en haine de la religion et de ses ministres, et il a souvent à la bouche ce texte des *Actes* : *Ibant apostoli gaudentes a conspectu concilii, quoniam digni habiti sunt pro nomine Jesu contumeliam pati* [Act., 5, 41].

Le résident a exigé de l'évêque une contribution de 8 000 écus. Pour la payer, il employa pareille somme provenant du rachat du fief d'Anniviers qu'il avait fait cacher à son mayen d'Arolla au fond de la vallée d'Hérens, et qu'il destinait à rebâtir le château [de la Majorie]. Monseigneur évalue à près de 2 000 écus les frais de bouche et tout ce qu'il a perdu au pillage. Le chapitre paya aussi 8 000 écus pour sa part de contribution. Il ne put les payer qu'en livrant à Mangourit sa plus belle argen-

terie d'église et le peu de vaisselle d'argent et de vermeil qu'on avait entassé à Valère depuis trois à quatre siècles. Ce fut ainsi que ce commissaire français se reconnut d'une superbe pièce d'orfèvrerie ancienne dont le chapitre lui avait fait présent peu de mois auparavant.

On replanta l'arbre de la liberté à Sion en grande cérémonie, qui fut suivie d'un repas civique. Il existe une relation imprimée de cette cérémonie, ainsi que les discours qui y furent prononcés par le citoyen résident et le citoyen président [Devantéry]. On força tous les habitants de l'un et l'autre sexe de s'y trouver, et même les femmes de prendre à leurs chapeaux la cocarde tricolore.

C'est un fait avéré et qui m'a été certifié par les citoyens Edouard Devantéry, président de la ville, et Benjamin de Nucé, vice-président, l'un et l'autre ci-devant capitaines au régiment suisse de Courten et chevaliers de Saint-Louis, mais qui en cette circonstance ont obtenu la confiance des habitants de Sion et du citoyen résident par leur chaud révolutionnisme, qu'il n'est pas vrai que la garnison allemande, qui était dans la ville, ait tiré le prétendu coup de canon à mitraille, qui a servi de prétexte au pillage de cette ville ; qu'il n'y eut aucune trahison, mais seulement de la mésentendue, et que ce fut par hasard qu'un soldat valaisan (un certain Wenger, du Haut-Conches), qui était sur le rempart et qui ignorait qu'on eût déployé à la tour de la maison de ville le pavillon blanc, tira sur un officier de cavalerie qui mourut quelques jours après de ses blessures. Ce que ces messieurs peuvent d'autant mieux certifier que ce fut eux qui ouvrirent la porte de Conthey à l'armée française et qui, ayant averti le détachement qui gardait cette porte de cet acte pacifique, empêchèrent nos canonniers de faire feu de cet unique canon sur la troupe française. On sait d'ailleurs qu'indépendamment de ce coup de fusil, c'était un parti pris par Mangourit de faire piller la ville. Des patriotes ardents, mais sincères, l'avouent ingénuement ¹.

¹ Note marg. de la main d'Isaac de Rivaz : « Les mêmes officiers Benjamin de Nucé et Edouard Devantéry ont assuré qu'ils ont ouvert les portes de Conthey à quelques soldats d'avant-garde qui tiraient des coups de fusil contre la porte dont les balles se voient encore aujourd'hui. Le capitaine Devantéry perdit sa montre à répétition au même instant où un soldat

CHAPITRE IV

Autres événements de mai et de juin 1798¹

La semaine suivante, le proconsul Mangourit nomme ou fait nommer par le Directoire helvétique préfet provisoire national du canton de Valais l'avocat Pittier, de Martigny, le 4^e des cinq membres nouvellement élus de la Chambre administrative².

Pendant que ces choses se passaient à Sion, un bataillon de troupes vaudoises, cantonné à Leytron, quitte ce lieu le matin du dimanche dans l'octave de l'Ascension [20 mai]. Le commandant de ce bataillon (le citoyen Blanchenay) était un brutal et un emporté qui, à propos de bottes, cherchait noise à nos gens et à nos préposés. Ses soldats profanèrent le cimetière de mon église en y faisant leurs ordures dans le bénitier qui est à la grande porte. Ils brûlent toutes les croix qui étaient sur les tombes, et ils traitent avec un mépris irréligieux les têtes de morts qui sont

l'embrassant pour le remercier lui enleva sa montre sans qu'il s'en fût aperçu, et ne sut que quelques jours après qu'un soldat se vanta d'avoir enlevé la montre à un gros papa sans qu'il s'en fût aperçu, et le fait du canon à mitraille est tout à fait contrové.

« J'étais à Saint-Maurice assez certain du pillage de la ville de Sion. L'armée avait à sa suite des chars du canton de Vaud pour acheter les effets et des acheteurs assez connus, dont quelques-uns de Val-d'Illiez, le reste d'Aigle et de Bex. Le petit chef d'hussards buvant chez moi m'a assez de fois raconté comment on enlevait les galons et agrafes aux femmes. J'avais dirigé chez ma tante de Courten un officier fribourgeois pour la sauver du pillage ; ce qu'il a effectué ».

¹ Ms. 63, pp. 33-38.

² Note marg. d'Isaac de Rivaz : « C'est une erreur ; ce n'est point le Directoire helvétique qui a nommé M. Pittier préfet, mais la Chambre administrative ».

entassées dans mon ossuaire. Ce commandant avec 14 de ses officiers viennent se loger à la cure ; ils s'y font servir impérieusement par mes domestiques et y consomment sans discrétion et sans reconnaissance toutes mes denrées. Le 19, ce commandant m'écrit qu'il payera tout argent comptant, et le 20, il part sans même me faire remercier. Il a en outre l'indiscrétion de nourrir à mon écurie huit chevaux de mon seul foin. Il fait marcher trois compagnies de son bataillon contre une petite troupe de Chamossards pour avoir tiré sans blesser personne sur quelques-uns de ses soldats maraudeurs qui usaient de violence pour se faire donner du vin. Ils font feu sur ces inconsidérés que l'ignorance des lois militaires et du droit de la guerre devait excuser, et qu'on pouvait aisément réduire sans en venir à cette extrémité ; quatre hommes et une femme restent morts dans l'action. Sous le vain prétexte que nos gens sont suspects d'aristocratie et de trahison, il en fait emprisonner trois ; mais un général français, qui est campé à Martigny, les fait relâcher dès le lendemain. En sorte que, pour le dire en deux mots, les Français m'ont pillé en voleurs et les Vaudois en filous, et ils ont fait voir par les effets que ruiner un prêtre est pain bénit pour eux.

* Les troupes qui montèrent dans le Haut-Valais commettent différents excès dans les bannières de Saillon et de la majorie [d'Ardon]. Les curés de Fully [Bochatay] et d'Ardon [Carrupt] en sont insultés à toute outrance ; ceux de Leytron et de Vétroz [Brautigam] sont ruinés par le pillage. Les curés de Saxon [Chabbey] et de Riddes [Bochatay] ne sont pas insultés, mais seulement ruinés. Dans la paroisse de Conthey, soit de Saint-Séverin, les troupes vaudoises pillent la cure, la maison du banneret Duc, celle de son fils le major, et celle du juré Udry, frère et héritier du feu curé et surveillant Rd M. Udry. A Savièse, on pille et on viole. On parle de plusieurs Saviésans tués non seulement à Chandolin où ils tinrent tête un bon moment avec beaucoup de bravoure à un gros détachement de l'armée française, mais même dans leurs maisons et sur les chemins, quoique désarmés, et de femmes et filles qui sont mortes victimes de la paillardise brutale du soldat français. Le fléau de cette guerre pèse plus particulièrement sur cette commune que sur aucune autre du pays.



MICHEL-ANGE-BERNARD MANGOURIT
(1752-1829)

résident de la République française en Valais 1798

* Toutes les maisons de Leytron le Plan sont plus ou moins pillées ; mais les habitants du lieu en sont en partie dédommagés par le parti qu'ils tirent de leurs denrées. Mais personne ne souffre de ce passage des troupes autant que moi, pour qui tout a été perte et rien n'a été gain. On ne dit point qu'ils aient insulté les femmes, mais ils ont traité nos gens, je le répète, avec un oubli et un mépris des droits du compatriotisme dont nos magistrats se sont plaints aux leurs, qui n'ont pu nous refuser la justice de les en blâmer ouvertement *.

Nous apprenons que le samedi au soir, 19 mai, les dizains allemands se sont rendus, ou, en termes radoucis, qu'ils ont fraternisé le vendredi, et qu'en conséquence les troupes françaises cessent les hostilités et le pillage. Sierre même doit avoir été épargnée. On prétend savoir que cette petite armée française doit se rendre par la Furka au pays des Grisons pour y soumettre ce peuple rebelle à la constitution helvétique.

* ¹ Une partie de cette petite armée française file en Italie par le Simplon, l'autre redescend à Martigny pour passer le Grand Saint-Bernard. On dit qu'il restera cantonné au Haut-Valais un bataillon jusqu'à parfait payement de la contribution exigée et entier désarmement de la milice haut-valaisanne. Enfin les Haut-Valaisans, convaincus par une triste expérience de leur impuissance à opposer une plus longue résistance à « l'empire irrésistible de la démocratie représentative », mettent bas les armes et implorent la clémence du vainqueur. Le proconsul leur pardonne moyennant qu'ils lui livrent leurs armes et qu'ils payent promptement une contribution qu'on dit s'être élevée pour le seul dizain de Sion à 40 000 écus, et pour celui de Conches à 50 000 *.

On reprend dès le lundi 21 à Martigny-Ville les opérations relatives à l'organisation cantonale conformément au nouveau régime.

Un grand nombre de troupes françaises passent cette semaine le Grand Saint-Bernard pour se rendre en Italie, selon les uns, contre le roi de Naples [Ferdinand IV], et selon les autres contre l'empereur [François II] qui doit avoir recommencé la guerre.

Voici les événements de la semaine de la Trinité [3-9 juin]. 21 à 22 000 hommes de troupes françaises passent le Grand Saint-

¹ Ms. 63, pp. 34-35, adj. marg.

Bernard pour se rendre en Italie ; en sorte que la portion du Bas-Valais qui avait été moins fatiguée et moins vexée par le parti révolutionnaire n'a guère été moins fatiguée et vexée par ce passage de troupes que la partie de la Drance à la Morge venait de l'être par les chasseurs français et les soldats vaudois.

Les derniers jours de cette semaine, l'armée révolutionnaire des Vaudois auxiliaires quitte le Haut-Valais pour aller reprendre ses cantonnements aux cantons de Berne et de Fribourg.

* Le samedi matin 9 juin, le résident Mangourit, le général Lorge, son état-major, enfin tout ce qui restait de troupes françaises au Haut-Valais quittent Sion et s'en retournent aux cantons de Berne et de Fribourg. On apprend quelques jours après que quelque mille hommes de troupes françaises qui devaient encore passer le Grand Saint-Bernard reçoivent l'ordre de s'arrêter au pays de Vaud, et que ce passage si fatigant et si coûteux pour cette portion du Bas-Valais est enfin fini *.

L'événement le plus frappant de cette semaine est que le mercredi 5 juin [corr. 6] passent à Saint-Pierre [de Clages] 21 prisonniers haut-valaisans prévenus du crime de contre-révolution, qu'un détachement de troupes françaises conduit je ne sais où (ou au château de Chillon ou à celui d'Aarberg), du nombre desquels sont le P. [Franz-Ludwig] Ebener, capucin fanatique * qui était un des aumôniers de l'armée valaisanne *, les curés de Rarogne [Zenhäusern] et de Nax [A. Blanc], le vice-bailli Preux, le secrétaire d'Etat Christian [corr. : Hildebrand] Roten, le capitaine Joseph Courten que les insurgés forcèrent de se mettre à leur tête, et l'avocat de Chastonay, grand châtelain de Sierre, etc. Sur de frivoles délations, Mangourit les cita à se rendre à Sion et à se constituer prisonniers, avec menace, s'ils refusaient de comparaître ou s'ils s'émigraient, de confisquer tous leurs biens. Dans le sentiment intime qu'ils n'étaient coupables d'aucun délit grave envers le nouveau gouvernement et que probablement cet homme cupide ne cherchait qu'à leur faire peur pour les mettre en fuite et que pour faire main-basse sur leurs avoirs, ils vinrent à Sion assurés de leur innocence. Mangourit se borna d'abord à leur y donner les arrêts, mais la veille du jour qu'ils furent conduits à Zurich, il les fit garder à vue à la maison de ville, puis appréhender au corps. Ce détail, qui

est certain, au moins des plus notables, nous fait espérer qu'ils seront renvoyés absous par le tribunal criminel zuricois révolutionnaire, qui doit juger les délits de haute trahison.

Le dimanche de la Trinité [3 juin], Mgr notre révérendissime évêque [Blatter] fait savoir à tous ses curés que le citoyen résident lui ayant demandé qu'il abolit les processions des confrères pénitents du Très-Saint-Sacrement, il a jugé à propos d'interdire, tant que durera la calamité présente, lesdites processions en habit blanc. Comme il craignait de se compromettre par un mandement publiable en chaire au prône, il les charge de se borner à en aviser les préposés des paroisses et les charge-ayants desdites confréries ; et comme il présumait que cette innovation pourrait scandaliser les peuples, il les fait aviser qu'il n'y consent que parce que n'attaquant pas la substance de la religion, [qu'] il ne s'y est prêté que dans la vue d'épargner au culte de pires atteintes ; les peuples des paroisses de la plaine de la Morge à la Drance plus affectionnés à la révolution qu'attachés à la religion, cèdent à ce caprice irrégulier du proconsul français avec une docilité qui fut un sujet de scandale aux Valaisans allemands.

Le dimanche après l'octave de la Fête-Dieu, nous publions un mandement épiscopal portant suppression d'une vingtaine de petites fêtes. Dès le temps de l'évêque Ambuel, il en avait été souvent question en ce pays et en ce diocèse entre nos évêques et nos premiers magistrats, et nommément l'évêque actuellement siégeant avait fait cette tentative autorisé par le nonce Vinci, son consécrateur, tout au commencement de son épiscopat. Mais les paysans du Haut-Valais, moins dociles pour lors que maintenant que le citoyen Mangourit venait de les rendre en les battant et en les dépouillant, n'y avaient jamais voulu entendre, quoiqu'on leur représentât que ces petites fêtes étaient supprimées dans presque tous les diocèses qui nous avoisinent et nous environnent. Enfin Mangourit profitant de la terreur et de l'humiliation du moment, n'a rien eu de plus pressé que d'exiger de l'évêque cette suppression, et Monseigneur s'y est prêté d'autant plus facilement qu'elle s'est opérée par l'autorité ecclésiastique, et qu'il a conservé toutes les fêtes dont il aurait pu craindre qu'on lui eût demandé nommément la suppression, telle celle de saint Théodule. Il est étonnant que les réformateurs n'aient pas pris ombrage de ce saint

patron de notre pays et n'aient pas pensé à profiter des circonstances pour viser, contester ou invalider ce que la tradition nous en apprend. Au reste, l'évêque pouvait se tirer de cet embarras en disant que dans le doute que ce saint Théodule fût autre que saint Théodore, premier évêque des Alpes Pennines, auquel les anciens monuments donnent constamment ces deux noms, cette fête nous resterait en l'honneur du fondateur de notre Eglise. On a pareillement conservé la Saint-Maurice et même la Sainte-Catherine, autres patrons du pays. Je ne sais point si cette suppression fait murmurer les Haut-Valaisans, mais elle a trouvé nos Bas-Valaisans fort dociles à leur ordinaire.

Le citoyen Charles de Rivaz, ci-devant capitaine général du gouvernement de Monthey, l'un des trois directeurs du pouvoir exécutif et le seul nommé jusqu'ici membre de la Chambre suprême de justice, est nommé par le Directoire helvétique siégeant à Aarau préfet national du canton de Valais, mais ce modeste citoyen, malgré ses talents et ses vertus qui sont encore au-dessus de sa réputation, refuse cet emploi aussi périlleux en ces circonstances qu'honorable.

Dans la semaine du 3^e dimanche après la Pentecôte, le citoyen Charles de Rivaz est nommé une seconde fois préfet national, mais il persiste à refuser cette charge. Cependant le Directoire d'Aarau continue à la lui décerner et espère venir à bout de vaincre ses répugnances.

Sur ces entrefaites, on apprend l'agréable nouvelle que Mangourit quitte le pays pour se rendre à Naples. Enfin, il part de Saint-Maurice le lundi 25 juin, et ce qui confirme les citoyens modérés dans l'espoir d'en être débarrassés, c'est qu'on vend ses meubles à l'encan. Peu estimé et peu regretté du peuple bas-valaisan lui-même, quoiqu'il l'eût proclamé dans les premiers jours de sa mission son sauveur, son père et son ami.

Le mercredi 26 juin [corr. 27], les citoyens Isaac de Rivaz, Nicolas Roten et châtelain Delasoie, membres de la Chambre administrative, se rendent à Sion pour s'y faire reconnaître en cette qualité; une députation du comité municipal va à leur rencontre jusqu'à Saint-Pierre de Clages.

On raconte à Sion que le jour de la Saint-Pierre, un membre du comité municipal de Saint-Maurice sans respect pour cette fête,

fait faucher ses prés et y emploie 4 faucheurs et 8 ouvriers. On s'en scandalise bien fort ; on ne savait dire lesquels abusèrent le plus irrégulièrement de la liberté naissante, de ces manouvriers ou du propriétaire. Mais quand on fut mieux informé du fait, il se trouva que ce ne fut pas par irrégulation qu'on en usa de la sorte ; ce fut par ordre des autorités pour fournir le foin à de la cavalerie qui devait passer ce jour-là même.

Vers la fin de juin, nos prisonniers d'Etat, surtout les nobles et les prêtres, sont renvoyés absous, à l'exception de trois, savoir le jeune Venetz, le grand Weger et un des frères Jacquod ; ce qui prouve de plus en plus qu'on aurait mieux aimé qu'ils s'émigrassent par peur que de venir soumettre leur conduite à l'examen et à la censure d'un tribunal criminel.

CHAPITRE V

Installation du nouveau régime (juillet-octobre 1798) ¹

Enfin, le citoyen Charles de Rivaz, après avoir reçu du Directoire d'Aarau quatre différentes lettres toutes plus flatteuses et plus pressantes les unes que les autres pour l'engager à accepter la préfecture, cède à tant d'instances et vient à Sion le 3^e dimanche du mois de juillet [22] pour commencer à en exercer les fonctions par la reprise de l'assemblée électorale indiquée pour le lendemain lundi. A cette fois s'y trouvent les électeurs des dizains réfractaires. Il en fait l'ouverture par un discours civique qui annonce son patriotisme, son désintéressement et sa modération. A cette fois, cette assemblée pleinement libre et nullement influencée par quelque agent de la République française commence sa session par une messe du Saint-Esprit et la termine par un *Te Deum* chanté solennellement à l'église cathédrale. Le citoyen Ambuel, ci-devant grand capitaine du dizain de Sion, la préside. Ses choix sont religieusement et consciencieusement faits. On y nomme pour suppléant du citoyen Zurbriggen, membre du Tribunal suprême, le citoyen Preux, ci-devant vice-bailli, et pour suppléants aux cinq membres de la Chambre administrative, les citoyens major de Bons, banneret Barberini, banneret Dallèves, [Barth. Perrig fils] et châtelain Lorétan.

Le tribunal du canton est composé en très grande partie de citoyens non moins recommandables par leur religion et leur intégrité que par leurs lumières et leur expérience des affaires, entre autres les citoyens Ambuel, de Riedmatten de Conches, ci-devant colonel du Bas-Valais, de Riedmatten de Saint-Gin-

¹ Ms. 63, pp. 38-44.

golph, dernier bourgmestre de Sion, Joseph de Nucé de Saint-Maurice, banneret Crompt de Martigny, Léopold de Sépibus, dernier gouverneur de Saint-Maurice, Bonivini de Sierre, ci-devant grand châtelain, etc.

Il en est à peu près de même des tribunaux de district.

Je remarque à ce sujet que l'ancienne division du pays en dix bannières, soit dizains, est remplacée par sa division en douze districts qui portent tous le nom de leur chef-lieu; savoir, de Monthey, de Saint-Maurice, de Martigny, de Sembrancher, de Sion, d'Hérémence, de Sierre, de Loèche, de Viège, de Stalden, de Brigue et d'Ernen, soit de Conches.

Le citoyen Tousard d'Olbec, parisien de naissance, homme de beaucoup d'esprit et qui était merveilleusement bien et pour le style et pour le caractère, fixé en Valais depuis l'émigration des nobles à l'occasion de son mariage avec la veuve du comte de Paradès, la demoiselle Marguerite de Nucé, est secrétaire en chef de la Chambre administrative, et le citoyen Hyacinthe de Lovina, de Sierre, ci-devant châtelain du Bouveret, l'est du préfet national.

Sur ces entrefaites arrive un décret du Corps législatif sanctionné par le Directoire helvétique, qui exige un serment civique même des ministres du culte, à qui on avait cependant constamment promis de n'en point demander. Ce serment les jette dans de grands embarras et leur cause de vives inquiétudes, parce qu'il est exigé sous peine, s'ils le refusent, d'être destitués de leurs bénéfices et déportés de l'Helvétie.

Arrive pareillement d'Aarau un autre décret portant que désormais les chambres administratives nommeront les curés. Mais il paraît que ce décret ne concerne que les cantons protestants, et n'est applicable aux catholiques qu'en tant que ces chambres entrent dans les droits des patrons laïques, puisqu'il est dit « sauf les anciens droits et usages ». D'où il résulte que le peuple n'est pas admis à élire ses pasteurs à la pluralité des voix.

Peu de jours auparavant, moi, l'auteur de ces *Mémoires*, curé de Leytron, nommé dès le samedi saint à la cure de Saint-Séverin, et qu'une faction repoussait sous le prétexte que ce

nouveau droit était une conséquence nécessaire de la nouvelle liberté, me présente à Saint-Séverin accompagné du chanoine Pignat, vicaire général du révérendissime évêque [Blatter]. Ceux d'Aven persévèrent dans leur mutinerie et leur prétention dont j'ai parlé plus haut¹, avec insulte au représentant de l'ordinaire collateur et menaces au nouveau pasteur. Les chefs des cinq villages qui composent cette paroisse les dénoncent à la Chambre administrative * comme perturbateurs du repos public, et le grand vicaire *, comme rebelles à l'autorité spirituelle. Et l'avocat Pittier en sa qualité de préfet provisoire, sans entrer dans la question du droit prétendu par lesdits gens d'Aven, ordonne que leurs orateurs seront arrêtés comme anarchistes et séditieux, et conduits à Sion sous bonne escorte ; qu'il sera donné valable caution audit curé de Rivaz, et que si le village entier prend fait et cause pour ces soi-disant procureurs, on lui enverra garnison pour le contenir dans le devoir. Cet appui du bras séculier si franchement et si gracieusement accordé par le préfet provisoire fait rentrer dans l'ordre les mutins, et le 2^e dimanche de juillet [8], j'entre en exercice paisible de mes fonctions pastorales et en possession non troublée de mon bénéfice.

Le canton de Valais, le moins agité et le moins remuant de tout, se prête de bonne grâce et s'accoutume insensiblement au nouveau régime. Rien de ce qui se passe dans le reste de la Suisse ou se décrète à Aarau ne le fait sortir de son heureuse apathie que le serment civique et la question des dîmes et des fiefs.

Le résident Mangourit avait fait espérer maintes et maintes fois à nos Valaisans que leurs prêtres n'étant pas citoyens actifs seraient exempts de la prestation de ce serment, lorsque voici que tout à coup, comme non seulement on n'en parlait plus, mais même qu'on n'y pensait plus, arrive d'Aarau un décret, soit une loi, portant que tout ministre du culte le prêterait non moins que les autres citoyens. Cette nouvelle répandit d'abord l'alarme non seulement parmi le clergé, mais aussi parmi le peuple, indécis lui-même s'il le prêterait pour deux raisons. La première fondée sur ce que, si le clergé le refusait, ce serait sans doute à raison de son

¹ Voir p. 40.

incompatibilité avec la religion qu'il professe ; la seconde, sur ce qu'il prévoyait que le refus du clergé en ce cas ne tarderait pas à être puni par sa destitution et par sa déportation : d'où il concluait très conséquemment que s'en suivrait la dispersion du troupeau par l'exil ou la fuite des pasteurs. Ces craintes, je l'avoue, n'étaient fondées que sur les déplorables suites qu'avait eues en Savoie et en France l'exaction d'un pareil serment de la part des magistrats et le refus de le prêter de la part du clergé catholique. Ces mêmes considérations tenaient nos prêtres valaisans en une juste méfiance de ce serment civique. Toutefois tous, fort peu exceptés, comprenaient que si le Corps législatif permettait d'y apposer une restriction qui contînt une réserve expresse de tout ce que la religion chrétienne a d'essentiel dans son dogme, sa morale et sa discipline, cette même religion leur faisait un devoir strict de reconnaître la nouvelle puissance et de lui jurer et garder fidélité et rendre obéissance en tout ce qui est purement civil. Les inquiétudes du clergé à cet égard en causèrent beaucoup aux autorités constituées et aux bons catholiques : aux bons catholiques, parce qu'ils ne se croyaient pas permis un serment auquel la conscience des prêtres se refusait ; aux autorités constituées, parce qu'elles prévoyaient sagement que le refus de le prêter de la part du clergé, soit qu'il fût fondé ou non, servirait de prétexte aux mécontents et aux fanatiques pour s'insurger de nouveau et agiter le peuple ; ce qui ne manquerait pas d'attirer une seconde fois dans le pays avec les troupes françaises tous les désordres de la licence et tous les maux de la guerre. D'ailleurs, bien intentionnées envers la religion et l'Eglise, elles prévoyaient que le refus du serment amènerait la persécution du clergé, et la fuite du clergé, la perte de la religion. Il semblait donc être de la plus grande importance au gouvernement de ne pas précipiter l'exécution d'un décret dont les suites pouvaient être aussi périlleuses, et au clergé de ne pas se livrer à cette mesure sans en avoir mûrement délibéré et sans avoir pris autant qu'il était en lui toutes ses précautions pour ne point s'engager plus qu'il ne devait, ni se mettre dans le cas de reculer après s'être avancé.

Telles étaient les dispositions des magistrats et des prêtres en Valais, lorsqu'on apprit que la même question s'agitait dans le reste de la Suisse catholique et y causait dans tous les esprits la

même anxiétude, quoique plus forte et plus prononcée en Valais que partout ailleurs. Mgr notre révérendissime évêque, plus que personne, s'y sentait une répugnance extrême. Ce n'est pas, comme quelques brouillons, tels qu'un Léopold de Nuce, prenaient un plaisir malin à le donner à entendre au Directoire et au Corps législatif, qu'il tint le moins du monde aux prérogatives temporelles de son siège, dont avec le désintéressement le plus sincère il avait fait le sacrifice au bien de la paix et à l'avantage du peuple ; mais plus il est détaché des biens de la terre, plus est-il attaché aux intérêts de la foi qu'il craignait que ce serment ne compromît plus ou moins. Ce ne fut donc que quand il apprit que ses collègues, les évêques de Constance [Rott] et de Lausanne [Odet], s'étaient résolus à le prêter, que quand il vit que tel était le sentiment de son chapitre et des notables de son clergé, que quand il sut que le nonce apostolique [Gravina] près des Suisses catholiques autorisait en quelque sorte par son inaction et par son silence l'avis de le prêter qui prédominait en Suisse, que sa modestie l'emportant sur ses appréhensions, il tint une espèce de synode auquel il appela l'abbé de Saint-Maurice [Exquis] et le prévôt du Saint-Bernard [Luder], quelques membres de son chapitre, les dix surveillants et quelques curés principaux, et les supérieurs des capucins de Sion et des piaristes de Brigue, et où fut unanimement arrêté que le clergé non seulement pouvait, mais même devait prêter ce serment de fidélité et de dévouement au nouveau gouvernement. C'est à la modération du Directoire helvétique et à la sagesse du préfet national que le pays doit sa tranquillité, et le clergé, le répit que lui laissent nos philosophes, si malheureusement il s'en trouve beaucoup parmi les représentants du peuple suisse, au gré desquels la révolution politique n'est jamais parfaite ni active tant qu'elle n'aura pas opéré la dissolution du clergé et la perte de la religion. Je dis d'abord la modération du Directoire, puisqu'informé que ce serment inquiétait en Valais le peuple non moins que le clergé, il autorisa le préfet national d'assurer le clergé que ce serment dans l'intention des législateurs était purement civique ; et ensuite la sagesse du préfet, puisqu'il n'omit rien pour rassurer à cet égard l'évêque et ses conseillers les plus scrupuleux, jusqu'à leur permettre d'insérer tout au long dans le mandement épiscopal

qui autorisa et ordonna au clergé et au peuple la prestation dudit serment, la protestation formelle du Directoire et la réserve expresse de tout ce que la religion a d'essentiel.

Ce mandement de Monseigneur ne tranquillisa pas peu le peuple tant du Haut que du Bas-Valais, et le clergé prêta ce serment tant redouté avec une confiance dont nous espérons de la protection divine et de la modération de la puissance séculière qu'il n'aura point à se repentir un jour. Ce qui acheva de tranquilliser l'évêque sur cette hasardeuse démarche, c'est que peu de temps après, il reçut une lettre de Mgr le nonce qui approuvait entièrement la prudente conduite qu'il avait tenue en cette occasion et le sage parti auquel il s'était enfin déterminé, ajoutant que l'un et l'autre est tout à fait conforme aux instructions qu'il a dernièrement reçues de Sa Sainteté [Pie VI] consultée par lui, nonce, sur cette prestation du serment civique exigée du clergé catholique de la ci-devant Suisse. Or, ce qui tenait Monseigneur dans l'indécision était précisément que le nonce lui laissait ignorer sa façon de penser sur cette question ; c'était que lui et son clergé ne passassent dans l'esprit des évêques français et allemands pour des prêtres jureurs ; c'était qu'il ne saisissait pas assez promptement les différences marquées du serment civique que nous consentions de prêter d'avec le serment civique que les prêtres fidèles de France et de Savoie avaient cru devoir en conscience refuser¹.

¹ L'auteur renvoie ici à « une notable addition » intitulée « Addition importante où l'on justifie la répugnance qu'avaient le pays de Valais et les autres Suisses catholiques à prêter le serment civique, du reproche de fanatisme » ; on la trouvera ci-après, chap. VI, pp. 76-88.

CHAPITRE VI

Addition sur le serment civique (1798) ¹

Il n'est que trop connu que les Français, après avoir bouleversé chez eux tout l'ordre politique et tout l'ordre ecclésiastique, après avoir tué leur roi [Louis XVI], guillotiné les nobles et les riches, déporté leurs prêtres, fermé toutes les bouches à toute espèce, je ne dis pas de réclamation, mais même de plainte par le régime de la terreur, et substitué au gouvernement monarchique la république représentative, eurent l'ambition d'inoculer le venin révolutionnaire à toutes les nations européennes, * et que, plus que jamais entêtés de leur chimère favorite de la perfectibilité sociale*, ils commencèrent ce grand œuvre de leur régénération politique par les Savoyards et par les Suisses, leurs plus proches voisins, et ce qu'ébauchèrent leurs propagandistes, leurs armées l'achevèrent ².

Peu après on décréta le serment de l'égalité et de la liberté. Cinquante mille prêtres qui le refusèrent furent déportés, et le 2 septembre [1792] furent martyrisés à Paris les prêtres enfermés aux Carmes et au séminaire de Saint-Firmin.

Le pape Pie VI consulté sur ce serment le toléra tant qu'il ne renferma pas l'obligation d'observer tous les décrets déjà portés ou à porter par la Convention nationale ; mais il déclara dans un

¹ Ms. 63, pp. 333-344, addition postérieure.

² N.B. de l'auteur : « Ceci est un hors-d'œuvre et doit trouver sa place ailleurs : L'auteur d'un ouvrage écrit en latin par un prêtre français déporté, qui s'était réfugié en Suisse, docteur et professeur de théologie de l'université de Nantes, intitulé *Dissertatio theologica circa juramentum civicum ab Helvetis catholicis praestandum de libertate et aequalitate*, etc. [voir plus haut, p. 57, note 1], rapporte un fait que je n'ai lu nulle part ailleurs et dont je n'ai jamais entendu parler à personne autre, savoir que 600 Suisses fidèles

bref adressé au chapitre de Chambéry que les prêtres de ce nouveau diocèse constitutionnel (au nombre seulement de 16, dit-on) qui l'avaient prêté * selon la formule prescrite au mois de février 1793 * sans restriction formelle de tout ce qui avait un rapport direct à la religion catholique et à ce qu'a d'essentiel la discipline ecclésiastique, avaient encouru les censures portées dans ses brefs du 13 avril 1791.

et dévoués à Louis XVI seulement tinrent tête toute la journée du 10 août 1792 aux 20 000 brigands qui vinrent l'assaillir dans son château des Tuilleries ; qu'il en coûta la vie à plus de 10 000 de ces brigands, et que les Suisses ne mirent bas les armes que par l'express commandement du roi qui ne voulut pas qu'ils achetassent la victoire par une plus grande effusion du sang de ses sujets ».

Autre addition, Ms. 63, p. 346 :

Quinam fuerint sensus episcoporum Lausannensis et Sedunensis circa constitutionem dictam civilem clero gallicano a conventu nationali indictam et imperatam.

Voici un autre morceau de cet auteur à la louange de l'évêque de Lausanne, son contemporain (c'était Monseigneur de Lenzbourg) que je copie et que j'insère dans ma *Diplomatique*, parce que tels furent aussi les sentiments et telle fut la conduite de Mgr Blatter, évêque de Slon, le deuxième de cette famille, qui m'a honoré de sa confiance et comblé de ses bienfaits, et par conséquent des mérites duquel je suis un témoin idoine :

Iste praesertim (scilicet Lausannensis episcopus) in epistola sua pastorali, occasione mortis archiepiscopi Vesuntini [Durfort] data, declarat se, utpote primum suffraganeum provinciae hujusce Bisuntinae (cujus defunctus praesul erat metropolitanus), provisurum esse gubernationi hujus ecclesiae vacantis loco capituli metropolitani qui ratione praesentium calamitatum versabatur in impossibilitate morali hoc officio fungendi. Postea quum summis laudibus fidem ac virtutem defuncti archiepiscopi extulit, in haec verba apprimè notanda erumpit :

« Constanter rejecimus cum illo et cum omnibus aliis episcopis catholicis schismaticos et intrusos, qui sedem ejus aliorumque fere omnium Galliae episcoporum invaserunt, simulque testificamur ac fidem facimus nullum esse ex his praetensis episcopis, qui minimum communionis signum acceperit ab ullo ex episcopis catholicis, qui omnes rejiciunt, reprobant ac damnant constitutionem civilem cleri gallicani. Firmo ac sincero animo adhaeremus brevi summi pontificis [Pie VI], die 13. Aprilis 1791 dato, sicut et alteri 19. Martii 1792, quod in instanti nobis ab apostolico Nuntio apud Lucernam residenti [Vinci] ex officio transmissum est. Unde post capitis ecclesiae judicium expresse ab ecclesia gallicana acceptatum et ab aliis episcopis, qui pro data occasione vocem extulerunt contra gallicanas novitates, caeteris per orbem catholicum non reclamantibus episcopis quibus missum fuit breve istud 13. Aprilis 1791 prout certiorati sumus ac testamur, praesens quaestio habenda est tanquam ex integro decisa, et re ipsa causa finita est. Apostolica et sancta sedes de praesenti negotio sententiam regulamque prescripsit, quam nos quoque sequentes formam illam executioni mandabimus... »

Peu après les Français républicains se rendent maîtres du Piémont, du Milanais, d'une partie de l'Etat de Gênes, de l'Etat pontifical, et font de chacune de ces provinces d'Italie autant de républiques, et y introduisent tout aussitôt la lettre et l'esprit de la constitution robespierrienne. Ensuite ils jetèrent les yeux sur la Suisse, où beaucoup d'admirateurs enthousiastes du nouvel ordre social les appelaient depuis longtemps et ils la républicanisèrent à leur mode en lui donnant une constitution entièrement calquée sur la leur. Les Suisses sujets se tenant assurés d'être appuyés par eux la goûtèrent ; les cantons souverains la rejetèrent et prirent les armes pour se conserver des sujets prêts à leur échapper. Mais leurs sujets * appuyés par une armée française * s'insurgent et lèvent l'étendard de la révolte en plantant l'arbre de la liberté. La discorde se met parmi les troupes helvétiques, quelques-uns de leurs chefs se vendent au parti révolutionnaire et trahissent la cause de l'ancienne Confédération. Le premier combat fait honneur à la vaillance suisse, mais l'armée des cantons aristocratiques se laisse tourner ; leurs soldats se croyant trahis massacrent leur général et * se débandent * ; Berne est prise et avec l'aristocratie de cette ville prirent fin en Suisse toutes les autres aristocraties, car Fribourg, Soleure, Zurich et Lucerne ne tardèrent pas à subir le même sort. Ce qui ne serait point arrivé si les Suisses souverains eussent pu se résoudre de bonne grâce et à temps à accorder la liberté et l'égalité à leurs sujets, qui ne refusèrent pas d'en avoir l'obligation aux Français.

Le Valais et les quatre petits cantons catholiques tenaient encore. On cherchait à les gagner en leur promettant de ne toucher point à la religion * catholique à laquelle ils sont extrêmement attachés *. Mais malheureusement pour eux, ces cantons populaires avaient aussi des sujets et ne purent pareillement se résoudre à lâcher prise. Car il faut le dire ingénument et en convenir de bonne foi : ce second motif fut aussi puissant sur eux que le premier pour leur rendre odieuse cette révolution et pour leur inspirer le dessein de s'y soustraire et le courage téméraire de se mesurer avec les Français qui, voyant qu'ils n'avaient pu les gagner par la persuasion, employèrent la force à les y amener.

Le citoyen Mangourit qu'on avait envoyé révolutionner le Valais * flatta le pays d'en vouloir faire une république à part, et

il * mit en tête de la nouvelle constitution qu'il voulait lui donner cet article : « Que la religion catholique, apostolique et romaine serait conservée en Valais dans toute son intégrité ». Ce qui n'empêcha pas les communes de ce pays assemblées le 21 avril pour l'acceptation de cette constitution, de protester formellement pour plus grande sûreté qu'elles ne l'acceptaient que sous la réserve très expresse qu'on ne toucherait point au culte catholique et qu'on n'innoverait rien au préjudice du clergé soit régulier soit séculier. Mais peu après son gouvernement ayant changé d'avis, il nous pressa de nous réunir à la République * helvétique * à titre de canton en nous vantant les grands biens qui en résulteraient à notre avantage. On le crut ; on le fit. Mais les Haut-Valaisans ne tardèrent pas à s'en repentir, et prévoyant que leurs tergiversations à cet égard seraient une occasion aux Français de leur faire la guerre, ils prirent les armes pour la défense de leur liberté et de leur religion, et quoiqu'abandonnés par les Bas-Valaisans, * mais comptant sur un effort semblable auquel se préparaient les petits cantons * ils se flattèrent qu'ils sortiraient victorieux de cette lutte par la protection de la Vierge, mère de Dieu. Effectivement ils avaient tous une image de Notre-Dame à leur chapeau en guise de cocarde. Mais, ô chose incroyable, s'écrie l'auteur ci-dessus cité ¹, on vit les Bas-Valaisans, * qui ne pouvaient en entrant dans les intérêts des Vaudois qu'attirer sur leur patrie tous les genres de calamités spirituelles et temporelles *, on les vit, dis-je, sous la conduite et par les ordres de quelques-uns même des anciens magistrats du Haut-Valais faire cause commune avec les Français contre leurs frères, leurs parents, leurs concitoyens, pour combattre les zélés défenseurs de la vraie religion et de l'antique liberté. Car après quelques escarmouches à l'honneur et à l'avantage de l'armée haut-valaisanne, les Français, au nombre de 6 000 hommes, tombèrent à l'improviste sur elle, le 17 mai [1798], fête de l'Ascension, et la mirent en déroute complète. Cet auteur prétend que l'armée des Valaisans croisés n'était guère que de 1 200 hommes, en sorte qu'après un combat où périrent 2 000 Français ou Vaudois, forcés de céder au nombre, ils se virent réduits à ouvrir les

¹ L'auteur cité à la note 2, p. 76.

portes de leur capitale. Elle fut livrée au pillage, etc., et le reste fort exagéré, comme le lecteur s'en convaincra par le texte latin que je juge à propos d'insérer ici mot à mot ¹. Mais cet auteur écrivait ce morceau de notre histoire d'après ce que les gazettes de Campden et d'Augsbourg lui en avaient appris.

Quelques mois après, le serment d'égalité et de liberté fut pour ce peuple et pour son clergé un sujet nouveau d'embarras et d'inquiétude. Les Suisses catholiques répugnaient à le prêter comme exprimant ou supposant des maximes politiques directement ou indirectement opposées et contraires aux maximes religieuses, et ils firent difficulté de le prêter jusqu'à ce qu'on les leur eût garanties. Ils consultèrent leurs évêques, qui leur conseillèrent effectivement de ne le prêter qu'à bonne enseigne, c'est-à-dire que sous la réserve expresse du maintien de la religion catholique, de ses dogmes, de sa morale, de sa discipline et de son culte. Les préfets de Fribourg [Déglise] et de Sion furent autorisés à l'admettre, cette réserve. Mais le Directoire helvétique la leur accorda-t-il en toute franchise et sincérité, c'est ce qu'on pourra juger d'après les événements qui en furent le résultat.

Sur ces entrefaites, ceux des cantons d'Unterwald * et de Schwyz * ne se fiant point aux promesses qui leur furent faites de vive voix et par écrit de la part des généraux et des commissaires français, et croyant que la vérité ne pactise jamais avec l'erreur ni la bonne foi avec la duplicité, s'armèrent de nouveau, protestant qu'ils aimaient mieux mourir que de trahir les intérêts de la religion. En conséquence, * les Français agirent de nouveau hostilement contre eux *, et le 31 mai [1798], le célèbre monastère d'Einsiedeln fut pris : on en profana l'église, on en démolit la Sainte-Chapelle, on en pilla le trésor, et les généraux français rendant compte de cette expédition à leur gouvernement la lui firent envisager comme un triomphe remporté par le philosophisme sur la superstition et sur le fanatisme, dont Notre-Dame des Ermites était selon eux le foyer en Suisse. Et le 8 septembre [1798], il y eut une bataille qui dura depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher, où restèrent sur le carreau 2 000 Suisses qui eurent le courage de se mesurer avec 25 000 Français et

¹ Ce texte est déjà cité plus haut, p. 57, note 1.



JOSEPH-ANTOINE BLATTER
évêque de Sion 1790-1807

Portrait par un anonyme, 1796
Sion, couvent des capucins

Vaudois * qui y laissèrent 8 000 des leurs *. Ainsi ces braves Suisses moururent martyrs tout à la fois de leur antique liberté et de la vraie religion. Leurs chefs s'en vengèrent en se permettant tous les excès qu'ont coutume de commettre des conquérants féroces envers de petits peuples qui leur opposent une forte résistance et qui leur vendent chèrement la victoire (Lisez encore ici le journal d'Augsbourg ou celui de Campden).

Voilà quelles furent les suites fâcheuses du refus obstiné que firent les Suisses catholiques de se soumettre à la nouvelle constitution que les Français républicains leur faisaient donner les armes à la main, comme incompatible en bien des points avec la religion qu'ils professaient et qu'on leur avait si souvent et si spécialement garantie. La question est maintenant de voir si le motif de ce refus était fondé.

On voulait 1^o leur faire jurer une liberté et une égalité qui leur était suspecte par là-même qu'elle était indéfinie et indéterminée. 2^o Ceux qui leur proposaient * ou leur faisaient proposer * ce serment étaient des soi-disant philosophes, mauvais protestants et mauvais catholiques, à qui on ne faisait évidemment point tort en leur supposant le dessein de ruiner la religion catholique quand une occasion plus opportune s'en présenterait. D'autant plus qu'ils refusaient d'admettre les réserves détaillées que leur proposaient les évêques de Lausanne [Odet] et de Sion [Blatter], ainsi que tout le clergé de ces deux diocèses ; réserves cependant qui auraient suffi à tranquilliser pleinement ces peuples si justement inquiets sur cet article. On se borna à leur déclarer que ce serment étant purement civique et politique, il n'intéressait en rien la religion.

Cependant, on voyait, par exemple, au canton de Schwyz, des citoyens abuser de cette liberté pour rompre arbitrairement les liens d'un premier mariage et épouser une seconde femme, la première vivante, sans qu'il fût intervenu aucun jugement ecclésiastique qui autorisât le divorce. Au même temps, un « Monsieur » de Sion scandalisait la ville par un mariage illégal comme je l'ai raconté ¹. L'autorité des évêques * et des pasteurs *

¹ Cette adjonction a été placée plus bas, pp. 104-106.

était impunément méconnue ou bravée, la discipline relâchée, les couvents anéantis par la défense de ne plus recevoir de novices, et tous les attentats contre le clergé applaudis à Aarau, à Lucerne, à Berne.

3^o Il est hors de toute contestation que l'article 6^e de cette constitution dût effaroucher les Suisses catholiques non sans grande raison, mais à trop juste titre. La liberté de conscience y était dite « illimitée » ; tous les autres cultes y sont permis, pourvu qu'ils ne troublent point l'ordre social ni la paix publique, et qu'un culte n'affecte point de domination ni de prééminence sur un autre. Il y était dit que c'est à la police à veiller à l'exécution de cette tolérance, et que le magistrat a droit de rechercher si les dogmes qu'ils professent et les devoirs qu'ils prescrivent ne sont point en opposition avec les vraies maximes du gouvernement politique ni de nature à semer la discorde parmi les citoyens. Cet article surtout leur paraissait totalement luthérien et calviniste, et renverser de fond en comble la divine indépendance de l'Eglise enseignante et rendre les princes et les magistrats juges et arbitres de la religion, de ses dogmes, de sa morale, de son culte et de sa discipline : autorité d'enseigner que Jésus-Christ, le divin instituteur de la religion chrétienne, n'attribue qu'à ses apôtres et en leur personne qu'à leurs successeurs canoniquement envoyés comme eux, qui sont le corps épiscopal ; enfin que les relations d'une secte envers une autorité étrangère (savoir des catholiques avec le pape) ne devaient point influencer sur les choses politiques, ni nuire aux progrès des lumières qui tôt ou tard feront prospérer la nation. Ils tenaient à souveraine injure qu'on qualifiât de secte la religion catholique et qu'on traitât de puissance étrangère l'évêque de Rome qui n'est étranger nulle part que chez les peuples qui n'ont pas le bonheur d'être de ce troupeau unique que notre divin maître voulait être réuni sous la houlette d'un unique pasteur : *Et fuit unum ovile, et unus pastor* [Joan., 10, 16] ; que c'était là rompre en visière avec cette Eglise centrale, mère et maîtresse de toutes les autres Eglises, ce qu'ils détestaient comme les livrant à l'erreur et les conduisant au schisme.

La liberté presque incircoscrite de la presse [art. 7^e] ne leur faisait pas moins ombrage. Car ils n'ignoraient pas, tout ignorants qu'on les suppose, quelle irréligion et quelle corruption de

mœurs elle avait introduites en France, en Angleterre, en Prusse et dans d'autres pays de l'Allemagne.

En tous ces articles les Suisses catholiques croyaient voir un serpent caché sous l'herbe. Et cette constitution helvétique était en général trop calquée sur la constitution française dont l'expérience avait montré qu'elle promettait beaucoup de bien et qu'elle n'avait fait que beaucoup de mal, * pour que par là seul, elle ne leur fût pas extrêmement suspecte *; et ce qui d'ailleurs la leur rendait odieuse, c'est que les législateurs suisses leur semblaient compter Dieu et la religion pour aussi peu de chose qu'il était notoire que l'avaient fait les législateurs français, et que leur arrière-pensée était de substituer à la religion révélée et même à la religion naturelle le naturalisme et l'indifférentisme sous le bon nom de tolérance civile.

Aussi l'évêque de Sion adhéra-t-il, par son mandement du 17 août 1798, à la réserve détaillée d'un mandement de l'évêque de Fribourg, dans lequel il disait : « Nous déclarons qu'en prêtant ce serment nous n'entendons point renoncer à aucun des dogmes de notre sainte foi qui sont contenus dans les symboles et les confessions de foi de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, ni d'adhérer à aucune des erreurs qu'elle a condamnées. Oui, mes très chers frères, nous serons toujours catholiques romains, s'il plaît à Dieu ; car nous professons toujours les mêmes articles de foi, nous aurons toujours les mêmes maîtres dans la foi, nous participerons toujours aux mêmes sacrements, et nous aurons toujours sous la main les mêmes moyens de sanctification et de salut. Au moyen de la présente notre déclaration et de l'assurance qu'on nous a donnée d'admettre cette réserve, vous pouvez prêter le serment qu'on exige de vous en toute sûreté de conscience ».

Cependant, malgré toutes ces précautions et les demi-assurances que donnaient et les commissaires français et le Directoire helvétique, on ne fut pas peu épouvanté quand on apprit que le 13 septembre, le citoyen Ochs, président du Directoire, avait proposé au Sénat helvétique de décréter que tout citoyen qui refuserait de prêter ce serment civique purement et simplement et sans aucune restriction fût aussitôt déporté comme mauvais citoyen. La motion ayant été renvoyée à une commission, tel fut aussi l'avis de la commission, le 19 ; mais le Sénat, * plus sage

et plus modéré qu'eux *, en retrancha les mots fatals « purement et simplement ».

Je ne dis rien de l'article 13^e de cette constitution qui porte qu'« il n'y a aucun bien immeuble qu'on puisse réputer inaliénable » qu'explique un décret du Corps législatif du 19 juillet 1798, que « les biens des églises sont déclarés biens nationaux », si ce n'est que nos législateurs suisses se traînaient servilement sur les traces fangeuses des législateurs français et qu'il n'est pas étonnant que le clergé catholique qu'il voulait dépouiller et salarier ne les aimât pas et ne fût pas du nombre de leurs prôneurs. D'autant plus que l'article 10^e portait que tout salarié ou pensionné par le gouvernement ou par la nation qui s'opposerait à l'acceptation de cette constitution serait privé de sa pension ou de son salaire ; avec menace de punir plus sévèrement ceux dont la résistance à ce nouvel ordre de choses aurait un caractère d'artifice, de perfidie et de méchanceté.

Comment pouvait leur plaire la nomination d'un ministre protestant [Stapfer] au ministère des cultes et de l'Instruction publique ? On s'attendait que d'une telle boutique ne tarderait point à sortir une constitution dite civile du clergé suisse, qui ne manquerait point, ainsi que la constitution nationale, d'être en grande partie calquée sur la constitution dite civile du clergé français ; constitution que le pape [Pie VI] aux applaudissements universels du monde catholique avait condamnée « comme une source empoisonnée d'un grand nombre d'erreurs et comme un rassemblement d'hérésies déjà souventes fois prosrites par les souverains pontifes, par les conciles généraux et par toute la suite des maîtres et des docteurs orthodoxes ». Les Suisses catholiques en répugnant à prêter ce serment ne se faisaient donc pas peur de leur ombre, et si Dieu n'y avait mis la main * quelques années après (savoir en 1800) * en rétablissant les choses en France sur un meilleur pied, il y avait tout à craindre qu'elles n'empirassent en Suisse à proportion de ce qu'elles auraient acquis de stabilité en France et dans tous les pays où elle faisait la loi.

Nous avions en Valais quelques citoyens et quelques ecclésiastiques, ainsi qu'il y en avait dans le reste de la Suisse, qui pensaient qu'on pouvait prêter ce serment purement et simplement

sans aucune restriction : 1^o parce que le sens de ces mots « je jure de servir la cause de la liberté et de l'égalité » était suffisamment limité par ceux-ci « Et d'avoir une juste haine de l'anarchie et de la licence » ; 2^o parce que le serment étant de sa nature un acte religieux, et nul n'entendant jurer une chose malhonorable et illicite, toutes semblables exceptions en faveur de la religion étant de droit naturel sont censées faites de droit sans qu'on les exprime de fait ; enfin, parce que les premiers chrétiens prêtaient le serment de fidélité aux empereurs païens purement et simplement sans y apposer aucune restriction, parce que celles qui concernent la religion se supposent d'elles-mêmes sans qu'il soit nécessaire de les exprimer formellement.

Mais la nature du serment exigeant qu'on jure dans le sens de celui qui le propose et avec connaissance de cause à quoi on s'oblige par le serment, il ne faut pas jurer d'une manière équivoque qui soit entendue par celui qui prête le serment dans un autre sens que celui qui est entendu par celui qui le défère. Or, tous ces mots « Liberté », « Egalité », sont indéterminés, indéfinis, illimités ; donc ils présentent un sens équivoque qui ne peut être la matière d'un serment fait comme tout serment doit l'être avec prudence et discrétion, et avec la révérence religieuse due au nom de l'Etre suprême qu'on prend à témoin de l'engagement que l'on contracte et dont on consent d'être puni si on vient à le violer. Et quoique pour le limiter en quelque sorte dans ses effets sociaux on ajouta : « avec une juste haine de l'anarchie et de la licence », cette réserve était bonne ; mais les Suisses catholiques la jugeaient insuffisante à leur garantir leur sainte religion. Et comme les législateurs eux-mêmes avaient jugé celle-ci nécessaire à prévenir les abus et les excès de la liberté et de l'égalité, les peuples catholiques estimaient que celle-là devait non moins indispensablement être exprimée en toutes lettres pour prévenir le mauvais usage qu'on en pourrait faire au préjudice des dogmes qu'enseigne et des devoirs que prescrit le christianisme.

L'intention de ceux qui le déféraient, ce serment, était justement suspecte aux catholiques et plus que suffisamment connue par le texte même de la constitution, dont plusieurs articles contrariaient les dogmes de la doctrine orthodoxe et aux règles de la morale évangélique, lesquels, malgré les demi-assurances

que le pouvoir exécutif donnait de ne point toucher à la religion, y portaient néanmoins différentes atteintes. Or, pour dire * franchement ce que nos peuples pensaient des faiseurs de cette constitution, ils nous répétaient sans [cesse] à nous prêtres, leurs docteurs et leurs pasteurs * : on connaît l'ouvrier à l'ouvrage, dit le proverbe, et l'arbre à ses fruits. Et comme il n'arrivait que trop souvent que leurs actions démentaient leurs paroles, ils nous rappelaient ces paroles de l'apôtre : *Verbis nosse Deum asserunt, factis autem negant* [D'après *Til.*, 1, 16]. Ainsi donc, ce fut bien plus sur la bonne foi connue des préfets nationaux de Valais et de Fribourg * que sur des assurances positives de la part du Directoire, qu'on se * hasarda de faire ce serment avec les restrictions et les réserves qu'exprimaient les mandements des deux évêques ; tant on était fortement persuadé que ces restrictions tellement quellement admises par le Directoire l'étaient plutôt par politique que par modération, dans la crainte qu'en se rendant plus difficiles sur cette condition *sine qua non*, le pays de Valais et les cantons catholiques venant à refuser le serment, il ne fallût recommencer à guerroyer avec eux pour les contraindre à marcher au pas, comme on parlait alors.

Enfin, il n'est point vrai que les premiers chrétiens n'aient jamais apposé de restrictions au serment de fidélité qu'ils prêtaient aux empereurs païens. Lisez les apologistes des trois premiers siècles, lisez les *Mœurs des chrétiens* par M. Fleury, et vous verrez si les premiers chrétiens croyaient que ce fût assez dans les serments qu'ils prêtaient de sous-entendre sans s'en expliquer formellement comme étant de droit naturel qu'ils n'entendaient pas par ce serment s'obliger à rien de contraire à leur religion. De là vient que Tertullien disait : *Sic, quomodo et nobis licet et illis expedit, colimus imperatores* [Ad Scap., II, 7]. Nous savons par saint Ambroise et par saint Jérôme qu'ils rejetaient formellement des lois romaines non seulement celles qui autorisaient l'idolâtrie, mais encore celles qui ne s'accordaient point à la morale évangélique : *Aliud ferunt leges, aliud fert Evangelium, aliud jubet Ulpianus, aliud jubet Christus*. Nous savons par les *Actes sincères des martyrs* recueillis par le célèbre critique Dom Ruinart, ainsi que mon père le rapporte dans le deuxième de ses *Eclaircissements sur le martyre de la légion*

thébéenne (p. 118), que * les empereurs Dioclétien et * Maximien avaient conçu de l'aversion pour les soldats chrétiens parce qu'ils troublaient la discipline militaire en refusant de prêter le serment de fidélité « à la manière accoutumée », qui consistait à jurer par le génie de l'empereur et par les drapeaux de leur légion, qu'ils refusaient de porter les enseignes où étaient peintes les fausses divinités, de faire la sentinelle aux portes des temples, d'accompagner le prince aux sacrifices, de prendre part aux fêtes païennes, et qu'enfin ils méprisaient l'art des augures que l'on employait pour découvrir le succès des batailles. Et c'est ce que prouvent invinciblement * le langage et * la conduite qu'ont tenus ces mêmes martyrs d'Agaune pour servir sans doute de règle et de modèle à toute la Suisse catholique : « Nous sommes vos soldats, Seigneur, il est vrai, mais sans cesser d'être les serviteurs de Dieu. Nous vous devons le service militaire, mais nous lui devons une vie innocente. Nous avons prêté notre premier serment à Dieu, le second à l'empereur ; vous ne devez guère compter sur le second si nous avons une fois faussé le premier. Car comment vous serons-nous fidèles si nous ne le sommes pas à Dieu ? Nous ne pouvons aucunement obéir au prince en reniant notre créateur. Si vous ne nous incitez point à l'offenser, nous vous obéirons comme nous avons fait jusqu'à présent ; autrement nous lui obéirons plutôt qu'à vous. Nous avons combattu sous vos enseignes avec courage et dévouement comme nous y étions tenus à raison du serment de fidélité qui nous a engagés à votre service : nos bras savent combattre les ennemis de la patrie et vos ennemis personnels ; mais, permettez-nous de vous le dire, ils ne savent point égorger les gens de bien ni des citoyens paisibles. En semblable occurrence où vous voulez nous employer à massacrer les chrétiens nos frères, chrétiens nous-mêmes, nous vous déclarons que nous aimons mieux recevoir la mort que la donner et mourir innocents que de vivre coupables ».

Ainsi donc cette opinion que, dans les serments, ce qui est de droit naturel se suppose réservé de droit sans qu'on le réserve de fait, ouvre une porte large aux restrictions mentales, indignes de la sincérité chrétienne que Jésus-Christ, notre divin maître, nous a tant recommandée dans son évangile en disant : *Sil autem sermo vester : Est, est ; non, non* [Matth., 5, 37], et jamais les

chrétiens n'ont usé de semblable dissimulation en ce point-là, et en toutes pareilles circonstances ils ont pratiqué à la lettre ce que dit l'apôtre : *Corde creditur ad justitiam, ore autem confessio fit ad salutem* [Rom., 10, 10]. C'est ainsi qu'on a toujours blâmé ces évêques faibles et le pape Libère lui-même qui eurent l'imprudence de signer au concile de Rimini une confession de foi équivoque. Et cette question d'un serment civique n'était pas nouvelle dans l'Eglise après tous les embarras où semblable serment a tenu et tient encore les catholiques d'Angleterre depuis le schisme d'Henri VIII. Question d'ailleurs éclaircie suffisamment par tant de lumineuses décisions émanées du Saint-Siège qui a toujours banni de tels serments les réserves supposées de droit naturel et qui a toujours exigé qu'on les y exprimât formellement pour en ôter toute équivoque et en éloigner l'odieux et les inconvénients des restrictions mentales.

D'ailleurs nous avons sous les yeux au moment même qu'on exigeait de nous ce serment équivoque et par lequel nous redoutions tant de nous engager plus avant que nous ne pouvions, que nous ne devions et que nous ne voulions, l'exemple de tant de prêtres français qui s'étaient mis à la misère pour s'être fait une conscience de refuser de le prêter sans restriction, et nous avons sous la main plusieurs brefs de Pie VI, pape aussi sage que ferme, qui improuvaient formellement ceux qui l'avaient prêté sans réserve expresse de la religion, des dogmes qu'elle professe et des devoirs qu'elle prescrit. Ce ne fut donc point par fanatisme, comme on les en accusa gratuitement dans le temps, mais avec pleine connaissance de cause et après mûre * délibération que les Valaisans et les Fribourgeois et les autres Suisses catholiques ne se résignèrent à prêter ce serment qu'après avoir pris toutes les précautions qu'il leur fut possible de prendre dans les circonstances, pour qu'il ne tirât point à fâcheuse conséquence au préjudice de leur religion *.

CHAPITRE VII

Installation du nouveau régime (suite) (octobre 1798-avril 1799) ¹

Voici maintenant quelques autres événements dignes de remarque arrivés en Valais depuis cette prestation du serment civique.

Les uns nous sont communs avec le reste des catholiques de la Suisse, tels 1^o que la loi qui ôte au clergé ses immunités réelles et personnelles, en vertu de laquelle le prêtre Ribordy, arrêté à Riddes l'avant-dernier jour de la guerre valaisanne pour vol et sacrilège, est traduit par-devant le tribunal du canton et jugé par le même tribunal qui le met hors de cour et de procès en le déclarant fou, et le renvoie pour le délit purement ecclésiastique à l'évêque qui se borne à le lier d'un interdit perpétuel comme ayant avili scandaleusement le caractère sacerdotal.

2^o La loi par laquelle la puissance séculière déclare qu'elle ne reconnaît point que la parenté entre cousins germains soit un empêchement à ce qu'ils se marient ensemble, mais qui ne défend point expressément aux catholiques de respecter les lois de l'Eglise à cet égard ni au clergé de les faire respecter et observer. Aussi, en ce diocèse, continue-t-on à en demander la dispense au nonce apostolique par le canal du révérendissime ordinaire.

3^o La loi qui supprime les censes féodales et la dîme, même ecclésiastique, moyennant une indemnité qui consiste à payer quinze fois le produit d'une année desdites dîmes ou censes, et

¹ Ms. 63, pp. 44-48.

promesse d'indemniser les curés de la diminution de revenus qu'ils sont dans le cas d'essuyer par suite de cette suppression. Cette loi était ardemment désirée et impatiemment attendue par les peuples même catholiques qui n'ont point eu d'autre attrait pour la liberté française que cette suppression des dîmes et des fiefs. Mais comme elle n'est pas aussi gratuite qu'on le leur faisait espérer, et que les législateurs ont eu une sorte de pudeur qui leur a empêché d'attaquer le droit de propriété des nobles et des prêtres pour flatter et caresser la cupidité populaire, le peuple ne leur sait point gré de cette demi-injustice et conçoit une liberté moins scrupuleuse.

Les autres sont propres à notre canton et achèvent de l'appauvrir.

C'est 1^o un second passage de troupes françaises au nombre au moins de 15 000 hommes par le Grand Saint-Bernard pour se rendre en Italie, qui dure tout le mois d'octobre et les premiers jours de novembre.

2^o Vers Noël l'arrivée de 2500 hommes de conscrits, soit recrues de la dernière réquisition, qui viennent s'hiverner à nos dépens à Sion, à Loèche, à Viège, à Brigue, mais qui forcés par la misère des Haut-Valaisans de lâcher leur proie, redescendent quelques semaines après dans le pays de Vaud. Il n'en reste à Sion et à Sierre et dans les villages de ces deux districts que douze centaines. Au reste, cette troupe est beaucoup moins irrégulière et licencieuse que les précédentes. On avait caserné ces 1200 hommes dans la ville ; mais les commissaires de guerre français n'envoyant pour les nourrir ni vivres ni argent, on a été forcé de les loger chez les bourgeois et les paysans, qui les nourrissent en attendant qu'il vienne de l'argent et des vivres. On est étonné que la grande nation soit si nécessaire qu'elle ne puisse entretenir une si petite troupe, ou si peu généreuse qu'elle impose cette nouvelle charge à un petit peuple qui a déjà tant souffert du pillage et des contributions.

Il doit s'être fait à Saint-Maurice, à la faveur de la nouvelle liberté, plusieurs mariages d'hommes catholiques avec des filles calvinistes. Dieu les bénisse ! Les filles, dit-on, qui naîtront de ces mariages seront élevées dans la religion des mères et les garçons, dans celle des pères.

Il ne s'est rien passé d'important au tribunal du canton depuis la procédure criminelle contre le prêtre Ribordy, que celle en ce moment pendante du faussaire Baruchet.

Le Haut-Valais a été assez soumis depuis la guerre, à l'exception de quelques jeunes gens du district de Brigue, qui ont eu l'audace peu après la Toussaint à propos je ne sais de quoi, non seulement de s'insurger contre le tribunal du district, mais même d'insulter le sous-préfet [Theiler] et de fouler aux pieds son écharpe nationale. Le reste du district, loin de prendre part à cette insurrection, l'a hautement désavouée et comprimée. Les plus mutins se sont expatriés, quatre autres ont été arrêtés et conduits à Bâle pour leur faire leur procès. On espère qu'ils en seront quittes à bon marché.

Le préfet national [Ch.-E. de Rivaz] nomme à la présidence du tribunal du canton le citoyen de Riedmatten, ci-devant seigneur de Saint-Gingolph, le dernier bourgmestre de la ville de Sion, et pour greffier l'avocat de Chastonay, ci-devant grand châtelain de Sierre.

Et pour sous-préfets des douze districts, les citoyens Pierre-Louis Du Fay, à Monthey ; Hyacinthe de Nucé, à Saint-Maurice ; Jean-Pierre Berguerand, à Martigny ; l'avocat Joris, à Sembrancher ; le juré Follonier, à Hérémenche ; le médecin Monnier, à Sierre ; le gouverneur Matter, à Loèche ; un M. Lang, à Viège ; [Pierre-Nicolas Fux], à Stalden ; un M. Theiler, à Brigue ; le familial Bircher, en Conches ; et à Sion, Charles Bernardini, lieutenant du préfet ¹.

Etablissement vers la Toussaint d'une chambre, soit bureau de santé, qui tient ses séances à Sion, chef-lieu du canton, composée des citoyens Gay, président, Schiner et Odet, docteurs médecins. Il en émane vers Noël une ordonnance, soit invitation aux curés du canton de lui fournir à toutes les fins d'année une liste exacte des naissances et des morts, avec désignation des sexes et des maladies.

Nos députés valaisans ne figurent guère à Aarau, ni au Sénat, ni au Grand Conseil, si on excepte le fougueux et l'orgueilleux

¹ Note de l'auteur : « Voyez dans l'*Almanach de Sion pour l'année 1799* les noms des présidents des tribunaux des XII districts et de leurs greffiers ».

Léopold de Nucé, ci-devant capitaine au régiment de Courten au service de S.M.T.C. et depuis la Révolution, général de brigade au service de la République française, représentant du canton de Valais au Grand Conseil de la République helvétique, et le sénateur Duc qui pour un homme sans lettres s'y fait remarquer avantageusement par sa bonne tête. Lui et le sénateur Sigristen ont chacun une fois l'honneur de présider le Sénat.

Le canton de Valais, organisé pour l'administration et les tribunaux de la même façon que les autres cantons, s'organisa comme eux en mars et en avril [1799] pour le militaire. Il fut donc divisé en trois arrondissements, l'un dit de Saint-Maurice, qui comprend le district de Monthey, celui de Saint-Maurice, celui de Sembrancher et celui de Martigny et la plaine, Ardon excepté ; celui de Sion, qui comprend le district de Sion, celui de Sierre et partie de celui de Loèche ; enfin, celui de Brigue, qui comprend le reste du pays jusqu'à la source du Rhône. Le chef de l'arrondissement de Sion est le père Odet, ci-devant capitaine, breveté au régiment de Courten, ardent zéléateur de la Révolution française ; le chef de l'arrondissement de Saint-Maurice ne m'est pas encore connu, et celui de l'arrondissement de Brigue n'est pas encore nommé. Comme ce canton est presque partagé en deux parties égales, dont l'une parle le français et l'autre, l'allemand, on a jugé nécessaire de créer deux inspecteurs de la milice, l'un pour la partie romande et l'autre pour la partie allemande. L'inspecteur de la partie romande est un jeune avocat [M. Dufour], ci-devant major de la bannière de Monthey. Notre milice a été levée au Bas-Valais et aux deux anciens * dizains * romands sans aucune difficulté, et le peuple tout en murmurant et en pleurant s'est prêté d'assez bonne grâce à cette mesure. Le sujet d'en murmurer est que cette conscription, qu'on avait cru devoir n'être qu'un engagement volontaire, s'est trouvée être une réquisition forcée ; celui de pleurer, que la jeunesse de l'élite s'est vue forcée à aller [à] la guerre presque aussitôt que conscrite. Les deux premiers arrondissements ont fourni chacun pour le premier piquet 250 hommes. On n'a nommé aux emplois d'officiers que des gens du peuple, sauf peut-être Charles Odet, l'aîné des fils du capitaine Odet, chef de l'arrondissement de Sion. Ces 500 hommes se rendirent à Zofingue où ils furent équipés et

exercés. Ils partirent le 10 avril pour se rendre à leur destination. Le reste de l'élite peu de jours après reçut l'ordre de se tenir prête à marcher contre les Valaisans allemands pour le sujet que je vais * bientôt * raconter.

Elle monta en effet le 19 avril, l'inspecteur Dufour à sa tête, avec un drapeau neuf aux couleurs de la nation et une musique militaire qu'on fit venir du pays de Vaud pour la bénédiction solennelle de ce drapeau qui se fit à la cathédrale, le dimanche suivant [21]. Comme les deux dizains romands étaient désarmés depuis la bataille de la Morge, on fit déposer aux Bas-Valaisans les armes qu'ils avaient de trop pour les distribuer à l'élite des districts de Sion et de Sierre. On fit venir de l'artillerie et des munitions du pays de Vaud. On dit même qu'il doit arriver, samedi prochain 27 avril, 3000 Vaudois pour fondre sur les rebelles des districts allemands. On croit que cette insurrection n'est point redoutable, s'ils ne sont point secourus par les rebelles des ci-devant Grisons, des petits cantons et de l'Oberland bernois. Ce qu'il y aura de plus embarrassant, ce sera de régler qui devra faire les frais de cette seconde guerre, d'autant que ces Valaisans allemands n'ont point d'argent, et qu'on ne pourra le leur faire payer qu'en leur enlevant leur bétail.

CHAPITRE VIII

L'insurrection d'avril-mai 1799¹

La machine constitutionnelle marchait vaille que vaille dans le canton de Valais, grâce à la sagesse et à la modération du préfet national [de Rivaz] que les peuples mêmes de la partie allemande estimaient à cause de sa rare intégrité et de sa moralité religieuse. Mais dès qu'il fut question de percevoir les impositions et d'organiser une armée, la perception des impôts et la conscription militaire commencèrent à exciter dans les cinq dizains allemands, savoir de Loèche à Conches, des mécontentements qui ne tardèrent pas à dégénérer en murmures et qui finirent par des délais de payer et de tirer la milice bientôt suivis d'un refus formel. Les autorités constituées comprirent alors qu'il faudrait en venir aux voies de rigueur pour les faire obéir à ses lois dont l'exécution devenait chaque jour plus urgente. Le préfet national, après avoir épuisé toutes les voies de douceur et de persuasion, se vit réduit à en venir aux menaces. Le Directoire helvétique prit donc la résolution de les ranger par la force au devoir, puisqu'ils ne voulaient pas le faire par raison. Les circonstances d'ailleurs n'étaient plus si favorables pour contenir dans l'obéissance des peuples qui ne portaient le joug qu'à contre-cœur. Les Valaisans allemands espéraient que les Grisons aidés des Autrichiens tiendraient tête aux Français. Or, il faut noter que ces Haut-Valaisans avaient un avantage unique dans l'histoire des nations civilisées, celui de ne pas dépenser un sol pour les frais de leur gouvernement, car depuis la conquête du

¹ Ms. 63, pp. 48-56. — Titre en marge : « Seconde guerre, soit guerre de 1799 ».

Bas-Valais sous l'évêque Walter Supersaxo, ce qu'ils tiraient du Bas-Valais avait suffi seul à en faire tous les frais. D'ailleurs, depuis la même époque, c'est-à-dire depuis plus de trois cents ans, ce même peuple n'avait jamais fait la guerre. Aussi, quand on leur parla de conscription militaire, d'abord proposée comme engagement volontaire, mais peu après ordonnée à titre de réquisition forcée, ce peuple aima mieux s'exposer une seconde fois aux horreurs et aux malheurs de la guerre civile, que de s'enrôler par force sous les drapeaux d'une république asservie au despotisme et aux vexations des généraux français et de leurs légats et commissaires. Quelques communautés au nombre de huit à neuf se répétaient sans cesse l'une à l'autre, qu'il leur valait mieux mourir sur leur sol natal pour la défense de leurs foyers et de leurs autels, que de se laisser conduire à la boucherie par le Directoire lucernois qui se verrait forcé tôt ou tard de les livrer aux Français pour les mener contre les Autrichiens et les Russes au double péril de leurs corps et de leurs âmes. Ces Haut-Valaisans n'ignoraient pas d'ailleurs que toute la Suisse allemande ne supportait pas moins impatiemment qu'eux le joug de la Révolution française, et que la haine du nom français provoquée et méritée par tant d'abus exorbitants et par un usage si orgueilleux de l'effroyable puissance que la divine Providence a mise momentanément entre les mains du Directoire parisien et des armées françaises, devenait de jour en jour plus caractérisée chez tous les peuples qui ne parlent pas leur langue. Et quoiqu'on semblât ménager le clergé et qu'on n'attaquât qu'indirectement la religion, ils ne pouvaient pas se convaincre que des législateurs philosophes n'eussent en arrière-pensée d'anéantir * en Suisse * petit à petit la religion comme ils l'ont anéantie en France. Ainsi disposés, ces peuples tout isolés qu'ils fussent à cette époque, osèrent une seconde fois essayer de résister aux ordres que la grande nation dictait à la petite République helvétique. Peut-être aussi que les Suisses catholiques voient d'un œil jaloux ou avec inquiétude d'esprit que les protestants soient à la tête de cette république naissante et qu'ils en soient pour ainsi dire les dictateurs. Quand on apprit que Masséna à la tête de l'armée française en Helvétie, qui sous prétexte de la protéger l'opprimait véritablement, avait pénétré dans les Grisons et les

avait forcés à coups de canon et de baïonnette à devenir libres et égaux à la française, les partisans de la démocratie représentative espérèrent que la conversion forcée de ce peuple au gouvernement révolutionnaire ruinerait toutes les espérances contre-révolutionnaires et comprimerait l'explosion que cette importante conquête semblait devoir rendre peu redoutable. Mais le prince Charles ayant eu le bonheur en avril de repousser les Français et de les contraindre à repasser le Rhin, tandis qu'ils se flattaient de révolutionner en peu de jours la Souabe, et qu'en qualifiant leur armée d'armée du Danube, ils avaient assez manifesté qu'ils marchaient droit à Vienne, et la conquête des Grisons n'étant pas, ni aussi complète à beaucoup près qu'on l'avait débité, ni aussi durable qu'on l'espérait d'abord, il arriva que presque au même moment que l'Helvétie se félicitait d'avoir échappé par la réunion des Grisons au fléau de la guerre et d'en voir le théâtre se reculer de ses frontières, au contraire les Autrichiens furent aux portes de Schaffhouse et de Bâle, et que plusieurs petites insurrections se manifestèrent dans la Suisse allemande. En sorte que le refus de payer et de s'enrôler prit en plusieurs cantons le caractère d'une désobéissance formelle. Le Directoire comprit alors que pour étouffer la révolte à son berceau, il en faudrait venir aux voies de fait. On employa donc les Zuricois à soumettre les anciens sujets de l'abbé de Saint-Gall, et les Vaudois furent destinés à soumettre les Haut-Valaisans. Le sénateur Buxtorf fut envoyé en Valais en qualité de commissaire du Directoire avec la puissance consulaire. Lorsqu'il arriva, il n'y avait que huit à neuf des plus petites communautés des dizains ci-devant de Conches, de Brigue et de Viège qui osaient méconnaître l'autorité des lois et résister au gouvernement. En conséquence, le 11 avril, il fit répandre une proclamation qui portait que le Directoire helvétique l'avait envoyé en Valais pour châtier les réfractaires et poursuivre à l'exécution de la levée d'hommes et d'argent ordonnée par les lois ; que la religion ne pouvait pas être un prétexte à l'insurrection puisqu'on en ménageait les ministres ; que l'empereur [François II] était l'ennemi naturel de la liberté helvétique et qu'il n'avait pas guère plus épargné le pape [Pie VI] qu'il ne l'avait été par les Français. Je ne sais si de semblables raisons parurent bien péremptoires

à nos entêtés Haut-Valaisans ; mais on apprit que la boule de neige qui avait commencé à Conches était devenue en peu de jours une avalanche, et qu'une poignée de Conchards, cette année comme la précédente, avait entraîné dans sa défection les cinq dizains allemands. Ce qui décida le commissaire Buxtorf à faire aussitôt marcher contre eux le reste de l'élite du Bas-Valais et des deux dizains romands, Sion et Sierre, sous le commandement du citoyen Dufour, inspecteur de la milice du Valais occidental. Quatre compagnies sont en ce moment à Sierre où elles gardent le pont du Rhône, les autres sont à Sion où elles gardent la ville. Ces troupes sont montées le jeudi 18 avril, et j'écris ceci le 25.

Il semble qu'on n'aurait pas dû former le projet de les mettre aux mains avec les Haut-Valaisans, ce qui serait faire battre des frères contre des frères, * ce qui ne pouvait manquer d'établir entre les deux portions du même pays une inimitié irréconciliable qui passerait des pères aux enfants. C'est cependant ce que l'on fit. Les Bas-Valaisans se rendirent maîtres de Varone, d'où les Haut-Valaisans ne tardèrent pas de venir les débusquer. Le général Dufour fut dès lors mal obéi ; sa troupe se mit à la débandade. Charles d'Odet, qui commandait une de ces compagnies, fit de grandes prouesses en cette petite guerre *. Si les Français ne sont pas trop occupés ailleurs, ils reviendront faire cette facile conquête. On prétend que si le commissaire Buxtorf l'avait osé, cette petite armée pouvait sans coup férir arriver dès samedi dernier à Brigue, et empêcher que la boule de neige de nos plus hautes Alpes ne soit devenue une avalanche qui menace de dévaster la plaine.

On apprend que dans la nuit du 26 au 27 avril les Valaisans allemands font mine de vouloir forcer le pont de Sierre. En conséquence, le commissaire national donne ordre à 800 hommes, reste de l'élite, d'y monter pour y fortifier les 700 qui y étaient déjà. Une partie de ces troupes avec quatre pièces de canon se mettent en marche pendant la nuit et les autres seulement de grand matin. Cependant n'arrive aucune troupe auxiliaire ni française ni vaudoise ; seulement le pays de Vaud nous envoie quelques canons et quelques artilleurs.

Le mercredi [1^{er} mai], veille de l'Ascension, j'entends dire que les Allemands s'accroissent en nombre vers le Rhône et forment

une ligne de la Raspille à Chippis et que les Romands les insultent en dansant la carmagnole autour d'un arbre de la liberté planté sur la rive droite du Rhône, et que les Allemands courroucés leur disent qu'ils trouveront le lendemain leur tombeau à la même place.

Aujourd'hui, 2 mai, vers les trois heures de l'après-dîner, nous apprenons que * les Allemands ont surpris les Romands pendant la grand-messe et que, tandis que les canons n'ont * pu les atteindre, leurs carabines ont mis en déroute notre petite armée, qu'une partie de notre troupe déserte et que l'autre s'est repliée sur Sion, qu'eux sont maîtres de Sierre, qu'ils n'ont pu cependant nous prendre notre artillerie.

Tant que nos Haut-Valaisans n'eurent en tête que l'élite bas-valaisanne et quelques bataillons vaudois, ils se flattèrent que les communes du Bas-Valais, quoique aidées des Vaudois, n'opposeraient à leurs progrès que des obstacles faciles à surmonter. Leur premier plan, aussitôt après l'affaire de Sierre, fut de descendre jusqu'à Martigny dans le dessein, si l'Entremont se déclarait pour eux et se rangeait à leur parti, de s'y retrancher, et même d'essayer de se rendre maîtres du poste de Saint-Maurice ; ce qui n'était pas si mal vu, dans la persuasion, fondée ou non, où ils étaient qu'ils seraient secourus par les Valdôtains qui venaient de recevoir chez eux quelques troupes de l'armée austro-russe et de quitter la cocarde tricolore pour prendre la cocarde impériale. Ce qui les enhardissait encore, c'est que les troupes françaises dont on les menaçait depuis six semaines, n'arrivaient pas. Mais l'avant-garde de ces troupes étant arrivée à Saint-Maurice, presque au même moment qu'eux arrivèrent à Martigny, et l'Entremont, Bagnes excepté, ne s'étant pas déclaré pour eux, à raison que leur jeunesse était en grande partie enrôlée dans les deux piquets de l'élite valaisanne, dont l'un faisait la guerre sur les bords du lac de Constance, et l'autre composait actuellement l'armée romande qu'ils venaient de mettre en fuite, et encore le commissaire Buxtorf ayant appelé aux drapeaux révolutionnaires la réserve elle-même, les communes de l'Entremont craignant avec fondement que l'armée allemande n'avancât cette année ainsi que l'année précédente que pour reculer, pas un homme ne se bougea, * et dès que nos Haut-Valaisans virent arriver des Français *, persuadés que leur avant-garde

ne tarderait pas à être suivie d'un corps d'armée de plusieurs mille hommes, * après un léger choc sous Martigny, le dimanche matin *, ils se décidèrent à la retraite qu'ils effectuèrent en très bon ordre, quoique suivis de si près par les Bas-Valaisans, les Vaudois et les Français réunis, que les deux petites armées campèrent à une petite lieue l'une de l'autre, savoir l'armée des révolutionnaires au pont de la Lizerne et celle des insurgés au pont de la Morge. Ceux-ci eurent même le temps, le dimanche au soir, d'envoyer une cinquantaine d'hommes garder le poste de la chapelle de Saint-Bernard de Menthon au-dessus du village d'Aven, paroisse de Saint-Séverin, qui est à l'entrée de la gorge qu'on appelle Treys Cueux, lequel sert de communication aux Contheysans avec les montagnards de la vallée de Gryon, paroisse de Bex. Toute cette nuit, les feux furent allumés dans l'un et l'autre camp, et les Haut-Valaisans en profitèrent pour faire filer leur armée vers le bois de Finges, entre Sierre et Loèche, où leur projet était de se retrancher jusqu'aux dents. En passant à Sion, ils ne commirent d'autre excès que d'en emporter le blé que l'administration y avait amassé pour l'élite bas-valaisanne et les auxiliaires vaudois, ainsi que quelques pièces de canon et une certaine quantité d'armes que l'armée révolutionnaire n'avait pas eu le temps d'enlever ou de traîner à sa suite.

Mais un des événements les plus remarquables de cette guerre, c'est que les insurgés forcèrent ou engagèrent l'évêque [Blatter] à les suivre, et que le lundi soir [6 mai] vers les onze heures, il sortit de la ville par le trou dit du château [de la Majorie]. Le bruit s'en étant répandu dans la ville dès le lendemain matin, les uns (selon qu'il a coutume d'arriver dans ces sortes de guerres civiles) excusèrent le prélat de cette démarche hasardeuse, les autres l'en blâmèrent ouvertement. Mais quel qu'ait été le motif réel de cette mesure, les personnes sensées et modérées de l'un et de l'autre parti (je mets à part les jacobins) ne disconviennent point que la violence des Haut-Valaisans et la peur des Français fondée sur les mauvais traitements qu'il en essuya l'année dernière, n'aient pu et n'aient dû agir puissamment sur un esprit naturellement pusillanime, flottant entre la crainte présente de la tyrannie française et l'espérance probable du succès de cette entreprise contre-révolutionnaire, qu'on lui disait devoir

être incessamment appuyée des efforts de toute la partie allemande de la Suisse * non moins à contre-cœur révolutionnisée que le Haut-Valais*, et de prompts secours du côté du prince Charles et de l'armée austro-russe qui venait de délivrer l'Italie presque entière d'un joug odieux à tous les peuples qui ne parlent pas français. Il y avait à cela quelque chose de réel. Car, dans le même mois, le prince Charles après avoir battu à différentes reprises Masséna dans les Grisons et son armée helvétique sur les bords du lac de Constance, s'empara de Schaffhouse et de Saint-Gall, et peu après l'ayant battu une dernière fois plus solennellement, prit Zurich, et par là se vit maître de la moitié de la Suisse. De l'autre côté, les secours promis ou attendus de l'armée austro-russe, après s'être fait longtemps attendre, arrivèrent, mais seulement après que Xaintrailles, général d'une division de l'armée helvétique, les eut forcés dans leur camp retranché du bois de Finges, comme je vais le raconter.

Je n'ai pas vu ces retranchements ; mais ceux qui sont du métier et les chefs du canton m'ont assuré qu'ils étaient très forts et très bien entendus. — * Commandaient l'armée haut-valaisanne aux retranchements du bois de Finges : Maurice Perrig, de Brigue, et un certain Venetz, de Saas, qui s'était effrontément qualifié quelque temps auparavant, je ne sais plus en quelle petite cour d'Allemagne, comte de Saas, lieu situé en la vallée de Viège *. — Ils tenaient d'une montagne à l'autre depuis dessous Loèche jusqu'un peu au-dessus du pont de Sierre. Là, les Haut-Valaisans attendirent tranquillement la division française qui devait les y forcer. Cette armée devenait chaque jour plus considérable. Elle se montait, y compris les Bas-Valaisans et les Vaudois, à près de 6000 hommes, lorsque Masséna envoya pour faire cette attaque un de ses adjudants-généraux, le citoyen Schiner, valaisan de famille et de naissance, ci-devant officier au régiment de Courten, petit-fils de bailli, fils d'un des sénateurs valaisans de l'ancien régime et neveu d'un des derniers abbés de Saint-Maurice, J.-G. Schiner. Cet homme, dont tout le mérite est, dit-on, de s'en croire beaucoup, crut qu'il jouerait sur la scène actuelle du monde politique un rôle remarquable si, étant né arrière-petit-neveu de ce fameux cardinal Schiner,

dont François I^{er} disait redouter plus la plume que l'épée de 20 000 de ses compatriotes, il venait à bout de faire triompher en Valais le parti français qu'y avait tant abhorré et tant contrarié ce fier [et] illustre ancêtre. Ceux en qui l'esprit révolutionnaire n'a point encore neutralisé les sentiments de la nature, s'indignèrent qu'un Valaisan oubliât à ce point toutes les bienséances jusqu'à se charger de la commission de venir répandre le sang de ses compatriotes sur son propre sol natal pour lui inoculer de vive force l'amour d'un régime si sincèrement et si généralement détesté par eux. Son coup d'essai ne fut pas un chef-d'œuvre. Dans une attaque générale où il fit brûler, à ce que m'ont dit des personnes instruites, 60 000 cartouches, il se fit tuer et blesser beaucoup de monde et fit très peu de mal à un ennemi envers lequel il lui convenait de rester neutre. Masséna le rappela donc et lui substitua Xaintrailles.

Ce Xaintrailles, que nos critiques de l'un et de l'autre parti surnommèrent « sans entrailles », à peine arrivé au camp de Sierre, la veille du jour même qu'il attaqua, fut attaqué lui-même par l'armée des insurgés qui lui prirent le poste de Varone et quelques pièces de canon. Mais le lendemain, les ayant attaqués de grand matin comme ils s'y attendaient le moins à raison de l'avantage qu'ils avaient remporté la journée précédente, son aile gauche leur reprit le poste de Varone, ce qui lui donna la facilité de les tourner, tandis que son centre enfonça leurs retranchements, la baïonnette au bout du fusil. Jusqu'ici la carabine avait été d'un grand usage aux Haut-Valaisans ; mais à cette fois elle leur devint inutile ; et quelque vaillante que fût la résistance qu'ils firent au commencement de cette attaque, se voyant tournés, ils se décidèrent à la retraite. Il paraît qu'ils l'opérèrent en assez bon ordre, * puisqu'on ne leur fit point de prisonniers et * qu'ils purent emmener presque toute leur artillerie. Ils se retranchèrent derrière de seconds retranchements qu'ils s'étaient préparés près de Viège. Mais ils n'y tinrent pas longtemps contre l'impétuosité française, leur nombre diminuant et celui de l'ennemi augmentant chaque jour¹.

¹ Note marg. d'Isaac de Rivaz corrigée par l'auteur : « La résistance au pont de Viège dura à peine une demi-heure. Quelques hussards français

De Viège donc ils se retirèrent, partie au Simplon dont ils gardèrent les gorges, partie dans la vallée de Conches où ils tinrent bon encore quelques jours à la faveur de troisièmes retranchements au-dessous de Lax. Cependant Xaintrailles parvint à les en déloger et les poursuivit même jusqu'à Münster. Sur ces entrefaites arrivèrent aux Haut-Valaisans les renforts si longtemps attendus de l'armée austro-russe¹, lesquels Xaintrailles se figurant plus considérables qu'ils n'étaient en effet, il prit le parti de se replier sur Brigue. Et les choses en restèrent à ce point plus de six semaines, jusqu'à ce que Masséna recevant

traversèrent la rivière ayant chacun un soldat en croupe et arrivèrent vers le pont pour les en débusquer sans être aperçus. 22 Haut-Valaisans y perdirent la vie, le reste dut son salut à la fuite ».

¹ A la fin des pièces justificatives (Ms. 63, p. 423), l'auteur transcrit une proclamation à laquelle il ne fait pas allusion dans son exposé :

« En 1799, les Haut-Valaisans répandirent une proclamation adressée aux Bas-Valaisans, qu'ils eurent le crédit de faire signer à deux généraux, l'un russe, l'autre autrichien, qui avaient pénétré jusqu'à Brigue par Conches et par le Simplon. Elle est datée du 20 mai. La voici :

« Nous, les généraux soussignés commandants en chef les deux armées
» invincibles et combinées d'Autriche et de Russie, émus de pitié envers
» une poignée aveuglée, invitons le peuple du Bas-Valais, par la présente,
» de poser les armes sans aucun délai en considérant que notre intention
» n'est point de peser sur le fléau de la guerre pour faire des conquêtes,
» mais que nos armes ne sont dirigées que d'après les principes sacrés et
» immuables qui ne tendent qu'au rétablissement et affermissement de notre
» sainte religion et du bon ordre ébranlé dans toutes ses parties. Si au mépris
» de notre proclamation, si nonobstant les liens qui vous unissaient ci-devant
» au Haut-Valais, si sans égard au désir de Sa Majesté royale [et] impériale
» [François II] énoncé dans la proclamation du prince Charles, datée du
» 30 mars dernier, de voir rétablir dans l'Helvétie l'ancien et légal ordre
» de choses ; si quelqu'un d'entre vous sera trouvé les armes à la main,
» nous vous annonçons qu'il sera passé au fil de l'épée, ses avoirs confisqués,
» et que leurs femmes et leurs enfants mêmes ne seront pas épargnés pour
» servir d'exemple à tous les mutins. C'est pourquoi, chrétiens frères, rentrez
» en vous-mêmes, tournez enfin vos armes contre vos véritables ennemis
» qui vous trompent en se disant vos amis. Songez que votre dernière heure
» a sonné et qu'il tient encore à vous dans cet instant de choisir votre parti.
» Fait à Brigue, le 11 mai 1799.

Miloradovitch
général des troupes impériales
de Russie

baron Vukassovich
général major des troupes impériales
d'Autriche

— « La réfutation de cette proclamation envoyée par les Bas-Valaisans au Directoire exécutif de l'Helvétie une et indivisible, résidant à Lucerne, signée Pierre Ochs, son président, est de la façon de Mousson ».

des plaintes réitérées des malversations de ce général inhumain et intéressé, il jugea à propos de le destituer et de le remplacer par le citoyen Turreau, autre général de division de son armée. Ces plaintes n'étaient que trop fondées. Il laissa piller à outrance la partie du pays qui s'était malheureusement insurgée, et il traita en pays conquis celle qui était demeurée fidèle au nouveau régime. Je n'entrerais point dans les détails des avanies qu'il fit aux chefs de notre magistrature, ni des excès irréguliers qu'il souffrit que sa troupe fit aux églises qu'ils profanèrent non moins qu'ils les pillèrent. Je dirai seulement qu'il faut bien que ces vexations aient été excessives, puisque les plus chauds partisans de la grande nation et de la Révolution française ne surent comment les pallier ou les excuser.

* ¹ Dans cette même guerre, le village de Grengiols fut brûlé par les Austro-russes forcés par les Français de se retirer précipitamment par la gorge si étroite de Lax, dans le dizain de Conches. — Je ne me souviens pas bien quand et comment les Austro-russes quittèrent le dizain de Conches ; tout ce que j'en sais, c'est qu'ils y furent presque aussi à charge que les Français qui les y remplacèrent et qui y séjournèrent environ deux mois. Ce fut probablement lorsque Masséna reprit le dessus sur le prince Charles et sur le général Souvarof qui arriva trop tard à son secours. Alors la Suisse étant retombée en entier au pouvoir des Français, ceux-ci continuèrent à y faire la loi et y firent recevoir de gré ou de force le gouvernement unitaire, quoiqu'il déplût souverainement non seulement aux anciennes aristocraties, mais même aux cantons les plus démocratiques. Ainsi donc les Haut-Valaisans furent forcés de faire bonne mine à mauvais jeu et de nécessité vertu *.

¹ Ms. 63, p. 56, adj. marg. sensiblement postérieure.

CHAPITRE IX

Evénements de 1800 et de 1801 ¹

Au mois de novembre de la même année [1799] se remaria à Sion un certain M. Félix Courten, de Sion, qui à un jacobinisme renforcé ajoute une vie passée tout entière dans la débauche et dans une négligence scandaleuse des devoirs religieux depuis bien des années. Après avoir obtenu du grand vicaire [Pignat] la dispense des bans, il se présenta à une heure indue à son curé [Gottspöner] que tout le monde sait être un des plus sages ainsi que des plus savants ecclésiastiques, je ne dis pas du diocèse, mais de la Suisse. Le curé profita de l'occasion, comme il était de son devoir selon le rite catholique, pour exiger de lui préalablement à la bénédiction nuptiale qu'il se confessât et communîât et lui en produisît un acte testimonial du prêtre approuvé auquel il aimerait mieux donner sa confiance. Ce fougueux patriote ne répondit à cette exhortation de son pasteur, ivre comme il l'est de coutume tous les soirs, que par des insolences et des injures, protestant qu'il n'en ferait rien et qu'il n'en voulait rien faire. Et au sortir de chez le curé, il alla trouver un jeune prêtre [Valleran], frère de l'aumônier de l'évêque, ci-devant vicaire de Viège, un peu leste et fort inconsideré, à qui il persuada que le curé venait de lui permettre de se faire marier par tel prêtre que bon lui semblerait. En conséquence, ce jeune prêtre l'en croyant imprudemment sur sa parole, tandis qu'en bonne règle, il aurait dû pour sa sûreté se faire représenter cette prétendue permission par un billet écrit et signé de la main du propre pasteur, ils convinrent entre eux que le lendemain

¹ Ms. 63, pp. 22-25, adj. marg.

matin il irait dire la messe à la chapelle de l'ermitage de Longeborne, où les époux se trouveraient, et leur donnerait la bénédiction nuptiale. Ils ne manquèrent pas de s'y rendre, et le mariage fut béni. En conséquence de ce mariage clandestin, le sieur Félix Courten conduisit publiquement sa prétendue femme [Mabillard] dans sa maison et vécut quelques jours avec elle dans un vrai concubinage sous le titre coloré d'un mariage canonique.

Mais comme cette ville est trop petite pour que les moindres aventures n'y soient pas promptement divulguées, ce mariage, auquel la formalité principale avait été si audacieusement négligée, vint aux oreilles du curé et par lui à celles du grand vicaire et de tous les citoyens. Les uns en rirent comme d'une folie digne de cet homme ; presque tous s'en scandalisèrent. Le préfet national [Ch.-E. de Rivaz] eut beau lui représenter qu'il donnait là un scandale gratuit, qui ne pouvait qu'affliger ses proches et le déshonorer personnellement ; que, puisqu'il professait la religion catholique, il devait se marier selon le rite romain ; il ne répondit à tout cela, sinon qu'il prétendait jouir, sans être inquiété par personne, de la liberté d'opinion et de culte accordée à chaque citoyen par la révolution helvétique, qui le laissait maître, disait-il, d'être calviniste, juif, turc, déiste, et de se marier devant l'agent au pied de l'arbre de la liberté, s'il dédaignait les cérémonies religieuses. Le grand vicaire, averti de l'inutilité des remontrances de ses proches, du préfet et du curé, lui envoya quelques jours après une monition canonique de renvoyer son épouse à ses parents, avec menace, s'il ne le faisait dans un terme péremptoire, de le dénoncer excommunié ; et il manda le jeune prêtre qu'il suspendit aussitôt de toutes fonctions de son ordre, mais qui s'excusa du mieux qu'il put et fit toutes les dues soumissions et s'offrit d'employer le petit crédit qu'il a sur l'esprit de cet étourdi pour le ramener à la raison. Ce fut en effet lui qui accompagna le vicaire de la ville [Th. Sierro] avec un second témoin lorsque ledit vicaire alla lui intimer le mandat du grand vicaire. Ils eurent la précaution de se rendre à sa maison de grand matin pour le trouver à jeun. Après avoir bien juré contre les prêtres et regimbé contre l'aiguillon qui le piquait, le jeune prêtre son ami vint

enfin à bout de lui persuader qu'il y aurait à lui un entêtement fou à aimer mieux coucher avec sa femme à titre de concubine qu'à titre d'épouse légitime. Comme au fond cet homme n'est violent que dans le vin, il commença à se radoucir au point que ce matin-là même il consentit à se confesser et reçut de nouveau la bénédiction nuptiale par le vicaire de la ville *ad hoc* délégué par le grand vicaire pour représenter légalement M. le curé, le propre pasteur des deux époux.

Je n'écris point ceci pour décrier ce sujet plus original que méchant ; mais pour faire comprendre à nos magistrats et à mes lecteurs combien malignement fermente dans les mauvaises têtes, au préjudice de la religion et des mœurs, le virus antichrétien de l'article 6^e touchant la liberté des cultes et des opinions qui, de la constitution française, a passé dans la constitution helvétique et dont elles font un des droits les plus imprescriptibles de l'homme naturel et social.

* Ceci me rappelle quelques mariages¹ contractés civilement dans quelques paroisses du Bas-Valais, que les époux se refusent opiniâtrément de faire bénir par leurs propres pasteurs selon le rite catholique, et d'autres contractés entre époux de divers cultes. Ces abus existaient encore en 1812 que Monseigneur régnant [X. de Preux] acheva la visite du Bas-Valais dans les dizains de Martigny, de Saint-Maurice et de Monthey, du temps que nous vivions sous la domination française. Le zèle des curés soutenu de l'autorité de l'évêque ne put venir à bout de ranger au devoir de chrétiens catholiques ceux qui se prévalaient de la loi qui autorise les mariages purement civils et ne laissait aux pasteurs des âmes d'autre moyen de morigéner les réfractaires [et] ceux loin de l'Eglise, que les censures ecclésiastiques et les peines spirituelles *.

Le diocèse² est gouverné pendant l'absence de Mgr [Blatter] par M. le chanoine Pignat, doyen de Valère, son grand vicaire et son official. Monseigneur s'était retiré à Villa, village de la vallée d'Ossola, à une petite lieue de Domo qui en est le chef-

¹ Adj. postérieure à 1812; voir plus haut, p. 90.

² Ms. 63, pp. 56-59.

lieu, et il y demeura constamment tout le temps de son absence, qui a été d'à peu près treize mois, sans avoir jamais quitté cette retraite si voisine des frontières du pays et d'où il lui était si facile de communiquer avec son grand vicaire et le vénérable chapitre, que lorsque les Français, qui avaient forcé les retranchements du bois de Finges, passèrent le Simplon au mois d'août et se furent avancés jusque sur les bords du lac Majeur; dès que les Autrichiens les eurent repoussés et les eurent contraints de repasser les Alpes, il retourna tranquillement à sa retraite obscure, mais chère, de Villa, à raison de sa proximité du diocèse. Il ne la quitta en automne que pour obliger Mgr l'évêque de Novare [Melano], vieillard tellement chargé d'embonpoint qu'il peut à peine marcher pour se rendre de son palais à sa cathédrale, qui le pria instamment de lui rendre le service de donner la confirmation dans les paroisses des vallées de son diocèse du revers de nos Alpes; et même dans toute cette course apostolique, il n'a vu ce prélat qu'une seule fois, qui pour lors était à sa maison de campagne. A la fin de l'automne, comme il était sur le point d'effectuer son retour au pays, où il avait projeté de se rendre pour les fêtes de la Toussaint, il tomba malade d'une fièvre, qu'il crut d'abord de ptysie, mais qui ne fut qu'un accès redoublé d'asthme auquel il est sujet, qui lui affecta singulièrement la poitrine; en sorte que les médecins ne jugèrent pas à propos qu'il passât les Alpes dans une saison aussi rigoureuse et par un air aussi vif que celui qui souffle aux mois de décembre et de janvier, et le déterminèrent à passer l'hiver dans un climat plus doux et à attendre le retour de la belle saison pour franchir le Simplon. Et son impatience d'être rendu à son église le talonnant, il écrivit au commencement du carême à son grand vicaire qu'il ferait en sorte de revenir pour les offices du jeudi saint; mais à cette date, les pluies du printemps lui ayant causé une nouvelle quinte de sa toux asthmatique, il se vit bien à regret forcé de retarder encore son retour au pays. Et d'ailleurs les chemins du Simplon se trouvaient pour lors impraticables pour quiconque ne voyageait pas à pied, les ponts que les Français avaient démolis à la fin de la dernière campagne n'étant point encore réparés, et les montagnes de cette affreuse gorge ne se

retrouvant jointes que par des arbres équarris et que par de simples planches. Il apprit ensuite qu'une demi-brigade de troupes françaises occupaient le Haut-Valais, et dans l'incertitude s'ils ne tenteraient point un nouveau passage des Alpes, il attendait tranquillement que le temps eût mûri leurs projets d'attaque, lorsqu'il fut avisé qu'ils faisaient réparer les chemins du Simplon. Il se tranquillisa donc à Villa jusqu'au moment qu'ils effectuèrent ce passage, à la fin de mai 1800. Il quitta Villa au moment même de ce passage et se retira dans un couvent (je ne sais si c'est de capucins ou de cordeliers), un peu écarté de leur route ; et selon l'engagement qu'il en avait pris avec Mgr de Novare, s'étant mis en route pour le Valais, il donna la confirmation à Divedro, grande paroisse qui est au pied du Simplon du côté de l'Italie ; d'où en quatre jours de marche il est rentré dans sa ville épiscopale au son de toutes les cloches, le lundi 30 juin à six heures du soir. Le vénérable chapitre, qui avait député à sa rencontre jusqu'à Sierre MM. le doyen de Valère et le grand sacristain (chanoine Preux), l'attendait à la porte de l'évêché, soit de sa résidence, présidé par M. le grand doyen chanoine Oggier, qui le harangua et le félicita à la tête de tout le clergé de la ville. Personne des magistrats ni des autorités constituées ne lui rendit à cette occasion aucun honneur. Mais le lendemain matin, l'officier français [Philippon], commandant de la place de Sion, alla lui faire une visite de corps. Et sa présence ne tarda pas à fermer la bouche à tous les murmureurs et à faire tomber les injustes critiques auxquelles sa fuite d'abord, ensuite ses délais à rentrer au pays avaient donné lieu.

Pendant son absence et sur la première nouvelle de sa fuite, le pouvoir exécutif avait donné l'ordre à la Chambre administrative de mettre en séquestre tous les revenus de l'évêché et tous ses biens patrimoniaux. Mais par les lenteurs que la Chambre apporta à l'exécution de cette mesure rigoureuse, le préfet national eut le temps de faire engager l'évêque par son grand vicaire à lui envoyer un mémoire justificatif, par lequel ayant constaté que sa fuite avait réellement été l'effet de la peur des Français et des violences des Haut-Valaisans, il en obtint facilement la main-levée dudit séquestre. Monseigneur m'a d'ail-

leurs protesté ainsi qu'à son grand vicaire et à son chapitre et au préfet national, qu'il défie qui que ce soit de pouvoir l'accuser avec fondement d'avoir entretenu aucune correspondance, pas même de pure civilité, avec les généraux autrichiens, et que vivement sollicité de faire une visite au général Laudon, il s'y était refusé, en observant que ses diocésains étant divisés en deux peuples qui, selon la langue qu'ils parlent et ce qu'ils perdent ou qu'ils gagnent au nouveau régime, aiment ou haïssent la révolution, il lui convenait de rester neutre à cet égard et de ne faire aucune démarche qui, en plaisant à un parti, pourrait déplaire à l'autre.

*¹ En l'année 1800, il n'arriva en Valais rien de bien mémorable que le passage de l'armée de réserve par le Grand Saint-Bernard commandée en personne par le général Bonaparte, dont toutes les gazettes du temps ont donné les détails et que les poètes et les orateurs français célébrèrent avec autant d'enthousiasme qu'autrefois du temps de Louis XIV le passage du Rhin. Bonaparte logea à Saint-Maurice chez M. Jacques Quartéry, et à Martigny à la prévôté, où il séjourna trois à quatre jours, et d'où il fit une promenade à cheval jusqu'à Ecône, ferme de MM. du Saint-Bernard, à moitié chemin de Martigny à Sion, où il se rendit pour découvrir avec une lunette d'approche la ville de Sion, son assiette et ses alentours, ayant probablement dès lors conçu le projet de s'emparer de cette grande vallée du Rhône pour pouvoir communiquer plus promptement avec la Lombardie, dont il convoitait déjà la conquête comme un acheminement à former un établissement solide en Italie.

* Les Bas-Valaisans se prêtèrent aux fatigues de ce passage de la meilleure grâce, surtout les paysans de l'Entremont qui ne s'épargnèrent point à lui traîner sa grosse artillerie avec un courage dont ils furent récompensés assez mal, l'officier chargé de leur payer généreusement leurs peines ayant, à ce que l'on dit, fait sa poche d'une partie des argents que Bonaparte leur avait destinés.

¹ Ms. 63, pp. 59-61, adj. marg. postérieure à 1815.

* Ce passage donna en France une grande célébrité au Grand Saint-Bernard et valut à ce monastère-hôpital la protection de Bonaparte, dans l'église duquel il fit ériger quelques années après un beau monument en marbre blanc au général Desaix ¹, auquel il fut redevable du gain de la bataille de Marengo, laquelle bataille en rétablissant en Italie les affaires des Français, affermit en France l'autorité du général vainqueur. C'est ensuite de cette bataille gagnée que de consul décennaire il devint consul à vie : ce qui l'achemina en très peu de temps à être proclamé empereur des Français, et il le serait encore s'il n'avait ambitionné de l'être de tout l'Occident.

* On parla dans le temps de ce passage par le Grand Saint-Bernard comme de l'entreprise la plus hardie et la plus périlleuse à tenter et d'une difficile exécution. Surtout on exagéra aussi singulièrement qu'il eût fait passer des canons de gros calibre, qu'autrefois Tite-Live qu'Annibal y ait fait passer des éléphants. Cet éloge sentait bien l'ignorance où les Français vivaient alors de ce qui s'est passé dans les anciens temps. S'ils avaient lu Paul Jove et Guichardin, ils y auraient vu que François I^{er} en avait fait passer par des passages des Alpes Graies tout aussi difficiles que celui du Grand Saint-Bernard, et nous démontrons, dans notre *Vallais cellico-romain* ², qu'il n'est pas vrai, comme ils ont tant aimé à le dire et à le répéter que leur Bonaparte soit le premier général qui ait franchi cette alpe à la tête d'une armée. Car sans parler d'Annibal, Tite-Live le fait passer aux Gaulois Lingons et Tacite, à une armée commandée par Caecina et, qui plus est, au mois de février, *impe-rante Vitellio*.

* L'année suivante, le Premier Consul fit commencer les travaux de la route du Simplon, qu'on a vantée avec raison comme l'une des plus magnifiques entreprises de son règne. Il en existe tant de descriptions dans les écrits de ce temps-là que je crois superflu d'en tracer une en ces *Mémoires*. Tout ce qu'il m'appartient d'en dire, c'est que les bons esprits prévoyaient

¹ Voir plus loin, p. 188 et p. 211.

² Il s'agit du 1^{er} volume des *Opera historica* de l'auteur, intitulé *Vallesium cellicum, romanum, burgundicum, francum*, 531 p. in-fol., ms. aux Archives cantonales, à Sion, fonds de Rivaz.

dès lors qu'il nous ferait payer par la perte de notre liberté et de notre indépendance tous les avantages que nous en devions retirer et que nous en aurions retirés si son règne eût été plus long.

* Durant ces travaux les écus neufs étaient devenus aussi communs à Brigue, bourg au pied du Simplon, comme l'y étaient auparavant les batz.

* Les connaisseurs prétendent que la portion de cette routerière le Milanais exécutée par les ingénieurs italiens est beaucoup mieux faite que celle rière le Valais exécutée par les ingénieurs français.

* Ce qui n'empêche pas que cette route ne soit très belle, quoiqu'elle soit l'une des exagérations de ce grand génie et de ses conseillers intimes aussi exagérés que lui-même, et qui par leurs exagérations ambitieuses ne l'ont fait monter si haut que pour que sa chute fût plus funeste et plus misérable*.

Les troupes¹ françaises, qui depuis dix ans n'avaient fait aucun acte public de culte catholique, et qui au contraire avaient scandalisé l'Europe entière, non seulement par l'omission affectée de tout culte, mais encore avaient manifesté le mépris le plus marqué pour toute espèce de religion et s'étaient permis en conséquence le plus révoltant athéisme et l'impiété la plus caractérisée que professaient leurs législateurs par la spoliation du clergé et la profanation des églises la plus vandale et la plus sacrilège, et n'avaient été que trop spontanément les bourreaux des philosophes pour persécuter le christianisme et faire disparaître du sol français autant qu'il leur fut donné d'en Haut le nom chrétien et tous les insignes de notre rédemption ; ces mêmes troupes françaises, qui en 1799 souillèrent de mille ordures les églises du Haut-Valais, renversèrent les autels, pillèrent les vases sacrés, brûlèrent les chaires, mutilèrent les tableaux et les statues des saints, s'opposèrent même à ce que quelques-uns de leurs soldats et officiers morts dans leurs lits de leurs blessures et réconciliés à Dieu et à l'Eglise par une sincère pénitence, fussent ensevelis selon le rite catholique ; ces mêmes troupes, dont les chefs étaient sans respect pour les ecclésiastiques et dont les soldats les insultaient

¹ Ms. 63, pp. 59-61.

taient impunément, ces mêmes troupes, dis-je, en 1800, sous le tolérant Bonaparte, soit qu'il ne fasse de sa tolérance pour la religion de Jésus-Christ qu'un moyen de gagner la portion du peuple que la persécution philosophique semble avoir irrémédiablement aliénée de la révolution et de la domination française, soit qu'une vraie philosophie et l'expérience de dix années l'aient convaincu que nulle espèce de gouvernement ne peut marcher qui ne donne pas à la morale la religion pour base, et que les peuples sans principes religieux sont plus impudiques que les chiens et plus féroces que les loups, et qu'enfin, il faut aux passions humaines, outre les lois et les échafauds, un frein qui atteigne le cœur et la conscience, sans quoi l'anarchie et la révolte deviennent l'état habituel de la société humaine ; ces mêmes troupes, dis-je, aux insinuations sans doute et à l'invitation de leur chef, monarque par le fait sous le nom républicain de consul, leur commandant à Sion ayant été prié par le préfet national de ne point insulter au culte catholique pendant les processions du Saint-Sacrement durant l'octave de la Fête-Dieu, ne se sont pas bornées à en respecter l'objet adorable, mais même au grand étonnement et contre l'attente du clergé, ont contribué à la pompe de ces processions en se mettant sous les armes pour assister à la messe solennelle et accompagner le Saint-Sacrement précédé de leur musique militaire qui fit chœur à l'orchestre de l'orgue de l'église cathédrale. Et depuis lors ce commandant n'a cessé les jours de dimanches et de fêtes de conduire sa troupe à l'église Saint-Théodule pour y entendre la messe ; et même le lendemain du jour que notre révérendissime évêque rentra dans sa ville épiscopale, il n'a pas tardé à lui faire une visite de corps à la tête de tous ses officiers. Véritablement c'est le cas de s'écrier : *Digitus Dei est hic ; manus Domini fecit hoc, et est mirabile in oculis nostris* [D'après *Matth.*, 21,42]. La suite des événements nous prouvera si c'est là les premières démarches d'un retour sincère du gouvernement et de l'armée à l'unité catholique.

Qui plus est, cette même armée, qui ne croyait ni Dieu ni diable, ni immortalité de nos âmes ni vie future, vendredi dernier, 4 juillet [1800], par l'organe de son commandant, proposa au curé de la ville de faire le lendemain samedi un service solennel

pour le repos des âmes de leurs camarades tués cette campagne et la précédente en Italie et en Allemagne ; ce à quoi cet habile homme a cru devoir se prêter, en considérant sans doute que le schisme des Français, peuple ou soldats, est plutôt de fait que de droit, le souverain pontife de sainte mémoire, Pie VI, n'ayant fulminé de censures ecclésiastiques que contre le clergé constitutionnel et les évêques intrus. En conséquence, dès la veille on annonça cet acte public d'une religieuse fraternité au son de toutes les cloches de la cathédrale, et le lendemain matin les Français préparèrent un catafalque orné convenablement à cette sorte de cérémonie ; le chapitre chanta l'office des morts, le curé chanta la messe et fit l'absoute tant sur le catafalque qu'au cimetière sur les tombes duquel la troupe fit les décharges qui sont d'usage et d'honneur en pareil cas. Et à la procession du Saint-Sacrement, les compagnies vaudoises, qui sont aussi de garnison à Sion sous les ordres de ce même commandant, furent commandées de faire parade sur le Grand-Pont et de présenter les armes lorsque le Saint-Sacrement passa, à cette seule différence que la troupe française mit le genou en terre en signe d'adoration, tandis que la troupe protestante ne lui rendit qu'un honneur politique et purement militaire. Pensez les grands yeux qu'ouvraient non seulement nos prêtres, mais encore notre peuple. Il y a véritablement bien là de quoi s'écrier : *Manus Excelsi fecit illud, et est mirabile in oculis nostris* [D'après *Matth.*, 21,42]. Ainsi non seulement ils ne veulent plus scandaliser le monde chrétien, mais on dirait qu'ils ont reçu l'ordre de leur chef suprême de réparer le scandale de leur apostasie. La suite des événements, je le répète, nous prouvera si c'est là les premières démarches d'un sincère retour à l'unité catholique.

* En juillet 1801, les conseils municipaux nomment des électeurs. Ces électeurs s'assemblent dans les chefs-lieux des districts et nomment des députés à la diète cantonale. Celui de Sion nomme le préfet national, Charles de Rivaz, Mgr l'évêque et l'ex-sénateur Duc. L'assemblée électorale députe à l'évêque, pour lors aux mayens, le sous-préfet Ducrue et le jeune Theiler, président de la municipalité. Monseigneur paraît flatté de cet égard de la ville pour lui et donne espérance qu'il acceptera sa députation à la diète cantonale.

* Cette diète ouvre sa session le 1^{er} août par une messe solennelle *de Beata* à la cathédrale suivie du *Veni, Creator*. Elle députe les citoyens Perrig et Delasoie, ses secrétaires, à l'évêque qui remercie. Quelques jours après elle procède à l'élection des députés valaisans à la diète helvétique, l'avocat Augustini, vice-président de la diète, président de la Chambre administrative, l'ex-bailli Sigristen, le préfet national et l'ex-sénateur Duc. Ensuite elle fait une commission de huit membres pour rédiger et présenter un plan d'organisation du canton, qui sont, outre les susnommés préfet national, président de la Chambre administrative, l'ex-bailli Sigristen, l'ex-secrétaire d'Etat Roten, l'ex-vice-bailli Preux, l'administrateur Isaac de Rivaz, Matter père, ancien gouverneur, et l'avocat Pittier, ex-président de la Chambre administrative. La diète se licencie le 27 août *.

CHAPITRE X

« Atteintes portées par la constitution helvétique... à la liberté du culte catholique... » (1800) ¹

1^o Les revenus des plus riches abbayes de la Suisse, Saint-Gall, Einsiedeln, Muri, Saint-Urbain, etc., envahis par la nation au profit de ses représentants.

2^o Tous les biens meubles et immeubles des chapitres et des couvents mis en séquestre.

3^o Suppression des principautés et des seigneuries, des dîmes et des censures féodales, les premières sans indemnité, les dernières avec indemnité.

4^o Le Corps législatif déclare permis sans dispense le mariage entre cousins germains.

5^o Il déclare le clergé privé de l'immunité du for.

6^o Il déclare que les sentences des officialités ne seront point exécutées par les juges laïques.

7^o Attribution aux chambres administratives de confirmer ou d'invalider les nominations aux bénéfices à charge d'âmes.

8^o Défense faite aux patrons laïques ou ecclésiastiques de nommer aux bénéfices simples.

9^o Défense faite aux religieux de tout ordre et des deux sexes de recevoir des novices.

10^o Un arrêté du 5 février 1800 soumet les mandements des évêques et les rescrits apostoliques à la censure et au visa des préfets nationaux et du pouvoir exécutif.

¹ Ms. 63, pp. 18-22, adj. post. dont le titre complet est le suivant : « Atteintes portées par la constitution helvétique et par le citoyen ministre protestant Stapfer, chargé du département de l'Instruction publique, à la liberté du culte catholique et aux immunités ecclésiastiques ».

Mais *verbum Dei non est alligatum* [2 Tim., 2, 9], la parole de Dieu n'est pas enchaînée, dit l'apôtre. Où est là d'ailleurs la liberté des opinions et de la presse ? Ne suffit-il pas de rendre les supérieurs ecclésiastiques ainsi que les autres citoyens responsables de l'usage qu'ils se permettront de ce droit naturel et social d'émettre librement sa pensée ? Quoi ? Un pasteur protestant [Stapfer], philosophe ou socinien, sera juge des mandements doctrinaux des prélats catholiques ? Cet arrêté dit que ce droit de révision était exercé par les anciens gouvernements. Il n'avait certainement pas lieu en Valais, et je doute qu'il ait eu lieu à Fribourg et à Lucerne. L'abbé de Saint-Gall et les évêques de Bâle, de Constance et de Coire n'y étaient certainement pas soumis. Cet arrêté ajoute que ce droit est aussi compatible avec la liberté religieuse que conforme aux devoirs de police. Pour prouver que nous supposons que les gouvernants soient des déistes ou des matérialistes, calvinistes ou sociniens, tolérant en général toutes les fausses religions dans le dessein d'amener les peuples à l'indifférentisme, puis à l'oubli et enfin au mépris de tout culte à la divinité ; en particulier ennemis déclarés ou cachés de l'Eglise catholique, de sa doctrine et de sa discipline ; ne pourront-ils pas par ce nouveau droit fermer la bouche aux pasteurs du premier et du second ordre ? Si cet arrêté a été rendu, comme on le fait entendre, à l'occasion d'une lettre pastorale de l'évêque de Lausanne [Odet], qui s'est permis de parler mal de l'Eglise constitutionnelle et de la faveur accordée par les empereurs Joseph II et Léopold II à la secte jansénienne, ce fait lui-même ne démontre-t-il pas que ce moyen est imaginé par les sectaires et par les philosophes pour réduire au silence les docteurs et les juges-nés de la doctrine orthodoxe ? Comment le clergé catholique préservera-t-il le peuple fidèle de la séduction des hérésies courantes, du philosophisme moderne et de l'imitation du schisme présent, qu'en en décriant et en réfutant les auteurs et les fauteurs ? C'est bientôt dit au ministre Stapfer et à la commission exécutive qu'un pareil arrêté n'est point incompatible avec la liberté religieuse. Nous nions cette hardie assertion par les raisons ci-dessus alléguées. Les ministres protestants doivent dans les principes de leur secte se conformer à cet arrêté ; le clergé catholique ne peut pas en conscience se

laisser imposer ce joug qui lui ferme la bouche quand il doit parler.

Le ministre Stapfer répète gratuitement dans une déclaration de cet arrêté qu'il croit de nature à le modifier et à en adoucir l'amertume, que ces méfiantes précautions du gouvernement étaient usitées en tout pays, et il insinue que tout gouvernement qui n'est pas encore solidement assis, ou qui a des craintes fondées qu'on ne se serve de cette voie pour le décréditer et le contrarier, est en droit de faire l'insulte au clergé de s'en méfier et par conséquent de prendre contre lui ses précautions.

A quoi, je réponds : 1^o en niant la première assertion comme je l'ai fait ci-dessus ; 2^o en disant que le gouvernement ne peut prendre contre le clergé aucune précaution qui le prive de la liberté de conscience et de culte, par conséquent de l'enseignement public, et qu'il doit lui suffire que nous nous soyons liés à lui par le serment civique, et qu'il puisse agir contre quiconque de nous agirait contre son serment, savoir les curés dans leurs sermons ou les évêques dans leurs mandements, en nous rendant responsables ainsi que les autres citoyens qui abuseraient de la liberté d'émettre leurs opinions et de les rendre publiques par la voie de la presse ou de la prédication, pour décrier ou avilir le gouvernement qui les tolère ou qui les protège parce qu'il leur doit ou protection ou tolérance.

Ce qu'il y a de plus perfide et de plus tyrannique à cet arrêté de la commission exécutive, c'est qu'après avoir mis aux prises les évêques avec les préfets, et fait une matière à controverse des opinions religieuses d'un évêque qui ne se trouveront pas concorder avec les opinions philosophiques d'un préfet, la cause est portée au pouvoir exécutif qui juge en dernier ressort et décide entre Rome et Genève, entre la religion et le philosophisme. N'est-ce pas là établir en dernière analyse la puissance séculière souveraine arbitre de la doctrine chrétienne ?

Je ne pense pas qu'aucun évêque de la Suisse puisse jamais être ou assez ignorant ou assez lâche pour laisser mettre sous un tel joug la liberté de l'enseignement dont l'autorité leur vient de Jésus-Christ seul par ses apôtres dont ils sont les légitimes successeurs, et de l'exercice duquel ils ne sont comptables qu'à l'Eglise catholique et qu'à son chef visible.

Mais non seulement cet arrêté est anticatholique, mais il est même d'une exécution si compliquée dans la nouvelle division de la République helvétique en tant de petites sections qu'il en devient par là même absurde. Car si cet article de la nouvelle constitution qu'on nous prépare passe à la sanction du Grand Conseil et à l'acceptation du peuple, il faudra, par exemple, que dans la portion de la Suisse qui est de l'évêché de Constance, les mandements de cet évêque [Rödt] soient visés par une vingtaine de préfets nationaux. Or les uns trouveront bon ce que les autres trouveront mauvais : autant de procès entre l'évêque et les préfets ; autant de décisions souveraines du pouvoir exécutif. Est-ce là la liberté de culte et par conséquent d'enseignement qui nous est assurée par l'article 3^e de la nouvelle constitution, que nous nous sommes si spécialement réservée, lorsque nous nous sommes liés au nouveau gouvernement par le serment civique ?

Il paraîtrait que le ministre Stapfer s'est mis dans la tête de donner au clergé catholique de la Suisse la constitution dite civile que l'Assemblée constituante essaya de donner au clergé de France la seconde année de la Révolution. Comme il a prévu qu'en masse elle soulèverait les évêques et les curés, et qu'elle éprouverait les mêmes refus et les mêmes résistances en Helvétie qu'elle a essuyés de la part du corps entier de l'épiscopat gallican et des deux tiers au moins des curés français, il essaie s'il ne pourra pas nous la faire adopter article par article, regardant comme une acceptation d'icelle la non-méfiance ou même le silence que la prudence ou l'ignorance ou la peur fait garder au clergé catholique, qui croit peut-être qu'en prenant patience, il n'aggrava pas contre lui les faiseurs philosophes, ou qu'en temporisant les meilleurs temps qu'il espère viendront, c'est-à-dire que la philosophie justement décriée par tous ses excès, les magistrats suprêmes reviendront enfin à comprendre que puisque les gouvernements ne peuvent se passer de la religion, il faut en ménager, en respecter et en protéger les ministres.

Je crus donc utile et nécessaire de prévenir et d'avertir Mgr [Blatter], notre révérendissime évêque, son vicaire général [Pignat], sa dignité M. le grand doyen [Oggier] et le vénérable chapitre du piège qu'on leur tendait et du danger qu'ils couraient.

Ce Stapfer est un perfide novateur, qui paraît ne connaître notre discipline que par les préventions des hérétiques et les sophismes des philosophes, et mêler à un philosophisme mal déguisé tous les préjugés de la secte calvinienne dans laquelle il est né et a été élevé au ministère évangélique.

CHAPITRE XI

La « révolution turreaunienne » (1801-1802) ¹

La fin de l'année 1801 a été glorieuse pour le pays de Valais et a prouvé que son peuple était digne d'être Suisse.

Au mois d'août se tinrent les assemblées primaires dans chaque district pour la nomination des électeurs, qui devaient élire les députés à la diète nationale convoquée pour le 7 septembre pour l'acceptation de la constitution que le gouvernement provisoire avait concertée avec le gouvernement français, ainsi que pour l'approbation ou le rejet des constitutions cantonales. Les choix furent généralement sages, et le peuple laissé à sa liberté fit voir en cette occasion qu'il se portait naturellement à ne donner sa confiance qu'à des hommes qui en étaient dignes ; il n'y eut que le district de Saint-Maurice qui, mené par le médecin Desloges, homme sans religion et vendu aux Français, piqué que sous Mangourit même il ne fût pas arrivé à quelque emploi marquant, et ennemi personnel du préfet national et de l'administrateur de Rivaz, ne nomma que des paysans, l'un de Salvan et l'autre d'Outre-Rhône. La diète cantonale eut lieu à Sion, et la prudence ainsi que la justice présida au choix des quatre députés à la diète nationale. Ce furent les citoyens Charles de Rivaz, préfet national, que la ville et district de Sion avaient nommé électeur par estime et par reconnaissance, Valentin Sigristen, dernier grand bailli et ex-sénateur helvétique, l'avocat Augustini, aussi ex-sénateur, président de la Chambre administrative, et J.-J. Duc, aussi ex-sénateur, ancien banneret et châtelain de la commune de

¹ Ms. 63, pp. 62-80.

Conthey. Cette diète s'occupa ensuite de la constitution cantonale, et les députés convinrent assez unanimement de ses principaux articles. Je sursois à leur examen¹. Leur concorde ne fut troublée que par la question des immunités ecclésiastiques, que la plupart des Haut-Valaisans, pour se rendre le clergé favorable, prirent sous leur protection, mais dont la plupart des Bas-Valaisans voulurent priver le clergé pour acquérir de la popularité dans leurs communes. Du reste, les autres intérêts de l'Eglise et du clergé y furent ménagés de manière à prouver que le peuple valaisan est sincèrement attaché à la religion de ses pères.

Nos quatre députés à la diète helvétique y eurent le succès et le sort de tous les députés des autres cantons, que le gouvernement provisoire eut le crédit et le courage de destituer. Le plus grand motif de cette révolution fut de se défaire des avocats qui dominaient dans cette assemblée et qui avaient eu l'indiscrétion de se nommer à tous les emplois, soit du sénat soit du ministère, cette caste qui au commencement de la révolution avait su plaire au peuple en paraissant toute dévouée à ses intérêts par ses menées ambitieusement exclusives et surtout par ses maximes philosophiquement révolutionnaires.

Deux membres du gouvernement provisoire, aidés de la plume très finement taillée de leur secrétaire, le citoyen Mousson, et de la pluralité des membres du sénat provisoire congédièrent les députés ; attentat manifeste à la liberté helvétique, puisque à cette fois ils avaient tous été très librement élus représentants de leurs cantons, mais rendu nécessaire par l'ascendant qu'y avaient pris les avocats dont les principes exagérés et l'ambition exclusive, comme je l'ai déjà dit, ne pouvaient qu'inquiéter le clergé des deux communions et l'ancienne noblesse, castes trop disgraciées, encore estimées du gros de la nation, dont les murmures et le mécontentement n'auraient pas manqué de rendre le gouvernement odieux et de provoquer tôt ou tard en Suisse la guerre civile.

Parmi les députés du Valais, la haute réputation de savoir, d'honneur, d'intégrité et de modération du citoyen Charles de

¹ L'auteur n'est pas revenu sur ce sujet dans ses *Mémoires*.

Rivaz, l'homme le moins intrigant qu'il y ait au monde, reconnue des deux partis, lui valut l'honneur d'être nommé du nouveau sénat, après même que la diète helvétique l'eut désigné membre du sien. Mais il n'accepta cet emploi ni de l'une ni de l'autre de ces deux mains.

Honoré de la confiance du nouveau gouvernement comme il l'avait été de l'ancien, il revint en Valais y reprendre ses fonctions de préfet national.

Il n'était point encore rendu à son poste lorsque arriva en Valais le citoyen Turreau, général de division, ce même Turreau, accusé sans qu'il eût daigné s'en justifier, d'avoir vexé le Haut-Valais et la Cisalpine, chargé les années précédentes de la conduite des travaux du Simplon ; lequel vint avec l'humeur et les prétentions d'un proconsul romain s'établir à Sion, où il commença par déloger un des citoyens les plus distingués de cette ville [Louis de Kalbermatten], et par mettre en réquisition les meubles, le linge, l'argenterie et la vaisselle des citoyens sédunois. On savait en Valais que la Cisalpine * répétait * de ce général français une somme de 300 000 écus qu'il disait avoir employée aux travaux du Simplon et qu'elle l'accusait d'avoir détournée à ses usages particuliers. Ce qui achevait de le rendre odieux au peuple valaisan, c'est que destiné à captiver ce peuple et à l'engager à se donner à la France, il avait la maladresse de ne faire en public aucun acte de religion romaine, quoique envoyé d'un gouvernement qui dans ces circonstances venait de signer avec le pape [Pie VII] un concordat pour le rétablissement de cette même religion en France. Par surcroît, sa femme affectait non seulement de n'en point pratiquer le culte, mais elle avait l'impudeur d'en parler avec mépris et ne craignait pas de dire qu'elle n'avait jamais été plus heureuse que depuis qu'elle avait secoué le joug de la superstition chrétienne dans laquelle elle avait été élevée, et que de six enfants qu'elle avait eus un seul avait été baptisé, mais qu'ils n'iraient ni en paradis ni en enfer, car elle gardait auprès d'elle les squelettes de ceux que la mort lui avait ravis.

Le général Turreau, qui avait un intérêt majeur de fortune et d'espérances à la réussite du chemin du Simplon, avait persuadé à son gouvernement, trompé lui-même par le médecin

Desloges et par l'avocat Pittier, qui lui disaient sans cesse que le Bas-Valais ne désirait rien tant que de passer sous la domination française, et par un Perrig de Brigue, qui se vantait d'avoir 10 000 signatures de Haut-Valaisans qui formaient le même vœu (cet avocat Pittier, que je dépeins ailleurs ¹, était mal affectionné au gouvernement helvétique, parce que ce gouvernement, auquel il s'était rendu suspect, l'avait destitué de la présidence de la Chambre administrative et qu'il avait vu d'un œil jaloux le citoyen de Rivaz lui succéder * dans * la place de préfet national qu'il avait exercée provisoirement quelques mois), le général Turreau, dis-je, pour encourager la faction dévouée à la France et contenir la faction attachée à la Suisse, crut devoir ne paraître au pays qu'accompagné d'une demi-brigade qu'il dissémina dans presque tous les chefs-lieux des districts du canton. Ce canton, déjà excédé par les frais de l'entretien des troupes françaises, ne laissa manquer de rien celles-ci ; mais le général Turreau s'étant aperçu que la Chambre administrative n'avait pas négligé de faire sentir au peuple valaisan combien l'amitié de la France était onéreuse, il s'imagina * de s'emparer * de toutes les impositions et il eut l'audace de faire imprimer une proclamation par laquelle il déclarait aux communes que sans aucune nouvelle imposition, il se chargeait de l'entretien de ses troupes, pourvu qu'on lui laissât percevoir lui-même les impositions ordinaires. Puis il ne manqua pas d'insinuer que le Valais réuni à la France serait enfin affranchi des dîmes et des fiefs, et que sa condition serait de beaucoup meilleure s'il se donnait à la France. Ces insinuations n'ayant pas eu le succès qu'il en attendait, il crut devoir intimider les autorités cantonales. Et d'abord il se présenta à diverses reprises à la Chambre administrative pour lui demander la remise des tailles et des caisses. Cette Chambre, pour lors présidée par l'administrateur * Isaac * de Rivaz, lui répondit qu'on ne changerait rien aux formes usitées, à moins qu'il n'en reçût l'ordre du gouvernement helvétique. * Sur ces entrefaites *, arrive à Sion le préfet national. Il prévient d'une visite le proconsul français qui la lui rend poliment. Toutefois, ils ne tardèrent point à ne pas s'entendre.

¹ Voir son portrait plus loin, pp. 134-138.

Turreau agissait comme si la France eût déjà été maîtresse du pays ; Charles de Rivaz lui disait qu'il n'était pas possible qu'elle le fût tant qu'il n'en était pas avisé par Berne. En sorte que le pays se trouvait très embarrassé auquel obéir de ces deux maîtres, dont l'un était en possession paisible et dont l'autre seulement s'intriguait à le devenir.

Les Perrig, les Pittier, les Desloges, les Ducrue avaient fait entendre au général que ces magistrats étaient des âmes faibles, incapables à la vérité de livrer le pays à l'ambition française, mais qui n'auraient jamais le courage de se compromettre avec un agent de la France et de s'exposer à la disgrâce du Premier Consul. Ainsi ni Turreau ni ses partisans ne s'attendaient guère à la généreuse résistance que je vais raconter.

Ce fut le citoyen Isaac de Rivaz qui le premier en donna l'exemple. Car Turreau ayant fait mettre sa troupe sous les armes, en face de la maison de ville, la baïonnette au bout du fusil, et étant entré pour demander que la Chambre administrative donnât cours à sa proclamation, son vice-président lui déclara que la Chambre n'avait point accoutumé de délibérer sous les baïonnettes et qu'elle ne délibérerait point sur sa proposition jusqu'à ce qu'il eût fait retirer sa troupe. Ce qu'il fit aussitôt.

Mais peu de jours après, il prit le parti extrême de la faire imprimer et de la faire publier à Sion même sous les yeux de la Chambre et du préfet. Le notaire Ducrue, fils d'un merceret savoyard, sur le refus de plusieurs citoyens, à qui la charge de sous-préfet de Sion avait été offerte par le préfet national, et qui par peu de confiance en la durée du nouveau gouvernement et par dédain pour ses nouvelles charges, en était revêtu depuis plus d'une année, le préfet avait cru devoir le tolérer, quoiqu'il n'ignorât pas qu'il fût du club des Savoyards, étrangers que de petites fortunes commerciales ont fixés en Valais et qui depuis la prise de la Bastille n'ont cessé de voter la réunion de ce pays à la France comme un moyen d'y dominer à la place des anciens gouvernants, ou des nouveaux, presque tous valaisans d'origine. C'est comme si des valets parvenaient à chasser les maîtres de leurs maisons. Le notaire Ducrue sur la proposition que lui en fit le général Turreau, ne manqua pas de saisir cette occasion de lui prouver sa complaisance et son dévouement. Le jour de Noël

fut pris pour cette belle expédition. Le sous-préfet, sans autorisation du préfet national, qui était pour lors dans la ville, donna ordre à l'agent Dénériaz, horloger, puis mercier, de faire cette publication. Le préfet envoya sur-le-champ faire défense à l'agent de publier la proclamation. Celui-ci sans égard à cette défense et sûr de la protection de Turreau la fait ni plus ni moins.

Au même moment, le général envoya son adjudant-général [Bailly de Monthion] enjoindre au citoyen [Tousard] d'Olbec, receveur général du canton, de lui livrer la caisse et ses livres. Le citoyen d'Olbec fait répondre au général qu'il ne les livrera pas sans un ordre exprès du ministre des Finances de la République helvétique. L'adjudant y retourne accompagné de quatre grenadiers, la baïonnette au bout du fusil, et lui en demande les clefs. Le receveur répond que les clefs sont dans sa poche et qu'il ne peut pas croire que le général méconnaisse le droit des gens jusqu'à le faire fouiller. On lui déclare que s'il ne remet pas les clefs, on va enfoncer la caisse. Le citoyen d'Olbec proteste qu'il ne cédera qu'à la violence. Aussitôt un serrurier ayant inutilement tenté de l'ouvrir avec ses rossignols, on la brise à coup de hache, et on n'y trouve que 300 à 400 livres, monnaie de Suisse. Le receveur ne refuse pas moins généreusement de livrer ses livres de recettes et de dépenses. Le général lui donne les arrêts chez lui et le fait garder par un officier et son bureau par un grenadier, à un écu par jour pour le grenadier et à un louis pour l'officier. Le receveur mande un notaire et des témoins et fait dresser procès-verbal de la violence qui lui a été faite, et il écrit de sa main au général Turreau qu'il le rend personnellement responsable de cette insulte faite au gouvernement suisse dans sa personne, et que le premier usage qu'il fera de sa liberté sera de se rendre à Paris pour l'actionner en satisfaction à réparation devant le Premier Consul.

Ensuite le bruit court que Turreau va pareillement dans la journée mettre aux arrêts le préfet national et les administrateurs; probablement lui-même l'avait-il fait courir, ce bruit, pour les intimider. Le préfet instruit de l'audace du général français et de la lâcheté de son lieutenant, casse celui-ci et son agent, et écrit à celui-là qu'il ne peut pas croire que le gouvernement de France autorise sa conduite et qu'il va en informer le gouverne-

ment suisse ; que s'il agit d'après les instructions de son gouvernement, qu'il en fournisse la preuve par écrit ; que s'il est le maître du pays, qu'il substitue au drapeau aux couleurs helvétiques, le drapeau aux couleurs françaises, et qu'il s'attende que tant que la Suisse n'aura pas cédé le Valais à la France, ses habitants seront suisses d'affection et d'obéissance. Et le même jour, il expédie un courrier à Berne à deux députés que la Chambre administrative y avait envoyés pour solliciter l'attention et les secours du gouvernement dans une crise aussi vive. C'étaient le baron Stockalper et l'ex-sénateur Duc. Le lendemain, le préfet national engage le citoyen Joseph Du Fay de Lavallaz, gendre du feu comte de Courten et beau-frère du baron Stockalper, à accepter la lieutenance de la préfecture. Ce bon citoyen peu curieux de charges accepte courageusement celle-ci en ces conjonctures difficiles à la satisfaction générale. On lui en gardera une vive reconnaissance. On remplace le citoyen Dénériaz par le citoyen Charles Odet, fils d'une sœur du préfet.

Quelques jours après le général Turreau mande les sous-préfets de Monthey [P. L. Du Fay] et de l'Entremont [F.-E. Joris]. Ceux de Sierre [Monnier] et de Loèche [Matter] ayant reçu la proclamation de Turreau, ainsi que celui de Martigny [Berguerand], refusent de la publier sur ce qu'elle n'est pas revêtue de la signature du préfet ; ce qui les met en soupçon que c'est à son insu qu'on la leur a fait parvenir et accourent aussitôt à Sion chez le préfet pour connaître ses intentions et prendre ses ordres. Quelques sous-préfets du Haut-Valais la laissent publier aux officiers qui commandent les détachements qu'ils ont en garnison ; mais le peuple les arrache peu après. Celui de Saint-Maurice [H. de Nucé] croit devoir la publier lui-même par la menace que l'officier commandant fait de la publier militairement et s'en excuse le même jour par lettre au gouvernement helvétique, lui protestant son inviolable dévouement.

Cette belle résistance des autorités cantonales est bientôt répandue dans tout le pays et y reçoit partout les plus vifs applaudissements. Je ne sais point encore ce qui s'est passé en Conches en cette occasion. Mais les préfets de Monthey et de l'Entremont, que je nomme ici par honneur, le citoyen Pierre-Louis Du Fay et l'avocat Joris, beaux-frères du citoyen Isaac

de Rivaz, lui tiennent tête et s'efforcent de lui faire comprendre que tant qu'ils seront Suisses, ils n'ont point d'ordre à recevoir de lui ; Turreau s'étonne de trouver au Bas-Valais une plus grande résistance encore qu'au Haut-Valais. Le citoyen Du Fay lui fait entendre que les Bas-Valaisans n'ont pas été fâchés de devenir libres, mais qu'ils n'ont désiré la liberté que comme un motif d'autant plus pressant d'aimer la mère patrie, de s'y attacher et de s'honorer du nom de Suisses. Turreau veut lui persuader que le Bas-Valais n'a qu'à gagner à passer sous la domination française ; Du Fay lui démontre que le Valais serait bien malheureux lors même qu'il serait traité comme les départements les plus favorisés de la République française. Chacun s'en retourne chez soi, le cœur plus suisse que jamais.

* ¹ Le préfet national et la Chambre administrative députent à Berne auprès du Corps législatif et du pouvoir exécutif l'avocat Augustini, ex-sénateur, président depuis peu de jours de ladite Chambre, M. de Riedmatten, ci-devant seigneur de Saint-Gingolph, président du tribunal du canton, les citoyens Isaac de Rivaz, administrateur du canton, et Pierre-Louis Du Fay, sous-préfet du district de Monthey, lesquels témoignent au gouvernement helvétique que la presque totalité du pays redoute ce changement de domination et le supplient de s'intéresser pour nous auprès du gouvernement français à l'effet de rester unis à l'ancienne patrie. On les renvoie chez eux avec de simples espérances *.

Nos députés reviennent de Berne. Quelques jours après les équipées de Turreau, on en avait reçu des nouvelles par lesquelles on nous mandait qu'Aloys Reding avait écrit de Paris que sa parole devait nous être un garant que la Suisse ne serait pas démembrée et son gouvernement actuel reconnu. Cette nouvelle ne déconcerta pas le général français ni même la présence d'un commissaire du gouvernement. Ce fut l'ex-sénateur de Loës, sous-préfet d'Aigle, qui remit à Turreau une lettre du gouvernement, à laquelle il fit une réponse polie mais insignifiante. Le commissaire en témoignage d'approbation de sa conduite honora d'une visite le citoyen d'Olbec, mais il n'en continua pas moins

¹ Adj. marg. postérieure.

d'être aux arrêts, et Turreau ne travailla pas moins sous main à faire des partisans à la France. Le préfet de son côté n'oublia pas de charger les sous-préfets de faire recevoir par les agents les signatures des Valaisans attachés à l'ancienne patrie. Presque tous signèrent.

Le général instruit de ces signatures mande chez lui le citoyen Theiler, président de la municipalité de Sion, et lui demande s'il est vrai qu'il a signé le premier. Il se plaint à lui que sa raideur et celle de la Chambre administrative ont seules donné lieu à des mesures rigoureuses qui ne sont pas dans son caractère et dans le désir qu'il a de bien mériter des Valaisans. Le président lui répond qu'il n'a point à se plaindre des citoyens de Sion, qui ont plus fait pour le mettre à l'aise qu'il n'avait droit d'en exiger.

Quelques jours après il envoya chercher par deux fusiliers le citoyen Morand, commissaire des guerres du district de Martigny, et lui reproche de laisser manquer sa troupe d'avoine et d'eau-de-vie. Celui-ci lui démontre, les règlements à la main, qu'il a exécuté fidèlement et à la lettre les conventions des deux nations à cet égard.

On raconte aussi que le citoyen Luder, fils du banneret de ce nom et neveu du prévôt de Saint-Bernard, refusant pareillement la publication de la proclamation de Turreau, l'officier qui la lui présentait l'ayant menacé des baïonnettes françaises, il lui répondit courageusement : « Tuez-nous tous, si vous voulez ; mais tenez-vous bien assuré que le dernier que vous tuerez sera encore un Suisse ». Et comme il lui représentait que cette résistance n'allait à rien moins qu'à ruiner le pauvre peuple, il lui répliqua : « Ni la peur ni la misère ne nous feront renoncer le nom suisse ; et quand nous n'aurons plus rien à manger, ce ne sera pas en France que nous irons mendier notre pain, ce sera chez nos frères, les Suisses. »

* En attendant, tous les citoyens de marque de la ville ont été faire les Rois chez le citoyen d'Olbec où il y a eu festin et bal à cette occasion *.

Turreau va son train, et les Valaisans, le leur. Car dernièrement encore ceux du district de Sion ont osé sous ses yeux destituer le citoyen Blanc, commissaire du district, qui leur était devenu suspect par son empressement à lui faire la cour.

Depuis lors on reçoit de Berne des lettres qui donnent de grandes espérances, mais elles ne sont point officielles. Le retour à Berne du premier landammann [Reding] fera tomber la bombe et fixera notre sort. Si nous restons Suisses, cette histoire fidèle attestera qu'il y a en Valais de l'énergie et du caractère plus que les autres Suisses ne le croyaient peut-être.

Le général Turreau, poursuivant son projet de forcer les Valaisans à se rendre à la France, gagne les plus mauvais sujets et les plus révolutionnaires par de petites charges qui flattent leur ambition, et il vexe les citoyens attachés à la mère patrie en leur imposant les contributions les plus arbitraires et en les fatiguant de logements de troupes. Enfin, voyant que le gros des habitants dans tout le pays abhorraient et redoutaient la domination française, il fait succéder aux mesures insidieuses les voies de fait les moins excusables. La destitution du préfet national et de la Chambre administrative est bientôt suivie de celle de tous les sous-préfets ; il ne laisse subsister que le tribunal du canton, qui toutefois déclare formellement par acte du [28 janvier 1802] de ne pouvoir ni vouloir point reconnaître son préfet. Il compose une nouvelle Chambre administrative de gens à sa dévotion mais qui cependant étaient les plus capables de tous ceux qu'il employa.

* ¹ Ce fut alors qu'il fit préfet national l'avocat Pittier, et vice-préfet le docteur Schiner, que nous avons vu avoir administré peu honorablement la gouvernance de Monthey et la grande châtellenie de Bagnes, et avoir été dépossédé de ces deux offices avant terme par ceux-mêmes qui les lui avaient confiés, et qu'il nomma membres de la Chambre administrative les citoyens Casimir Lang, François Indermatten, Louis Preux, le notaire Ducrue et le notaire Rion *.

Il encanaille le reste de la magistrature : le préfet Pittier ne trouve personne de quelque considération qui veuille de ses charges. On les donne partout à des sujets plus ou moins tarés et notés non seulement pour leur esprit exagérément révolutionnaire, mais encore pour hommes de mauvaises mœurs et de petite conscience. Après avoir ainsi organisé le Valais, il quitte Sion sous prétexte

¹ Adj. marg. postérieure.

des grandes chaleurs et va s'établir à Bex dans le château des de Rovéréa, en fait enfuir la baronne et met en réquisition à Bex ainsi qu'il l'avait fait à Sion, batterie de cuisine, meubles, linge de lit et de table, etc. Il n'y est pas vu de moins mauvais œil qu'à Sion. En automne, voulant faire le leste, il se casse une jambe. On la lui rhabille, sa vivacité la lui fait casser une seconde fois. On parvient encore à la lui remettre, et à force de ménagements il en guérit, mais il en reste un peu boiteux. Les troupes françaises retirées de la Suisse, il se fait transporter à Saint-Maurice où il loge dans la belle maison des Quartéry, qu'avaient occupée avant lui les résidents Helflinger et Mangourit, s'y fait servir à bâtons rompus, et y met sans cesse à contribution pour toute espèce d'ustensiles de ménage et de meubles meublants tous les particuliers. Il y vit sans considération comme partout ailleurs. Ce fut de là qu'il tyrannisa le pays avec plus d'emportement que jamais. Au commencement il en faisait une affaire de politique, à la fin il en fit une affaire de vengeance. Il nous fit alors tout le mal qu'il put. Après nous avoir invités à nous donner à la France, il entreprit de nous y forcer, il commanda en Valais comme s'il en eût été proconsul. Il attenta quelquefois à la liberté des citoyens, à la vérité seulement par les arrêts ; mais si Bonaparte lui eût lâché la bride, il les aurait emprisonnés. Cependant il repoussa avec indignation la proposition que le docteur Schiner, sous-préfet de Sion, lui fit un jour de soumettre les rebelles en faisant tomber quelques têtes sous le tranchant de la guillotine.

* Son préfet * Pittier le servait infatigablement : il était en perpétuel mouvement, montant et descendant et courant tout le pays pour nous persuader qu'il n'y avait de salut pour nous qu'à subir le joug. Mais ce qui contribua le plus à retarder les progrès de la propagande, ce fut de n'avoir pour agents que des hommes de néant ou mal famés. Cependant à la longue, les réquisitions, les contributions, les vexations du général en écrasant le peuple lui faisaient perdre courage. Alors le préfet de Rivaz, les membres de la Chambre administrative, tous les magistrats de l'ancien et du nouveau régime, comme par une inspiration soudaine, forment le projet d'engager chaque commune d'envoyer à Berne un député protester de leur inviolable attachement à la mère patrie et réclamer sa protection pour n'en être point séparés. Aussitôt

proposé, aussitôt exécuté. La chose se fit avec une unanimité et une promptitude sans exemple. Ce fut l'affaire de trois jours que de faire circuler d'un bout du pays à l'autre cette proposition et de voir à Berne les députés de chaque commune. Voyez dans le *Nouvelliste Vaudois* ce qui s'y passa. Le général Turreau a beau affecter de prendre la chose en plaisantant ; ce fut un coup qui l'atterra, et il lui fallut quelque temps pour se reconnaître. Alors il donne les arrêts à plusieurs des députés lorsqu'ils furent retournés chez eux.

Cette démarche de tout un peuple, ou du moins bien incontestablement de sa très grande majorité, déconcerta Bonaparte lui-même. Il ne voulait pas s'emparer du Valais ; on lui avait persuadé qu'il se donnerait de lui-même. Cette démarche décisive lui démontra qu'on pouvait le prendre, mais non pas le gagner. Il renonça donc à son projet et se contenta pour le moment de nous isoler du reste de la Suisse en nous déclarant république indépendante. Cette indépendance a aveuglé la plupart de nous sur les suites funestes qu'elle peut avoir. Mais il n'est que trop facile à prévoir que, détachés du reste de la Suisse, nous restons toujours à la merci de la France.

A Berne, le gros de la nation qui composait le Sénat ou le Conseil admirait une conduite si régulière dans un peuple livré à l'anarchie et désirait nous conserver. Mais le pouvoir exécutif nous abandonnait au gré des vues ambitieuses de la France et n'attachait aucun intérêt à conserver à la Suisse cette importante frontière. L'ambitieux Dolder, pour lors président du Directoire, nous avait déjà cédés à Bonaparte dans l'espérance qu'il lui continuerait la dictature qu'il exerçait en Helvétie. Le pays de Vaud, à qui nous n'avions jamais fait que du bien et à l'avantage duquel sont toutes nos relations commerciales, nous abhorrait et ne nous voulait que du mal pour se venger de ce que nous ne lui montrions pas assez d'estime après toutes les insolences et les injustices dont il s'était rendu coupable envers nous pendant la guerre de 1798. Mais les Bernois, l'Oberland et généralement toute la Suisse allemande, Bâle excepté, nous admirait et nous encourageait à tenir ferme. Nos anciennes habitudes, l'intérêt national, l'honneur qui nous revenait d'avoir si bien commencé, tout nous invitait à redoubler d'efforts pour bien finir. Ce fut un parti pris par le

peuple de se laisser plutôt couper la main que de lâcher prise et de ne se rendre qu'à la dernière extrémité, comme une place assiégée.

Alors arriva la nouvelle que Bonaparte avait autorisé son ambassadeur Verninac à traiter avec le Directoire helvétique sur le sort du Valais. Le Directoire invita ses anciens agents à envoyer à Berne une députation de notables. On y délègue le préfet et les citoyens Stockalper, [P.-A.] Preux et Quartéry. L'avocat Augustini, président de la Chambre administrative, oublié dans cette députation [et] qui s'y juge absolument nécessaire vu la grande considération dont il se glorifie de jouir à Berne, s'y députe lui-même. On trouve Verninac disposé à vendre aux Valaisans l'indépendance au prix de cesser d'être canton. On convint d'une constitution. Nos députés, empressés de revenir chez eux recueillir les remerciements de leurs compatriotes d'une si heureuse issue de cette négociation, laissent à l'avocat Augustini, qui ne demandait pas mieux, le soin de l'amener à son complément. La paresse de ces messieurs et son activité firent alors sa fortune. Dans sa correspondance depuis Berne et dans ses harangues à son retour, il fit tant valoir les services qu'il rendit en cette occasion à la patrie, que les Haut-Valaisans qui la voient toute dans eux seuls, se laissèrent persuader qu'effectivement la patrie devait à lui seul son salut. Ils oublièrent alors qu'il n'avait fait que le plus facile, tandis que c'étaient les Bas-Valaisans qui avaient fait le plus difficile. Car c'est une vérité historique, qu'aucune mauvaise foi ne peut révoquer en doute, que le Haut-Valais doit à la constante résistance du Bas-Valais aux insinuations et aux vexations du général Turreau, sa liberté et son indépendance. Si donc le Bas-Valais ne l'a pas achetée à beaux deniers comptants, il l'a conquise en 1802, pour soi-même et pour ses frères aînés.

De ce moment, les Haut-Valaisans se jetèrent à corps perdu dans les bras d'Augustini qu'ils n'estimaient pas, mais dont ils avaient besoin pour qu'il ne fût pas dit que le chef du pays fût un Bas-Valaisan. Si l'on me demande comment il s'est fait qu'ils se soient donné pour chef un homme qu'ils n'estiment point et qu'ils redoutent même, je vais donner le mot de cette énigme. La vérité me force à dire que aucun des anciens magistrats n'a la capacité nécessaire pour régir les affaires sur le pied nouveau où les ont

mises les principes révolutionnaires. Le seul vice-bailli Preux y aurait eu quelque aptitude, mais il avait trop négligé sous l'ancien régime de se faire une bonne réputation. On ne peut disconvenir que l'avocat Augustini n'ait des talents distingués et qu'il ne soit un fort travailleur. Tous les autres sont paresseux, lui est d'une activité étonnante. Outre cela, il possède à un degré supérieur l'esprit d'intrigue et son ambition est démesurée. Elle ne pouvait être satisfaite que par le premier rang. Il semblait dangereux aux plus modérés du Haut-Valais de ne donner pas à son ambition cet os à ronger, parce qu'on le connaissait de caractère à déranger tout ce qu'il n'arrangerait pas lui-même. Et d'ailleurs, comme je l'ai déjà dit, les Haut-Valaisans mettant de la honte à avoir un chef bas-valaisan et se croyant dispensés d'être justes et reconnaissants envers le préfet de Rivaz, nul n'était capable parmi eux d'être fait grand bailli que le sieur Augustini, ils crurent faire déjà beaucoup pour M. de Rivaz que de s'accorder avec le Bas-Valais pour lui donner la seconde magistrature du pays. Et cependant il a des collègues qui sentent à la vérité qu'ils ne sont pas moins dignes de leur place que lui de la sienne ; mais ce sont des hommes si peu ambitieux et si pacifiques qu'il n'a à en craindre ni contradiction pour le présent ni ressentiment pour l'avenir. Au reste, ce serait une chose supportable que l'avocat Augustini fût devenu grand bailli si, son ambition une fois satisfaite, il ne tendait à s'ériger de simple président du Conseil d'Etat en dictateur suprême de la république. Son ambition est telle qu'il voudrait tout faire à lui tout seul et ne laisser aux autres que le soin de dire *Amen* à tout ce qu'il propose. C'est qu'il a une idée si exagérée de ses talents pour gouverner, qu'il ne se croirait pas, en France même, à sa place s'il n'y occupait celle du Premier Consul et qu'il n'y fût tout aussi absolu.

Ce qu'il y eut de plus odieux, c'est que dans le court intervalle de temps qui se passa entre le retour de nos députés de Berne jusqu'à l'arrivée des deux commissaires helvétique et cisalpin, le général Turreau et l'avocat Pittier redoublèrent d'astuce et de violence pour contraindre les communes et les particuliers à signer un acte de réunion à la France. Quel était leur objet ? Il ne pouvait être, au général Turreau, que de fournir au gouvernement français, en extorquant ainsi un certain nombre de signatures, une

preuve littéraire que s'il avait conseillé à la France de tenter et de poursuivre ce projet, ceux qui le lui avaient mis dans la tête ne l'avaient point abusé en lui persuadant qu'un grand nombre de Valaisans tant du Haut que du Bas le désiraient. Cette liste ne servit qu'à déshonorer un petit nombre de communes, mais elle démontra en même temps que la très grande majorité se serait bien laissé prendre mais ne [se] serait jamais donnée. Et ce qui acheva la démonstration de ce fait, quoique les scélérats employés par Turreau aient travaillé à l'embrouiller, c'est que notre peuple rendu à l'indépendance, et votant enfin librement dans les assemblées primaires qui en suivirent la solennelle publication, ne prit d'autre vengeance des traîtres qui l'avaient voulu livrer à la France qu'en ne leur donnant pas un seul suffrage pour les magistratures régulièrement nommées. Et malgré cette vengeance si modérée, les agents de Turreau ne cessèrent de répandre partout le bruit que notre indépendance n'était qu'un leurre dont on serait bientôt détrompé, et que Turreau qui en savait sans doute plus que les deux commissaires, assurait que ce nouvel ordre de choses ne serait pas de longue durée, et qu'il ne se passerait pas une année sans que nous retombions sous la main des Français. Plus nos affaires prenaient de consistance, plus la faction affectait d'en désespérer.

Après même l'ambassade de Paris, où Bonaparte traita dans une audience publique nos députés en envoyés d'un peuple libre et indépendant, ils n'iaient cette gracieuse réception. Enfin, je doute même qu'ils aient perdu, au moment où j'écris ceci, le funeste espoir que, tôt ou tard, et même avant qu'il soit longtemps, ils auront la satisfaction maligne de nous mettre sous le joug des Français, mais ils n'ont commencé à s'en taire que lorsqu'ils ont vu partir Turreau. Encore publient-ils qu'il ne doit pas tarder à revenir consommer ce grand œuvre.

Quant à l'avocat Pittier, c'est ici la place de faire connaître sa conduite publique tant avant que pendant la révolution.

Cet homme, fils d'un très pauvre paysan d'Orsières, paroisse de l'Entremont, doit sa première éducation à quelqu'un de messieurs du Saint-Bernard. Puis il a fait ses humanités à Sion où il a appris passablement l'allemand. Je ne sais qui l'a aidé à aller étudier un peu de droit à Chambéry. Il s'y est marié à une veuve

de petit esprit et de petits moyens, dont il a une fille unique. De retour au pays, il y a fait l'avocat avec assez de succès. Il devint ensuite procureur fiscal d'un gouverneur de Saint-Maurice, emploi qu'il exerça comme la plupart de ses prédécesseurs, sans conscience et sans humanité. La profession d'avocat l'exposa à passer sa vie dans les auberges, à y faire bonne chère aux dépens de ses clients et à y galantiser les belles hôteses. Cette vie moitié occupée, moitié dissipée lui fit perdre le peu de principes religieux qu'il devait à sa première éducation. Il se délassa de ses études par la lecture de livres philosophiques et libertins. Ainsi préparé, les maximes les plus insoutenables de la Révolution française trouvèrent accès dans son esprit et dans son cœur. Zélé propagateur de la nouvelle doctrine, les notaires de la plaine et de l'Entremont furent ses premiers disciples, et il en fut l'oracle. Cependant naturellement poli, il n'en vécut pas moins respectueusement avec les seigneurs du Haut-Valais et les « Messieurs » du Bas-Valais. S'il ne donnait jamais l'exemple du culte public, il ne se permettait pas de le tourner en ridicule. Il vivait même plutôt bien que mal avec les ecclésiastiques.

Quand Mangourit vint révolutionner ce pays, il jeta tout de suite les yeux sur lui comme le personnage le plus propre à y devenir le coryphée de la secte nouvelle. Et sa fortune aurait été bien plus rapide sans un concurrent redoutable qu'il eut dans la personne du banneret Duc qui, quoique sans lettres, mais plus riche que lui, accapara la faveur du propagandiste en chef et en retira de plus grands avantages ; car le banneret Duc de plein saut devint par le crédit du résident propagandiste sénateur helvétique, tandis que le malheureux avocat ne fut rien que préfet provisoire pour deux ou trois mois ; à cette fois, quoique peu riche et mal payé, il jouit assez modestement de sa préfecture : il se montra d'abord ami de la justice, des mœurs, de l'ordre et de la paix, et il protégea même le clergé. Mais l'habitude des jouissances de la vie qu'il avait contractée en avocatisant, plus peut-être que l'inclination à tenir son rang, le porta tout de suite à faire de la dépense pour se donner un certain train. Il eut de beaux chevaux, une espèce de cabriolet, une maison bien montée, une bonne table, du bon vin, et quiconque lui faisait un peu la cour était sûr de trouver chez lui bonne mine et bonne chère.

Mais le Directoire helvétique ayant recouvré un peu de liberté par le rappel des Ratinat et des Mangourit, pensa à donner la préfecture du Valais à quelqu'un de plus estimé et de plus considéré que l'avocat Pittier. Son choix tomba sur le citoyen * Charles * de Rivaz, ci-devant capitaine général du gouvernement de Monthey, docteur en droit de l'université de Turin, homme d'une grande réputation de science et d'intégrité. L'avocat Pittier, de ce moment, n'aima plus la révolution franco-helvétique : il n'aima que la révolution purement française, en tant qu'elle faisait la fortune des avocats avant celle de toute autre classe de citoyens. Cependant le préfet de Rivaz le nomma président de la Chambre administrative du canton. Jugeant cette place au-dessous de ses services et de ses talents, il n'en fit les fonctions qu'à moments perdus, sans assiduité et sans zèle, d'ailleurs honnête et complaisant pour ses collègues. Alors on le vit chargé de diverses commissions dont l'objet n'a jamais été bien connu. Il allait et venait sans cesse en Helvétie et en Italie, probablement agent secret de la propagande française. Il ne vécut plus qu'avec les commissaires et les officiers français. Les Ribordy, les Produit, tous les notaires de Martigny et de l'Entremont virent en lui un personnage de très grande importance, dont les paroles furent pour eux autant d'oracles, et sur lequel ils modelèrent leurs pensées et leur extérieur. Ils ne virent clair que par ses yeux et ne crurent de nos affaires que ce qu'il leur en prophétisa. Mais son crédit ne passa jamais le Trient ni la Lizerne. Le banneret Duc fut la boussole des paysans de la Lizerne au pont de Sierre. Du Trient à Saint-Gingolph, personne n'eut une influence bien marquée, et MM. de Rivaz, Du Fay, Quartéry, Dufour, d'accord entre eux, continuèrent à y dicter à peu près la loi.

Enfin, le Directoire helvétique, piqué du peu de dévouement avec lequel l'avocat Pittier gérât les affaires publiques au canton de Valais et le voyant se charger sans son aveu de tant de commissions étrangères, lui retira sa confiance et le destitua de sa charge de président de la Chambre administrative. De ce moment, ennuyé de n'être qu'un homme privé, il favorisa tant qu'il put et sous main et ouvertement (selon les temps) le projet de la réunion à la France, dans l'espérance que ce nouvel ordre de

choses le replacerait à la tête du pays et avancerait sa fortune. Et véritablement si son crédit eût pu sortir des étroites limites où il l'exerçait, ses insinuations y auraient beaucoup servi au succès de cette tentative. Devenu préfet par la destitution de M. de Rivaz qu'il avait cessé d'aimer mais non d'estimer, et aigri par les résistances, il devint contre son naturel fier, et il crut qu'en tranchant un peu du despote il forcerait les contradicteurs à le respecter. On ne lui opposa d'abord que la force d'inertie : on le laissa manœuvrer en son sens, mais on se mit enfin à manœuvrer en sens contraire. Cette magistrature lui procura fort peu de nouveaux sectateurs et s'il eut la satisfaction de se montrer dans tous les dizains en chef, il n'en est aucun où il n'ait reçu quelque affront. De simples particuliers lui tinrent tête avec un courage insolent. On ne l'appelait que « Monsieur l'avocat », on lui disait en face qu'on ne le reconnaissait que pour « préfet intrus ». On ne lui rendit aucun honneur. Ni « Messieurs » ni ecclésiastiques ne firent aucun hommage à sa dignité suprême. Il se vit donc réduit à se concentrer dans le cercle étroit de ses adhérents valaisans et de ses patrons français, intimement persuadé que nous ne pouvions pas manquer d'être réunis à la France ; quoique complice complaisant des vexations arbitraires du général Turreau, dont il se croyait réputé un grand homme, il attendit du temps et les honneurs et les émoluments de sa place. Turreau le lui avait si bien mis dans la tête que peut-être encore à l'heure qu'il est n'en est-il pas détrompé.

Cependant il crut en imposer en faisant assidûment sa cour au proconsul, en ne vivant qu'avec les Français, en affichant sans aucune retenue qu'il était leur tout dévoué serviteur. On ne le voyait qu'avec le petit nombre de plats adulateurs qu'il créa sous-préfets, administrateurs, agents municipaux, commissaires, etc. Et quoique sa cour fût si peu nombreuse et si mal composée, il marchait la tête haute en homme qui se tient assuré de son fait et qui ne peut plus déchoir. Ce qui acheva d'aliéner les Sédunois, ce fut l'exécution du projet conçu par le grand Mangourit de purger la ville de l'infection de son cimetière, en en faisant construire un neuf hors l'enceinte de ses murs. Il roulait, ainsi que l'avocat Augustini, beaucoup de projets dans sa tête, mais, ou aucun n'eut le temps de venir à maturité, ou

il s'en faut de beaucoup qu'il soit actif et travailleur et fixé à ses idées, autant que l'est notre grand bailli actuel [Augustini].

Enfin, la contre-révolution contre toute attente venue, il a eu pour déplaisir le plus sensible de voir la suprême magistrature du pays, qu'il croyait ne devoir jamais plus sortir de ses mains, passer en celles de l'avocat Augustini, son plus mortel ennemi. Il fit un acte de vanité la veille de la publication de notre indépendance auquel il est impossible d'assigner aucun motif raisonnable. Ce fut de paraître sur le Grand-Pont en habit uniforme fort riche, mais fort cher, de préfet national de département français. Personne n'y fit attention que pour s'en moquer.

Depuis lors, rentré dans la condition d'homme privé, on dit qu'il s'est fait maître d'une loge de francs-maçons qui se tient à Martigny. Je ne sais si le Conseil d'Etat croit n'avoir pas besoin d'avoir l'œil sur lui. Les notaires, ses disciples, sont rentrés plus ou moins en grâce avec le peuple ; mais pour lui, on ne lui connaît d'autre moyen de subsister que d'avoir repris les fonctions d'avocat et peut-être de recevoir quelque pension secrète du gouvernement français ou du parti genevois, qui voulait et veut encore à toute force nous faire section du département du Léman.

C'est aussi ici le lieu de faire connaître à mes lecteurs quel homme est ce Desloges que j'ai nommé quelquefois¹ comme un enthousiaste zélé des maximes révolutionnaires, et un organisateur de désordre. Il est natif de la vallée d'Anniviers au dizain de Sierre, neveu d'un curé de Savièse [Loye], chanoine titulaire de notre cathédrale, qui fit les frais de ses études. Il a étudié la médecine les premières années de la Révolution à Montpellier dont il est docteur. Il en rapporta en Valais l'esprit révolutionnaire et la doctrine du matérialisme. L'évêque Blatter le chicana sur sa thèse où il en avait laissé percer quelque chose. Alors jugeant que la défaveur du clergé lui serait plus nuisible au Haut-Valais qu'au Bas-Valais, il alla se fixer à Saint-Maurice, et comme il est agréable farceur et libre penseur, il y plut aux dames et aux « Messieurs ». Le résident Helfflinger, forcé par sa mauvaise fortune de rester au service de la République française,

¹ Voir plus haut, pp. 120, 122-124.

le désigna à son gouvernement comme un homme qui ne demandait pas mieux que d'être employé par lui comme propagandiste. Il a fait ce vil métier à assez bon marché ; * il y a gagné beaucoup de déshonneur et peu d'argent * ; car, quoiqu'il soit non seulement rangé mais même économe, on n'a pas vu que sa fortune en ait reçu aucun accroissement notable. Quoiqu'on le connût pour tel, il fut toléré dans le pays par ménagement pour les agents de la France qui l'employaient. Il y joua toujours un rôle fort subalterne jusqu'à l'arrivée de Mangourit qui ne le tira cependant pas de son obscurité, si ce n'est qu'à cette époque il fit haute et publique profession de son révolutionnisme. Il en fut de même pour lui sous Turreau. Le Valais redevenu république, il quitta le pays, se retira à Genève, y exerça la médecine, et il s'y est marié avec une protestante de petite condition dont il a quelques enfants. Ce mariage déplut tellement à sa pauvre mère qu'elle le déshérita. Dès qu'il sut que nous allions passer sous la domination française, il se rapprocha du pays et vint s'établir à Sous-Vent, ferme entre Bex et Saint-Maurice aux Quartéry ou aux de Nucé. Maintenant il est de nouveau toléré dans le pays où il exerce la médecine en charlatan et en arabe.

TROISIÈME PARTIE

**LE VALAIS RÉPUBLIQUE INDÉPENDANTE
(1802-1810)**

CHAPITRE PREMIER

Installation des nouvelles autorités (1802) ¹

Donc la tempête étant ainsi apaisée, au mois de septembre 1802 tout le Valais redevient république indépendante sous la garantie de la France et des Républiques cisalpine et helvétique. L'acte de cette garantie est signé à Saint-Maurice, pour le Premier Consul par le général Turreau qui gardait en ce moment le lit pour s'être cassé une jambe, comme je l'ai raconté plus haut ²; par Lambertenghi, ci-devant seigneur milanais, pour lors conseiller d'Etat à Paris auprès de Bonaparte, en sa qualité de président de la République italienne, et par Müller-Friedberg, Saint-Gallois catholique, ci-devant grand maréchal du prince abbé de Saint-Gall, pour lors du Petit Conseil, au nom du Directoire helvétique. Ces deux derniers commissaires signèrent à Sion même. La publication solennelle s'en fit à Sion le second [Corr. premier] dimanche de ce mois [5 septembre] par un héraut à cheval. Voyez-en la description dans le *Nouvel-liste vaudois*. Le soir, il y eut illumination et bal. On tira un feu d'artifice à la Planta. On nota surtout l'illumination de la maison sur le Grand-Pont qu'habitait alors M. Tousard d'Olbec, dite la Résidence, parce que M. de Chaignon, résident de France, l'a habitée longtemps.

On tient à ce sujet, à Sion, capitale du pays, une diète composée des députés représentants de ses douze districts. On y nomma un pouvoir exécutif, soit un gouvernement central, que l'on composa de trois membres, savoir le grand bailli, président de

¹ Ms. 63, pp. 81-85.

² P. 130.

ce Conseil, ministre de la Guerre et des Affaires étrangères, qui fut l'avocat Augustini ; un premier conseiller d'Etat, ministre de la Justice et de l'Instruction, qui fut M. Charles de Rivaz, docteur ès lois, ci-devant préfet du canton ; et un second conseiller d'Etat, ministre des Finances, qui fut le baron Stockalper, ci-devant colonel du Haut-Valais. On leur donna des suppléants sous le nom de vice-conseillers. Celui du grand bailli fut le vice-bailli Preux qui retint cette dénomination ; celui de M. de Rivaz fut M. Du Fay de Lavallaz, ancien conseiller de la ville, qui n'avait pas craint de s'exposer au ressentiment du général Turreau en acceptant du préfet de Rivaz la vice-préfecture ; et celui de M. Stockalper fut M. Jacques Quartéry, ci-devant chevalier de l'ordre ducal de Saint-Maurice et châtelain de la ville du même nom. Ce Conseil d'Etat ainsi composé nomma secrétaire d'Etat M. Tousard d'Olbec pour avoir donné l'exemple à tous les autres de tenir tête au général Turreau, comme nous avons vu ci-dessus¹. La reconnaissance publique des Haut-Valaisans fut bien courte à son égard, car, sans les deux commissaires, qui firent entendre à l'avocat Augustini qu'il méritait une place distinguée, il n'y serait jamais arrivé ; car Augustini avait pris l'engagement avec l'ex-sénateur Duc, nommé grand châtelain du district de Sion, d'y nommer un sien fils cadet [Pierre-Joseph], jeune homme qui n'avait servi le préfet qu'en qualité de secrétaire copiste.

Je ne raconterai point par le détail les ressorts que fit jouer l'avocat Augustini pour devenir bailli et accaparer cette place, à laquelle les vœux des plus dignes citoyens portaient le préfet de Rivaz qui l'avait si bien méritée durant les quatre années de sa préfecture. Il me suffira de dire qu'il n'y eut pas un seul Haut-Valaisan qui crut lui en devoir quelque reconnaissance. Et cependant sans une perfide intrigue de l'ex-sénateur Duc qui de ce moment-là détacha sa fortune de celle des Bas-Valaisans, et qui dans l'espérance de devenir second conseiller d'Etat ou du moins vice-conseiller par le crédit de l'avocat Augustini, lui gagna les voix des députés des dizains de Sion et d'Héremence, M. de Rivaz ne pouvait manquer de recevoir la due récompense

¹ P. 125.



LOUIS-MARIE TURREAU DE GARANBOUVILLE
(1756-1816)

général commandant les troupes françaises en Valois 1799-1803

de ses grands services et de ses vertus magistrales. Les députés des dizains du Bas-Valais, indignés de cette trahison de l'ex-sénateur Duc, ne lui accordèrent aucun suffrage pour devenir conseiller ou vice-conseiller d'Etat. Ceux du Haut n'osèrent pas s'entendre avec eux pour nommer M. de Rivaz à la seconde place. Voilà l'histoire fidèle des intrigues de cette diète électorale.

Pour les autres magistratures, on y procéda assez loyalement, et on y eut assez égard aux mérites et aux services de ceux qui les obtinrent. Furent nommés : grand châtelain à Monthey, M. Pierre-Louis Du Fay, ex-[sous-]préfet de ce district, et président du dizain, M. le banneret Devantéry ; à Saint-Maurice fut fait grand châtelain M. Louis de Quartéry, et président du dizain, l'ex-sous-préfet de Nuced ; à Martigny, le jeune Morand qui avait aussi tenu tête avec un grand courage au général Turreau, fut fait président du dizain, et M. le curial Gay, grand châtelain ; dans l'Entremont, M. le juge Delasoie fut fait grand châtelain, et M. l'ex-sous-préfet Joris, président du dizain ; au dizain de Sion, les communes de la campagne menées par l'ex-sénateur Duc ne donnèrent aucune voix à personne des anciens magistrats de la ville et du dizain, et ledit sénateur fut fait tout à la fois président et grand-châtelain ; * à Hérémence, le petit Theiler, président, et grand châtelain, le notaire Rion (*ni fallor*) * ; à Sierre, fut fait président le juge Bonivini, et grand châtelain un M. de Chastonay ; à Loèche, l'avocat Augustini fit nommer son affidé le gouverneur Matter président et grand châtelain, de son dizain, et le gouverneur Allet fut son lieutenant dans les deux offices ; à Rarogne, l'ancien secrétaire d'Etat [H. Roten] ne dédaigna pas la charge de grand châtelain de son dizain, et M. le grand capitaine de Sépibus, celle de président ; à Viège, les sieurs Lang et Zurbriggen, l'un et l'autre à moitié vendus au général Turreau, acceptèrent, celui-ci la grande châteltenie, et celui-là la présidence du dizain ; à Brigue, je ne sais qui ; en Conches, le ci-devant grand bailli Sigristen fut fait tout à la fois président et grand châtelain, et le gouverneur Jost ou Taffiner, son lieutenant dans les deux offices.

Cette diète s'occupa de trois objets principaux :

1^o de l'acte de l'indépendance au moyen de la constitution dressée à Berne avec le citoyen Verninac, ambassadeur français.

2^o Elle maintint la division du pays en 12 dizains, introduite du temps que le pays était devenu l'un des cantons de la République helvétique.

3^o Elle nomma le Conseil d'Etat et à toutes les présidences et judicatures en chaque dizain.

4^o Elle statua que le Tribunal suprême serait composé de tous les grands châtelains des douze dizains. Le président de ce tribunal, sous le nom de grand juge, fut le gouverneur Matter, et le vice-président M. Delasoie, grand châtelain du dizain de l'Entremont.

La diète se nomma aussi son président qui fut l'ancien grand bailli Sigristen et son vice-président qui fut M. Du Fay, grand châtelain de Monthey, et ses deux secrétaires, l'un, allemand, qui fut M. Zurbriggen, l'autre, français, qui fut M. le major Dufour, ci-devant juge du canton.

L'évêque [Blatter] ne prit séance qu'à la fin de la diète suivante ; aux termes de la constitution on lui accorda la préséance d'honneur en plaçant son fauteuil entre ceux du président et du vice-président.

La diète électorale régla aussi le salaire de tous les employés au service de la république à un taux très modique et proportionné à ses modiques ressources. On n'alloua aux trois membres du Conseil d'Etat que 100 louis et une gratification annuelle de 25 au grand bailli qui le préside, vu ses relations au dehors et avec les étrangers ; à chaque membre de la diète, son itinéraire payé, un écu neuf par jour ; aux présidents des dizains, 10 louis par an. Et aux juges seulement les émoluments casuels de leur office.

Il fut convenu que chacun des trois ministres s'organiserait un bureau dont les secrétaires seraient payés sur les revenus de l'Etat.

La diète suivante, qui se tint en novembre, commença ses opérations par décréter une députation à Paris pour remercier

le Premier Consul d'avoir rendu l'indépendance au Valais. Furent nommés par la diète députés : le grand bailli, le baron Stockalper et M. Jacques Quartéry, avec attribution au Conseil d'Etat de nommer à la place de ceux de ces messieurs qui refuseraient cet honneur, qui bon leur semblerait. Le baron Stockalper l'ayant refusé, on nomme à sa place M. Isaac de Rivaz, ancien administrateur, qui l'accepta d'abord, * mais qui voyant que sa personne n'était pas agréable au sieur Augustini vu que leurs caractères ne sympathisaient point*, la céda à M. de Riedmatten, ancien bourgmestre de Sion et ci-devant président du tribunal du canton. Ces messieurs se rendirent à Paris en décembre et en revinrent à la fin de janvier. Voyez la harangue emphatique du grand bailli au Premier Consul dans le *Nouvel-iste vaudois*. On ne sait point trop ce qu'ils y firent. Ils s'y trouvèrent avec les notables suisses que Bonaparte y avait appelés pour prendre leur avis ou pour leur donner ses ordres touchant l'Acte de Médiation qui régla peu après le sort de la République helvétique.

La diète s'occupa ensuite de la taxe des frais judiciaires. L'évêque y parut et obtint la préséance d'honneur, quoique non décrétée par la constitution. Je ne connais pas encore ses autres opérations, si ce n'est qu'on s'y occupa des finances. On y conserva l'impôt du papier timbré, de l'enregistrement et des patentes.

* *Anecdote*¹. En 1802, depuis la fin de septembre jusqu'en février de 1803, on a senti plusieurs secousses assez fortes de tremblements de terre, de Sierre à Martigny ; mais on ne s'en est point aperçu, ni plus bas de Martigny, ni plus haut que Sierre. L'une des plus fortes secousses fut au fort des vendanges, vers deux à trois heures de l'après-midi. J'ai négligé de noter le jour, mais c'était tout au commencement d'octobre (j'étais en ce moment occupé avec mes domestiques à vendanger la grande vigne de mon bénéfice). Elle fut précédée d'un bruit sourd comme d'un fort roulement de tonnerre éloigné. L'autre arriva en novembre, si je ne me trompe, à une heure après minuit. Quoique

¹ Ms. 63, pp. 88, adj. marg. postérieure à 1811.

je dorme d'un sommeil très profond, j'en fus éveillé comme en sursaut, et je m'aperçus très distinctement que j'en étais balancé dans mon lit. Ma table de nuit en fut près d'une minute comme ballottée et mon chandelier en fut renversé. Cette dernière secousse fut encore beaucoup plus sensible à Sion qu'à Conthey que j'habitais alors : quelques cheminées en furent renversées et quelques vieux murs en furent lézardés du haut en bas*.

CHAPITRE II

Evénements de 1803¹

A la diète de mai 1803, on statue [sur] la formation d'une milice enrégimentée. On compose ce régiment, en attendant qu'on trouve convenable de faire une augmentation, de 775 hommes. On décrète qu'il sera composé de trois bataillons que les trois chefs de l'état-major commanderont. On divise à cet effet le pays en trois arrondissements militaires qui en auront chacun un. Et afin qu'il n'y ait point de jalousie, ils tireront au sort à qui sera le premier, le second, le troisième. L'un se mesure de la Morge de Saint-Gingolph à la Lizerne, rivière qui sépare le dizain de Sion de celui de Martigny; l'autre se mesure de la Lizerne à la Raspille qui sépare le dizain de Sierre de celui de Loèche, et le troisième, de la Raspille à la source du Rhône. Le sort décide aussi lequel de ces arrondissements formera le premier, le second et le troisième de ces bataillons. Et selon cette décision du sort, le commandant du premier bataillon sera le colonel, celui du second sera lieutenant-colonel, et celui du troisième sera le gros major; et on attribue au Conseil d'Etat l'exécution de ce décret et le tirage de cette loterie.

On l'exécute en juillet, et le sort adjuge le premier bataillon à l'arrondissement du Bas, le second à l'arrondissement du Haut, et le troisième à l'arrondissement du Centre. En conséquence, le Conseil d'Etat nomme colonel M. de Rivaz, premier conseiller d'Etat, ancien capitaine général de l'ancienne bannière de Monthey; lieutenant-colonel, le baron Stockalper, ancien colonel

Ms. 63, pp. 85-88; pp. 89-90 en blanc.

du Haut-Valais, et gros major, M. Augustin de Riedmatten, de Sion, ancien capitaine au service de Piémont.

Puis on nomme un capitaine de la milice par chaque dizain. L'est à Monthey M. Pierre-Marie Du Fay de Lavallaz, ancien officier au régiment de Courten qui servait en France, devenu chef de bataillon au service de la grande république ; à Saint-Maurice, M. Jacques de Bons, ci-devant major de la bannière de Saint-Maurice ; à Martigny, M. Bruno Gay, commandant de bataillon au régiment de Kalbermatten au service de Piémont ; à Sembrancher, M. le fiscal Dallèves, ci-devant banneret général de la bannière d'Entremont ; au dizain de Sion, M. Duc, châtelain de Conthey, fils aîné de l'ex-sénateur, ci-devant major de cette même bannière ; * à Hérévence, M. Pierre de Riedmatten, ci-devant patrimonial de la ville, comme communier de Vex * ; au dizain de Sierre, le vice-bailli Preux, qui en avait été grand capitaine ; à Loèche, le ci-devant grand banneret Roten ; à Rarogne, le ci-devant grand capitaine de Sépibus ; à Viège, le ci-devant grand capitaine Andenmatten ; à Brigue, le fils aîné du baron Stockalper ; enfin, en Conches, l'ancien grand bailli [Sigristen], qui en était ci-devant grand banneret.

Outre ces douze capitaines de dizain, une compagnie de grenadiers, par bataillon, savoir au premier M. Hyacinthe de Nucé, ci-devant officier dans Courten au service de France ; au second, un M. Zenklusen, ci-devant officier dans Kalbermatten en Piémont, et au troisième, Charles Odet, ci-devant capitaine licencié dans les troupes réglées à la solde du gouvernement helvétique. Item un major par bataillon, savoir au premier, M. Dufour, ci-devant major de la bannière de Monthey ; au second, je ne sais pas encore qui ; et au troisième, M. Louis Kalbermatten, ci-devant officier au susdit régiment de son nom.

En cette diète de mai 1803, on donna la ferme du sel au sieur Gard, ci-devant capitaine général de la bannière de l'Entremont, l'un des juges du canton, sous valables cautions.

* On obtient du ministère de la guerre qu'on casernera les soldats. La ville en est surchargée jusqu'au moment de la déclaration de guerre faite par l'Angleterre à la France. A cette époque, la 74^e demi-brigade passe le Simplon pour se rendre en Italie, et il ne reste en août, de la 68^e, que quelques détache-

ments : ce qui soulage beaucoup et les cœurs et les bourses*.

En juillet, le général Turreau quitte enfin le pays de Valais pour se rendre à Paris. On dit en ce moment qu'il servira dans l'expédition qui se prépare contre l'Angleterre. Bon voyage ! Il était venu au printemps de Saint-Maurice à Sion. Il donna quelquefois à manger à quelques membres de la diète. Le grand bailli lui donna un diner, et le Conseil d'Etat, à souper le jour qu'il arriva à Sion.

Quant aux lois portées dans les deux diètes de cette année, voyez-les ci-après dans le recueil imprimé des lois valaisannes et dans les pièces justificatives de ces *Annales*¹.

L'affaire de la poste aux lettres mérite que j'en parle ici. Le pays de Valais avait une poste aux lettres depuis 50 à 60 ans. MM. Fischer, de Berne, dans le temps des guerres de Don Philippe en Italie pour la succession du duché de Parme, y en avaient établi une dont tout le profit était pour eux, sauf que le port des lettres dans toute l'étendue du pays ne coûtait rien aux Valaisans. Ils y avaient établi un principal commis, M. Marclay, de Saint-Maurice, dont la fille unique épousa ensuite M. Hyacinthe de Nuce qui hérita de son beau-père cette entreprise, dont il s'était chargé envers MM. Fischer à des conditions assez lucratives. Depuis notre indépendance, le sieur Augustini, devenu grand bailli de la république du Valais, a considéré que, puisqu'il y avait quelque chose à gagner à cette poste du Valais, des Valaisans pouvaient aussi bien faire ce gain que les sieurs Fischer étrangers. En conséquence, il s'est associé le médecin Gay et l'ex-sénateur Duc, et MM. Fischer ont été remerciés.

Mgr [Blatter] est toujours très mécontent de tout ce qui se passe ; surtout de ne voir point de fin à l'affaire des dîmes et des fiefs du clergé, et que le curé de Viège [J.-M. de Courten] fasse son principal de gagner de l'argent qu'il dépense en prodigue en patronant dans toutes les cours de justice du pays avec toute la cupidité et les mauvaises ruses ordinaires à nos avocats.

¹ Le dossier n'en a pas été établi par l'auteur, à l'exception de quelques documents, en particulier certaines lettres relatives à 1814 et 1815. Voir Introduction, p. 11.

Un bon esprit continue à animer la maison de Saint-Bernard. Celle de Saint-Maurice a bien de la peine à se défaire de sa vieille routine. Nos capucins vont leur train ordinaire ainsi que nos religieuses.

Cependant l'ascendant qu'un certain abbé de Tuffet, d'Aix-en-Provence, émigré français, qui d'officier du génie s'était fait prêtre, il y a quelques années, et que Monseigneur avait fait aumônier des religieuses de Collombey, — * homme vain de sa noblesse et très prévenu de son mérite, emporté d'ailleurs par un faux zèle, sans science et sans discrétion, et qui eut le talent de se faire jalouser par le sieur Bruttin, curé de Troistorrents et surveillant de Monthey, leur supérieur majeur, soit leur confesseur extraordinaire, homme respectable mais absolu dans ses volontés pour ne pas dire despote * — l'ascendant, dis-je, que ce monsieur avait pris sur leur mère supérieure [Guérin] et sur quelques-unes d'elles, occasionne dans cette maison un schisme, qui ne tardant pas à parvenir à la connaissance du public, ne manqua pas de lui être un sujet de scandale. Cet ecclésiastique et la supérieure tergiversant sans fin à déférer aux ordres de l'évêque et leur ayant même opposé une désobéissance formelle, Monseigneur se vit contraint, malgré sa douceur et son indulgence, de retirer ses pouvoirs à l'aumônier et de destituer la supérieure qui, lui ayant demandé la permission de se retirer dans un couvent de la ville de Fribourg, l'obtint.

Je ne sais si j'ai déjà noté ¹ la mort du digne M. Luder, prévôt de Saint-Bernard et l'élection de son successeur, le digne M. Rausis, curé de Liddes.

Cette année 1803 a été fertile en ce pays. Il y a eu assez de blé et abondance de vin. On a fait beaucoup de fromage dans les hautes Alpes. Et le pays n'a été affligé d'aucune épidémie ni d'aucune épizootie.

Il fut assez tranquille au-dedans et en parfaite intelligence au-dehors avec ses voisins et ses alliés.

Le Tribunal suprême et celui de Sion ont infatigablement purgé le pays de tous les fripons de la personne desquels on a

¹ L'auteur n'a pas signalé ces événements.

pu s'assurer. Quelques autres se sont évadés de prison, mais non * sans qu'on ait soupçonné, sans toutefois les en avoir * pu convaincre, certains juges de connivence avec les parents des détenus. On n'a fait grâce à aucun adultère, incestueux, concubinaire, et femmes ou filles de mauvaise vie, désordres que la licence révolutionnaire n'avait rendus que trop communs les années précédentes. On a même solennellement excommunié à Ardon un contempteur scandaleux des commandements de l'Eglise, et petit à petit, l'esprit religieux et les bonnes mœurs ont repris le dessus, grâce à l'appui sincère que les magistrats ont prêté aux pasteurs.

CHAPITRE III

« L'affaire de M. [Louis] de Kalbermatten » (1803) ¹

Le 5 septembre 1803, jour anniversaire de notre indépendance reconnue par la France sous la garantie des Républiques cisalpine et helvétique (que le Conseil d'Etat avait ordonné d'être solennisé dans tous les chefs-lieux des dizains par une messe suivie d'un *Te Deum*, à laquelle furent mandées toutes les autorités, savoir à Sion, le Conseil d'Etat, et là ainsi qu'ailleurs les présidents des conseils municipaux et grands châtelains des dizains), le grand bailli [Augustini] à l'issue de la cérémonie donne un dîner à sept à huit personnes. — * M. de Rivaz, premier conseiller d'Etat, s'absente l'avant-veille de la cérémonie. M. le baron Stockalper absent depuis quelques semaines ne s'y rencontre pas non plus. En conséquence, le grand bailli y marche ayant à sa droite M. le vice-conseiller de Lavallaz, et M. le grand châtelain Duc à sa gauche *. Il n'y invite pas le secrétaire d'Etat [Tousard]. La générale Turreau y est invitée ainsi que le commandant Valet et l'adjudant Monthion ; puis le grand doyen [Oggier] et le grand vicaire [Pignat], le président Duc et [le] vice-châtelain M. Janvier de Riedmatten, et M. son père le bourgmestre régnant. On y porta force santés au Premier Consul, à la république mère, à la grande nation et [à] ses invincibles armées. Madame la générale porta celle à la République valaisanne et à son digne chef, Son Excellence Augustini. La ville et ses environs furent avisés de ces transports de joie et de cette sincère fraternité par de fréquents coups de mortiers et de boîtes qui annonçaient au public chaque toast.

¹ Ms. 63, pp. 93-107. Ce chapitre est précédé du sommaire (p. 91 ; p. 92 en blanc) de la deuxième partie intitulée : « Suite de l'histoire de notre révolution de 1798 ».

Comme quelques familles nobles et bourgeoises de la ville se préparaient à un petit bal privé, le bruit se répand dans la ville qu'on a tenté d'assassiner la générale. Elle se sauve de sa maison au centre des officiers français de la garnison et se réfugie au Lion d'Or. Le grand bailli y accourt pour la rassurer et la mettre sous sa haute protection. On dresse un procès-verbal de ses déclarations et de celles de son monde et des officiers français, qui portent que depuis le jardin contigu à la maison on a jeté des pierres aux fenêtres de l'appartement qu'elle occupe, et même qu'on a tiré quelques coups de fusil. On accuse même M. Louis de Kalbermatten, propriétaire de la maison, d'être l'auteur de cet attentat. Aussitôt le grand bailli, qui n'aime pas ce monsieur parce que ce monsieur ne l'estime guère, fait d'abord mettre deux sentinelles à sa porte et ensuite le fait conduire à la tour [des Sorciers]. Ce furent les officiers français eux-mêmes qui firent en cette occasion, dans l'emportement feint d'une colère extrême, l'office d'alguazils, le serrant de très près, le sabre à la main et les injures les plus atroces à la bouche. On dit que le bailli ne les lui épargna pas non plus qu'eux. Du moins est-il certain qu'il se montra dès ce moment pleinement persuadé que ce noble orgueilleux était très capable de cette bassesse, et il entra très complaisamment non seulement dans les terreurs feintes ou réelles de Madame la générale, mais encore dans le ressentiment le plus excessif de l'état-major de la place. Ces messieurs affectaient la colère la plus emportée ; ils n'ouvraient la bouche que pour proférer d'exécrables blasphèmes et vomir contre l'auteur présumé de l'insulte faite à la grande nation dans leurs personnes inviolables attaquées au quartier général, et pour menacer M. de Kalbermatten et ses complices et ses adhérents de la terrible vengeance qu'en tirerait le gouvernement français, si le gouvernement valaisan ne lui en donnait la plus signalée satisfaction.

* ¹ Il paraît maintenant convenu que les coups ont été tirés par un officier de l'état-major nommé Valet, commandant d'armes à Sion, qui confesse avoir déchargé ses pistolets sur les brigands,

¹ Ms. 63, pp. 94-95, adj. marg. postérieure.

dit-il, qui assaillaient la maison et commençaient par en casser les vitres. Au même instant, il sort comme un furieux, accompagné de l'adjudant Monthion, tenant l'un et l'autre leurs pistolets chargés d'une main, et leurs sabres nus de l'autre, accusant M. de Kalbermatten de cette insulte faite à Madame la générale, et en en demandant vengeance avec des vociférations qui tenaient du hurlement et sous menace de se faire justice eux-mêmes, si on ne la leur rend promptement. A ces clameurs si emportées, arrive le grand bailli, qui aussi porté à en croire coupable M. de Kalbermatten qu'à déployer un zèle très dévoué aux agents français, mande le sieur de Kalbermatten, le livre quelques minutes aux paroles injurieuses et aux gestes violents de ces deux messieurs, finit par l'injurier lui-même en l'apostrophant de ces mots : « Il n'y a qu'un scélérat comme toi qui soit capable de ce coup-là », tandis que la générale, soit qu'elle fût du secret, soit qu'elle n'en fût pas, lui disait : « Va, monstre ; il faut que tu en crèves ». Enfin, l'excès même de cet emportement colérique rendant un peu de sang-froid à ces messieurs, on le conduit à la tour.

* Puisque le récit de cette étrange affaire m'a fait nommer ces deux agents de Turreau, il est nécessaire, pour que le lecteur puisse les apprécier, de lui en faire connaître deux infamies récentes, puisqu'elles datent l'une et l'autre du jour de la proclamation de notre indépendance. Ce malheureux Valet (insérer ici l'indécente visite qu'il fit à Martigny d'un enfant confié aux trappistes dans la maison de Saint-Bernard sous les yeux mêmes de M. le prévôt, comme s'il eût eu de fortes raisons de soupçonner ces saints religieux d'en avoir abusé sodomitiquement), l'adjudant Monthion (insérer ici qu'il y a à peine un mois qu'il a pensé tuer à coups de bouteille, à la suite d'une orgie, sur la tête, l'avocat Pittier qui le réputait son meilleur ami), il serait trop long de raconter toutes leurs violences à l'un et à l'autre¹. On pourrait peut-être les excuser sur le vin ; mais outre qu'on n'est violent dans le vin que parce qu'on est méchant de sang-froid, le vin excuse moins des hommes en place que tout autre individu *.

¹ L'auteur ne reviendra pas sur les développements annoncés ici.

Peu après, son beau-père, M. Benjamin de Nuccé, ancien capitaine et chevalier de Saint Louis décroisé, vieillard septuagénaire, se transporte chez le bailli, s'offre caution de son gendre et lui demande en vertu de quel droit il attende ainsi à sa liberté. Le bailli le couvre d'injures et lui ordonne insolemment de se retirer de sa présence, disant qu'il n'a point de compte à lui rendre de sa conduite. M. [Tousard] d'Olbec, secrétaire d'Etat, veut en parler au bailli qui ne l'écoute pas ou ne lui donne pas audience. La générale disait en ricanant : « C'est un peu fort qu'on veuille m'assassiner le jour anniversaire de l'indépendance donnée au Valais libéralement par la grande nation ! On en parlera à Paris, et cet attentat y fera du bruit ». Toute la ville est plongée dans la consternation. Le conseil municipal, loin de réclamer la liberté d'un de ses membres indignement soupçonné d'une pareille bassesse, va humblement témoigner le lendemain matin à la générale combien il est peiné de l'inquiétude que l'affaire de la veille a dû lui causer ; mais il n'ose pas dire un seul mot en faveur de M. de Kalbermatten. On ne fonde toutefois cet odieux soupçon que sur ce qu'on a vu M. de Kalbermatten et sa femme, la plus douce des créatures, dans leur jardin à nuit tombante. On conseille à M. de Kalbermatten de ne point sortir de la prison, lors même qu'on voudrait l'élargir, sans demander satisfaction juridique de l'insulte atroce qu'il vient de recevoir. On ne sait point encore sur qui des Français ou des habitants doit tomber le soupçon que ce coup est fait à la main pour avoir occasion de faire venir des troupes françaises en Valais. Car on dit que Monthion et Valet en ont fait sur le champ demander au général Klein qui commande en chef celles qui sont en Suisse. Puisqu'il n'y a que des soupçons dans cette affaire, on soupçonne par contre la générale d'avoir le projet, vu le peu de sûreté qu'il y a pour elle dans Sion, de quitter la ville et le pays sans payer audit sieur Kalbermatten le loyer de sa maison. Si c'est par un autre motif, on n'a que des prévoyances sinistres des suites que peut avoir cette obscure manœuvre, qui que ce soit qui l'ait ourdie et tramée.

Comme ce monsieur est de la plus ancienne * et de la plus distinguée * famille de la ville et que sa parenté s'étend au loin tant dans le Haut que dans le Bas-Valais, nous verrons quelle énergie y

mettront les familles auxquelles il appartient, et si cette affaire par laquelle Augustini pense se faire de grands amis en France n'accroîtra pas le nombre de ses ennemis en Valais. On pense que sa nombreuse parenté devrait présenter une supplique au Conseil d'Etat à l'effet de demander que le bailli rende compte des droits en vertu desquels, sur un simple soupçon qui ne paraît pas fondé, il s'est permis d'attenter à la liberté d'un citoyen aussi distingué que M. de Kalbermatten et [a] refusé pour sa caution un homme aussi respectable que son beau-père.

L'affaire est mise en justice réglée, ledit Valet se portant pour accusateur. On a entendu 53 témoins, dont 22 ont déposé en faveur de l'*alibi* du prévenu. On ne pénètre pas aisément les raisons pour lesquelles cette affaire n'est point encore jugée, ni sur quel article du code criminel l'accusé reste privé si longtemps de sa liberté, tandis que les accusateurs n'ont pu administrer aucune semi-preuve de l'accusation dont ils le chargent. On ne comprend pas bien non plus comment le tribunal de Sion a cette complaisance pour le grand bailli, ou sur quel motif le grand bailli croit pouvoir l'exiger du tribunal de Sion. On parle du retour prochain du général Turreau, qui probablement arrangera cette affaire en éloignant de sa personne et de cette ville ces deux odieux personnages, et donnera une satisfaction quelconque à M. de Kalbermatten, si toutefois celui-ci a la générosité de s'en contenter.

Vers la fin de septembre, la générale Turreau quitta Sion pour aller rejoindre son mari à Paris. Son aide de camp [Monthion] et le commandant Valet eurent soin de répandre le bruit qu'elle n'allait au contraire que l'attendre à Vevey. Quelques jours après, un commissaire français bien convaincu de la brutalité de Valet, le destitua du commandement de la ville de Sion, et on apprit qu'il ne tarderait pas à quitter le pays. Effectivement vint de suite l'ordre à tous les agents de la vexation turreaunienne de vider le Valais. Turreau avait mis en réquisition des meubles meublants, comme glaces, fauteuils, lits, matelas, couvertures, de la vaisselle d'argent, des ustensiles de cuisine, du linge de table et de lit, etc. Son aide de camp Monthion restitua les meubles fort usés pour avoir été peu soignés. Mais quant au linge, soit de table, soit de lit, il s'en manqua du plus fin à presque toutes les familles qui en avaient prêté. Le pays regarda le jour qu'ils partirent comme le

plus heureux qu'il ait eu depuis la révolution, parce qu'il fut enfin démontré que la mission de Turreau en Valais était finie et qu'on ne l'y reverrait plus, et qu'on était enfin débarrassé de ses insolents et brutaux agents.

Il paraissait que l'affaire de M. de Kalbermatten devait finir par l'éloignement de ses accusateurs. Mais l'accusé s'étant obstiné à ne vouloir sortir de prison qu'après jugement définitif de l'action criminelle intentée contre lui, le sieur Augustini, qui désirait qu'il voulût tenir de sa tardive modération son élargissement, commença à comprendre que l'irrégularité de cette procédure serait un tort réel que les parents et les amis de M. de Kalbermatten pourraient en temps et lieu lui reprocher, puisque non seulement ses accusateurs étaient toujours libres tandis que l'accusé était toujours détenu, mais encore qu'on les avait laissés s'éloigner sans donner aucune caution. Alors, se voyant seul compromis dans cette affaire, qui à proprement parler lui devenait personnelle, car il devinait que l'unique but que se proposait M. de Kalbermatten en insistant sur ce qu'il fût jugé selon les lois et par les tribunaux ordinaires, était qu'il demeurât prouvé et constant qu'il l'avait fait arrêter et qu'il l'avait mis en justice sur des apparences si invraisemblables qu'il était notoire que deux indignes passions avaient déterminé son arrestation : l'ambition et la vengeance ; l'ambition, en complaisant basement aux Français dans la pensée que la récompense de ses complaisances serait leur protection auprès du Premier Consul ou du ministre des Affaires étrangères [Talleyrand], en le leur donnant pour tout dévoué et même le seul en Valais dévoué aux intérêts de la France, et par conséquent très digne et même le seul digne que le gouvernement français s'employât en sa faveur pour le perpétuer dans la place de grand bailli ; sa vengeance, étant animé d'un ressentiment très vif contre ce monsieur, qui ainsi qu'autrefois Mardochée n'avait pas fléchi le genou devant ce nouvel Aman, aussi orgueilleux et aussi haineux que celui du livre d'Esther, il imagina qu'il ne pouvait se tirer de ce mauvais pas, qui pouvait être si funeste à sa réputation en mettant son odieux caractère en évidence, qu'en faisant de cette affaire une affaire d'Etat sous prétexte que des agents français y étaient intéressés et que les égards dus à une si grande puissance

demandaient de lui cette forme sévère. Il eut le talent, en terrorisant le baron Stockalper et le vice-conseiller de Lavallaz, de leur persuader que ce moyen était le seul qui pût contenter la France, et qu'il était à craindre qu'en abandonnant cette cause, on ne parût en avoir commencé l'examen en présence des agents de Turreau, non par respect, mais par crainte du gouvernement qu'ils représentaient, et que du moment qu'on croyait n'avoir rien à redouter de leur ressentiment, on n'y donnait aucune suite. Il fit bien plus ; s'apercevant que le tribunal du dizain avait beaucoup de peine à se persuader que M. de Kalbermatten fût auteur ou instigateur de l'affront fait et de l'alarme donnée à madame la générale, il pensa à la manière des despotes d'ôter audit tribunal la décision de cette cause et de l'attribuer à une commission qu'il aurait fait nommer on ne sait par qui de juges à sa dévotion. Ce qui parut si inconstitutionnel à tout le monde que l'ex-sénateur Duc, grand châtelain de Sion, quoique son intime ami, son plus dévoué partisan, en un mot l'homme qui l'a fait ce qu'il est, ne put s'empêcher lui-même de déclarer en pleine diète cette forme inconstitutionnelle. Alors il en revint au projet d'en faire une affaire d'Etat, et pour montrer à la France combien il avait à cœur de la faire respecter du peuple valaisan et de la venger des insultes que quelques malavisés ou malintentionnés se permettaient de faire au moindre de ses agents et de ses employés, il fit consentir ces deux messieurs ses collègues de nommer un commissaire, lequel au nom du gouvernement valaisan poursuivrait l'affaire et plaiderait la cause de madame la générale insultée, de l'aide de camp Monthion et du commandant Valet, accusateurs et témoins, absents, et qui étaient partis sans donner à personne acte procuratoire de poursuivre la vengeance de l'insulte qu'ils prétendaient avoir été faite à la générale Turreau par le sieur de Kalbermatten.

Mais ce qui indignera le plus le lecteur, ce sera d'apprendre quel fut ce commissaire que nomma le sieur Augustini. Ce fut cet avocat Pittier, âme damnée des Français, qui, fatigué de la vie privée qu'il menait forcément depuis un an, saisit avec avidité cette occasion de reparaitre sur la scène, et qui sut gré de cette marque de confiance à Augustini, qui jusque-là ne lui avait montré que des mépris. Car il faut savoir que de tout temps ces



ANTOINE AUGUSTINI
(1742-1823)

Portrait par Félix Cortey (?), après 1812
Propriété de M. Léon de Willa, à Bâle

deux avocats étaient non seulement rivaux mais ennemis jurés. Depuis ce moment ces deux hommes sont devenus amis. C'est ainsi que Pilate et Hérode se réconcilièrent à l'occasion du Christ. Cet avocat Pittier n'a pas manqué d'épouser et les intérêts des Français et ceux du bailli ; les intérêts des Français en les purgeant du soupçon d'avoir calomnié M. de Kalbermatten, et les intérêts du bailli en faisant voir que sur l'accusation de si graves et si véridiques témoins, il devait à l'honneur français et à la tranquillité publique de faire arrêter ce monsieur.

Depuis un mois que cette affaire est entre les mains de l'avocat Pittier, quoique suffisamment instruite devant le tribunal de Sion, il a mis en œuvre cent moyens dilatoires. Quand on cherche à en pénétrer la raison, il ne s'en présente que deux à l'esprit ; l'une que le sieur Augustini attend probablement des lettres terrorisantes de Paris, l'autre, que gagnant un louis par jour au métier qu'il fait, il lui est utile de faire traîner l'affaire en longueur. La diète souveraine assemblée au mois de novembre sachant à quoi s'en tenir sur cette affaire, qui n'est équivoque pour personne que pour le sieur Augustini et son avocat, a cru pouvoir et devoir inviter, dès la première semaine de sa session, sinon officiellement, du moins confidentiellement, le grand bailli d'en presser la conclusion. Il l'avait promis. Enfin, il a trouvé le moyen de la faire durer jusqu'après la levée de cette session.

M. de Kalbermatten reconnaissant à cette marche tortueuse du sieur Augustini qu'il mettait son honneur à lui faire perdre le sien, et que son animosité contre lui dégénérerait en acharnement à sa perte, ne s'est plus alors contenté de l'évidence de la calomnie pour ainsi dire, et de la notoriété de son innocence ; il a demandé un défenseur officieux qui fût en état d'opposer aux moyens insidieux d'un rusé avocat plaidant la cause de ses calomniateurs et celle de son persécuteur, un exposé simple mais éloquent de la singulière cause qui s'instruit contre lui, et des formes étranges de cette procédure irrégulière. C'est M. Tousard d'Olbec, secrétaire d'Etat, qui, quoique notoirement en défaveur auprès du grand bailli dont il n'est pas la créature, par amitié pour M. Kalbermatten dont la femme est cousine germaine de la sienne, au risque manifeste de devenir un jour une victime signalée de la vengeance

augustinienne, a eu le courage vraiment généreux de plaider sa cause et de ne se laisser pas épouvanter par la terreur du nom français qui est l'arme favorite du bailli, et qui lui a servi jusqu'à présent à fermer bien des bouches et à paralyser bien des bras, qui auraient pu parler ou agir en faveur de M. Kalbermatten.

Qui le croirait? Quoique l'inspection du local eût suffi pour convaincre que les vitres ont été cassées du dedans et non point du dehors, et que l'*alibi* de M. de Kalbermatten soit prouvé par vingt témoins, le sieur Pittier ne voulant pas sans doute gagner son argent sans qu'il paraisse qu'il a beaucoup travaillé, a opposé au mémoire justificatif de huit heures de lecture de M. Tousard, un mémoire accusatif dont la lecture en a duré sept ; il a conclu, non à des réparations envers les agents français, ni à aucune peine préjudiciable à sa bourse ou à sa réputation, mais uniquement qu'il lui paraissait prouvé que M. de Kalbermatten était pour quelque chose dans l'insulte faite, le 5 septembre, à madame la générale Turreau. Ce qui sert à démontrer que tout l'avantage qu'il prétend prendre sur l'accusé, c'est que le grand bailli a eu raison de le faire arrêter et de le mettre en justice. Cependant la diète ne s'est dissoute que sur la parole du grand bailli et apparemment du Conseil d'Etat que le tribunal de Sion allait s'occuper sans désespérer de cette cause, et que le Tribunal suprême, composé des douze grands châtelains des douze dizains, s'en occuperait aussitôt que l'une ou l'autre partie en appellerait à lui. Aujourd'hui, 9 décembre, le tribunal de Sion a dû la juger en première instance. Je ne sais si l'appel aura lieu ou non.

J'apprends aujourd'hui 12 décembre, que ce fameux procès a été jugé samedi au soir [10 décembre] par le tribunal du dizain, et que tous les juges unanimement ont porté leur sentence conformément aux conclusions du grand capitaine Duc, châtelain de Conthey, qu'il n'y avait pas lieu à accusation contre le sieur Kalbermatten, qu'il demeurait prouvé qu'il n'avait eu aucune part à l'insulte faite à la dame générale Turreau, le 5 septembre, qu'il ne résultait des dépositions des témoins d'aucun fait à sa charge, et que la plupart étaient à sa décharge, qu'il était reconnu par le tribunal pleinement innocent et par conséquent absous, et que par suite de sa pleine justification il n'y aurait aucune justice à le charger des frais de cette longue procédure ; qu'ils

seraient donc à la charge de l'Etat, sauf son recours sur les auteurs de l'insulte dite, si l'on peut parvenir à les découvrir.

Le tribunal ne se laissa pas terroriser par le commissaire du gouvernement qui porta l'oubli des bienséances jusqu'à conseiller au tribunal de ne laisser dans ses protocoles aucune trace que la fracture des vitres avait été faite du dedans des appartements qu'occupait le quartier général, ce qui serait faire une trop grave insulte au gouvernement français, comme s'il répondait de la malveillance et de la brutalité de quelques-uns de ses agents emportés par la colère ou par le vin. Aussi le défenseur de l'accusé a-t-il judicieusement observé que la seule insulte grave qu'on pût faire au gouvernement français serait de croire que pour lui complaire, il fallût craindre de dire et de reconnaître la vérité et de rendre une impartiale justice. Et sans la fermeté du rapporteur, le sieur Pittier n'aurait ni signé son *factum*, ni ne l'aurait déposé sur le bureau. Les juges eux-mêmes ne se sont que trop aperçus combien il deviendrait funeste à la liberté civique [que] le Conseil d'Etat pût enlever la connaissance d'affaires de cette nature aux juges constitutionnels pour l'attribuer à des commissions composées de juges dévoués à un accusateur puissant. C'est ce qu'il faut que nos neveux apprennent de cet exemple. Toute déviation des formes constitutionnelles ramènerait en Valais les faveurs aveugles de l'ostracisme pratiqué chez nos aïeux sous la forme hideuse de la mazze, soit de la massue.

J'ai dit plus haut que le gouvernement français ne paraissait pas prendre aucune part ¹ à ce procès si honteux pour ceux qui l'ont occasionné et soutenu. Cependant la vérité est que sur exposé sans doute exagéré qui a été fait de l'affaire au citoyen Talleyrand, ministre des Affaires étrangères, il a écrit que le gouvernement français désirait qu'elle fût informée et jugée selon les formes réglées par la constitution de la république et les lois en vigueur dans le pays.

On ne sait si le Conseil d'Etat, aux instigations du bailli, estimera devoir appeler au Tribunal suprême de la sentence du tribunal du dizain.

¹ Voir p. 158.

Le 10 décembre au soir, le sieur Augustini, dans le dessein de se faire toujours plus grand en se parant de la faveur du gouvernement français, invite le sieur Duc, président du dizain et grand châtelain de Sion, à venir prendre place le lendemain dimanche à un grand dîner qu'il donnera pour célébrer le jour anniversaire qu'il eut l'honneur d'être présenté à la majesté consulaire de Napoléon Bonaparte. Vous avez vu ci-dessus ¹, lecteurs, qu'il informa le public par la voie du *Bulletin officiel* de Sion qu'il avait eu l'honneur cet été de faire aux bains de Loèche la connaissance d'un M. Séguier, parent du consul Le Brun. Il a pareillement fait insérer dans la feuille d'avis qu'il espérait qu'« à sa voix ainsi qu'autrefois à celle de Josué le soleil en doublant la durée de sa présence sur l'horizon doublerait les jours de l'incomparable héros qui lui a montré tant d'intérêt au pays dont il est le chef ».

On commence à dire tout haut que l'avocat Augustini a beaucoup plus d'obligation à l'ex-sénateur Duc que l'ex-sénateur Duc n'en a à l'avocat Augustini.

J'apprends en ce moment que le grand bailli donne à son dîner une effroyable scène dont le détail va suivre et servir de preuve à ce que j'ai avancé ci-dessus ², qu'il se regarde comme partie principale dans le procès de M. de Kalbermatten. Il y avait invité l'ex-bailli Sigristen, président de la diète, le baron Stockalper, le grand juge Matter, M. de Chastonay, grand châtelain de Sierre, le grand capitaine Andenmatten, grand châtelain de Viège, l'ex-sénateur Duc, grand châtelain de Sion et son lieutenant M. Janvier de Riedmatten, deux officiers français, dont l'un le commandant de la place. Ce fut une jactance perpétuelle des témoignages de bonté et d'estime du Premier Consul pour lui. Puis il déclama jusqu'à deux fois le discours qu'il prononça à sa louange le jour qu'il en obtint son audience publique. Ensuite, comparant sans doute en lui-même la haute opinion de ses talents et de son mérite qu'on a conçue à la cour des Tuileries ou de Saint-Cloud, avec le peu de considération qu'on lui témoigne en Valais, son orgueil s'en irrite, et il ne peut s'empêcher de laisser percer son indigna-

¹ Erreur, l'auteur ne l'a pas encore mentionné.

² Voir plus haut, p. 159.

tion qu'on puisse en Valais lui résister en rien et méconnaître ce que la patrie lui doit. Il fait ensuite semblant d'ignorer que le tribunal de Sion ait absous M. de Kalbermatten. Puis flattant le président de la diète et le grand châtelain de Sion, il apprend aux officiers français avec une reconnaissance affectée que c'est à ces deux bons amis qu'il doit l'honneur d'être chef de la république. Apercevant ensuite son familier le sieur [Alexis] Wolff dont il a envie de faire un gendre : « Voilà, dit-il, un jeune homme de grande espérance et d'une rare discrétion. Je ne désespère pas qu'un jour, formé par mes leçons, il ne remplisse au moins aussi dignement que moi la place que j'occupe aujourd'hui ». Mais au milieu de cette satisfaction feinte, il revient à parler de M. de Kalbermatten et dit qu'il lui paraît impossible qu'il y ait en Valais un tribunal assez partial pour l'innocenter. Il répète ce propos de temps en temps, malgré les assurances que lui donne le grand châtelain Duc, président de ce tribunal qui vient de juger cette affaire en première instance, que ce tribunal en cette affaire, comme en toutes les autres, n'aura jamais égard qu'à la vérité et qu'à la justice. Le vin échauffant sa bile, il laisse entrevoir qu'il n'ignore pas que le tribunal de Sion a été assez inique que de l'innocenter. Il menace de l'indignation de la France ceux qui n'ont pas eu ou n'auront pas pour les agents de son gouvernement les justes égards qui lui sont dus. L'ex-sénateur Duc, poussé à bout, perd alors patience et lui dit comme on prenait le café : « Eh bien ! Votre Excellence, puisque vous m'y forcez, je vous déclare en ce moment que le tribunal de Sion a reconnu l'innocence de M. de Kalbermatten, et a trouvé si peu de chose à sa charge dans tout le cours de la procédure, qu'il l'a mis hors de cour et de procès ». Le bailli se récrie sur ce qu'il n'a pas été au moins condamné aux frais, et que les propos peu mesurés qu'il avait tenus sur le général Turreau suffisaient à l'y faire condamner. C'est en vain qu'on lui répond que ces propos sont étrangers à l'affaire du 5 septembre et n'ont aucune liaison avec l'affaire principale ; qu'il n'y a d'ailleurs aucune loi qui fasse de ces propos ni une cause criminelle ni une affaire d'Etat. Alors il se met dans une colère épouvantable, traite le sénateur Duc de scélérat et de fourbe, et jure par le ciel que, puisqu'il en est ainsi, le tribunal de Sion pétera en l'air ou que lui (Augustini) cessera d'être

grand bailli. On a beau lui dire pour l'apaiser que si ce tribunal a mal jugé, le Tribunal suprême est là tout préparé pour réformer sa sentence ; il ne se modère plus ; il ne parle que de partir pour Paris, que de menacer que cette partialité des juges valaisans qui refusent justice à la France va la mettre dans le cas de s'emparer du pays. Il donne à entendre qu'il va y venir des troupes qui sauront faire respecter le gouvernement protecteur. Il laisse échapper la prévoyance qu'il a que le Tribunal suprême sera tout aussi partial. Il ne parle que de sa destitution prochaine. On lui répond que tous les membres sont prêts à donner leur démission pour peu qu'il continue à les tyranniser en les terrorisant. Tantôt il reproche au banneret Duc son ingratitude, tantôt il avoue lui devoir d'être ce qu'il est. Le banneret Duc lui répond que sa conduite passionnée lui donne lieu de n'en avoir que des regrets. Il revient aux menaces contre le Tribunal suprême, s'il ne montre pas plus de sagesse que n'en a montré le tribunal de Sion. Le gouverneur Matter, quoique son très humble et très dévoué serviteur, lui dit que s'il continue ces propos, il va en licencier dès le lendemain les membres, puisqu'ils ne pourront émettre librement leur suffrage. M. Stockalper lui dit en face qu'il ne souffrira plus qu'il terrorise le Conseil d'Etat. Le bailli lui avait dit la veille en présence du major Duc : « Ce qui me fâche le plus, c'est que ce bonhomme sera puni de m'avoir complu ». A quoi le baron avait répondu noblement : « Votre Excellence, ne soyez pas en peine de moi : je suis homme à porter seul mon fardeau ». Revenant sans cesse sur l'iniquité de ce scélérat de tribunal du dizain de Sion, et tenant toujours sa sentence pour une insulte faite au Premier Consul, l'ex-sénateur Duc lui répond que pour lui il croit que la plus grave insulte qu'on puisse faire au Premier Consul est de se persuader qu'il veuille que pour lui complaire des juges condamnent un innocent ; le commandant de la place à ces mots serre la main au sénateur Duc, approuve hautement son dire, souhaite le bonsoir à la compagnie, prend son manteau et se retire. Le bailli criait si haut qu'on entendit de la maison de l'évêque [Blatter] qui est vis-à-vis celle qu'il habite, tous les horribles propos qu'il tenait et toutes les vengeances dont il prenait le ciel à témoin qu'il tirerait de ceux qui méprisaient la France et sa personne. L'évêque

déjà fort triste de ce qui s'était passé à la diète relativement à l'affaire des dîmes dues au clergé, en eut un accès de fièvre atrabilaire qui fit craindre pour ses jours. Plus on veut lui faire entendre raison, plus il injurie tout le monde. L'ex-sénateur Duc le quitte après en avoir été grossièrement injurié. Son dernier mot est qu'il part pour Paris instruire le Premier Consul de la malveillance et de l'ingratitude des magistrats valaisans envers la puissance protectrice. Puis, comme s'il prévoyait qu'au lieu de perdre le pays il courait risque de se perdre lui-même, il donne à entendre qu'il n'a rien à ménager en ce triste pays, lui qu'une grande fortune attend, soit en France, soit en Allemagne ou en Italie.

Cette triste scène, devinée seulement par le public, est connue dans tous ses détails de tous les « Messieurs » de la ville. Pensez quelle est leur consternation de voir tant de passion dans le chef de l'Etat, sans trop savoir comment s'y prendre pour parer les coups qu'on peut craindre de sa vengeance ; car on sait à quel point il est vindicatif, et qu'il est de caractère à tout perdre s'il ne gouverne tout despotiquement. Ce qui met le comble à la consternation, c'est que le lendemain [12 décembre] il accepte un dîner chez Rion, auquel se trouvent Schiner, Ducrue, Pittier et tous les faiseurs du temps du proconsulat de Turreau. Le soir, il fait mander le sénateur Duc qui lui fait dire fièrement qu'il ne remettra jamais les pieds chez lui et que s'il a à lui parler de quelque affaire, il peut la lui communiquer par lettres. C'était pour lui demander une somme de cent louis qu'il lui a avancée pour le procès contre les comtes de Courten. Le banneret Duc n'est pas embarrassé de la lui restituer aussitôt. Mais on en conjecture que c'est de l'argent pour son voyage de Paris. Cependant le mardi matin, il parle de sortir du pays, mais seulement pour se rendre à Lausanne où il est député pour y aller régler un différend entre Bex et Saint-Maurice. Tout ceci donne fort à penser à nos « Messieurs ». Le temps nous apprendra ce qu'ils feront pour se mettre à l'abri de nouvelles vexations de la part des chefs de l'Etat lorsqu'ils entreprendront désormais de se rendre redoutables.

Cependant le Tribunal suprême est assemblé ; le petit Theiler, après s'être assuré qu'on y pourra librement énoncer sa pensée,

prépare pour demain mercredi [13 décembre] son rapport, et jeudi le Tribunal suprême prononcera si le tribunal du dizain a bien ou mal jugé. Quoi qu'il en puisse être des suites de cette affaire, les juges iront le droit chemin, et ils ne se laisseront, ni dominer par la terreur, ni égarer par la partialité, et la crainte que le bailli livre le pays à l'étranger ne les détournera pas de faire leur devoir.

Il résulte de tout ceci que le bailli aurait voulu qu'au moins pour ses propos M. de Kalbermatten eût été condamné aux frais du procès. Ce qui aurait satisfait, au moins en partie, son ressentiment et son orgueil ; son orgueil, car pour peu qu'il eût été condamnable en quelque chose, le bailli pouvait se laver du reproche qu'on lui fait d'avoir fait arrêter M. de Kalbermatten avec une animosité qui ne lui a pas permis de voir combien était improbable l'accusation de Monthion et de Valet, * et qu'on ne pût pas lui jeter au nez qu'une de ses animosités a coûté au pays plus de cent louis * ; son ressentiment, de s'être vengé des mépris de ce monsieur dont tout le tort est de ne l'avoir pas salué assez bas depuis qu'il se croit Premier Consul de la République valaisanne et qu'il aspire si ouvertement à le devenir à vie, en le privant pour un temps de sa liberté et en le mulctant sur sa bourse, sans parler des ennuis et des inquiétudes d'un procès de cette nature. Il aurait en outre pu écrire aux Français : « Voyez comme je vous suis dévoué : quand il s'agit de votre honneur et des égards qui vous sont dus, je ne crains pas de me faire des ennemis des plus grandes familles de mon pays. C'est à vous maintenant à voir ce que vous devez faire pour récompenser un si généreux et si entier dévouement. »

Ce qu'il y a de plus manifestement inique en ces menées violentes de cet indigne chef, c'est 1^o que les propos sur lesquels il veut qu'on condamne au moins M. de Kalbermatten sont des propos qu'il lui a tenus de son aveu entre quatre yeux, dont il ne peut produire de témoins et que l'accusé a formellement nié lui avoir tenus ; 2^o c'est que le bailli, sachant que tout le pays le blâmait d'avoir sur une accusation si invraisemblable fait injurieusement emprisonner M. de Kalbermatten, il a écrit une circulaire à tous les grands châtelains des douze dizains, dans laquelle il leur expose tout le fait et leur demande si tout autre

à sa place, à la réquisition d'officiers français portant plainte d'avoir été grièvement insultés, et leur gouvernement dans leur personne, n'aurait pas cru comme lui devoir déférer à leur plainte, trouvant surtout sur les mains et sur les vêtements de l'accusé des indices assez certains qu'il avait assailli, comme on l'en accusait, la maison de la générale. Et cependant dans sa déposition qu'il a donnée par écrit au tribunal de Sion du temps que * ce procès * s'instruisait, il dit qu'il n'a point vu que les mains de l'accusé fussent salies et qu'il n'a pas bien remarqué si son habit était couvert de toiles d'araignées, comme l'affirmait Valet.

Quant à la scène du dîner du dimanche, il paraît que le bailli a cru devoir intimider le Tribunal suprême en faisant cette vive sortie contre le tribunal de Sion, et que la terreur du nom français est l'arme dont il croit pouvoir battre avec avantage tous ses timides collègues. Mais cette arme, quoique ce serait à lui une vraie perfidie de l'avoir employée une seule fois pour arriver à ses fins, il s'en est si souvent et si maladroitement servi qu'elle est déjà émoussée, et qu'à force d'entendre gronder le tonnerre, on en craint beaucoup moins la foudre. Reste à voir ce qu'il tentera pour se venger de ce qu'on l'a forcé de jeter le masque et de montrer à nu sa vilaine âme. Car enfin c'est une grande infamie à un premier magistrat d'un pays que d'entreprendre de faire violence à la conscience des juges, et une indigne bassesse que d'employer la terreur du nom français pour leur faire commettre une injustice et condamner un innocent. Nos constitutions modernes * qu'on nous donne pour des chefs-d'œuvre de philosophie politique n'ont pas * prévu ce crime d'Etat, ni n'indiquent aucun moyen légal à un peuple d'en punir les premiers magistrats qui seraient assez vils pour s'en rendre coupables, n'étant pas assez puissants pour le commettre impunément.

Le 20 décembre, le Tribunal suprême a pleinement et unanimement corroboré la sentence du tribunal du dizain. On fut en peine de la personne de l'accusé. On craignait que le despote bailli, sous prétexte qu'il fallait au préalable mettre toute la procédure sous les yeux du gouvernement français, ne le retînt encore longtemps aux arrêts. Mais le Tribunal suprême, prévoyant que le bailli pourrait prendre ce parti désespéré, a eu le courage de prendre le prisonnier sous son égide et de le faire sortir des

arrêts en le conduisant triomphant au Lion d'Or, où tous ses parents sont venus complimenter l'accusé et remercier les juges. Cet acte est vraiment républicain. Et le courage qu'a eu en cette occasion critique le sénateur Duc de préférer la justice à l'amitié est bien propre à lui mériter l'estime et à lui gagner la confiance de tous les honnêtes gens du pays, * s'il continue à se conduire désormais toujours de la sorte *.

Le jour de la fête des Innocents [28 décembre], M. de Kalbermatten donne à ses parents et amis un grand repas pour célébrer la reconnaissance de son innocence. Le bailli n'y est pas invité ¹.

¹ Ms. 63, p. 107, adj. marg. reproduisant la nouvelle du *Nouvelliste vaudois* qui relate la fin du procès :

« Sion, 11 janvier.

« M. Louis de Kalbermatten, conseiller de cette ville, qui avait été dénoncé, pour avoir cassé les vitres de la maison habitée par le général Turreau, dans la nuit du 5 au 6 septembre dernier, et qui, à la suite de cette dénonciation, avait été mis en prison (voyez le N° 75 [de l'année précédente]), vient d'être élargi, après trois mois et demi d'emprisonnement, et son innocence pleinement constatée par une sentence du Tribunal suprême de la république du Valais du 20 décembre 1803. Le tribunal, en déclarant que M. de Kalbermatten est innocent des faits avancés à sa charge, lui alloue des dédommagements qui seront supportés par l'Etat, sauf recours contre qui de droit, si l'auteur du délit peut être découvert. Cette sentence, attendue avec impatience dans le public, fait ici la plus agréable sensation... *Nouvelliste vaudois*, N° 5 de 1804 ».

CHAPITRE IV

Sur le rachat des dîmes ecclésiastiques (1803) ¹

Quelques jours après la dernière scène du dernier acte de ce scandale, je me transporte à Sion. Mes amis me demandent ce que j'y viens faire. Je leur réponds que je viens m'informer si le Conseil d'Etat a donné avis aux représentants du peuple de cette infamie du bailli [Augustini] et s'ils ont convoqué une diète extraordinaire pour procéder à sa déposition. On me dit que nul n'y pense, et je vois à mon grand regret que nos magistrats ne sont hardis et entreprenants, comme je vais le raconter, que contre les ecclésiastiques parce qu'ils sont faibles et qu'en flattant la cupidité du peuple, ils le mettent dans leurs intérêts. Et je m'écrie douloureusement : « O temps ! O mœurs ! »

Le titre VI^e de notre nouvelle constitution porte à l'article 22^e qu'aucun bien-fonds n'est grevé d'une redevance perpétuelle irrachetable ; au 23^e, que toutes les redevances de cette nature actuellement existantes sont rachetables, et notamment les dîmes et censes ; et au 24^e, que le mode de réachat sera déterminé d'ici à la fin de la diète de mai 1803 au plus tard. Je ne sais si on a omis dans cet acte de propos délibéré de décréter que ce réachat se ferait « à sa juste valeur », mais ç'a été bien certainement l'intention du puissant médiateur qui nous a donné cette constitution, comme on peut s'en convaincre par l'Acte de Médiation qu'il a donné cinq ou six mois après à la Confédération helvétique où la chose est formellement énoncée.

En attendant que la diète souveraine fixât le prix du réachat, elle décréta qu'on payerait sur le pied établi jusqu'audit réachat

¹ Ms. 63, pp. 107-113.

les censes et les dîmes tant aux ecclésiastiques qu'aux séculiers.

La diète de mai [1803] venue, le Conseil d'Etat lui proposa de déterminer le mode du réachat à un prix déjà au-dessous de la juste valeur, que les députés à la diète trouvèrent encore trop fort. Le plus acharné à le faire fixer beaucoup au-dessous de sa valeur fut M. P.-L. Du Fay, grand châtelain de Monthey, qui depuis la révolution avait montré une grande ardeur à gratifier la multitude au préjudice des particuliers. En général, les députés des dizains qui composaient le ci-devant Bas-Valais se montrèrent les moins justes et furent assez unanimement de l'avis de faire faire aux propriétaires de semblables redevances ce sacrifice à la paix publique. Ils se persuadaient que le peuple ne serait jamais tranquille à moins que l'Eglise et les seigneurs ne le lui fissent de gré ou de force. Et le plus grand nombre des députés, sans trop considérer si cette raison était fondée en équité, se laissèrent entraîner à cette opinion. Mais il paraissait à un petit nombre de gens plus calmes et plus réfléchis que notre peuple n'était ni assez dépravé pour avoir une autre volonté que celle de ses représentants, et que l'esprit révolutionnaire s'affaiblissant partout et rétrogradant à grands pas dans le pays même où le foyer s'en était allumé, il ne serait point injuste si ses représentants avaient le courage d'être justes. Or, ils ne l'eurent pas. De vaines terreurs politiques l'emportant sur l'inflexible équité, il fut décrété que les dîmes et les censes se rachèteraient au 22^e de la quotité annuelle une fois payée.

L'évêque [Blatter], à qui la constitution donne le droit de séance à la diète, eut beau représenter qu'en un pays où le clergé n'a point de superflu et où plusieurs bénéfices n'ont de revenu fixe que celui qui résulte des dîmes et des censes, on ne pouvait sans diminution notable de sa propriété fixer cette rédemption au-dessous de sa juste valeur ; tout ce qu'il put obtenir, c'est qu'on sursît à l'exécution finale de ce décret jusqu'à ce que le Saint-Siège eût autorisé l'évêque, le chapitre, les monastères, les couvents, les curés et les autres bénéficiers à sacrifier leur propriété à ce qu'on appelait la paix publique. La diète accepta la proposition, persuadée que le pape [Pie VII], qui venait par le Concordat de relâcher à la France toutes les propriétés ecclésiastiques, relâcherait encore plus facilement en Valais une por-

tion d'icelles. L'évêque espérait non seulement gagner par là du temps et laisser mûrir les idées, et donner le temps aux magistrats de s'en faire de plus équitables et de moins révolutionnaires, mais encore ayant la conscience très timorée, il ne crut pas pouvoir consentir à cette aliénation d'une partie des domaines de son siège, de son chapitre et des revenus des couvents et des cures, que du consentement et de l'approbation du souverain pontife.

Le pape répondit en octobre contre l'attente des magistrats, qu'il lui semblait que ce réachat était beaucoup au-dessous de la juste valeur des choses rachetables, et en conséquence il les exhorta à revenir sur le prix fixé par la diète de mai. A cet effet, il leur conseille d'en conférer amiablement avec l'évêque et le chapitre et les chefs des deux monastères, qui prendront l'avis des principaux du clergé. Mais un point plus important que celui du prix du réachat était l'emploi des sommes qu'il devait produire, soit la manière de les colloquer solidement. Les curés demandaient que l'Etat les autorisât à en acheter des biens-fonds. L'évêque les avait fait consulter par les archiprêtres dans toutes les surveillances du diocèse. Ils ne voyaient que ce moyen de rendre durable l'état actuel de leurs revenus. L'évêque et le chapitre et les couvents y étaient encore plus intéressés que les curés, parce qu'ils ne pouvaient qu'être très embarrassés des sommes considérables que devait produire ce réachat, les dîmes et les censes faisant la portion la plus considérable de leurs revenus. C'était là vraiment le plus embarrassant de l'opération, soit pour l'Etat, soit pour le clergé. Et c'était cette difficulté même qui aurait dû faire comprendre aux faiseurs et aux novateurs que tel système politique paraît beau dans la théorie qui se trouve défectueux quand il faut le réduire en pratique. Car si c'était déjà une injustice que de forcer le clergé à accepter un réachat au-dessous de la juste valeur de la chose rachetable, c'en était une bien plus grande que de le forcer de changer un revenu fixe et solide contre un revenu exposé à tant de déchets et de risques. Aussi le pape finit-il sa lettre par les exhorter, en suite qu'on sera convenu du prix de réachat plus sortable, de l'employer à acquérir des biens-fonds, rien n'étant solide que le sol, comme dit le proverbe : *Nihil solidum nisi solum.*

La diète de décembre [1803] s'étant assemblée, la principale affaire qui s'y traita fut celle des dîmes et censes. Le Conseil d'Etat lui communiqua la réponse du pape. On fut fort étonné de la voir si peu conforme à l'attente commune. Cependant par égard pour la main qui l'avait écrite, on requit l'évêque d'assembler les notables de son clergé pour prendre leur avis. Cette assemblée fut composée du grand doyen [Oggier] et du grand sacristain [X. Preux] pour le chapitre, et des archiprêtres des dix surveillances. L'abbé de Saint-Maurice [Exquis] et le prévôt de Saint-Bernard [Rausis] y furent invités et s'y rendirent. L'évêque leur proposa trois questions : la première, si les biens du clergé étaient rachetables ; on répondit assez unanimement que ce réachat était indéclinable, et que le magistrat valaisan était excusable d'en avoir fait un article constitutionnel, puisque la force sans examen de l'équité l'avait seul opéré. La seconde, si le clergé pouvait l'accepter au bas taux fixé par la diète de mai ; les avis furent partagés sur ce second point : * les exaltés disant que non, vu le tort * qui en résultait pour les corporations les plus considérables du clergé ; les modérés disant que oui, vu l'impossibilité morale de faire retirer le décret de la diète de mai. La troisième, de quelle manière on pourrait demander à l'Etat le placement des sommes que produirait le réachat. Tous furent d'avis qu'il n'y en avait de solide que d'en acheter des biens-fonds. Monseigneur fit part du résultat de cette conférence à une commission nommée par la diète, composée du sieur Augustini, grand bailli, du sieur de Rivaz, ministre de la Justice, du sieur Sigristen, président, et du sieur Du Fay, vice-président de la diète. L'évêque les instruisit que le clergé trouvant le prix du réachat fixé par le décret de la diète de mai au-dessous de sa juste valeur, en demandait un plus équitable qui ne fît rien perdre au clergé de ses revenus déjà modiques et certainement peu dignes de la jalousie des laïques, et qu'il lui paraissait être de toute équité que le produit d'icelui fût placé sur des biens-fonds.

La commission ne dissimula point qu'il n'y avait nulle apparence que l'Etat voulût retirer le décret de la diète de mai qui fixe le taux du réachat, et déclara ne pouvoir prendre aucun engagement touchant le placement des capitaux qui en provien-

draient sur des biens-fonds, objectant la masse de fonds que cette opération amortiserait, chose à laquelle il n'y avait pareillement pas apparence que l'Etat voulût jamais consentir.

Au retour de la commission, la diète instruite du résultat de l'assemblée du clergé tint de ces propos peu réfléchis si communs à des corps législatifs qui ne s'occupent de politique et de jurisprudence que quinze jours tous les six mois, et qui n'ont pas dans leurs têtes de principes fixes et bien arrêtés de justice et d'administration. On voulait passer à l'ordre du jour, n'avoir aucun égard, ni à la lettre du pape, ni à la résistance du clergé ; on y parlait de supprimer et chapitre et couvents, et toujours de faire, comme en France, plaisir au pauvre peuple en le gratifiant du bien de l'Eglise. Cependant quelques-uns plus avisés, leur ayant représenté qu'ils avaient consenti d'en écrire au pape et d'attendre son consentement, il fut résolu de surseoir à la décision de cette affaire jusqu'à la prochaine diète de mai [1804], durant laquelle on conférera de nouveau ensemble et on écrira de nouveau en cour romaine. On y traita de demande exorbitante de la part du clergé qu'il lui fût permis d'acquérir de nouveaux fonds, chose à la vérité qui n'est pas non plus d'une facile exécution. Un assez grand nombre d'avis fut qu'on le permit aux curés, mais non à l'évêché, au chapitre et aux couvents. L'Etat proposa au clergé la garantie de ses sommes pour 50 ans : ce qui pareillement n'est pas d'une facile exécution. En attendant, les dîmes et les censes se payeront au clergé, et les laïques seront tenus d'accepter le rachat ou des communes ou des particuliers au prix fixé. Je ne dirai pas que quelques ecclésiastiques ont embrouillé cette négociation par une accumulation de petites conditions qui toutes ont été éconduites comme on devait s'y attendre. Celui des surveillants qui a le plus combattu pour les droits du clergé contre la loi du rachat et ses suites, a été M. le curé de Viège, l'abbé de Courten, ci-devant chanoine et official de Sion sous l'évêque Zen Ruffinen.

Ce qu'il y a de plus déplorable dans cette affaire, c'est qu'il n'y a peut-être pas un de ces magistrats qui ait examiné devant Dieu ce que sa conscience lui dictait sur cette question implexe, et qu'il leur semble aussi raisonnable et aussi juste de dépouiller le clergé d'une portion notable de sa propriété que la chose

paraît injuste au clergé et déraisonnable. Plusieurs de ces magistrats ont des parents ecclésiastiques, gens consciencieux et éclairés, de qui ils ne croient pas devoir prendre conseil en affaires d'Etat. Qu'ils prennent au moins conseil de l'équité naturelle, qui prêche aux Etats comme aux particuliers qu'à chacun le sien c'est justice ! Mais il leur semble que l'Eglise n'est pas propriétaire, que ses biens sont à la disposition des gouvernements, qu'ils peuvent arbitrairement faire aux prêtres leur congrue plus ou moins forte. Quant à l'acquisition de nouveaux biens-fonds, le clergé ne demande point de faire de nouvelles acquisitions ; il demande seulement de la terre contre des rentes foncières ; il demande ce qui est juste, que son honnête entretien ne dépende point de la bonne ou de la mauvaise volonté des communes envers les curés ou d'un Etat envers un évêque et son chapitre, envers des monastères et des couvents. Et d'ailleurs qui ne voit que si les communes peuvent posséder des biens inaliénables, l'Eglise peut en posséder au même titre ? Qui ne voit que c'est une politique inconnue à tous les siècles de croire de l'essence d'un gouvernement qu'il n'y ait aucune terre inamovible, ni aucune corporation exempte des charges publiques ? Faudrait-il croire sur la foi de quelques écrivains aussi ennemis de la religion que du clergé, que tous les princes du monde, depuis le pharaon du temps du patriarche Joseph jusqu'aux princes du dernier siècle, étaient les ennemis des peuples pour avoir donné des terres * à l'Eglise * et accordé des immunités au clergé ? Qui, que des ingrats et des ignorants, méconnaîtra que la reconnaissance des gouvernements les leur a décernées en récompense des importants services que le clergé rend aux sociétés humaines ? Enfin, qu'est-ce sur une masse de biens-fonds de toute une nation que la petite quantité qu'il en faut défalquer pour l'honnête entretien du clergé et pour les frais du culte ? Et un pays ne gagne-t-il pas plus à bien traiter ses prêtres qu'à les mécontenter ? Et la paix publique qu'on fait sonner si haut en cette occasion ne se maintiendra-t-elle pas plutôt en étant juste envers le clergé qu'en permettant au peuple de le dépouiller injustement ? Et d'ailleurs à qui profite cette exception ? N'est-ce pas à vos fils, à vos frères, à vos neveux, à vos parents, à vos compatriotes ?

Une autre affaire de quelque importance a été à la fin de novembre et au commencement de décembre [1803] le passage par le Simplon d'une division de troupes auxiliaires que la République cisalpine envoie à Bonaparte. Il y a péri quelques chevaux et quelques hommes à raison de l'hiver prématuré, des avalanches et des tourmentes. Certain nombre de jeunes conscrits y ont perdu les pieds et les mains ; un plus grand nombre a déserté. Les travaux de cette route tendent à leur fin du côté de l'Italie. Il n'y a rien à dire, ce sera un beau chemin. Mais le malheur de ces beaux chemins dans ces hautes Alpes, c'est qu'il faut plusieurs millions pour les faire et qu'il ne faut que quelque mille écus pour les détruire.

On nous annonce que désormais nous aurons un résident français et on désigne pour occuper cette petite légation un homme fort modéré. C'est le citoyen Gandolphe, secrétaire de Verninac, qui a montré beaucoup de bonne volonté pour le pays du temps que nos députés discutaient et stipulaient à Berne avec cet ambassadeur notre nouvelle constitution.

* ¹ Le 22 novembre 1803, la diète décrète que le grand bailli de la république sera désormais qualifié d'« Excellence », soit en lui parlant, soit en lui écrivant *.

¹ Nouvelle rédaction marginale. Dans le texte primitif, l'auteur ajoute que ce titre sera également décerné au président de la diète.

CHAPITRE V

« Vengeance et nouvelle brutalité méchante du citoyen Augustini » (1804) ¹

Il portait de tout temps une dent à M. Tousard d'Olbec, 1^o pour avoir intrigué assez maladroitement à faire bailli M. de Rivaz, son beau-frère ; 2^o pour s'être vu forcé, comme je l'ai raconté plus haut ², de l'avoir pour secrétaire d'Etat ; et 3^o pour s'être chargé de défendre l'innocence de M. de Kalbermatten ³ contre le dessein formel qu'il avait conçu de le perdre. Pour se venger du premier tort, il fit inscrire au protocole du Conseil d'Etat qu'il lui avait refusé sa voix et l'avait donnée à M. [Pierre-Joseph] Duc, le second des fils de l'ex-sénateur, brave jeune homme, mais le plus inepte peut-être de tout le pays à cet emploi difficile, n'ayant ni style ni orthographe, ni aucun des talents qu'il peut requérir depuis que presque toutes nos relations au-dehors sont avec le gouvernement français, et sous prétexte qu'il ne sait pas écrire l'allemand, il lui associa un vice-secrétaire d'Etat dans la personne d'un fils [Eugène] de M. le baron Stockalper, à qui il fit adjuger 30 louis d'appointements en en rabattant 20 des 70 alloués par la diète au secrétaire en chef. Pour se venger du second, il n'y a sorte de marques d'inconsidération qu'il ne se soit permis d'avoir à son égard. Et pour se venger du 3^e de ces torts, il ajouta à ces marques d'inconsidération les brusqueries les plus insolentes envers cet homme qu'il n'aime pas d'ailleurs parce qu'il ne s'en croit pas estimé. Enfin, peu de jours avant la diète de mai

¹ Ms. 63, pp. 113-116.

² P. 144.

³ Voir plus haut, pp. 161 et suivantes.

de la courante année (1804), M. le secrétaire d'Etat s'étant rendu deux jours de suite un peu tard au Conseil malheureusement pour lui, le sieur Augustini, peu endurant de son naturel, surtout envers un homme contre lequel il avait habituellement de l'humeur et de la malveillance, lui reprocha son inexactitude et la presque nullité de ses services en termes fort durs. Ce dernier reproche surtout ayant piqué au vif l'amour-propre de M. d'Olbec, celui-ci frappant de la main son protocole lui dit avec vivacité : « Voilà, Messieurs, ce qui prouve si je sers bien ou non le Conseil et le pays ». A cette vivacité, le bailli, dans un de ces emportements de colère qui lui sont si ordinaires, se lève furieux, l'aborde d'un air menaçant, l'apostrophe d'émigré français, et finit par lui dire qu'il manque de respect au chef de l'Etat et qu'« il le mettra à la porte ». Cependant un peu honteux que cet insolent propos lui soit sorti de la bouche, qui malheureusement chez lui n'est que la trop fidèle interprète de son cœur, il se rejette à dire que, vu l'incompatibilité de leurs caractères, il faut que ce soit ou le grand bailli ou le secrétaire d'Etat qui passe la porte. M. Tousard d'Olbec ne se le fait pas dire deux fois, et incapable en homme d'honneur de supporter plus longtemps de semblables avanies, sans se donner le temps de réfléchir que sa démission sera un sujet de triomphe complet pour la malveillance du bailli et de sa clique, rentre chez soi et y met aussitôt la main à la plume pour l'envoyer au Conseil d'Etat. Quand on me raconta le fait, je ne fus pas étonné de cette brutalité ni de cette vengeance du bailli, mais je fus indigné de la lâcheté de ses collègues. Pas un d'eux n'osa faire à ce sujet à leur président une leçon de politesse, c'est-à-dire des justes égards qu'il devait et à la personne de M. d'Olbec et à la place qu'il occupait. Lorsqu'on apprit qu'il avait eu en le temps [la chance] de se faire donner une voix de plus que son concurrent, M. de Rivaz, les honnêtes gens s'en consolaient en réfléchissant qu'il serait entouré au Conseil d'Etat de quatre des plus considérables citoyens du pays par leur naissance et par leur fortune, et des plus estimables par leurs talents et par leurs vertus, savoir MM. de Rivaz, Stockalper, de Quartéry et de Lavallaz ; ce qui rendrait leurs personnes plus indépendantes et leurs suffrages plus libres. A cette scène, tous les quatre se trouvaient

présents. Aucun de ces messieurs n'osa s'interposer entre le bailli et le secrétaire d'Etat, ni lâcher le moindre mot d'impro-
 bation. Quand on le leur reprocha, M. de Rivaz s'excusa sur
 ce que M. d'Olbec est son beau-frère ; M. Stockalper garda le
 silence de la stupeur ; MM. de Quartéry et de Lavallaz préten-
 dirent que n'étant que vice-conseillers d'Etat, les procédés du
 bailli envers « son subordonné » n'étaient pas de leur compé-
 tence, — * mais un secrétaire d'Etat n'est pas le subordonné
 du bailli, il est l'homme et la créature du Conseil d'Etat * ; en
 sorte que nul de ces messieurs n'a estimé pouvoir donner au
 citoyen Augustini une leçon de modération. La veille de la
 diète [de mai 1804], le bailli tint chez lui un Conseil d'Etat
 composé seulement du baron Stockalper et de M. de Lavallaz
 comme suppléant de M. de Rivaz qui refusa de s'y trouver,
 puisqu'il s'y agissait de savoir si on accepterait la démission
 de M. d'Olbec ; elle fut acceptée comme de raison ; et un fils
 cadet [Eugène] de M. le baron Stockalper fut autorisé à signer
 par *interim* les actes du Conseil d'Etat. Le lendemain matin,
 M. d'Olbec s'étant rendu au Conseil pour y continuer à dresser
 le protocole comme il s'était offert à le faire jusqu'à nomination
 de son successeur, le bailli lui dit sèchement qu'il pouvait se
 retirer et que le Conseil d'Etat n'avait plus besoin de ses ser-
 vices. M. Stockalper se borna à lui témoigner que c'était à
 regret qu'il lui avait vu prendre le parti de la retraite.

Il est à noter que ni l'acceptation de sa démission ne lui a
 été notifiée officiellement, ni qu'il a reçu l'expédition des lettres
 de son office depuis deux ans passés qu'il l'exerce. On préconise
 diverses personnes pour cette place : M. l'ancien bourgmestre
 de Riedmatten, ci-devant officier aux gardes, qui écrit égale-
 ment bien en français et en allemand, mais on doute qu'à son
 âge il accepte un emploi aussi assujettissant ; le fils aîné [Gaspard-
 Emmanuel] du baron Stockalper ou son fils Eugène, mais leurs
 talents n'ont guère de proportion avec ces fonctions ; le fils
 [Jacques] du vice-bailli Preux, mais on dit que celui-ci a la
 modestie de ne se croire pas capable de succéder à un excellent
 secrétaire tel que M. d'Olbec ; M. Lang le serait fort, mais il
 est des ennemis déclarés du grand bailli ; enfin, le grand
 châtelain Duc, malgré l'inaptitude avérée de son fils puîné

n'a point encore renoncé à l'espoir qu'argent qui peut tout lui procurera cette place de secrétaire d'Etat qu'il regardait M. d'Olbec comme la lui ayant volée. Le temps nous apprendra celui que l'intrigue ou l'argent en aura décoré.

En attendant, le bailli Augustini dans le dessein d'humilier d'Olbec avait avili cette place à un tel point non seulement dans sa propre opinion, mais même dans l'opinion publique, qu'il a osé lui parler comme il aurait parlé à un secrétaire à ses gages, et que personne ne s'en est étonné. La diète n'a pris ni fait ni cause pour M. d'Olbec. Les Haut-Valaisans ont beaucoup ri de ce point d'honneur déplacé, * et les Bas-Valaisans se sont bornés à en murmurer tout bas, sans oser ouvrir la bouche pour manifester leur indignation *. C'est encore là un trait remarquable de la reconnaissance républicaine. Le bailli disait en ricanant, même en présence de M. de Rivaz, que d'ailleurs les anciens patriotes ne s'accoutumaient point à voir les actes émanés du Conseil d'Etat signés de noms aussi nouveaux que les leurs, d'un Italien et d'un Français. — * Il a dit aussi plusieurs fois depuis lors qu'il n'a qu'un regret : c'est de ne s'être pas avisé plus tôt que pour se défaire de cet homme, il n'avait besoin que d'une brusquerie *. On a remarqué que depuis que Bonaparte de consul à vie est préconisé empereur des Français, le bailli affecte de se souvenir qu'il est italien d'origine.

CHAPITRE VI

Evénements de 1804 et de 1805 ¹

Les opérations principales de la diète de mai [1804] sont 1^o qu'on y a décrété un nouveau code civil et criminel, de la rédaction duquel sont chargés les sieurs Augustini et de Rivaz avec pouvoir de s'adjoindre quelques jurisconsultes de leur choix ; 2^o que sur la proposition du Conseil d'Etat de lever un bataillon au service de France d'après une invitation du Premier Consul, l'offre est acceptée, mais l'exécution en est ajournée jusqu'à l'arrivée du nouveau résident [Eschassériaux]. Ensuite l'envoi d'une députation à Berne pour y régler d'anciens comptes. On y a rejeté quelques projets de lois proposées par le Conseil d'Etat. Celui d'un nouveau code a été demandé par forme de motion par la diète, qui par là semble s'arroger contre la constitution l'initiative des lois. On n'y a rien réglé sur les dîmes, les redevances féodales et les rentes foncières possédées par le clergé ; seulement on y a décrété que les feudataires, censitaires et décimataires pourraient, en attendant la réponse définitive du pape aux remontrances instantes de la diète et du Conseil d'Etat pour l'exécution du réachat, se déclarer aux possesseurs de ces sortes de droits être résolus de se prévaloir du bénéfice de cette loi constitutionnelle.

* On ne peut bien faire l'histoire du baillivat d'Augustini sans avoir sous les yeux ses lettres circulaires aux présidents des dizains, et ses discours écrits à la diète ou prononcés au résident, qu'il a presque tous rendus publics par la voie du *Bulletin officiel*. Voyez-en à cet effet le N^o 36 qui contient son

¹ Ms. 63, pp. 116-120.

discours à M. le chargé d'affaires de l'empereur des Français ; mais l'un des plus curieux de tous est le N^o 24, etc *.

Il n'y a à cette fois point eu de procès appelés au Tribunal suprême qui ne s'est assemblé que pour créer quelques notaires et ôter la plume pour dix ans au notaire Ducrue, ci-devant lieutenant du préfet Pittier, du temps de la tyrannie du proconsul Turreau.

Un autre règlement de quelque importance est celui qui ordonne qu'à l'avenir tout le pays n'aura plus que les mêmes poids et les mêmes mesures. Pour forcer les marchands à ne pas différer leurs emplettes, sur l'espoir que la loi sur les droits d'entrée ne subsisterait peut-être que cette année, la diète a déclaré que cette loi subsisterait au moins trois ans. On a mis un impôt considérable sur les vins du dehors pour forcer nos gens à acheter celui du pays. Il sera perçu par les commis de la ferme générale.

Au mois d'août 1804 arrive à Sion de Lucerne * Rd M. Joseph Cherubini, petit chanoine de Saint-Pierre de Rome, en qualité de commissaire apostolique, auditeur général * de la sacrée nonciature, pour y négocier avec le Conseil d'Etat à l'avantage du clergé et à la satisfaction du Saint-Siège l'affaire du réachat des dîmes, rentes foncières et redevances féodales. Il tombe d'accord des conditions avec le Conseil d'Etat ; mais une diète extraordinairement convoquée rejette le plan arrêté et ajourne la négociation à la prochaine diète ordinaire du mois de novembre. L'évêque [Blatter] qui se trouve malade d'une fièvre d'accès, ne lui donne qu'un déjeuner, mais le chapitre le traite. Il ne négocie qu'en latin, langue qu'il parle en très bons termes et avec une rare facilité.

* Son séjour à Sion concourt avec l'arrivée du résident français [31 juillet 1804]. Ce résident qui se nomme Eschassériaux * est décoré de la croix de la Légion d'honneur. Il paraît que c'est à titre de politique et de jurisconsulte qu'il a obtenu cette décoration, * à en juger par un opuscule de sa façon qu'on dit profondément pensé et énergiquement écrit sur le mécanisme des sociétés, qu'il a fait imprimer à Sion pour lui seul, mais dont il a communiqué un exemplaire au Conseil d'Etat *. Il a figuré dans toutes les scènes de tous les actes de la Révolution ;

il a été du Corps législatif, soit du Conseil des Cinq-Cents qui votèrent la mort de Louis XVI; il a même été membre du Comité de Salut public, mais seulement après la catastrophe de Robespierre. Sa femme est la fille du sénateur Monge, un des premiers littérateurs de la France moderne.

Le bailli Augustini s'exterminé l'âme et le corps à lui persuader que son gouvernement n'a d'ami sincère en Valais que lui, bailli. — * On a vu avec déplaisir qu'il en paraissait convaincu, puisque dans son discours de présentation de ses lettres de créance, il a vu toute notre république dans la personne du bailli ¹ *.

C'est un homme d'une discrétion silencieuse, extrêmement chic de paroles, réservé, boutonné, et si peu attaché au *decorum* de sa place que sa suite paraît au-dessous de son rang, d'autant plus qu'on prétend qu'il a 18 000 francs de traitement. Sa façon de penser sur la religion est impénétrable. Comme il ne fait que d'arriver, on ne peut encore rien conclure de sa conduite extérieure à ses sentiments intérieurs. En attendant qu'on puisse le juger, il paraît bon mari, il a avec lui ses deux enfants. On verra à l'éducation qu'il leur donnera s'il est également bon père. Il loge chez M. Louis de Kalbermatten, en attendant que le pays lui procure dans la ville un logement plus ample.

En novembre (1804), jour du couronnement de Napoléon Bonaparte, on chante à Sion un *Te Deum*. L'évêque l'entonne. Le résident lui donne à dîner ainsi qu'au Conseil d'Etat. Les députés des dizains sont régalez aux frais de la république.

Enfin, la diète du mois de novembre de cette année arrête par décret du 2 décembre qu'il sera élevé aux frais de la république deux monuments à la gloire de l'empereur Napoléon aux sommets du Grand Saint-Bernard et du Simplon, l'un en mémoire de son passage par le premier en 1800, et l'autre en reconnaissance du grand et beau mais coûteux chemin à voiture qu'il fait faire au second, avec cette inscription :

¹ Autre adjonction marginale : « Le 31 juillet 1804, M. Eschassériaux, chargé d'affaires de Sa Majesté l'empereur des Français près la république de Valais, est arrivé à Sion. Voyez les honneurs de sa réception au *Bulletin officiel*, N° 32, et au N° 35 que le dimanche 5 août il présente ses lettres de créance ».

NAPOLEONI PRIMO FRANCORUM IMPERATORI
SEMPER AUGUSTO,
REIPUBLICAE VALESIANAE RESTAURATORI
SEMPER OPTIMO,
AEGYPTIACO, BIS ITALICO SEMPER INVICTO,
IN MONTE IOVIS ET SEMPRONII
SEMPER MEMORANDO.
RESPUBLICA VALESIAE GRATA II. DECEMBRIS
ANNI MDCCCIV.

En décembre 1804, le grand bailli et le premier conseiller d'Etat [de Rivaz] se rendent à Saint-Maurice, où se rend aussi une députation du canton de Vaud, pour y régler les relations de ceux de Saint-Maurice avec ceux de Bex, à raison des biens que ceux-là possèdent sur le territoire de ceux-ci ; * y assiste aussi à la part de la bourgeoisie de Saint-Maurice M. Jacques de Quartéry, vice-conseiller d'Etat *. On n'y termine rien. Les députés valaisans y réclament le droit helvétique. Les députés vaudois le refusent comme attentatoire à la souveraineté et à l'indépendance de leur canton.

* ¹ En janvier 1805, le résident Eschassériaux remet au bailli Augustini de la part de Napoléon Bonaparte nouvellement sacré et intronisé empereur des Français, une tabatière d'or ornée de son portrait. Le bailli fait circuler dans le *Bulletin* qu'elle est enrichie de diamants, ce qui n'est pas vrai, à ce qu'affirme le résident lui-même. Aussi le bailli trouvant ce présent mesquin ne le montre-t-il à personne.

* Au mois de février passent par le Valais venant de Genève par Thonon, Evian, Saint-Gingolph et Monthey, et entrant en Italie par Brigue, le Simplon et Domodossola, quatre régiments de cuirassiers à cheval et deux régiments d'infanterie. Ils perdent quelques hommes et quelques chevaux au passage du Simplon.

* Le couronnement de l'empereur Napoléon à Milan comme roi d'Italie donne lieu au passage, à l'aller et au retour, par le Simplon de quelques régiments de cavalerie et d'infanterie française. Mais il en passa beaucoup plus qu'il n'en repassa, soit

¹ Ms. 63, pp. 119-120, adj. marg.

qu'une partie de ces troupes soient restées en Italie, soit qu'au retour elles aient passé le Mont-Cenis. De ces troupes, celle qui se fit le plus remarquer à Sion par sa belle mine et sa bonne tenue, était du nombre de celles dites de la garde impériale. L'un de ces régiments parut d'abord destiné à séjourner toute cette campagne en Valais pour y travailler au chemin du Simplon. Mais à peine fut-il arrivé qu'il reçut l'ordre de passer les Alpes et de filer. Ce qui, joint à ce qu'on parla beaucoup dans le temps que Bonaparte retournant en France passerait par le Valais, donna occasion à nos marchands savoyards avec quelques mauvais Valaisans, de dire affirmativement, et comme s'ils en eussent reçu l'avis officiel, que notre sort était enfin décidé, et que, à leur grande satisfaction, comme ils l'avaient tant désiré et tant prévu, nous allions enfin au grand bonheur de la chère patrie, passer sous la domination française. Mais Bonaparte, s'il l'a résolu, ne l'a point encore exécuté et ce retard fait leur désespoir *.

En mars 1805, le conseil du dizain de Sion, assemblé chez M. Duc, président de ce dizain et grand châtelain, partage en quatre quarts toutes les communes du dizain et arrête qu'à l'avenir les charges désénales se donneront à tour dans lesdits quarts. A ce compte, la commune de Conthey fait un quart ; Nendaz avec Veysonnaz, les Agettes et Salins, fait l'autre quart ; Savièse avec Grimisuat fait le 3^e, et la ville avec Ayent et Bramois, le 4^e. Il résulte de là que la ville n'est presque pour rien dans l'administration politique et judiciaire de ce dizain. Aussi a-t-elle fait des réclamations et des protestations dont nous verrons l'issue en temps et lieu ¹. Il paraît que cette opération est de l'invention du bailli qui par là cherche à se venger de la ville qui n'a pas voulu lui accorder pour un grand merci sa bourgeoisie.

Les nouveaux modérateurs du collège de Sion ne donnent vacances aux étudiants qu'à la Nativité. On leur fait représenter à l'ordinaire sur le théâtre de la ville une tragédie allemande. Ces bons pères introduisent dans la distribution des prix une nouveauté. C'était ci-devant l'évêque seul qui les distribuait. Mais à cette fois, il n'a distribué que les prix de catéchisme et

¹ L'auteur ne reviendra pas sur ce sujet.

de sagesse ; ceux des progrès marqués dans les études l'ont été par le bailli. Celui-ci a fait *ex abrupto* un petit discours latin assez plat où ce qu'il a dit de mieux, c'est une courte apostrophe aux étudiants par laquelle il les exhorte à se faire courage de bien étudier, parce que dans la suite quelqu'un d'entre eux pourra être redevable aux bonnes études de marquer dans le pays. « Je dois ce que je suis, leur a-t-il dit, aux études, etc. »¹

* A la diète de mai (1805), on décide enfin que, quoiqu'on eût accepté que pour terminer l'affaire des dîmes et des fiefs du clergé tant séculier que régulier, on attendrait l'avis et la sanction du souverain pontife [Pie VII], on passerait outre à sa conclusion sans y avoir aucun égard, puisque nul des cantons catholiques n'en avait donné l'exemple au pays de Valais. En conséquence, le dernier jour de la diète, il fut arrêté et décrété que nulle corporation ecclésiastique ne pourrait employer à acquérir des biens-fonds le prix qui proviendrait du rachat desdites dîmes et censes féodales ou rentes foncières. Cette loi devait être *extemplo* promulguée et exécutée. Je ne sais ce qui en retarde l'exécution*.

Dans le courant de cette année (1805) meurt le grand châtelain de Martigny, M. Elie Gay, qui avant la révolution avait été longtemps lieutenant du grand châtelain de l'évêque. Le prieur de Martigny [Murith] intrigue pour faire nommer à cet emploi M. le curial Claivaz, son beau-neveu. Mais M. le D^r Gay, qui n'aime pas le prieur ni ce qui lui appartient, intrigue pour y faire nommer l'avocat Pittier ; ce qui réussit audit docteur. C'est ainsi que cet homme, si justement décrié pour avoir voulu livrer le pays aux Français sous Turreau, rentre dans la carrière de la magistrature valaisanne. Qui l'aurait cru ? Reste à voir quelle suite aura cette petite intrigue. Pour moi, je n'en vois pas à fond le motif.

¹ L'auteur renvoie ici aux chapitres que nous avons placés ci-après, pp. 188-197.

CHAPITRE VII

« Suite des événements notables arrivés en Valais en 1805 »¹

* Napoléon * Bonaparte ayant ordonné qu'il serait érigé au *Summum Penninum* un monument purement profane à la gloire du général Desaix mort dans le lit d'honneur à la bataille de Marengo, ce grand personnage devenu empereur a sagement ordonné que ce monument fût religieux. On * rapporte * qu'il a dit à ce sujet que pour ne pas laisser prendre racine dans les esprits au dogme très immoral de la mortalité de nos âmes, il ne décernerait désormais des honneurs funèbres aux héros français que selon les anciens usages de la nation, l'une des plus catholiques qu'il y ait au monde. En conséquence, son cadavre fut transporté d'une église de Milan en celle du monastère-hôpital de Mont-Joux, où se rendit M. le prévôt de Saint-Bernard [Rausis] et où se députa lui-même le sieur Augustini, notre grand bailli moderne, qui profita de cette occasion pour aller poser la première pierre du monument décerné par la reconnaissance du peuple valaisan à la diète de novembre dernier (1804) à Bonaparte lui-même comme restaurateur de notre indépendance aux sommets de nos deux grands passages par nos Alpes des Gaules en Italie, savoir le Simplon et le Saint-Bernard². Il en prit occasion de publier par la voix du *Bulletin officiel*, qui est pour lui la trompette de la Renommée, la harangue flatteuse qu'il adressa à l'occasion de cette double cérémonie au maréchal Berthier et aux deux généraux qui l'accompagnaient, lesquels d'ordre de l'empereur

¹ Ms. 63, pp. 357-360, addition annoncée dans le manuscrit, p. 120.

² Voir ci-dessus, pp. 184-185.

vinrent par la val d'Aoste de Milan au Grand Saint-Bernard rendre à la dépouille mortelle du héros Desaix les honneurs suprêmes de l'apothéose civique. Le maréchal Berthier distribua à cette occasion quelques médailles en or du poids d'environ un double louis, une au bailli Augustini et deux à ses filles dont il se fait suivre partout, à quelques personnes de sa comitive et très probablement aussi une à M. le prévôt et à quelques messieurs de la maison de Saint-Bernard. En général, cette cérémonie fut assez mesquine tant à la part des Français qu'à celle des Valaisans.

Notre révérendissime seigneur évêque [Blatter], très affecté de la mauvaise tournure que prenait l'affaire du clergé en tomba malade de chagrin, en sorte qu'il ne put assister à aucune séance de la diète de mai. Et peu après la Fête-Dieu, il quitta la ville pour aller respirer un air plus pur aux mayens. Il avisa peu après les curés par une circulaire qu'il allait faire pour la seconde fois la visite de son diocèse, et qu'il la commencerait après les fêtes d'août par les principales églises des dizains de Sion, de Sierre et d'Hérémenche. Mais sa mauvaise santé s'est refusée cette année à l'exécution de ce projet qui est ajourné à l'année prochaine.

Le dernier jour de la diète de novembre (1805), on tira au sort pour la dernière fois les membres du Conseil d'Etat restants de la première élection faite au rétablissement de notre indépendance en 1802. Le sort en fit sortir M. Charles de Rivaz, premier conseiller d'Etat et ayant le ministère de la Justice, et M. le vice-conseiller de Lavallaz, son suppléant. On procéda sur-le-champ à l'élection de leurs successeurs. Ce ne fut pas sans une intrigue palpable de l'ex-sénateur Duc, grand châtelain du dizain de Sion, qui n'avait épargné ni argent ni promesses pour disposer en sa faveur des voix de tous les députés du dizain de Sion et de deux ou trois du dizain de l'Entremont. Le bailli lui avait ménagé plusieurs suffrages parmi les députés de Loèche, de Viège et de Conches pour la place vacante de conseiller d'Etat pour laquelle il n'obtint que les suffrages de ses âmes damnées des dizains de Sion et de l'Entremont, mais pour celle de vice-conseiller au département de la Justice. La place de conseiller d'Etat fut déferée par acclamation à M. Du Fay, président du dizain de Monthey et vice-président de la diète, qui eut la modestie de la

refuser sur ce qu'étant peu juriste, sa conscience ne lui permettait pas d'accepter un emploi qui demande une parfaite connaissance du droit écrit et coutumier de ce pays ; et il fit sentir à la diète de ne nommer à cette place qu'un homme aussi intègre qu'instruit. On se le tint pour dit ; aussi M. Dufour, docteur en droit, grand châtelain de Monthey, fut-il nommé * dès le premier scrutin * à la pluralité de 21 suffrages contre 7 qu'obtint l'ex-sénateur Duc.

La diète ne fut pas à beaucoup près aussi unanime sur le choix du vice-conseiller d'Etat. On alla trois fois au scrutin, qui donna deux fois de suite 16 voix au banneret Duc et 16 voix au docteur Gay. Enfin, à la troisième fois, un député de Martigny ôta sa voix au premier et la donna au dernier.

La manière dont M. Du Fay refusa de remplacer M. de Rivaz et les difficultés de M. Dufour qu'il fallut vaincre pour le faire consentir à lui succéder, démontrèrent à la faction Duc quel souvenir plein d'estime le Bas-Valais conservait des talents et des vertus de ce digne magistrat. Et enfin le banneret commença à comprendre que la faction Du Fay prenait de plus en plus dans tout le pays un ascendant tout autre que celui de la faction augustinienne.

Ce fut seulement après cette diète, quoique moins orageuse pour le clergé que la précédente, que la maladie de Monseigneur prit un caractère très dangereux. Il est si faible de son corps qu'il n'ose se livrer à aucune fonction épiscopale, pas même l'ordination, et qu'en ce moment il ne sert plus le diocèse que de sa tête et de son expérience.

CHAPITRE VIII

Le collège de Sion confié aux pères de la Foi de Jésus (1805)¹

* L'affaire de l'intérêt le plus général qui se soit traitée en Valais cette année (1805) est l'affaire du collège de la capitale. Depuis la suppression des jésuites, ce collège avait été tenu aux frais de la ville par des prêtres séculiers, qui y avaient continué les classes sur le même pied à peu près que les avaient laissées les jésuites au moment de leur suppression.

* A l'époque de notre révolution de 1798, c'est-à-dire de la petite part que nous eûmes à la Révolution française qui détruisait tout sans rien réédifier, soit qu'on ne lui en ait pas laissé le temps, soit qu'elle fût de ces êtres malfaisants qui ne peuvent que nuire, ou pour mieux dire parce qu'il impliquait contradiction qu'un arbre si radicalement mauvais pût jamais porter aucun bon fruit, la ville dépossédée des trois quarts au moins de ses revenus et ayant précipité un partage de ses immeubles et de ses argents entre ses bourgeois par la crainte qu'en passant sous la domination française les désorganiseurs démocratiques ne s'en fussent emparés à titre de propriété nationale, la ville, dis-je, se trouvant hors d'état de continuer à salarier cinq à six régents, soit professeurs, abandonna son collège à l'Etat et laissa aux magistrats de nouvelle institution*, savoir au préfet du canton [Ch.-E. de Rivaz] et à la Chambre administrative, le soin de pourvoir à l'éducation littéraire de la jeunesse. Heureusement que ces magistrats étaient pour la plupart gens religieux et consciencieux, qui n'attachaient pas moins d'importance à l'élever non moins dans

¹ Ms. 63, pp. 347-352, addition annoncée dans le manuscrit, p. 120.

les bons principes de la doctrine chrétienne que des bonnes lettres. Et le vénérable chapitre * ne craignant pas moins qu'eux * que notre jeunesse * ne demeurât ainsi livrée * à l'ignorance vandالية et aux maximes irréligieuses qu'on nommait alors l'éducation libérale, où l'on n'estimait utile que de savoir que les prêtres étaient des imposteurs, * que les rois étaient des tyrans *, qu'il pouvait exister une morale sans religion, que les hommes étaient essentiellement et naturellement libres et égaux, c'est-à-dire indépendants les uns les autres de l'indépendance la plus absolue, et que le chef-d'œuvre des institutions humaines était la Déclaration des Droits de l'Homme et la constitution de l'An IV et la nouvelle éthique de l'Institut national, et que, jusqu'aux avocats philosophes impies et persécuteurs des dernières années du XVIII^e siècle, le genre humain n'avait pas eu le sens commun et n'avait absolument rien entendu en politique ni en morale, le vénérable chapitre, dis-je, aux instances de notre révérendissime seigneur évêque [Blatter] dont un si grave objet excitait toute la sollicitude, prit sur soi, tout dépouillé qu'il fût ainsi que la ville * d'une grande partie de son revenu *, de négliger le service divin de la cathédrale pour vaquer à une oeuvre si nécessaire, et paya de sa bourse les professeurs tirés de son corps qui voulurent bien se charger des classes. Un service si signalé rendu à l'Eglise et à la patrie par le vénérable chapitre aurait dû, ce semble, lui concilier plus que jamais l'estime et la reconnaissance des magistrats valaisans. On ne le regarda cependant que comme l'acquittement d'une dette, et on lui en tint si peu compte qu'on n'eut pas de honte, lorsqu'il osa une fois ou deux crier à l'ingratitude, de se montrer ingrat à découvert. On trouvait encore qu'il avait trop peu fait pour mériter qu'on tolérât plus longtemps son existence. Le peu de considération que ce qu'on appelle en Valais les « Messieurs » avaient pour les professeurs, ne contribua pas peu à décourager le chapitre et à relâcher la discipline du collège et la subordination et l'émulation parmi les étudiants. D'ailleurs comme un des grands fruits qu'avait opérés partout la Révolution était d'humilier et d'appauvrir le clergé et de décrier l'ancienne éducation, les pères de famille, fatigués d'ailleurs de contributions, de logements de troupes, de voitures, de cadastres, de papier timbré, d'impositions, depuis que le monde * est

monde * inconnus en Valais, n'avaient aucun courage à pousser aux études leurs enfants nés avec les plus favorables dispositions pour en profiter. Les gens sages prévoyaient de ce découragement des pères de famille à faire étudier leurs enfants qu'en moins de dix ans le pays allait oublier son latin qu'il a toujours passablement su, et que bientôt le diocèse allait manquer de prêtres. Heureusement que Bonaparte en rétablissant en France l'ordre social fit promptement rétrograder l'impiété et le vandalisme. Et s'étant impatronisé dans les affaires de la Suisse comme il fait dans celles du monde entier, on y revint comme en France à de meilleurs principes, savoir qu'il faut donner la religion pour base à la morale, et que l'éducation littéraire sans l'éducation chrétienne ne sert qu'à faire la jeunesse orgueilleuse et conséquemment insubordonnée, par là-même incapable * de porter * jamais aucun joug, et la livrer sans aucune défense à toutes les erreurs et à tous les vices.

Nos nouveaux magistrats, hommes qui tenaient aux anciens principes de gouvernement et d'éducation, s'occupèrent dès lors très sérieusement de l'organisation des collèges en notre pays. Ils continuèrent leur confiance aux pères piaristes qui tiennent depuis la suppression des jésuites le collège de Brigue ; ils engagèrent l'abbaye et la ville de Saint-Maurice à réunir leurs efforts et leurs bourses à remonter le leur ; et ils comprirent enfin que le chapitre ne pouvait donner ses soins au collège qu'en négligeant le service de la cathédrale et que le collège demandait des hommes uniquement occupés de cette besogne. C'est ce qui mit dans la tête au Conseil d'Etat de voir s'il n'y aurait pas moyen d'y faire venir de nouveaux enfants de saint Ignace de Loyola sous le nom de pères de la Foi, association récemment autorisée par le Saint-Siège, dont l'objet principal est l'instruction de la jeunesse également chrétienne et littéraire : œuvre d'une si grande importance qu'elle seule pourra régénérer la race future et la préserver de la corruption et des égarements de la génération présente. On écrivit à Rome pour faire à ces pères la proposition de ce petit collège. Ils ne le jugèrent pas au-dessous de leur zèle et députèrent en Valais pour régler les conditions de leur établissement à Sion deux pères, qui trouvèrent le collège proportionné à la ville, c'est-à-dire mesquin, et cependant s'en chargèrent pour le mo-

dique traitement de 200 louis par an pour l'entretien de sept religieux, six pères et un frère. Et ils s'engagèrent à en venir prendre possession vers les fêtes de Noël. Ce qu'ils firent effectivement.

* Leur supérieur [Sineo de la Tour] est un Piémontais, de Turin même ou des environs, de famille noble, très zélé pour la bonne œuvre, homme d'esprit et de science, docteur en droit et en théologie, qui parle très bien français, italien, latin et même un peu d'allemand. Après lui vient le père Godinot, français de nation, du diocèse de Reims, docteur de la maison et société de Sorbonne. Le 3^e est un père Drach, Suisse allemand, homme très docte, qui a même une connaissance plus que superficielle de quelques langues orientales. On ne peut rien voir que ces deux derniers de plus savant et de plus modeste tout ensemble*.

Ils n'y trouvèrent rien de prêt quand ils arrivèrent, en sorte qu'ils furent presque aussi mal reçus qu'un chien dans un jeu de quilles, comme on dit. Un père romain [Zinelly], qui se qualifie vicaire général de cette congrégation naissante, est venu former en personne ce nouvel établissement ; et pour n'interrompre point le cours des études de cette présente année, ils mirent aussitôt la main à l'œuvre. Il en est résulté une amélioration visible dans la discipline du collège, dans le maintien des étudiants ; les étudiants déjà plus nombreux du double y sont beaucoup mieux surveillés, les exercices de piété y sont plus fréquents. Enfin, ces pères travaillent à cette bonne œuvre avec toute la ferveur des collèges jésuitiques à leur berceau. Il y a tout lieu de croire qu'ils sont aussi bons humanistes qu'ils sont pieux et zélés.

Les anciens professeurs, tous chanoines ou du bas-chœur, allèrent un beau matin d'un * jour de vacances *, peu après leur mise en possession du collège, leur faire visite et leur demander à dîner comme à de dignes successeurs de leur zèle pour l'instruction de la jeunesse valaisanne : proposition que, quoiqu'ayant encore à peine pour eux-mêmes le strict nécessaire, ils agréèrent avec une joie sincère, témoignant seulement qu'ils auraient bien désiré * en avoir été prévenus quelques jours à l'avance * pour recevoir *lautius* des hôtes si chers et si recommandables. Mais les anciens professeurs les tirèrent de cet embarras en leur apprenant qu'on apporterait de l'auberge à l'heure convenable un dîner assez

copieux pour une réunion aussi nombreuse d'anciens et de nouveaux professeurs ; et il fut mangé avec cette gaîté franche qui caractérise les festins fraternels.

Les nouveaux professeurs du collège de Sion ne se sont chargés que des humanités, savoir de la petite école, de la Grammaire, de la Syntaxe, de la Rhétorique et de la Philosophie. * Pour la physique et les mathématiques*, ils se sont même associés pour cette année M. Amstaad, qui a professé la philosophie depuis 1798. Quant à la théologie, c'est le chapitre qui continue à l'enseigner ; il y emploie tous les ans deux chanoines salariés de la bourse du séminaire. Ainsi, on ne peut pas dire que ni nos évêques ni nos magistrats négligent en Valais l'instruction publique. On continuera à y avoir un collège qui vaudra bien autant que la plupart des collèges des petites villes de province dans les pays où le gouvernement fait le plus d'estime des sciences et des lettres ; et par-dessus le marché on y apprend probablement mieux qu'en beaucoup d'autres lieux que tout l'homme est de connaître Dieu, de le craindre, de l'aimer de tout son cœur et de le servir de toutes ses forces, en quoi consiste la piété ; d'aimer son prochain comme soi-même pour l'amour de Dieu, et non seulement de ne lui point faire de mal, mais encore de lui faire du bien selon ses moyens, en quoi consistent la justice et la bienfaisance ; enfin d'aimer son âme plus que son corps, en combattant en soi toutes les passions sensuelles, en quoi consistent la tempérance et la continence chrétiennes. Et notre jeunesse formée à une telle école et nourrie dans de tels principes, ne sera ni matérialiste, ni déiste, ni anarchique, ni jacobine, et elle comprendra de bonne heure que les talents ne sont rien s'ils ne tournent à l'utilité de la patrie et de l'Eglise, et elle passera de telle sorte par les choses humaines si sujettes au changement qu'elle ne perde point les choses célestes qui demeurent éternellement.

* Cette nouvelle congrégation est au moins autorisée par le Souverain Pontife [Pie VII] quant à l'œuvre de l'enseignement public. Nous les appelons jésuites en Valais, soit par l'habitude d'en avoir eu dans nos collèges, soit parce que ces pères en portent l'habit de religion. Cependant ils ne sont pas jésuites à proprement parler, ni ne se qualifient être de *Societate Jesu*. Le nom sous lequel ils paraissent dans les diplômes apostoliques est *Patres de*

Fide Jesu (scilicet propaganda). Ils n'ont aucune relation ostensible avec le général des jésuites de la Russie ou de la Prusse, ni même avec ceux du royaume de Naples. Toutefois ils font profession de se dire disciples de saint Ignace et ils en suivent la règle presque en tous points et célèbrent toutes les fêtes de l'ordre dont il a été l'instituteur *.

En attendant qu'elle soit assez nombreuse pour se charger de l'œuvre des missions étrangères, elle s'est chargée de l'instruction chrétienne et littéraire de la jeunesse catholique. Elle a déjà cinq collèges, un à Rome, un à Pavie, un en Allemagne chez un prince protestant, si je ne me trompe, et un en Angleterre ; et maintenant celui de Sion en Suisse. Leurs collèges sont absolument sur le même pied que ceux que tenaient les anciens jésuites : bénédictions fréquentes, congrégations de dévots à Marie, etc.

Il est assez étonnant que notre grand bailli [Augustini] qui subordonne depuis passé quatre ans toute sa politique aux moindres désirs du gouvernement français et aux moindres insinuations de l'agent qu'il tient en ce pays sous le nom de résident, ait eu la hardiesse courageuse de les introduire en ce pays sous les yeux mêmes de cet agent. Nous en avons un [Eschassériaux] pour lors qui se mêlait peu de nos affaires domestiques et qui nous laissait toute liberté de nous conduire au gré de nos petites vues d'administration publique. Il en a profité pour introduire dans le pays ces bons pères. Mais ils n'ont pas été sans inquiétude sur la durée de leur établissement en Valais, lorsqu'ils ont appris que Joseph Bonaparte, * devenu roi des Deux-Siciles *, avait fait main basse sur les jésuites récemment ressuscités à Naples, et que le ministre Talleyrand chassait tous les religieux de sa principauté de Bénévent. Leur inquiétude est encore augmentée par l'arrivée d'un nouveau résident [Derville] en Valais, dont on ne connaît point encore quelle sera la manière de voir sur la confiance que nos magistrats leur ont accordée. Il leur est venu, je ne sais d'où, de fâcheuses nouvelles qui leur donnent à penser que les jésuites sont toujours extrêmement suspects, pour ne pas dire odieux, aux Français et à leur monarque. Au reste, cette nouvelle congrégation, * qui paraît à ceux qui se piquent d'être plus clairvoyants que le vulgaire une pierre d'attente pour recomposer la « société » *, a les mêmes vues et se

propose le même but que la société supprimée, et lui ressemble comme deux gouttes d'eau par la discipline de ses collègues, par la frugalité du réfectoire ; même ardeur pour la somptuosité des églises et pour la pompe des cérémonies religieuses, même dévouement au Saint-Siège et même attachement à la personne du Souverain Pontife, même zèle pour la propagation de la foi catholique, même genre de dévotions privées et publiques, en un mot même zèle « pour la plus grande gloire de Dieu » et « pour le salut des âmes ». Comme la plupart de leurs professeurs sont encore de jeunes gens, dont plusieurs ne sont pas même encore prêtres, les classes ne sont pas encore d'une force notable ; mais il est indubitable qu'assurés de leur durée, elles ne tarderont pas à le devenir, si le démon ne se met à la traverse de cette sainte œuvre. * Et nous attendons de grands fruits de leur réception en ce pays pour y maintenir avec les belles-lettres une solide piété. *Faxit Deus* * !

CHAPITRE IX

« Autres affaires ecclésiastiques » (1805)¹

Le Conseil d'Etat ayant donc si fort à cœur le rétablissement des études très négligées depuis nombre d'années, et désirant qu'il y eût aussi à Saint-Maurice un bon collège, fit plusieurs propositions à M. l'abbé [Exquis] de se charger de le pourvoir de professeurs et d'en prendre l'inspection générale. — * Mais la ville ne sait point s'entendre avec elle sur l'inspection dudit collège ni sur le salaire des professeurs *. — A quoi l'abbaye dans le désir de se rendre utile à la ville et à la patrie, se prêta très volontiers, s'offrant même à faire venir des professeurs de l'abbaye de Bellelay, située dans la principauté de Porrentruy aux évêques de Bâle, dont les savants religieux tenaient avant la Révolution française un collège fort bien monté et fort bien discipliné. Mais l'exécution de ce louable dessein est retardée par la rivalité du conseil de cette ville qui regarde le collège de Saint-Maurice comme une propriété de sa bourgeoisie. En sorte qu'en attendant les études n'y consistent qu'aux premiers éléments de la langue latine, et les mœurs des écoliers y sont laissées à la seule vigilance des pères de famille et des maîtres de pension, c'est-à-dire qu'on leur laisse la bride sur le col.

M. l'abbé ayant eu avis que quelques chanoines réguliers de la Bavière, que leur prince [Maximilien I^{er}] vient de séculariser forcément, cherchaient à se retirer en quelques maisons de leur ordre pour y mourir dans l'habit de religion et dans l'observance de leur règle, leur fit écrire pour les attirer à l'abbaye.

¹ Ms. 63, pp. 352-353, addition.

Mais ces messieurs ont trompé les espérances de M. l'abbé, et après en avoir reçu quelques secours d'argent, ils lui ont fait faux bond. Ce n'est donc point sa faute s'il n'a pu encore réaliser l'engagement qu'il a pris avec notre premier magistrat. Il faut attendre de la Providence qui veille à l'avantage de ce pays, ou du temps qu'il ait rendu propres à devenir professeurs les jeunes élèves dont l'abbaye pourra se recruter en trois ou quatre années.

La maison de Saint-Bernard prospère à son ordinaire et se recrute de bons sujets. Elle continue à tenir de ses religieux à l'hospice du Simplon. L'abbaye de Saint-Maurice a assez de peine à en recruter même de médiocres. On la tracasse perpétuellement à l'occasion du collège dont elle s'est chargée. Mais elle ne peut parvenir à s'entendre avec la ville qui prétend sur ce collège une surveillance à laquelle M. l'abbé ne croit pas devoir se soumettre.

« *Retour des trappistes en Valais* »¹. Quelque temps après la publication solennelle de notre indépendance recouvrée, Dom Augustin, leur abbé, vint en Valais et travailla auprès de l'évêque Blatter et du bailli Augustini pour obtenir de notre Etat qu'il lui fût permis de faire en ce pays un troisième établissement à une colonie de ses religieux. Il faut rendre cette justice au bailli Augustini qu'il s'est montré durant son règne en toute occasion très empressé de bien mériter du clergé tant régulier que séculier. Ce fut lui, comme je viens de le raconter², qui introduisit les pères de la Foi dans le pays en leur confiant notre collège de Sion ; dans l'affaire du rachat des dîmes, il favorisa tant qu'il fut en son pouvoir l'évêque, le chapitre, les curés et les autres corporations ecclésiastiques. Sa protection ne manqua pas non plus aux trappistes, et c'est à ses bons offices encore plus qu'à ceux de l'évêque qu'ils furent redevables cette fois-ci de la permission qu'ils obtinrent de se remontrer en Valais et d'y ramener une de leurs colonies. Monseigneur aussi, continuant à se prêter complaisamment aux désirs de

¹ Ms. 63, pp. 354-356, adjonction marg. postérieure.

² Ci-dessus, p. 196.

Dom Augustin, lui permit de les rassembler au séminaire de Géronde, au dizain de Sierre, en qualité de fermiers de l'évêché comme excellents cultivateurs pour moins effaroucher le peuple de ce dizain auquel ils n'eurent pas le talent d'agréer. On soupçonna les anciens directeurs de ce séminaire de l'avoir prévenu à leur désavantage. Il s'en fallait de beaucoup que ces messieurs fussent aussi remplis d'estime et de vénération pour cet ordre que le révérendissime évêque.

Je ne sais point encore à juste les raisons pour lesquelles Dom Augustin ne chercha point à rentrer dans sa maison de la Sainte-Volonté-de-Dieu, si ce n'est peut-être qu'il en eût revendu les bâtiments et l'emplacement à M. le banneret Luder, frère de révérendissime seigneur le prévôt de Saint-Bernard, et qu'il eût renoncé au dessein de placer en Valais une communauté de filles de sa réforme. Mais dans celui de rendre utile au pays l'existence en Valais de sa communauté d'hommes, il y introduisit de petites écoles régies par des frères de son ordre. Ils obtinrent des magistrats de Sion et de Saint-Maurice d'essayer dans ces deux villes si le genre d'éducation qu'ils donnent à la jeunesse réussirait aussi bien qu'on le présumait de la parfaite subordination, de la vie sobre et laborieuse à laquelle ils accoutument leurs élèves. Comme cet essai ne dura que deux ans, nous n'avons pas pu juger par les effets de la bonté de leur méthode. Et d'ailleurs on ne peut se défendre en Valais non plus qu'ailleurs de la trouver au-dessus de ce que comportent ordinairement les forces humaines.

Ceci me rappelle ce que Dom Augustin me répondit à ce voyage en Valais, l'ayant interrogé [sur] ce qu'il avait fait durant les quatre ou cinq années que nous l'avions perdu de vue, que comme le juif errant, il avait pour ainsi dire parcouru le monde entier, l'Angleterre, l'Allemagne, la Pologne et même la Russie, où l'empereur Paul l'avait d'abord accueilli, mais d'où les évêques et les archimandrites de la communion grecque étaient peu après parvenus à le faire renvoyer ; qu'il arrivait en ce moment immédiatement de Paris où il avait été présenté au Premier Consul, qui lui avait témoigné un grand plaisir d'avoir trouvé en sa personne un homme réputé pour presque aussi ambitieux que lui-même ; et que lui ayant proposé d'éta-

blir dans les campagnes des petites écoles de sa façon, et Bonaparte lui ayant demandé ce qu'on y apprenait à leurs élèves, et lui ayant répondu qu'on leur apprenait surtout à craindre Dieu, à obéir aux supérieurs et à aimer le travail : « Ce sont là effectivement », lui dit le Premier Consul en lui mettant la main sur l'épaule, « ce sont là, mon Père, les trois principaux points de l'éducation qu'il faut donner au genre humain » ; et il le congédia en lui donnant l'espérance de permettre l'établissement d'une colonie de ses religieux dans l'ancien Etat de Gênes.

Pour revenir à celle de Géronde, j'ai honte de le dire : notre peuple ne s'édifia point de leur vie austère et laborieuse ; il conçut de la jalousie au contraire et prit de l'aversion pour eux de ce qu'ils admodiaient un peu plus chèrement qu'eux des jardins neufs dans des marais desséchés, mais où ils cultivaient force choux et pommes de terre. Ce que remarquant Dom Augustin, il prit le parti en 1805 de rappeler ses religieux de Géronde où ils n'avaient qu'un établissement précaire. Depuis lors prévoyant que tôt ou tard notre pays passerait sous la domination française, il ne pensa plus à y établir des religieux de son ordre, et il rassembla ceux qui habitaient Géronde dans sa mère maison de la Valsainte au canton de Fribourg, des magistrats et des peuples duquel la protection et la faveur ne leur a jamais manqué.

La diète ¹ de mai [1805] fut très orageuse pour le clergé. On ne mit l'affaire du réachat des dîmes, etc., sur le tapis que les derniers jours de cette session. Les députés de l'abbaye de Saint-Maurice, de la prévôté de Mont-Joux et du reste du clergé régulier y furent appelés plutôt pour y entendre leur sentence de mort que pour y faire valoir les raisons qu'ils croyaient avoir de demander que la diète souveraine les traitât moins défavorablement qu'on ne l'avait fait jusqu'ici. Ils ne furent écoutés que par le Conseil d'Etat qui appuya leur pétition de son suffrage. Mais la commission composée de membres pris du parti des députés qui font leur cour au peuple aux dépens

¹ Ms. 63, pp. 354-356, addition.

du clergé ne modéra que rien moins les précédents *Abscheids*, et il fut décrété à une très petite majorité que le clergé se contenterait du 24^e pour un ; on lui refusa de pouvoir employer les capitaux résultant du réachat à acquérir des biens-fonds, et on ne lui en donna d'autre hypothèque que l'augmentation du prix du réachat sans augmentation du prix des denrées fixé par les précédents *Abscheids*. Et cette petite majorité ne réserva en aucune manière le consentement du pape [Pie VII], quoiqu'on en eût pris l'engagement formel dans l'une des précédentes diètes ; ce qu'on fit en observant qu'en Suisse les cantons catholiques n'avaient pas même eu la pensée de se soumettre à cette formalité qui blesse la souveraineté et l'indépendance de l'Etat. En conséquence, la diète pressa fortement le Conseil d'Etat de mettre incessamment ledit décret à exécution. A quoi le Conseil d'Etat eut la générosité et la sagesse de se refuser, insistant sur ce qu'il serait malséant à un sénat catholique de manquer envers le Souverain Pontife d'une déférence qu'on lui avait rendue sans qu'il l'eût exigée ; que d'ailleurs le Conseil d'Etat allait prendre des mesures pour l'engager à sanctionner l'arrêt définitif de la souveraine session.

Le clergé fort mécontent de cette brusque injustice, pensant qu'on gagnait beaucoup en pareil cas en gagnant du temps, prit le parti de temporiser sans se plaindre trop haut. Alors on écrivit lettres sur lettres au nonce de Lucerne [Testaferata] pour qu'il portât le pape à se déclarer ouvertement protecteur du clergé valaisan et tuteur de sa propriété. Effectivement M. le nonce en obtint divers brefs dont le plus pressant est du mois de septembre (*ni fallor*). Voyez-le dans ma *Diplomatique*¹.

Mgr notre évêque dissimula de son mieux son ressentiment de ce surcroît d'injustice. Mais il fut si vif que sa santé en fut notablement dérangée ; et sa mélancolie devenant chaque jour plus noire, il fit enfin une grave maladie — * c'était un crachement très abondant de sang épaissi * — qui menaça de l'enlever à la conduite du diocèse. Mais Dieu a exaucé les prières du

¹ Le document ne figure pas parmi les pièces justificatives. Voir aussi notre Introduction.

clergé et du peuple, et il jouit en ce moment d'une convalescence assez soutenue pour nous donner l'espérance de le conserver encore au moins une dizaine d'années. Dieu le fasse !

Au commencement de novembre [1805], le Conseil d'Etat eut l'égard pour le clergé d'en convoquer à Sion les députés quinze jours avant l'ouverture de la diète pour délibérer entre eux sur les moyens les plus doux et les plus équitables de terminer enfin ce long différend. M. l'abbé [Exquis] ne put s'y rendre en personne étant retenu à Saint-Maurice par une attaque de goutte. Le prieur de Martigny [Murith] soutint avec sa vigueur ordinaire la cause du clergé, et M. le grand doyen [Oggier], avec sa modération accoutumée. On avait reçu du pape deux bons brefs qui inspirèrent aux députés du clergé le courage de tenir tête aux députés de la diète prononcés contre lui. Les députés du clergé s'en retournèrent comme ceux de la diète arrivaient. Les premiers jours de la session se passèrent sans qu'il fût question de l'affaire du rachat des dîmes. Enfin on demanda à Monseigneur ce qu'il avait à représenter à ce sujet. Il donna à la diète communication des brefs. L'évêque représenta ensuite qu'il était en ce moment en pourparler avec différentes communautés censitaires de l'évêché qui lui faisaient des offres beaucoup meilleures que le meilleur des *Abscheids*, soit des arrêts de la diète. Il demanda qu'il fût accordé par la souveraine session au clergé séculier et régulier un délai d'un an pour transiger à l'amiable * sur le prix du réachat *, les curés avec leurs paroissiens et les couvents avec leurs censitaires ; observant que ce moyen lui avait paru ainsi qu'aux députés du clergé le plus propre à procurer au clergé une moindre perte et au peuple plus de tranquillité de conscience sur une opération qui l'intéresse plus ou moins. Enfin cette proposition appuyée par le plus grand nombre des députés fut admise assez unanimement ; et Monseigneur envoya une lettre circulaire aux curés du diocèse à l'effet d'engager les paroisses à traiter du réachat de gré à gré avec leurs curés, et il promit qu'il faisait son affaire de faire sanctionner ce réachat amiable par Mgr le nonce et par le Souverain Pontife. Effectivement déjà la plupart des communes tributaires de la mense épiscopale se sont rédimées

à un taux dont Monseigneur s'est contenté ; celles tributaires du vénérable chapitre paraissent vouloir pactiser avec lui aux mêmes conditions. Je ne sais point encore si les communes bas-valaisannes imiteront cet exemple envers l'abbaye et le Saint-Bernard ; mais il est à croire que la plupart des paroisses ne traiteront pas moins avantageusement avec leurs curés (j'écris ceci un peu avant Pâques de 1806).

CHAPITRE X

Sur la signature de la capitulation d'Espagne (1805-1806) ¹

Vers la fin de cette année [1805], il arriva une petite anecdote qui acheva de confirmer le public dans l'opinion que le grand bailli [Augustini] jalouse fort la réputation de son premier collègue, * M. de Rivaz *. Il s'agissait d'envoyer à Berne à l'ambassadeur d'Espagne [Caamano] pour lui porter la ratification de la diète à la nouvelle capitulation du régiment que nous avons au service d'Espagne. Cette capitulation doit durer 50 ans. M. l'ambassadeur avait écrit au bailli qu'il désirait que M. de Rivaz fût du nombre de ces députés. Le bailli ne dissimula point au Conseil d'Etat où ils furent nommés, qu'étant ministre des Relations extérieures, il lui paraissait dû d'être lui, bailli, à la tête de cette députation, et d'avoir les honneurs et les profits de sa place ainsi qu'il en a tous les embarras. L'ex-bailli Sigristen, ministre des Finances, second conseiller d'Etat, lui représenta qu'on devait quelques égards au désir de l'ambassadeur d'un si grand prince [Charles IV], négociateur obligeant de cette importante capitulation. Là-dessus, le bailli parut s'étonner que M. de Rivaz fût connu de ce seigneur, et l'ex-bailli s'étonna bien plus fort que le bailli parût croire qu'il n'y avait que lui qui fût digne d'être connu et estimé des étrangers en relations avec notre pays. Sur quoi le bailli piqué au vif leur fit entendre qu'il avait résolu qu'il fût député et qu'on lui associât le vice-bailli Preux, comme le parent le plus marquant du futur colonel de ce régi-

¹ Ms. 63, pp. 360-364, addition postérieure annoncée dans le manuscrit, p. 128.

ment, M. Charles Preux, qui en est actuellement lieutenant-colonel commandant. — * C'est que M. Elie de Courten, plus que septuagénaire, colonel de ce régiment seulement depuis quelques années, venait de quitter ce service, avec une bonne pension de retraite qu'il est venu manger à Sierre au sein de sa famille*. — L'ex-bailli Sigristen, peu accoutumé à ce ton de maître, lui conseilla d'un ton ferme de ne point oublier que lui, bailli, n'était au Conseil d'Etat que *primus inter pares* ; et M. de Rivaz n'opposant à son ordinaire à la malveillance du bailli qu'un admirable sang-froid, proposa pour la députation en question M. le baron Stockalper et M. Jacques de Quartéry. L'ex-bailli Sigristen appuya sa motion, et ces messieurs se rendirent vers Noël à Berne, où ils furent accueillis avec beaucoup de distinction non seulement de M. l'ambassadeur, mais encore des premiers magistrats de ce canton, qui les comblèrent d'honnêtetés et les traitèrent plusieurs fois somptueusement.

Peu après leur retour, on apprit que le roi catholique avait chargé son ambassadeur en Suisse de donner au grand bailli et à M. de Rivaz un témoignage public de sa satisfaction et de sa reconnaissance de leurs bons offices pour la réussite de la capitulation qu'il avait fait proposer, et qu'à cet effet il se proposait de venir à Saint-Maurice aux fêtes de Noël pour les décorer de ses propres mains de l'ordre royal de Charles III. Les neiges abondantes de cet hiver retardèrent son voyage jusqu'à la mi-janvier [1806]. La cérémonie se fit à l'abbaye par M. l'abbé [Exquis], et ces deux messieurs furent faits chevaliers de cet ordre avec cette différence notable que le grand bailli est chevalier pensionné au lieu que M. de Rivaz n'est chevalier qu'avec l'expectative de la pension, et que M. l'ambassadeur n'a attaché à la boutonnière de M. de Rivaz qu'une simple croix, tandis qu'il en a attaché une à la boutonnière du bailli enrichie de diamants. Saint-Maurice entrant dans la [vue] de ces deux premiers magistrats du pays rendit à M. l'ambassadeur tous les honneurs militaires et civils que comporte la modicité des fortunes valaisannes. On prit les armes, et la troupe fut commandée par le fils aîné de M. de Rivaz en uniforme du pays. L'ambassadeur logea chez M. Jacques de Quartéry, et le bailli, chez M. [Melchior], son frère. M. Jacques Quartéry fut l'ordonnateur des repas

et du bal ; il s'en acquitta avec sa noblesse ordinaire. Le jeune [Benjamin] de Rivaz parut au bal en grand uniforme d'officier des gardes de Son Altesse le duc électeur de Saxe [Frédéric-Auguste III]. Le jour de la cérémonie, les récipiendaires se rendirent à l'église de l'abbaye en leur costume de premiers magistrats. Le jour suivant, le bailli s'était affublé d'une espèce d'uniforme d'officier général qui ne ressemblait à rien.

Ce qu'il fit d'extraordinaire et d'audacieux en cette occurrence, ce fut de se faire qualifier dans son brevet de chevalier par le secrétaire de l'ambassadeur avec son front ordinaire, comte d'ici, général de là, et l'ambassadeur à qui on n'a pas laissé ignorer combien cet homme est nouveau, ne jugeant pas à propos d'entrer avec un chef de république en des discussions généalogiques, et encore moins lui demander l'exhibition de ses diplômes de comte et de ses brevets de généralat, ni agiter la question de leur authenticité légale, signa tout ce qu'il voulut. En sorte que maintenant il répète à tout le monde avec une complaisance extrême que nul désormais ne peut lui contester la qualité de comte, puisque le roi d'Espagne, un aussi grand souverain, le tient pour tel. C'est aux anciens nobles du pays à voir s'ils veulent se payer de cette monnaie, comme ce sera à nos baillis futurs à voir s'ils voudront le tenir pour généralissime des armées valaisannes, dont il s'est fait signer un brevet par un conseiller d'Etat et un vice-conseiller d'Etat à l'insu de l'Etat, * sans sa ratification et sans que cette charge éminente ait été légalement décrétée dans l'acte solennel de notre moderne * constitution ou par quelque arrêt postérieur des représentants du peuple valaisan en session souveraine. Ce qui est d'ailleurs contre l'usage invariable du pays de tenir pour chef suprême de notre milice le bailli régnant. Ainsi je suis de l'avis du fils aîné de M. l'ex-préfet de Rivaz, qui me disait l'autre jour qu'il estimait plus son brevet de sous-lieutenant aux gardes de l'électeur de Saxe que le brevet inconstitutionnel de général que le bailli Augustini a extorqué de la manière que je viens de le raconter.

J'oubliais de dire que la pension du bailli sur sa croix d'Espagne est de 200 piastres et que le roi a fait donner à MM. Stockalper et Quartéry des boîtes d'or ornées de son portrait et enrichies de diamants.

J'oubliais aussi un mot du bailli, lorsqu'il tira la bonne boule qui lui a assuré le baillivat encore pour un an et demi : « Jus-qu'ici, dit-il, Messieurs, j'ai été bailli par la grâce de mes conci-toyens ; cette fois-ci, je le suis par la grâce de Dieu ». C'est le meilleur qu'il ait dit depuis qu'il se croit un personnage d'importance, quoiqu'il tente souvent de briller en ce petit genre.

Pour compléter ces articles du temps de sa présidence du Conseil d'Etat, il me faudra parcourir toute la suite des *Bulletins officiels*, où on ne peut manquer de trouver quelques chefs-d'œuvre de son éloquence¹. On y verra s'il y célèbre aussi magnifiquement la libéralité du roi d'Espagne en sa faveur que l'amitié et la protection de l'incomparable restaurateur de notre antique liberté.

J'apprends que cette cérémonie s'est faite aux frais de l'Etat, parce que l'objet principal du voyage de M. l'ambassadeur était l'échange des signatures de la capitulation. En sorte qu'il n'en a coûté aux récipiendaires * qu'une légère gratification à son secrétaire qui leur a expédié leurs brevets et * quelque bonne main aux domestiques de sa suite.

On apprend en mars que le roi d'Espagne donne enfin le régiment à M. Charles Preux qui le commandait depuis la retraite de M. Elie Courten, et au même temps que M. le capitaine Bay, de Sion, en est fait lieutenant-colonel, et M. le capitaine Gard, de Saint-Maurice, gros major. A sa formation fut fait colonel du régiment feu M. Antoine de Courten, maréchal des camps et armées de S.M.T.C. * qui l'était du régiment que nous avions au service de France * à l'époque du licenciement outrageux que firent aux troupes suisses les démocrates régicides pour se venger de leur inviolable fidélité à une famille royale qu'ils servaient depuis si longtemps avec tant d'honneur pour leur nation et de profit pour les particuliers. M. Antoine Courten s'étant retiré, le roi donna le régiment à M. Elie Courten, qui en était lieutenant-colonel depuis sa formation. Ce régiment, après avoir été six ou sept ans en garnison à Majorque et quelques mois à Barcelone, l'est actuellement à Madrid même.

¹ L'auteur n'a pas réalisé systématiquement cette intention.

CHAPITRE XI

« Gesta vallesiana sub anno 1806 »¹

En moins de six mois, à dater de la diète de novembre de l'année précédente, presque tous les feudataires et censitaires de l'évêque et du chapitre s'affranchissent à des conditions assez avantageuses. Mais aucune commune du Bas-Valais ne fait aucune offre d'augmentation du taux estimé trop bas décrété par la diète de 1805, et même aucune paroisse n'était rédimée au moment que j'écris ceci, savoir peu avant la diète de novembre 1806.

Celle de mai finie, M. Charles de Rivaz, ministre de la Justice, remet son bureau à M. Dufour, son successeur, et s'en retourne tenir son ménage à Saint-Maurice. — * A force d'instances obligantes, on lui persuade d'accepter la charge de grand châtelain du dizain de Monthey et la députation à la diète *.

En septembre, le bataillon valaisan demandé par la France et à elle promis par la diète de [mai 1805]² se lève et se recrute. Il est composé de cinq compagnies, chacune de 120 hommes. Le commandant en est M. Charles de Bons, de Saint-Maurice, ci-devant officier au régiment suisse de Courten au service de S.M.T.C., avec 2400 francs d'appointements. Les capitaines sont de deux classes ; la première a une centaine de louis d'appointements, et la seconde n'en a que 80. Les lieutenants ont 4 louis par mois et les sous-lieutenants, seulement 3. Ils commenceront leur service en l'île de Corse. Le dépôt est à Gênes.

La levée de ce bataillon donne lieu à Monthey, à la foire du 2 ou du 3 septembre, à une insurrection de trente paysans de

¹ Ms. 63, pp. 121-122.

² Voir aussi plus bas, pp. 210 et 213.

Troistorrents, qui viennent vers les huit heures du soir attaquer les officiers et les sergents recruteurs. C'était le capitaine Dallèves et le sous-lieutenant Blanc, de Sion. Ils cherchent d'abord à éteindre les chandelles. N'en ayant pu venir à bout, s'élève une rixe entre les sergents et les recrutés, de laquelle se mêle le capitaine Dallèves et qu'il sépare à grands coups de sabre. Il doit avoir blessé, qui plus, qui moins grièvement, 17 à 18 des agresseurs. On instruit en ce moment cette affaire, et j'en donnerai la conclusion lorsqu'elle sera parvenue à la connaissance du public ¹.

* Le nouveau résident [Derville] presse impatiemment la levée du bataillon valaisan promis à Sa Majesté impériale. Il se recrute si faiblement que l'on menace notre jeunesse d'une levée forcée et d'une conscription militaire. Je ne sais de quel droit, car il n'y a rien de plus manifestement attentatoire à la liberté et de plus contradictoirement opposé à l'indépendance qu'une troupe auxiliaire de volontaires enrôlés par un tirage forcé à la milice.

* Les officiers de ce bataillon se rendent à Gênes en automne (1806) avec environ 200 recrues, presque toutes du Valais romand. Le commandant M. Charles de Bons, de Saint-Maurice, ancien officier au régiment que nous avions en France à l'époque de la Révolution. Depuis lors le recrutement languit, et on ne parvient à recruter que très peu d'hommes au Valais allemand. La faction Augustini en prend occasion de faire observer au résident que ses ennemis le sont en même temps de la France. Mais il aurait dû essayer de tenir la parole qu'il avait donnée tout au commencement des promesses qu'il fit à la France, qu'il serait très aisé de lever ce bataillon, sur ce qu'il se flattait qu'il aurait à lui seul le crédit d'enrôler 400 hommes aux dizains de Conches et de Viège, où les recruteurs n'en ont pas cependant recruté un seul *.

Pendant l'été, le bailli [Augustini] et ses collègues prennent une longue vacance pour aller prendre, qui les eaux, qui du repos, aux bains de Loèche. Comme le bailli et le ministre de la

¹ L'auteur ne reviendra pas sur cette affaire.

Justice [Dufour] étaient simultanément aux bains, on y tient quelquefois le Conseil d'Etat. On disait à Sion en plaisantant que la cour était à Saint-Cloud.

* Monseigneur [Blatter], un peu avant la Saint-Jean [24 juin], quitte la ville et va aux mayens pour éviter les chaleurs qui furent ardentes à la fin du printemps. Les pluies le forcent d'en descendre vers la fin de juillet. Ses jambes y avaient enflé et son asthme ne pouvait plus supporter un air si vif. Depuis son retour à Sion, il se porte beaucoup mieux. Il a repris du sommeil et de l'appétit.

* En l'été de 1806, l'évêque de Chambéry et Genève [Dessoles] fait la visite du Chablais. Il est sur nos frontières, et notre évêque n'en sait rien, et ne lui députe personne pour le saluer de sa part. En sorte qu'il n'existe pas plus de relations de fraternité et de voisinage entre nos évêques de Sion et les évêques de Genève au commencement du XIX^e siècle qu'il n'en existait du temps que le Savoyard était l'ennemi naturel du Valaisan. Tant nos Allemands ont peu de savoir-vivre et savent peu fraterniser avec les Français *.

En septembre arrivent au sommet du Saint-Bernard les marbres tout taillés qui doivent composer le monument décrété par l'empereur à l'honneur du général Desaix dont j'ai parlé plus haut ¹.

* Dans le courant du même été, un artiste italien, qui a sculpté le mausolée du général Desaix, est venu au Grand Saint-Bernard dresser ce monument qui n'a point encore été inauguré. Je rendrai compte dans la suite de ses inscriptions ². Un de ces messieurs m'a dit qu'il représente, non en bosse, mais en relief, ce général blessé à mort d'un coup de canon à la bataille de Marengo, jeté à bas de son cheval, le dos appuyé contre un tronc d'arbre, et la tête penchée sur le bras d'un domestique, et parlant tranquillement à l'un de ses écuyers ou aides de camp *.

On apprend que le résident Eschassériaux est nommé à la résidence de Piombino et Lucques en Italie, et qu'il doit nous venir à sa place un autre résident [Derville-Maléchar].

¹ P. 188.

² L'auteur n'y reviendra pas.

Il arrive effectivement, le 1^{er} octobre 1806, venant d'Italie par le Simplon. Le bailli fait tirer les canons à son entrée dans la ville.

Les travaux du Simplon s'achèvent cette année. Restent l'église et l'hospice à faire.

L'abbaye de Saint-Maurice, vivement sollicitée par M. de Rivaz, le ci-devant préfet, son ami très dévoué, d'enlever à ses ennemis l'arme de son inutilité au pays, se charge enfin du collège à Saint-Maurice et commence l'établissement d'un pensionnat. On y fait venir pour professeur de philosophie le prêtre Amstaad qui la professait à celui de Sion avant l'arrivée de nouveaux jésuites, et de Fribourg, un professeur de Rhétorique [Wicki]. Il faut espérer que cet établissement se soutiendra et recevra chaque année de nouveaux accroissements.

* Pour compléter le journal de cette année et apprendre aux étrangers comment le clergé catholique, et surtout l'ordre pastoral est protégé dans les républiques populaires par les magistrats presque tous notaires et avocats, je placerai ici ¹ un précis de mes différends avec le sieur Duc, châtelain de Conthey, au sujet de quelques abus dont j'ai tenté inutilement, ou la punition exemplaire, ou la réforme nécessaire, en la paroisse de Saint-Séverin du temps que j'en étais pasteur, soit curé. L'état maladif de l'évêque m'empêcha de l'ennuyer et de le molester à ce sujet, tout assuré que je fusse d'être soutenu de toute son autorité *.

Il ² n'est jusqu'ici rien arrivé de notable jusqu'à une absence de M. Eschassériaux, résident français en Valais, qui part pour Paris avec sa femme et ses enfants, la semaine avant Carnaval. Vu sa modération et sa simplicité, le pays craint qu'il n'ait quitté ce poste diplomatique que pour en solliciter et en obtenir un plus honorable et plus lucratif.

En carême meurt le sieur Matter le père, grand châtelain de Loèche et grand juge du Tribunal suprême. Il est remplacé provisoirement en sa double qualité de président et de grand châtelain de son dizain par l'ex-gouverneur Allet, qui était son lieute-

¹ L'auteur n'a pas réalisé cette intention.

² Ms. 63, pp. 365-366, addition postérieure ; pp. 367-374 en blanc.

nant en ces deux charges. A la diète de mai suivante, l'ex-préfet de Rivaz est élu à sa place grand juge du Tribunal suprême de la République valaisanne.

Le bruit se répand pendant le carême que Bonaparte s'occupant du projet de former pour son beau-frère, le maréchal Murat, une principauté dont Genève doit être la capitale, le Valais y fera une des petites provinces qui la composeront. Ce bruit court principalement à Saint-Maurice ; mais on borne cette réunion du Valais à cette principauté aux seuls dizains de Monthey et de Saint-Maurice, qui composaient avec les quatre mandements du gouvernement d'Aigle ce que l'on appelait dans le moyen âge le petit comté de la Tête du Lac, soit du temps des Romains les Nantuates, la quatrième des quatre cités qui composaient la vallée Pennine. Le dimanche de la Passion [23 mars] arrive à Sion un courrier du cabinet français, ce qui confirme Saint-Maurice dans la persuasion qu'à ce coup la réunion est décidée et jette l'alarme dans Sion. Mais ce courrier venait tout bonnement apporter au Conseil d'Etat de la part du résident Eschasériaux la ratification de la capitulation du bataillon de volontaires accordé par la diète de mai 1805¹, signée au nom de l'empereur par son dit sieur résident ; et on ne parle plus de cette réunion. Les malveillants en parleront sans doute encore quelquefois, et elle ne peut guère manquer d'avoir lieu tôt ou tard, si Bonaparte ose tout ce qu'il peut.

¹ Voir plus haut, p. 209.

CHAPITRE XII

« Intrigues d'Augustini pour se faire nommer bailli à vie » (diètes de novembre et décembre 1806)¹

Cette diète [de novembre 1806] fut très orageuse, comme tout le monde s'y attendait, vu l'ambition démesurée de l'avocat Augustini et de son principal complice, le banneret Duc. On s'attendait depuis longtemps que ce même homme, qui avait vu si tranquillement sortir du Conseil d'Etat le baron Stockalper et le chevalier de Rivaz, sans qu'il eût jamais fait alors la moindre démarche, ni témoigné le moindre désir de conserver des hommes si précieux par la sagesse et la modération de leurs principes à la tête de l'administration publique, méditait le projet de se perpétuer dans l'office de grand bailli et de faire entrer au Conseil d'Etat des hommes dévoués à ses caprices et dociles à ses impulsions. Toutes ses flagorneries avaient pour but unique de persuader aux agents de la grande nation que lui seul en tout le pays était sincèrement dévoué à ses intérêts politiques, et aux Valaisans que lui seul était réputé par eux capable de tenir le timon de la république en ces circonstances de nos relations encore au berceau avec le grand empire. Au commencement de sa magistrature, il avait cherché à écraser ses ennemis et à écarter ses jaloux, qualifiant impertinemment le Premier Consul de son « intime ami » qui, dit-on, voyant un petit homme si ridiculement vain, avait beaucoup ri de sa sottise et de sa suffisance, et s'était mordu les lèvres pour s'empêcher d'éclater de rire le jour qu'il lui débita avec tant d'emphase son plat compliment. Dans ces derniers temps, il se paraît à tout moment, à temps et à

¹ Ms. 63, pp. 123-128.

contre-temps, de la confiance exclusive qu'avait en lui le gouvernement français, quoiqu'il n'osât plus traiter d'ami Napoléon devenu un si puissant empereur ; et il faisait la cour la plus basse à ses résidents en Valais. Au probe Eschassériaux qui n'avait pas tardé à reconnaître en lui le plus vil intrigant, venait de succéder le sieur Derville, beaucoup plus frivole que ne le comportent son âge et sa place. On ne sait s'il s'était fait recommander par le premier commis [La Besnardière] du prince de Bénévent à ce nouveau résident qui est sa créature, ou du moins en ce moment son unique appui auprès du ministre, dans la demi-disgrâce duquel le sieur Céard, ingénieur en chef des travaux du Simplon, nous a dit qu'il est tombé depuis quelque temps à cause de quelques légèretés qu'il ne nous a pas expliquées. Car l'empereur et le prince se trouvaient alors à une trop grande distance du Valais et trop occupés contre le roi de Prusse [Frédéric-Guillaume III] et l'empereur de Russie [Alexandre I^{er}] pour donner une attention réelle à notre république et à son chef. Mais ce qui paraît certain, c'est qu'à la faveur de cette recommandation le nouveau résident manifesta qu'il lui semblait convenable que le bailli Augustini fût continué dans son office, et que tout en avouant qu'il n'avait aucun ordre de son gouvernement de le recommander officiellement aux représentants du peuple valaisan, il donna à entendre qu'en en usant ainsi à son égard on ferait une chose agréable à l'empereur. Alors l'avocat Augustini ne manqua pas de faire sonner bien haut cette recommandation indirecte de son agent comme venant de plus loin et de plus haut. Mais nos Valaisans qu'il avait trop accoutumés à ne se plus faire peur du nom français pour avoir été par lui prodigué en toute occasion *ad nauseam usque*, ne craignirent point de professer ouvertement à M. le résident qu'ils sacrifieraient au moindre signe de la volonté impériale la libre élection de leur bailli, mais qu'ils croyaient que la respectueuse déférence que notre république devait à l'auguste garant de son indépendance ne leur permettait pas de violer un point aussi essentiel de sa nouvelle constitution sans ses ordres formels. Le résident Derville ne prit ni plus ni moins la peine de le recommander personnellement à l'évêque [Blatter] et au président de la diète [Gaspard-Eug. Stockalper]. Monseigneur, intimidé d'abord par le ton décidé et presque menaçant qu'il y

employa, ayant repris ses esprits, lui répondit avec la dignité d'un prince et la sincérité d'un évêque, qu'il ne voyait point que le sieur Augustini fût le seul ami sincère de la France et de l'empereur, et qu'il ne faisait pas l'injure à ses compatriotes de croire qu'il n'y eût en Valais que le seul Augustini qui méritât sa confiance et qui pût maintenir avec elle nos heureuses relations, parce qu'il savait que l'inclination et la politique communes à tous les Valaisans étaient de lui complaire en tout et partout, et de mériter de plus en plus sa haute protection ; enfin, qu'il ne lui convenait pas de se détacher de tout ce qu'il y avait en Valais de magistrats anciens et nouveaux qui ne voyaient aucune nécessité de violer une constitution si récemment accordée et garantie par l'empereur lui-même au profit d'un seul homme. Le baron Stockalper lui fit à peu près la même réponse. Et M. de Rivaz m'a raconté qu'au sortir de chez l'évêque, le résident Derville le manda et que l'ayant introduit dans son cabinet il le serra de très près, et même de si près que lui parlant avec beaucoup de vivacité, il faisait rejaillir de temps en temps quelque peu de sa salive sur son visage. C'était pour lui déclarer qu'il n'y avait plus à s'en défendre et qu'il lui conseillait en ami de se ranger au parti d'Augustini. M. de Rivaz après lui en avoir donné diverses défaites et avoir essayé de lui faire comprendre les mauvaises conséquences que ne manquerait pas d'avoir pour la liberté publique l'aveugle déférence des magistrats valaisans pour cette prétention exagérée du sieur Augustini, comme le résident le pressait vivement, il se résolut enfin au risque de lui déplaire à lui dire en face que les autres feraient comme ils l'entendraient, mais que pour lui son parti était pris et qu'il se ferait une conscience de donner sa voix à un homme qui, par une ambition si effrontée, s'en était rendu par trop indigne. Sur quoi le résident lui dit en propres termes : « C'est là parler et agir en honnête homme. Mais dans le siècle où nous vivons que gagne-t-on à ce f... métier, qui ne fait que des gueux et des dupes ? » Et toutefois M. de Rivaz a plus gagné à le faire persévérer qu'Augustini à faire celui de fourbe et d'intrigant, comme toute la suite de cette histoire l'a prouvé et le prouvera.

La diète [de novembre 1806] ayant été convoquée à l'ordinaire, les partisans du bailli, surtout le banneret Duc, ne manquèrent

pas de montrer au résident la déférence la plus absolue à ses moindres insinuations. On fit sonner bien haut auprès des députés des dizains de Loèche, de Sierre, de Sion, d'Héremence et de Martigny, le nom français qui par l'organe de son agent diplomatique se déclarait protecteur d'Augustini. On persuada au peuple que notre inutile résistance ne servirait à rien qu'à compromettre notre indépendance et [à] forcer l'empereur indigné de notre peu de déférence à parler en maître et à nous donner de sa main pour chef celui auquel on osait refuser son suffrage, et qu'il n'était que trop facile au résident justement piqué de cet insolent refus de s'en venger en convertissant ses insinuations en ordres à la prochaine diète.

Néanmoins, quoique le résident ne fit caresse qu'aux partisans d'Augustini et qu'il fit froide mine à ses adversaires, on se tenait assuré de parvenir à déjouer les intrigues de sa faction ; car on avait calculé deux mois d'avance les voix sur lesquelles il pouvait compter à une près, et deviné tous les moyens qu'il mettrait en œuvre pour parvenir à ses fins ; et comme on s'attendait que le principal serait la protection française, on l'avait apprécié à sa juste valeur, et on s'était convaincu qu'il y avait infiniment moins de risque en 1806 en désobligeant le résident Derville qu'il n'y en avait eu en 1802 à tenir tête au général Turreau, et que ce serait par conséquent une lâcheté impardonnable de se laisser intimider en pleine paix après avoir montré tant de courage en un temps beaucoup plus orageux et une circonstance beaucoup plus critique. On se résolut donc à tenir ferme à l'article de la constitution qui règle que le bailli ne pourra être continué.

A la fin de la diète, le Conseil d'Etat proposa aux députés de procéder à l'élection du bailli. Les partisans d'Augustini au nombre de 16 lui donnèrent leur voix avec la précaution d'écrire dans leurs bulletins qu'en même temps ils rapportaient cet article de la constitution ; les autres en pareil nombre donnèrent la leur à l'ex-bailli Sigristen, conseiller d'Etat, en déclarant le sieur Augustini inéligible aux termes dudit article avec la précaution de déclarer qu'une fraction de la diète n'avait aucun pouvoir de rapporter un article constitutionnel de cette importance...

* Cette séance fut très tumultueuse. Enfin, on convint de part et d'autre d'ajourner la question à une diète extraordinaire qui se tint en décembre peu avant Noël. En cette diète, le Conseil d'Etat déclara qu'il ne voyait aucune raison d'enfreindre ledit article de la constitution, et que la diète eût à procéder selon son dispositif à l'élection d'un nouveau bailli. Le résultat du scrutin fut le même qu'en la précédente diète et les deux compétiteurs obtinrent * en leur faveur le même nombre de suffrages. Mais le parti d'Augustini ne dissimula plus que la * constitution et la * liberté n'étaient pour lui que de vains noms, puisqu'au mépris du préavis unanime du Conseil d'Etat il n'avait pas craint de troubler la paix publique en introduisant un schisme politique dans notre petit Etat. A cette seconde élection le résident feignit de garder une exacte neutralité; on sait cependant à n'en pouvoir douter qu'il activait sous main les menées de la faction augustinienne.

* Quelques ¹ jours après, le résident Derville manda les plus notables membres de la diète qui avaient voté pour l'ex-bailli Sigristen. Il leur représenta qu'il était impossible que l'empereur ne prît pas en mauvaise part la ligue qu'ils avaient formée pour exclure du baillivat le sieur Augustini, lorsqu'il apprendrait qu'il ne leur était devenu odieux qu'à raison de ce qu'il était dévoué comme il devait l'être à son gouvernement. Ces messieurs ayant à leur tête le baron Stockalper lui répondirent que s'il leur montrait par écrit que l'intention de l'empereur fût le violement en un point aussi essentiel de la constitution que lui-même leur avait garantie, que de perpétuer la principale magistrature dans les mêmes mains, ils se résoudraient, mais seulement alors, à lui faire ce sacrifice si pénible en témoignage de leur déférence et du désir qu'ils ont d'acheter même chèrement ses bonnes grâces et sa constante protection; mais qu'autrement jamais ils ne se résoudraient à faire le mal de tout le pays pour l'avantage d'un seul particulier. Et le résident s'étant permis, à défaut de raisons, d'user de brusqueries à leur égard, ils se retirèrent et sur-le-champ lui écrivirent une lettre, rédigée par M. [Tousard] d'Olbec et signée par onze d'entre eux, pour lui réitérer par écrit ce qu'ils

¹ Ms. 63, pp. 125-127, adj. marg.

lui avaient dit de vive voix, protestant qu'à moins qu'il ne leur exhibât des instructions signées de la main du ministre des Affaires étrangères [Talleyrand] d'ordre de l'empereur, que telle était son intention, ils n'en démordraient pas et ne reconnaîtraient jamais pour leur chef celui qui le deviendrait en violant la constitution et en ruinant la liberté de ses concitoyens et l'indépendance du pays que l'empereur leur avait restituée.

* Jusqu'ici ces messieurs n'avaient déployé que de la fermeté et du courage. Mais comme la France inspirait alors plus de crainte que de confiance aux petits peuples qu'elle avait pris sous sa protection, quelques-uns de ces messieurs, intimidés par le ton absolu et menaçant dont leur avait parlé le résident, jugèrent convenable de tenter si l'on ne pourrait pas faire renoncer Augustini à son projet de se faire nommer bailli à vie, en lui proposant qu'on le nommerait chargé des affaires du Valais près l'empereur des Français avec 12000 [francs] de traitement. M. de Rivaz lui fut député pour lui en faire la proposition. Notre homme s'étant recueilli un bon moment comme délibérant sérieusement avec lui-même sur cette proposition dans laquelle il ne voyait que le dessein d'éloigner sa personne, coûtât qu'il coûtât, de la gestion de la chose publique, répondit gravement qu'il accepterait volontiers si la chose ne dépendait que de lui, mais qu'il n'était pas en son pouvoir d'en user envers le pays autrement qu'il en usait, et que tel était son dernier mot, voulant par cette réponse donner à entendre qu'il n'était que passif dans la main du gouvernement français, qui avait sans doute ses vues en désirant que le peuple valaisan lui continuât sa confiance. Mais ces messieurs ne se laissèrent pas tromper à ce leurre ; ils comprirent fort bien que si effectivement le ministre des Affaires étrangères voulait d'une volonté efficace qu'Augustini continuât à être le chef de notre république, il n'aurait pas manqué de le recommander d'une manière non équivoque, et que le résident, si souvent provoqué de montrer par écrit les intentions de son gouvernement à cet égard comme autrefois Turreau, l'aurait fait s'il y avait été autorisé. Ils en conclurent donc que le résident n'agissait en faveur d'Augustini que gagné par ses présents ou par ses promesses, et dès lors ils se convainquirent qu'ils ne courraient aucun risque à opérer sa destitution *.

Il serait trop long de raconter combien on perdit de temps et de paroles à persuader au banneret Duc de détacher ses intérêts de ceux d'Augustini. On lui offrit la place de vice-conseiller d'Etat qu'allait laisser vacante M. Jacques de Quartéry : il laissa entrevoir qu'il se tenait assuré d'obtenir celle de conseiller d'Etat, si son intrigue en faveur d'Augustini réussissait. Quoique cet homme à cette époque fût un personnage qu'il importait de gagner au parti le plus attaché à la constitution, parce qu'il disposait de 8 à 9 suffrages des dizains de Sion, d'Hérémente et de l'Entremont, on dédaigna de l'acheter au prix d'une place de cette importance qu'on destinait à M. de Sépibus, ancien grand capitaine du dizain de Rarogne, l'un de nos plus dignes magistrats.

Enfin, l'avocat Augustini menacé de voir diminuer le nombre de ses partisans aux prochaines élections des charges désénales qui doivent avoir lieu au 15 avril de l'année prochaine (1807), et sa cause devenue mauvaise dans l'opinion des gens neutres par l'accession des membres du Conseil d'Etat aux 16 partisans de l'ex-bailli Sigristen, il eut l'audace, lui et son parti, d'en appeler à César, et cet appel fut accepté par les 16 votants du parti contraire. On a envoyé de part et d'autre des mémoires à Paris dont on n'a point encore reçu réponse. Et c'est ainsi que le bailli Augustini, pour satisfaire son ambition, a mis sous le joug de son protecteur notre indépendance tant vantée par lui comme étant son ouvrage et son chef-d'œuvre, ayant la fatuité de s'en dire le principal auteur. Et ce qu'il y a de plus curieux dans cette affaire, c'est que c'est lui-même qui, n'ayant en 1802 aucune raison de se flatter de devenir le premier bailli de notre république restaurée, fit insérer à l'ambassadeur Verninac dans notre nouvelle constitution l'article qu'il veut maintenant qu'on y biffe en sa faveur et à son profit.

Pour prouver à mes lecteurs que le parti qui ne juge pas nécessaire de le continuer en place est non seulement le plus nombreux, mais la portion la plus honorable et la plus saine des magistrats et des représentants du peuple valaisan, je vais en donner la liste.

C'est d'abord notre digne évêque [Blatter], puis le président de la diète M. le baron Stockalper, tous les députés des dizains de Monthey et de Saint-Maurice, savoir l'ex-préfet de Rivaz,

MM. Du Fay de Tanay et Du Fay de Lavallaz, les députés de Rarogne, MM. Nicolas Roten [fils] et de Sépibus ; les députés de Brigue et de Conches. Ajoutez-y les quatre membres du Conseil d'Etat, savoir MM. Dufour, ministre de la Justice, Delasoie, grand châtelain de l'Entremont, vice-bailli ; Jacques de Quartéry et le D^r Gay, vice-conseillers d'Etat ; et de Sion, M. Janvier de Riedmatten, qui la première fois a donné un suffrage perdu et la seconde fois a courageusement et noblement quitté le parti du banneret Duc, beau-père de sa fille unique [Mansuette] (de son premier mariage), pour se rallier au parti de l'ex-bailli Sigristen.

Les partisans du bailli Augustini sont les députés de Sion et d'Héremence, tous nés paysans, et qui sont au banneret Duc à pendre et à dépendre ; ceux de Sierre menés par le vice-bailli Preux poussé par l'intérêt de faire continuer son fils [Jacques] dans la charge de secrétaire d'Etat ; ceux de Loèche menés par le ci-devant gouverneur Allet, cousin germain et grand ami du grand doyen [Oggier] dont il espère faire le futur évêque par la protection de la France et les menées d'Augustini et de son parti ; et la plupart de ceux des dizains de Martigny et de l'Entremont, ceux-ci gagnés à prix d'argent et ceux-là conduits par les conseils du prieur de Martigny [Murith] dont ils sont beaux-neveux, lequel étant de la maison de Saint-Bernard a cru devoir pour complaire au résident les engager à épouser les intérêts de son protégé, comme aussi pour faire la figue au D^r Gay, son ennemi personnel.

Qu'on confronte ces suffrages les uns aux autres et qu'on juge lequel des deux partis doit être réputé le *potior* et le *sanior*, comme parlent les lois et les canons ¹ !

¹ Ici, dans le manuscrit, l'auteur annonce deux additions qui ont été placées plus haut, l'une pp. 212-213, l'autre pp. 205-208.

CHAPITRE XIII

Décès de l'évêque J.-A. Blatter et élection de son successeur Xavier Preux (1807) ¹

Sur ces entrefaites, le malheur que nous craignons nous est arrivé. La santé de Mgr [Blatter] devenait tous les jours plus mauvaise. On faisait mille vœux pour que le ciel nous le conservât au moins jusqu'à définition de nos troubles domestiques. Mais Dieu en a disposé autrement, et il s'est hâté de l'appeler à soi pour lui donner la récompense de sa sainte vie, de sa pénible administration, de ses grands mérites envers l'Eglise et la patrie. Il a succombé à sa longue maladie causée par une bile noire dégénérée en une hydropisie cutanée, le 19 mars 1807, fête de saint Joseph, son patron, auquel jour on dit qu'il avait non seulement le désir, mais même le pressentiment que la mort viendrait le délivrer des peines et des tentations de la vie présente, après avoir reçu l'avant-veille au soir avec la plus édifiante résignation le saint viatique et donné à son chapitre en pleurs sa dernière bénédiction, après un épiscopat très orageux de 17 années accomplies et âgé seulement de 61 ans et quelques mois. Sa mort a été digne de sa vie, et nous ne doutons pas qu'elle n'ait été précieuse devant le Seigneur et qu'il n'ait emporté de ce monde que des bonnes œuvres et de grandes aumônes. Dieu veuille lui donner un successeur qui, ainsi que lui, n'arrive à l'épiscopat qu'à force de l'avoir mérité par une douceur, une piété, une sagesse et une générosité vraiment chrétiennes et sacerdotales !

Ses funérailles se sont faites avec la pompe convenable, le dimanche des Rameaux [22 mars], et le septième, le mardi saint

¹ Ms. 63, pp. 129-138.

[24]. En attendant l'élection du nouvel évêque, le vénérable chapitre nomme vicaire capitulaire le chanoine Pignat, vicaire général du défunt évêque depuis neuf ans, et économiste des biens de l'évêché, le chanoine Preux, grand sacristain.

Quelque temps après les funérailles de Mgr J.-A. Blatter II, comme c'était l'époque que selon la constitution on devait renommer la représentation nationale, le bailli Augustini intrigua dans les dizains où il avait eu jusqu'ici du crédit, pour y faire nommer ses créatures. Mais la chose ne lui réussit pas, ni au dizain de Viège où son beau-frère, l'ex-grand capitaine Andenmatten, n'eut pas une seule voix, ni au dizain de Sierre où il en perdit deux, ni au dizain d'Hérémente où il n'en conserva qu'une, et où ses intrigues que nous prouverons en temps et lieu diplomatiquement ¹, ont eu plus qu'ailleurs un caractère de duplicité qui met à nu la profonde corruption du cœur de cet homme, et que tous les moyens lui sont bons pour arriver à ses fins ambitieuses. Il en tenta pareillement au dizain de Martigny, mais qui furent déjouées par le Dr Gay, qui depuis les deux dernières diètes ne dissimulait à personne, pas même au résident [Derville], qu'il emploierait tout ce qu'il avait de moyens à le culbuter. Aussi eut-il le déplaisir au dizain de Martigny de perdre deux voix, * et l'officier Maye [= Dumaye], châtelain de Chamoson, neveu du surveillant d'Ardon [Carrupt], fut la dupe de ses promesses *. Il ne conserva que celle du jeune président Morand, et l'avocat Pittier, son rival de tout temps, fut continué grand châtelain et député à la diète. Je ne connais pas encore distinctement ses intrigues au dizain de l'Entremont, mais toute la représentation y fut changée. Le capitaine Gard fut élu président ; Dallèves et Darbellay, ses âmes damnées, furent remplacés par deux vertueux citoyens non qualifiés, mais qui ne se trouvèrent pas éligibles. On n'entendait à l'assemblée électorale que ces paroles, prononcées d'un ton décidé : « Nous ne voulons pas au gré et au profit de deux hommes ambitieux et cupides changer notre constitution tous les trois ans comme on change de chemise tous les dimanches ». Ils furent unanimement remplacés par

¹ L'auteur ne reviendra pas sur ce sujet, ni dans ses *Mémoires*, ni dans les pièces justificatives.

MM. Vaudan, nouveau grand châtelain, et Joris, ex-président de ce dizain, et Delasoie, frère du vice-bailli. On n'aurait jamais soupçonné qu'il eût tenté d'intriguer dans les dizains de Saint-Maurice et de Monthey si décidés à son exclusion. Néanmoins il le tenta, non pour soi-même, mais pour M. le grand doyen [Oggier], son cousin germain du chef de sa femme. Il écrivit à M. l'abbé [Exquis] pour mettre dans ses intérêts les paysans de Salvan en faveur de M. Chapelet, ancien capitaine au régiment de Courten, et à M. le banneret Devantéry, de lui ménager la voix de M. Pierre-Marie de Lavallaz, de Collombey, sous le prétexte que M. le banneret Roten, son gendre, si le chanoine Oggier était fait évêque, pourrait alors habiter sa maison de Sion qu'a louée à vie M. le grand doyen et qu'il occupe depuis nombre d'années.

* Le banneret Duc avec ses adhérents pareillement aussi considérablement diminués, l'aida en toutes ces intrigues ; et j'en connais une en particulier, dirigée contre le Dr Gay, dont je rendrai compte en temps et lieu ¹. Je pourrais ajouter diverses autres basses intrigues, mais le temps n'est pas encore venu de tout dire. Et il y a bien des « on-dit » piquants à la vérification desquels j'apporte les délais convenables *.

Mais plus il [Augustini] faisait d'intrigues pour se faire des créatures, plus ses antagonistes en concluaient qu'il craignait à cette fois d'être abandonné du résident. La chose arriva effectivement. Il avait eu beau dire au père [Herménégilde], gardien des capucins de Sion, avec son assurance ordinaire que la cour à laquelle il avait appelé de l'ingratitude de ses concitoyens n'avait point encore répondu officiellement aux mémoires mais « que lui en avait reçu des lettres et des bonnes », on s'apercevait que depuis un voyage que le résident avait fait à Berne auprès de l'ambassadeur [Vial], il lui battait froid. On savait qu'on lui avait parlé dans les deux cantons de Vaud et de Berne peu avantageusement de ce magistrat, et qu'à la peinture grotesque qu'on lui avait faite de son caractère intrigant, de son éloquence boursouflée, de sa jactance insupportable, il n'avait pu s'empêcher d'en rire aux larmes tant on le lui peignait au naturel,

¹ L'auteur n'a pas réalisé cette intention.



JOSEPH-XAVIER DE PREUX
évêque de Sion 1807-1817

Portrait par Antoine Hecht, 1813
Propriété de M. Charles de Preux, à Sion

et que tout ce qu'il avait dit en sa faveur était qu'il avait une admiration enthousiaste et un dévouement aveugle pour l'empereur.

Cependant la diète arriva, et j'appris déjà quelques jours d'avance par un homme solennellement disgracié à la cour baillevale (c'était l'ex-secrétaire [Tousard] d'Olbec qui tenait les deux bouts de la correspondance des deux sections extrêmes du pays liguées contre celle du Centre) qui serait nommé bailli, qui serait fait évêque — * pour le baillivat, M. de Sépibus, et pour l'épiscopat, le chanoine Preux * — tant le parti constitutionnel se tenait assuré de son fait. Effectivement le résident reçut probablement de l'ambassadeur l'instruction de laisser aux Valaisans toute la liberté de l'élection de leurs magistrats. Il écrivit les premiers jours de la diète qui commença le 15 mai à l'ordinaire, une lettre entortillée où il faisait le Conseil d'Etat juge sans appel de la question aux termes de la constitution, insinuant plus qu'il ne le déclarait qu'il n'entendait pas que sa recommandation dût être interprétée par personne comme un ordre ni une entreprise de sa part de s'immiscer dans nos affaires domestiques, et où il recommandait au Conseil d'Etat d'engager la représentation nationale à faire cesser le trop long scandale de ce schisme politique, et où il exhortait le bailli Augustini (c'était l'endroit de sa lettre le plus clair) « de faire à la constitution le sacrifice de ses prétentions ». Il le fit effectivement à ce qu'il dit dans une lettre qu'il adressa à la diète, mais que la diète crut de sa dignité de ne pas ouvrir et de la lui renvoyer. Et le lendemain, qui était vendredi après la Pentecôte [22 mai], * après avoir déclaré de nouveau, comme de raison, le sieur Augustini inhabile à être réélu *, on procéda sans désespérer à l'élection d'un nouveau bailli. Ce fut, comme tout le monde s'y attendait, M. de Sépibus, ancien grand capitaine du dizain de Rarogne, homme universellement estimé pour ses talents modestes et son intégrité éprouvée, jointe à une religion solide et à des mœurs douces. Il eut 26 voix sur 31. Au premier scrutin, on en perdit une ridiculement en la donnant à un M. Blatter, familier du bailli remplacé.

Et comme M. Duc, pour se venger de la défection du beau-père de son second fils [Pierre-Joseph], M. Janvier de Riedmatten, ci-devant son vice-président et son vice-châtelain, l'avait fait

exclure de toute charge désénale, la diète en dédommagement de cet affront lui décerna presque unanimement le fauteuil qu'allait quitter au Conseil d'Etat M. de Quartéry.

L'ancien bailli Sigristen pria par lettres la diète de ne plus penser à lui, mais sous la réserve expresse qu'on procéderait à l'élection d'un tiers en toute liberté et à la lettre de la constitution. Ce qui fut fait.

Au reste, si le résident avait continué à recommander Augustini, ces messieurs étaient fermement résolus à s'enterrer sous la constitution plutôt que d'élever personne au-dessus d'elle.

Les intrigues pour l'élection de l'évêque furent beaucoup plus courtes, mais guère moins basses.

Etant impossible au sieur Augustini de se réduire à la vie privée et de passer le reste de ses jours dans la retraite, il imagina plusieurs moyens de se tirer de la nullité politique où la constitution le condamne, pour continuer de jouer un rôle dans le pays et d'être toujours un personnage important dans la capitale qu'il quitte à regret. Que sert en effet à un homme vain d'être comte, chevalier, Excellence, d'être un Cicéron et un Daguesseau ou un Agrippa et un Richelieu, s'il faut ensevelir dans les murs étroits d'une bourgade telle que Loèche tant de titres à la fortune et à la célébrité ? Il imagina donc de faire évêque le bon chanoine Oggier. Il aurait été son conseiller intime, son maître d'hôtel, son homme d'affaires, et en cette triple qualité, il aurait fait les honneurs de sa petite cour et se serait trouvé dans la capitale en une perpétuelle représentation, outre que l'intrigue faite au dizain d'Hérémençe avait pour objet principal de s'en faire nommer grand châtelain, ce qui l'aurait plausiblement mis dans le cas de se fixer à Sion, savoir dans la proximité de sa juridiction. Or, c'est précisément parce qu'on prévoyait qu'il méditait tous ces projets que le parti dont il provoqua contre lui la malveillance par tant d'actes d'arrogance et de vengeance, s'entendit à nommer à l'épiscopat le chanoine Preux. Ce n'est pas que le grand doyen [Oggier] ne soit un homme très digne d'être décoré de la mitre et de la crosse, et que le diocèse n'eût eu en lui un premier pasteur très méritant. Mais ses liaisons trop ouvertes avec cet homme si égoïste et si astucieux * et qui ennemi-né du

repos aime à se mêler de tout *, faisaient craindre, même au vénérable chapitre, qu'avec son caractère facile, l'aimable doyen ne s'en laissât conduire au spirituel de même qu'au temporel ; de façon que le magistrat s'entendit avec le chapitre pour concilier au chanoine Preux assez de voix pour l'emporter sur celles que le bailli déposé et sa séquelle étaient parvenus à gagner au chanoine Oggier. Et même le chapitre redoutait tellement l'influence des conseils d'Augustini sur celui-ci, qu'il ne se décida à le mettre en élection que lorsqu'on tint presque pour assuré que celui-là ne serait pas continué bailli. C'est ainsi que ce si digne et si aimable homme a manqué la mitre qui infailliblement lui aurait été décernée presque unanimement, si la maladie de feu Mgr [Blatter] n'eût pas duré trop d'une année. Car à l'époque où elle se manifesta, le chanoine Oggier devait à sa bonhomie et à sa modération le suffrage de beaucoup de députés haut-valaisans et celui de la plupart des députés du Bas-Valais, outre que le crédit de son parent le bailli était encore grand alors.

Le chanoine Preux a donc été élu évêque le dimanche de la Trinité [24 mai] à une pluralité de 5 ou 6 suffrages au-delà de la moitié. C'est un homme grave, boutonné, qui a toujours été de conduite irréprochable, parfaitement bien dans son état, d'une famille très ancienne, originaire de Vevey et qui a joui depuis plus de 300 ans qu'elle est venue s'établir à Sierre, d'une considération qui n'a jamais souffert d'éclipse. Il a successivement passé, et partout avec honneur, par les divers échelons qui nous conduisent en ce diocèse des fonctions pastorales à la dignité épiscopale. Il a été 8 à 10 ans curé de Sierre, son lieu natal, chef-lieu du dizain de ce nom, habité depuis longtemps par plusieurs familles nobles, et où la sienne avec les Courten a toujours tenu le premier rang. De surveillant et de chanoine titulaire, il est entré au chapitre vers la fin de la prélature de l'évêque Ambuel, son patron, qui le désignait souvent pour son successeur. De simple chanoine, il est devenu par la mort du chanoine Wolff peu après la promotion du dernier évêque grand sacristain, la troisième en rang des quatre dignités de notre chapitre, mais la seconde pour le revenu ; et il a attendu tranquillement que la mitre lui vînt, qu'il n'a ni recherchée avec empressement, ni

refusée avec une feinte humilité quand on la lui a offerte. Né avec des sentiments élevés * qui ne se sont jamais démentis *, il s'est trouvé dès les premiers jours de sa promotion à l'épiscopat au niveau de cette éminente dignité. C'est un homme prudent et circonspect, qui n'est point étranger aux affaires de ce pays, ni à la conduite de ce diocèse. Il est poli mais froid. Il passe en Valais pour un grand politique, mais elle est bien petite la politique des Valaisans : ce sont des finesses cousues à gros point de fil blanc, faciles à apercevoir pour peu qu'on soit clairvoyant. Nous verrons s'il aura des idées un peu plus grandes que la plupart de ses prédécesseurs, et quel usage il fera de ses revenus qui sont considérables pour un pays où les évêques ont si peu de représentation. C'est là la pierre de touche.

C'est dommage qu'il doive en partie cette place aux honteuses pratiques de son frère unique, le vice-bailli Preux, qu'il s'en faut de beaucoup que le public estime autant que l'évêque, puisqu'on le croit capable d'avoir compromis le désintéressement de son frère en lui achetant à beaux deniers comptants quelques suffrages. — * Au reste, on m'a assuré que le matin du jour même de l'élection, il a été présenté à un député de la diète, qu'on m'aurait nommé si j'avais voulu et que je nommerais si je voulais, 25 louis par un des proches parents du grand sacristain *. — La chose se fait si publiquement en Valais en pareille circonstance, que les coupables, même pris sur le fait, n'en rougissent pas. Et au moyen d'une subtilité à l'Escobar, on s'en tient légitimement excusé sur ce que ce n'est pas l'épiscopat qu'on achète, mais la députation-née à la souveraine diète, et que c'est d'ailleurs la coutume du pays, tolérée sans doute par l'Eglise, puisque, quoiqu'elle ne l'ignore pas, on le fait sous ses yeux, et qu'elle n'en a jamais, ni fait reproche aux coupables, ni porté plainte au Saint-Siège. On se dit tout bas les uns aux autres que c'est bien là une espèce de simonie, mais nulle autorité compétente ne l'a déclaré tout haut. D'où l'on conclut que c'est un de ces abus tolérés qui ne chargent pas la conscience de ceux qui la font et ne doivent point inquiéter celle de ceux en faveur de qui elle se fait.

Avant la révolution de 1798, il y avait quelque chose de plausible à cette manière d'envisager la chose. Nos évêques étaient

princes du pays en leur qualité de comtes et préfets du Valais. Ils avaient conservé de beaux restes de leur ancienne souveraineté. Ils avaient un grand nombre de charges honorables et lucratives à donner à leurs parents et à leurs amis. Leur influence était encore grande aux diètes, et ils avaient une part assez considérable à la chose publique. Notre Etat devenu démocratique professait depuis deux cents ans la doctrine que la comté et préfecture était un bénéfice laïque que nos évêques nommés par les papes tenaient jadis de la libéralité des empereurs ; mais que nos évêques ne tenant plus maintenant que de la libéralité et du choix du peuple valaisan devenu souverain, il était juste que le magistrat eût une part principale à son élection, parce qu'il importait même à la tranquillité publique que l'homme qu'ils en investissaient fût agréable aux magistrats ; que c'était pour cette considération que le Saint-Siège par la plénitude de sa puissance apostolique suppléait à tous les défauts des élections de nos évêques peu canoniques dans leurs formes les plus essentielles, et qu'il n'était pas si inconvenable qu'il le paraît de prime abord que les revenus de l'évêché assez riche pour un si pauvre pays fussent économisés par des mains qui en fissent quelque part aux familles principales en supplément de la modicité de leurs autres honoraires ; qu'au fond le clergé avait aux élections de nos évêques la principale part, puisque le vénérable chapitre restait toujours le maître de ne mettre en élection que des candidats jugés par lui vraiment dignes de l'épiscopat, et que l'argent ou les promesses ne décidaient que de la préférence à accorder à l'un plutôt qu'à l'autre de trois à quatre candidats estimés égaux en mérite par le choix du chapitre.

Mais depuis notre dernière révolution, nos évêques ayant cessé d'être princes, et n'ayant conservé de toutes les prérogatives temporelles attachées à leur siège que la préséance d'honneur aux diètes souveraines comme sénateurs-nés de notre république, et leurs parents et les magistrats n'ayant plus rien à attendre d'eux que leur héritage, il semble que dans l'état actuel des choses, ce n'est plus, ni leur crédit, ni leur influence qu'on achète, mais uniquement leurs épargnes. Et si l'on avait de la peine dans l'ancien régime à justifier pleinement avec

tous les sophismes ci-dessus énoncés du reproche de simonie de telles élections, à combien plus forte raison la chose est-elle difficile dans le nouveau régime ?

Il me semble qu'en un point si délicat qui touche de si près la conscience, on devrait pour pouvoir la tranquilliser consulter le Saint-Siège sans aucune dissimulation et lui exposer avec franchise l'abus tel qu'il a été dans ses origines et tel qu'il est maintenant dans ses effets, car une coutume peu louable dégénère promptement en un abus criant.

Ce qu'il y a de plus inconcevable en la conduite qu'a tenue en tout ceci l'avocat Augustini, c'est qu'un homme d'un mérite si équivoque nourrisse depuis si longtemps dans son cœur une ambition si démesurée. Il lui reste d'avoir passé quatre ans et demi par la première magistrature du pays, le titre d'Excellence, celui de chevalier de l'ordre espagnol de Charles III, une pension viagère de 200 piastres, l'expectative fondée d'une pension de 30 louis de la part du gouvernement français, de riches présents des deux couronnes ; il se dit comte et général, il a marié à la faveur de sa dignité ses deux filles dans deux des premières maisons du pays, et cet homme, né d'un père italien, paysan d'origine, mercier de profession, n'est pas content ! Il lui faut comme César passer du tribunat et du consulat à la dictature perpétuelle et de la dictature à la royauté. Tout ceci sert à prouver que l'ambition n'est pas moins active, ni moins insatiable en un petit pays pour de petits emplois médiocrement honorables et peu lucratifs, qu'à la cour des plus puissants monarques.

Que fera-t-il désormais ? Quelle intrigue nouera-t-il ? Comment va-t-il s'efforcer de sortir du rôle obscur auquel le forcent notre constitution et la défaveur publique ? Qui peut le conjecturer ? Et la tranquillité publique, que n'a-t-elle pas à craindre d'un citoyen si inquiet et si remuant ? Le temps nous l'apprendra ; mais je pense que nos magistrats surveilleront ses actions et se tiendront sur leurs gardes.

Il faut finir l'histoire de cette diète en faisant observer aux lecteurs qu'à mon jugement les Valaisans n'ont pas moins montré en cette circonstance si critique de sagesse et de constance pour résister à la recommandation du résident et aux terreurs

du nom français — * qui a été, comme on l'a vu ¹, l'arme dont se servait d'ordinaire le bailli Augustini pour terrasser les uns, intimider les autres, et les amener tous à concourir à ses vues ambitieuses * — que l'année que Turreau accaparait tous les pouvoirs et employait à nous soumettre de gré ou de force le logement de sa demi-brigade et des contributions arbitraires. C'est en nous ralliant cette fois à la constitution que nous avait garantie la France elle-même, que nous nous sommes tirés de ce mauvais pas, comme ce fut alors en nous tenant fermement attachés au Corps helvétique dont nous faisons partie, notre plus naturel comme notre plus ancien allié.

Au fond, c'était une douzaine de notaires de village menés par deux avocats intrigants et ambitieux, qui voulaient l'emporter sur tout ce qu'il y a en Valais de plus notable en naissance, en fortune, en services de leurs ancêtres et en mérites personnels. Et voilà ce que c'est que [les] gouvernements populaires. Sans la France à qui il a été donné par la divine Providence en ce moment de faire la loi à presque toute l'Europe, nous aurions vu renaître chez nous les temps anarchiques où les meneurs qui flattaient le plus le peuple l'armaient de la redoutable massue contre les meilleurs citoyens qu'il leur plaisait de désigner à ses fureurs. Ceux qui firent chasser Guichard de Rarogne, heureusement pour leurs descendants s'il en existe encore, ne sont pas connus ; mais je crois avoir démontré ² que ce n'est pas un beau rôle à jouer que celui que joua Georges Supersaxo contre Jodoc de Silenen et le cardinal Schiner.

Un de nos paysans, qui me disait à la mort de l'évêque [Blatter] que « Conthey comptait » et qu'il ferait bailli Augustini et évêque le grand doyen [Oggier], m'a dit l'autre jour : « Bah, bah ! Je vois bien qu'il en sera à l'avenir comme par le passé et que malgré l'égalité la seigneurie gouvernera toujours. » Je lui ai répondu que c'était une loi de la Providence qui n'avait pas laissé au peuple d'autre moyen de se préserver des malheurs de l'anarchie. Sans trop comprendre ce mot, il a murmuré celui de liberté qu'il ne se définit pas mieux. Mais au reste, il paraît qu'il est

¹ Voir plus haut, pp. 162, 169, 215.

² Dans ses *Opera historica*, t. IV.

intimement convaincu, ainsi que nos pères l'étaient, que les gouvernements démocratiques ont été, sont et seront une confusion divinement conservée : *Confusio divinitus conservata*.

Le lecteur sera peut-être curieux de savoir quelle part a eue à tout ceci le banneret Duc, la cheville ouvrière du parti Augustini. Voyant sa cause désespérée, il n'a pas voulu par une obstination déplacée perdre le peu de voix dont il pouvait disposer. On affirme, et il passe pour constant et il paraît prouvé qu'il les a vendues à l'évêque et au bailli modernes. Il commence à témoigner quelque regret de s'être tant fait d'ennemis au Bas-Valais et ailleurs par son dévouement exclusif à un seul homme. Il sent que sa politique a été courte de n'avoir qu'une corde à son arc. Il a gagné beaucoup d'argent, il est vrai, mais peu d'honneur. Et voici pour la troisième fois que ceux qu'il a abandonnés à l'époque de la restauration de notre indépendance lui ferment l'entrée du Conseil d'Etat, et la ville, deux fois celle de son conseil municipal. Et il paraît que la France est médiocrement reconnaissante de leur dévouement le plus aveuglément absolu, parce qu'elle connaît maintenant, et combien est mince leur mérite, et combien sont viles leurs intrigues. A quelle branche ces noyés s'accrocheront-ils désormais pour se sauver du naufrage ? Le temps nous l'apprendra.

CHAPITRE XIV

« Gesta vallesiana sub anno 1807 »¹

* « *Passage de l'empereur Napoléon en Valais qui doit s'effectuer au mois d'octobre 1807* ». — Les papiers publics annoncent que ce prince se décide à traverser le Valais pour avoir occasion de voir de ses propres yeux les immenses et coûteux travaux qu'il avait ordonnés pour faire une route vraiment royale à l'entrée du Valais sur la frontière de Savoie qu'on appelle la route de Meillerie, qui à peine était, antécédemment à la conquête de la Savoie sur le roi de Sardaigne [Victor-Amédée III] par le général Montesquiou, praticable à cheval de Meillerie au Bouveret en passant par Saint-Gingolph ; et surtout celle du Simplon sur notre frontière du Milanais jusque-là impraticable qu'à des mulets et maintenant large de 36 pieds et praticable aux chars et aux voitures. Je n'ai pas besoin d'expliquer ici combien de rochers il a fallu faire sauter à coup de poudre, ni combien de ponts il a fallu construire sur cette route, ni qu'en plusieurs endroits on l'a cavée dans le roc vif à la longueur de plusieurs cents toises. Cette entreprise demandait des reins forts. Mais enfin ce chemin n'a rien de plus extraordinaire que différentes routes ouvertes en pas presque aussi difficiles par les Romains et par les ducs de Savoie. (A l'occasion de ce passage annoncé de l'empereur par le Valais, on fait force corvées pour la réparation hâtive de notre chemin public et on passe en revue la fleur de notre milice pour lui donner une garde d'honneur à Saint-Maurice, à Sion et à Brigue.) Leur principal mérite est qu'ils sont parfaitement bien exécutés. On n'a rien épargné pour les rendre également remar-

¹ Ms. 63, p. 139.

quables par la bonté et par la beauté. On dit que de Milan ce grand prince se rend à Venise, de Venise à Naples, de Naples à Rome, de Rome à Gênes, et de Gênes à Aix-en-Provence. Que va-t-il faire en Italie? Le temps nous l'apprendra. On espère que ne trouvant aucune proportion de notre chemin public à ces deux belles routes par lesquelles ses armées entrent dans notre pays et en sortent, il nous donnera quelques millions pour le redresser et pour l'élargir. Prendra-t-il titre un jour de tant de dépenses faites dans le Valais pour s'en rendre le maître? Les uns le craignent, d'autres n'y voient aucune apparence. Quoi qu'il en soit, il est incontestable que ces routes nous rendent plus que jamais dépendants de la France, quoiqu'elle ait si solennellement proclamé notre indépendance. Aussi ceux parmi nous qui se piquent de prévoir l'avenir ne vivent-ils que du jour la journée *.

Entre la diète de mai et celle de novembre, il n'est arrivé rien de remarquable sinon le voyage des chanoines Kalbermatten et Andrès à Lucerne pour le procès de doctrine et de mœurs de l'évêque élu [Preux], et les réparations faites à nos chemins de la plaine pour le passage de l'empereur qui avait projeté pour le mois d'octobre un voyage d'Italie en passant par le Valais dans le dessein de voir de ses propres yeux le succès des travaux du Simplon et d'Evian à Saint-Gingolph, comme je l'ai noté ailleurs ¹. J'ajoute seulement que ce voyage de Bonaparte est partie remise à un autre temps, et que les deux chanoines en question n'ayant pas trouvé Mgr le nonce [Testaferrata] à Lucerne, et étant allés le joindre à Zurich où il s'était rendu près de la diète helvétique, messieurs de Zurich eurent l'attention, sachant qu'ils étaient les députés de l'évêque de Sion, de leur faire rendre les petits honneurs militaires chaque fois qu'ils se présentaient à la maison de ville.

Et si ce n'est qu'à l'occasion de la Paix continentale, à la demande du ministre français [Derville], il a été chanté, le 15 août, à la cathédrale, un *Te Deum* solennel avec la pompe convenable par l'évêque élu, auquel ont assisté ledit ministre et le Conseil

¹ Ci-dessus, p. 233.

d'Etat. Pour faire honneur à l'auguste souverain qu'il représente, on arma la compagnie des grenadiers du bataillon du Centre. Le résident donna à dîner au Conseil d'Etat et au président du dizain [J.-J. Duc] et au bourgmestre de la ville [P.-Jos. de Riedmatten]; l'Etat traita beaucoup plus somptueusement les autres personnes invitées par lui à cette cérémonie. La troupe fut suffisamment abreuvée aux frais du pays, et le soir il y eut illumination dans toute la ville. On remarqua à cause de leurs devises celle de la maison de ville, celle de la résidence du ministre et celle de M. le conseiller de Lavallaz qu'habite en partie M. le secrétaire d'Etat Tousard d'Olbec. Il y en eut une fort fastueuse à la maison de ville de la façon de M. le bourgmestre régnant (de Riedmatten le Parisien) qui veut dire que « Napoléon non seulement n'a point encore eu d'égal, mais même qu'il n'en aura jamais ». C'est le regarder comme le *nec plus ultra* et le dernier effort de la nature productrice des grands talents et des grands caractères.

CHAPITRE XV

Le sacre de l'évêque Xavier Preux (8 novembre 1807) ¹

Il reçut [l'évêque Preux] ses bulles vers la fin du mois d'août. Mgr le nonce [Testaferrata] ayant témoigné un vif désir d'être son consécrateur et prenant pour prétexte que le Souverain Pontife [Pie VII] lui avait recommandé dans ses instructions de profiter de toutes les occasions qui se présenteraient les moins coûteuses de visiter en même temps chacune des sections de sa province, notre néo-évêque élu et confirmé se prête à ses vues et l'invite à venir l'ordonner, quoiqu'il eût d'abord pensé qu'il lui en coûterait ainsi qu'à l'Etat moins de frais d'appeler l'évêque de Lausanne [Guisolan] pour cette cérémonie. Le nonce venant en même temps en Valais en sa qualité de visiteur apostolique en donne avis officiel au bailli [L. de Sépibus]. Le Conseil d'Etat ordonne en conséquence que la patrie * lui rende * les honneurs * qui lui sont dus à ce double titre * : 1^o en députant MM. de Quartéry et de Rivaz pour le recevoir et le complimenter au nom de l'Etat au pont de Saint-Maurice ; 2^o en le saluant de plusieurs salves de quelques pièces d'artillerie au même pont de Saint-Maurice et de décharges de quelques pelotons de notre milice ; 3^o en lui donnant un dîner d'honneur à la maison de ville de Sion le lendemain du sacre, auquel jour cent hommes choisis des dizains de Martigny et de Sion seront sous les armes et lui rendront tous les honneurs militaires.

Mgr de Preux invite comme de coutume et d'usage l'abbé de Saint-Maurice [Exquis] et le prévôt de Saint-Bernard [Rausis], prélats crossés et mitrés, à la cérémonie du sacre pour y repré-

¹ Ms. 63, pp. 140-152.

senter les deux évêques assistants. Mais M. l'abbé ne peut s'y rendre à raison d'une goutte remontée qui de l'estomac s'est portée cet été à la tête et lui a tellement affaibli le cerveau qu'il est tombé en enfance laquelle jugée irrémédiable par les médecins, Mgr obtient du nonce que le grand doyen [Oggier] ou une autre dignité du vénérable chapitre pourra le remplacer.

Mgr le nonce arrive le samedi au soir, 31 octobre, à Fribourg où il loge chez l'évêque [Guisolan] et pontifie en la collégiale de Saint-Nicolas, le lendemain, fête de Tous-les-Saints. Le 2 novembre, il vient coucher à Bulle ; le 3, à Vevey. Le 4, il arrive à Saint-Maurice, vers les deux heures de l'après-midi. On l'engage de s'y reposer jusqu'au lendemain matin. Le 5, il vient dîner à Martigny, à la prévôté, et prend dans sa voiture M. le prévôt qui doit être le premier prélat assistant. Vers les trois heures et demie de l'après-dîner du même jour, il passe à Saint-Pierre de Clages où les chanoines Andrès et Kalbermatten, les mêmes qui lui ont été députés ¹, étaient venus à sa rencontre de la part de l'évêque. Un peloton de la milice de la paroisse d'Ardon lui était allé à la rencontre jusqu'au pont de Riddes et là avait fait quelques décharges à son honneur. On lui présente à Saint-Pierre un léger goûter en café, chocolat, vins et biscuits. Il s'y arrête une demi-heure et remonte en voiture à quatre heures précises. Il est accompagné de M. son frère, chevalier de Malte, colonel au service du nouveau roi de Bavière [Maximilien I^{er}] et chambellan de ce prince, de son auditeur [Cherubini] et de son secrétaire [VeUILLET]. Il fait la politesse à M. le prévôt de le prendre dans sa voiture ainsi qu'à l'ex-bailli Preux, frère de Monseigneur qui l'a mandé à sa rencontre jusqu'à Saint-Maurice, dans une belle berline à quatre chevaux. Dans une seconde voiture étaient son valet de chambre et un autre personnage de sa famille domestique. Deux chanoines de l'abbé, savoir le prieur claustral [Vannay] et le chanoine [Macognin] de la Pierre étaient à sa suite, invités par Mgr à la cérémonie, malgré la fâcheuse absence de M. l'abbé. M. le prévôt était aussi accompagné de deux de ses religieux, savoir son frère [Jean-Nicolas], le curé de Liddes, et M. le pro-

¹ A Lucerne, pour le procès canonique de l'évêque élu ; voir plus haut, p. 234.

cureur [Giroud]. Le prieur de Martigny [Murith] était aussi de la comitive, mais en sa qualité de surveillant de l'Entremont. Monseigneur invita du clergé tous les chanoines titulaires et tous les surveillants, et de la magistrature, outre le Conseil d'Etat, tous les présidents et tous les grands châtelains de dizain. Quels honneurs militaires a-t-on rendus au nonce à Martigny, je n'en sais encore rien, mais il est indubitable qu'il en a reçus.

La troupe de cent hommes commandés pour la cérémonie du sacre était composée de 40 hommes de Martigny, les plus beaux, les mieux vêtus et les mieux disciplinés de tout le pays, d'une vingtaine d'hommes choisis des communes de Conthey et de Savièse, et le reste de la ville. L'Etat leur donna 8 batz de paie et l'évêque, 10 batz de gratification. Cette troupe fut commandée par M. Augustin de Riedmatten, gros major du bataillon du Centre. Je ne sais qui a commandé la petite artillerie préparée à Sion pour la fête.

On m'a raconté que l'après-dîner du mardi 3 novembre, vers les deux heures, Mgr le nonce arriva à Saint-Maurice, et que comme il était passé à midi une voiture à quatre chevaux, celui qui commandait les canons sur le signal d'une estafette un peu imbécile en avait salué cette voiture qui ne contenait que des messieurs et des dames fort étrangers à la cérémonie. En sorte que cette estafette, pour ne point se tromper à cette fois, arrêta celle du nonce et lui demanda avec une bonhomie risible : « C'est-il vous, Monsieur, qui êtes Mgr le nonce ? » — Le nonce lui répondit en riant : « Peut-être bien ». — « Mais, répliqua mon homme, dites-moi tout de bon si vous êtes le nonce ». — « Pourquoi me demandez-vous cela ? » répondit-il sérieusement à ce second interrogat. — « C'est que c'est moi qui fais tirer les canons ». — « Eh bien ! Tirez-les, car je suis le nonce ». Cette petite anecdote amusa beaucoup Son Excellence qui prenait un grand plaisir à nous la raconter. Il arriva au tournant du Paravis une seconde aventure. La troupe qui l'y attendait fit feu au moment même où le cocher allait tourner. Les chevaux prirent le mors aux dents et traînèrent la voiture bien avant dans la grand-rue et on eut beaucoup de peine à les arrêter. M. le nonce descendit de voiture et revint sur ses pas pour se rendre au Parvis où les deux susdits députés de l'Etat, qui l'y attendaient pour

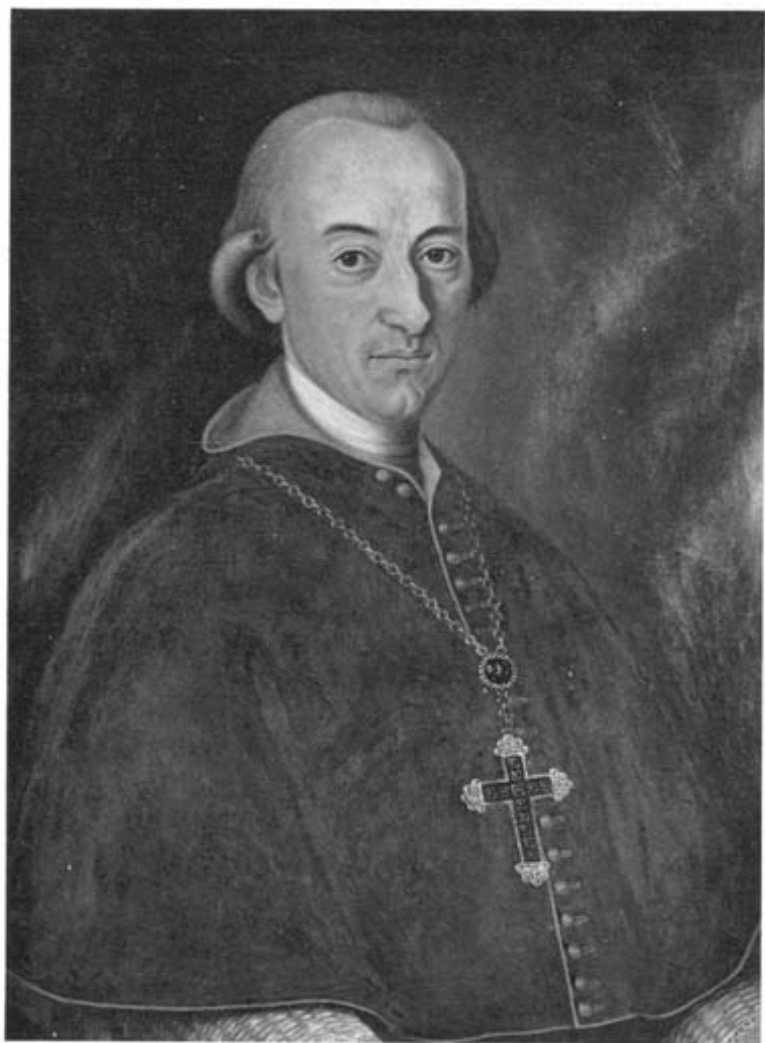
le recevoir, le haranguèrent un moment. M. le grand châtelain de Rivaz, en sa qualité de colonel de la milice du pays en fut d'autant plus honteux à raison que le frère de Son Excellence est un ancien militaire ayant rang de colonel au service du roi de Bavière, qui lui observa qu'il n'était pas étonnant qu'une milice non accoutumée au service fit quelques gaucheries.

Le nonce entra alors à l'abbaye par l'église, à la porte de laquelle il fut reçu par le prieur à la tête de sa petite communauté, qui pour tout compliment lui dit : « Monseigneur, soyez le bienvenu ; j'ai l'honneur de vous présenter mes religieux ». Son Excellence admira sans doute le laconisme de cette harangue, mais il s'en contenta [vu] qu'elle n'aime pas les longs compliments. * On dina ensuite somptueusement au réfectoire de l'abbaye *. Après le dîner soupatoire, le nonce voulut voir M. l'abbé qui, entendant grand bruit dans le grand corridor, sortit de sa chambre en bonnet de nuit, un chandelier à la main. Il regarda longtemps M. le nonce d'un air inquiet, et enfin ayant jeté les yeux sur sa croix pectorale, il lui dit brusquement : « Ah ! Ah ! vous êtes l'évêque ? » — « Oui, Monsieur l'abbé, je suis évêque ». — « Et que venez-vous faire ici ? » — « Je suis le nonce de Lucerne, qui viens sacrer le nouvel évêque de Sion ». A ce mot du nonce, il échappe à l'abbé de lui répliquer : « Ah ! vous êtes le nonce ? Je n'aime pas trop voir des nonces dans notre maison ». Cette parole ne lui serait certainement pas échappée de la bouche en santé, dans le cas même qu'elle lui fût venue dans l'esprit en pensée. M. le nonce ne s'en offensa point du tout, et il lui dit que sachant qu'il était malade, il était venu pour le consoler. On l'introduisit ensuite dans les appartements de l'abbé qui, revenu de sa surprise, lui demanda d'un ton calme s'il ne saurait comment s'y prendre pour l'organiser, etc...

Le lendemain matin, 5 novembre, M. le nonce partit après un ample déjeuner pour Martigny. Je ne sais quels honneurs militaires on lui rendit à cette seconde station. Enfin, le même jour, comme je l'ai déjà raconté, il arriva à Sion vers les cinq heures du soir. Les canons et les cloches annoncèrent à toute la ville son arrivée. Il descendit de voiture à la grande porte du cimetière où l'évêque et le chapitre en corps l'attendaient et le complimentèrent. Il entra de suite dans la cathédrale et y adora quelques

minutes le Saint-Sacrement. Puis il fut conduit à l'hospice qui lui avait été préparé. Ce fut la maison de feu M. le banneret Barberini. On en avait décoré et meublé les appartements aussi richement que le comportent le pays et la ville.

A peine y avait-il un quart d'heure qu'il en avait pris possession que le secrétaire d'Etat (M. Tousard d'Olbec), accompagné d'un familier du bailli, vint le complimenter au nom du Conseil d'Etat, soit du gouvernement. Il témoigna quelque surprise que tout le Conseil n'y fût pas venu en corps. Ce qui n'empêcha pas toutefois qu'il ne fût très gai et très aimable pendant tout le souper. Le vendredi, on mit au Conseil d'Etat en délibération si on le préviendrait de la visite qu'il paraissait exiger. C'était l'inclination de tous les membres du Conseil, par respect pour la personne du Souverain Pontife qu'il représente. Mais quelques membres représentèrent que cette étiquette ne lui paraissait pas due en ce que le Valais étant un Etat libre et indépendant, c'était aux ambassadeurs à prévenir en semblables cas le souverain auquel ils sont envoyés ou ceux qui le représentent. Et on observa d'ailleurs qu'on en avait ainsi usé envers le ministre de France [Derville] l'année précédente, et que cet homme à grandes prétentions pourrait trouver mauvais et même se plaindre avec exagération que l'Etat de Valais rendît plus d'honneurs à un envoyé du pape qu'à un envoyé de l'empereur. Cette observation décida le Conseil d'Etat à attendre que M. le nonce fit la première visite. Il eut quelque peine à s'y décider, sur ce que, observait-il à son tour, son double caractère d'ambassadeur et de nonce auprès du Corps helvétique et de ses anciens alliés ne le mettait pas dans le cas de produire de nouveau ses lettres de créance. Mais l'Etat lui ayant fait connaître que sans la crainte fondée de se compromettre avec le résident, il ne consulterait sur l'article de l'étiquette que sa profonde vénération et son dévouement filial pour le Saint-Père, Mgr le nonce lui fit faire réponse qu'il n'était pas venu en Valais pour y contester avec l'Etat, ni y causer du déplaisir à personne, et que sacrifiant l'étiquette et ses justes prétentions au désir d'être utile au pays et d'obtenir leur confiance, il irait le samedi matin leur faire visite à la maison de ville ; ce qu'il fit effectivement à onze heures précises du matin. * Le vendredi fut employé tout entier à négocier



FABRIZIO SCEBERRAS-TESTAFERRATA
nonce en Suisse 1803-1816

Portrait par un anonyme, s. d.
Saint-Maurice, abbaye

cier et à régler ce point d'étiquette diplomatique, matière toute neuve pour nos messieurs et dans laquelle aucun d'eux n'était versé *.

Il n'y avait pas encore une demi-heure qu'il était rentré chez lui que tout le Conseil d'Etat, précédé du sautier et des deux familiers, accourut la lui rendre ; et cette seconde fois l'entrevue fut très amicale de part et d'autre. Mgr le nonce fit aussi prévenir par son secrétaire le ministre de France de son arrivée, qui vint aussitôt le saluer.

Il prit fantaisie ce jour-là même à M. le résident de faire prévenir * par des billets d'invitation * le nonce, l'évêque, le Conseil d'Etat et toute la noblesse du pays, hommes et femmes * et jeunes gens des deux sexes *, qui était arrivée en foule le vendredi et le samedi, qu'il tiendrait cercle chez lui vers les six heures du soir. Il prétexta à M. le nonce que c'était pour lui procurer la connaissance des gens comme il faut du pays ; la vraie raison était de lui faire penser que les Valaisans lui faisaient assidûment la cour. L'évêque et le nonce trouvèrent la proposition très importune une veille de sacre. Le consécrateur et le consécrand se refusèrent d'abord à cette invitation sur ce qu'en pareille circonstance il leur convenait de se tenir recueillis pour la cérémonie du lendemain. Mais s'étant rendu de nouveau instant, le nonce y détermina l'évêque, en lui observant qu'il fallait dans les places éminentes où la divine Providence les avait élevés, savoir s'ennuyer quelquefois pour ménager à son clergé la faveur séculière.

Le dimanche matin, 8 novembre, le clergé, composé des chanoines résidants et titulaires, * de quelques surveillants et de quelques chanoines réguliers *, s'assembla à neuf heures précises du matin à la cathédrale, et alla chercher processionnellement Mgr le nonce à son hospice, d'où il fut conduit sous le dais à l'église Notre-Dame, * au son des cloches et du canon *, accompagné du nouvel évêque et de M. le prévôt. — * Au défaut de M. l'abbé, Mgr le nonce permit à M. le grand doyen, qui en tint la place au sacre, de porter la mitre *. — La cérémonie du sacre ne dura guère plus de trois heures, parce que le nonce, pour ne pas fatiguer l'évêque, se borna à psalmodier tout ce qui se chante d'ordinaire au sacre des évêques. On lui rendit avant et après

la messe tous les honneurs prescrits dans le cérémonial romain. Tout le monde fut également édifié de la gravité religieuse des deux prélats.

Le dîner se fit attendre très longtemps. On ne se mit à table qu'à trois heures passées, et on ne le finit qu'aux lumières. — * A la table du nonce fut employée ce jour-là la plus belle argenterie qu'on put ramasser dans tout le pays, dont les plus belles pièces étaient sans comparaison celles de feu M. le comte général de Courten, qui avaient déjà servi en 1780 au repas du renouvellement de l'alliance et au sacre de l'évêque Zen Ruffinen *. — Le second service surtout fut extrêmement somptueux par la prodigieuse quantité de gibier dont on couvrit les tables. On y but au bruit du canon et aux cris répétés des vivats, vivats, sept santés, savoir 1^o celle du pape, 2^o celle de l'empereur, 3^o celle de Mgr le nonce, 4^o celle de notre révérendissime évêque, 5^o de son vénérable chapitre, 6^o celle du bailli et Conseil d'Etat et de la souveraine diète du pays de Valais, enfin celle du roi de Bavière et de la princesse de Piombino [Elisa Bonaparte], que se portèrent réciproquement le frère du nonce et le ministre de France. Mgr le nonce, l'évêque, le Conseil d'Etat, le prévôt, le président de la diète [G.-E. Stockalper], le grand juge [Ch.-E. de Rivaz], les ex-conseillers d'Etat, les deux premières dignités du chapitre, le résident, le comte de Sceberras, l'auditeur, le bourgmestre de la ville [P.-Jos. de Riedmatten], le major commandant le bataillon du Centre [Aug. de Riedmatten], le président du dizain [J.-J. Duc], etc., mangèrent à l'hospice du nonce à une table de 25 couverts. Le reste des conviés, au nombre de plus de cent, furent servis avec la même somptuosité à la maison de ville, et une troupe ambulante de musiciens allemands réjouirent de temps en temps les convives de quelque symphonie.

Le lundi [9], l'Etat donna à la maison de ville un dîner tout aussi somptueux, mais on n'y invita du clergé que les quatre dignités et les surveillants. On se mit pareillement tard à table et on n'en sortit qu'à sept heures du soir, d'où on se rendit au théâtre du collège où une société d'amateurs joua avec un succès étonnant pour des personnes peu exercées à la déclamation théâtrale, *Athalie*, tragédie de Racine, son chef-d'œuvre, avec quelques morceaux des chœurs. L'orchestre n'était pareillement composé que d'amateurs

de la ville et du pays. On ne sortit qu'à dix heures et demie de ce spectacle décent et très convenable à la fête religieuse qui y avait donné lieu. C'est M. Tousard d'Olbec, secrétaire d'Etat, qui l'avait mis en train. Madame la résidente n'y put assister, retenue dans ses appartements par une indisposition de son sexe. Représentaient Athalie la jeune M^{me} Wolff, le grand prêtre Joad M. d'Olbec, Abner M. Louis de Kalbermatten, Josabeth M^{lle} [Louise] de Nucé, sa femme, Mathan M. Pierre-Joseph de Torrenté, le petit Joas Esther Ambuel, etc. Les rôles principaux furent assez bien joués, surtout ceux du grand prêtre, d'Athalie, d'Abner, de Josabeth et de Mathan.

Le mardi [10], le vénérable chapitre traita Mgr le nonce dans son hospice avec guère moins de somptuosité, mais on y invita la moitié moins de convives. * Le résident s'y rendit *. Aussi ce troisième festin fut-il plus gai que les précédents. — * Il y eut conférence ecclésiastique ce matin-là chez Mgr le nonce, où l'on traita de diverses affaires, entre autres du réachat des dîmes et des fiefs, de la suppression des fêtes, des collèges, etc. J'en rendrai compte en temps et lieu ¹ *. — * ² Au sortir de ce troisième festin, le nonce, l'évêque, le résident, le prévôt, le comte de Sceberras, etc., se rendirent chez M^{me} la conseillère de Lavallaz à un concert où nos musiciens exécutèrent de leur mieux la *Création* d'Haydn *.

Le mercredi matin [11], le Conseil d'Etat vint saluer Mgr le nonce et lui souhaiter un heureux retour à sa résidence ; et Mgr l'évêque le fit consentir à ce qu'il allât l'accompagner jusqu'à Saint-Pierre, où on avait fait préparer un ambigu fort copieux, qui fut mangé fort gaiement par la suite des deux prélats. A celle du nonce se trouvaient M. le prévôt accompagné de M. le prieur de Martigny ; à celle de l'évêque, il n'y eut d'ecclésiastiques que M. le grand vicaire [Pignat] et moi. Ainsi j'ai été témoin oculaire de tout ce que je raconte ici.

L'évêque et l'Etat prièrent MM. de Riedmatten, ci-devant colonel du Bas-Valais, le banneret Roten et le major de Bons de se charger comme maîtres d'hôtel du pourvoiement et de l'ordonnance des trois grands repas et d'en faire les honneurs à leurs

¹ L'auteur ne reviendra pas sur ces questions.

² Ms. 63, pp. 146-147, adj. marg.

noms. * Ce dont ils s'acquittèrent avec l'intelligence, le goût et la politesse noble qu'on leur connaît *. Ils furent de la comitive de Mgr à la halte de Saint-Pierre. Mgr avait en outre à sa suite M. son frère le vice-bailli, ses fils, des nièces, des cousines, etc. Après que les deux prélats se furent très amicalement quittés l'un l'autre, l'évêque nous invita tous à un souper de famille où il fut très aimable et où il permit à la jeunesse de s'égayer.

Le lendemain jeudi [12], il donna à dîner à ses parents de Sierre et de Sion et à quelques amis particuliers. Ses parents de Saint-Maurice furent invités aux festins des deux premiers jours.

Le dimanche [15], octave de sa consécration, il y eut un dernier et final repas [donné] à tous ceux qui ont été employés à préparer les précédents et à servir aux tables.

En sorte qu'on peut dire que cette noce épiscopale a été des plus somptueuses et des plus nombreuses qu'on ait jamais vues en Valais. Car les gens de famille s'y étaient rendus en foule de tous les chefs-lieux des douze dizains. On en a compté jusqu'à 45 de Saint-Maurice seulement. Aussi Mgr disait-il agréablement à son frère au retour de Saint-Pierre : « Priez Dieu, mon frère, qu'il me fasse devenir vieux pour que je ne vous laisse au moins pas de dettes ».

On croit que tous les frais de son élection, confirmation et consécration, se montent au moins à 400 louis. Il lui reste encore à se meubler convenablement à sa dignité, ce qu'on porte à 2000 écus. Mais on croit aussi qu'au bout de deux ans tout sera payé sur les revenus de l'évêché. Le pape lui a fait remise sur ses bulles dont la taxe ordinaire est de 210 louis, de 90. De ces 90 louis, il en a, dit-on, donné 50 dans une bourse à l'auditeur pour être distribués à la cour du nonce, à qui il fera un présent d'une pièce d'argenterie de la valeur des 40 autres.

* M. le nonce n'a fait de visites particulières qu'à l'évêque, qu'au bailli et qu'au résident, et le samedi matin, il est allé voir les capucins et le collège. Il entendait la messe de son auditeur tous les matins à Saint-Théodule *.

M. le nonce lui [à l'évêque] a fait don en partant d'un reliquaire en or et d'un chapelet de grenats tressés dans un fils d'or auquel pend une médaille du même métal. Il avait apporté avec lui une chapelle de vermeil d'une grande magnificence et d'une forme

exquise, et aux trois repas, il portait sur sa poitrine des croix fort riches. Lui et M. son frère et M. son auditeur furent d'une politesse tout à la fois digne et aimable, tous trois détestant les compliments, sauf les dus honneurs de l'étiquette hiérarchique et diplomatique.

Le nonce gratifia en outre le grand vicaire d'un crucifix d'argent et me fit don d'un petit reliquaire de filigrane d'argent qui contient des reliques de saint Sébastien. Il fut en général très poli et très affable envers tout le monde ; mais on vit bien qu'il recherchait dans les cercles et dans son hospice la conversation des plus nobles et des plus doctes : il eut des préférences très marquées pour M. le bourgmestre de Riedmatten, pour M. le secrétaire d'Etat, pour M. le baron Stockalper, pour M. le grand juge de Rivaz, pour M. le colonel de Riedmatten, pour M. de Quartéry, pour Mesdames de Quartéry et Tousard, pour le chanoine Andrès, enfin pour moi, dont il paraît que quelques prôneurs lui avaient vanté le savoir, etc.

Le mercredi soir, il alla loger à Martigny, à la prévôté, où MM. de Saint-Bernard, à qui il a témoigné beaucoup d'estime, doivent le retenir jusqu'au vendredi matin qu'il se rendra à Saint-Maurice, à l'abbaye. Il y a convoqué un chapitre général pour ce jour-là, et le samedi il rendra ses ordonnances pour le maintien de la régularité, * et il y fera procéder à l'élection canonique d'un administrateur, soit d'un vicaire au temporel comme au spirituel, ou il leur en nommera un d'autorité apostolique *.

Monseigneur voulait le faire accompagner par M. son frère jusqu'au moment qu'il quitterait le pays ; mais vu qu'il séjourne à Martigny et à Saint-Maurice pour les affaires de ces deux maisons, il a dispensé Mgr de cette nouvelle attention avec beaucoup de sincères remerciements. Et ce prélat emporte avec lui l'estime des Valaisans, qui regrettent bien que le ministre de France ne soit pas d'un commerce aussi facile que le sien, ce qui est pourtant la première qualité que devrait avoir tout homme envoyé en légation auprès d'une magistrature républicaine.

Dimanche [15], M. Jacques de Quartéry lui donne à dîner et lundi matin il part pour Lausanne où il s'attendait que le gouvernement du canton de Vaud lui ferait une honorable

réception telle que les autres cantons protestants ont bien voulu lui faire et beaucoup au-delà de son attente et de celle du pape et du cardinal secrétaire d'Etat [Consalvi]. Il y va dans l'espoir d'y obtenir une église pour les catholiques de cette ville et il compte y installer un pasteur catholique dans l'église dite de Saint-Laurent qu'on doit adjuger au culte catholique. *Faxit Deus !*

Mgr le nonce étant à Martigny à la prévôté dépêcha le jeudi matin M. Gross, chanoine de Saint-Bernard, à Bagnes porter à M. Cotter, de la vallée d'Anniviers, au dizain de Sierre, qui est curé * de cette grande paroisse * depuis près de vingt ans, une lettre par laquelle il lui mandait de se rendre de suite près de sa personne, et lui annonçait que de l'avis de Mgr notre révérendissime évêque et du consentement de M. le prévôt, il avait chargé jusqu'à nouvel ordre ledit sieur Gross de l'administration de sa paroisse. Ledit curé se rendit conformément à cet ordre à Martigny dans l'après-midi de ce même jour. M. le nonce s'ouvrit alors à lui du dessein qu'il avait de lui confier l'administration de l'abbaye durant la maladie de M. l'abbé. Il lui reprocha doucement de s'être tenu pendant tant d'années éloigné de tous les chapitres généraux convoqués par les deux derniers abbés, et il lui fit comprendre que quelques mauvais traitements qu'on puisse prétendre avoir reçus de son père ou de sa mère ou de sa patrie ou de sa maison, la générosité chrétienne et l'ordre social ne permettent jamais qu'on s'en venge. C'est que depuis qu'il avait été frustré de son attente et de son désir d'en être fait abbé, il ne s'y était plus remontré et s'était cru dispensé de s'y rendre, quoiqu'il y fût nominativement appelé.

Le lendemain (vendredi), M. le nonce le prit avec lui dans sa voiture et le présenta au chapitre général assemblé par son ordre, et leur intima celui de se choisir sur-le-champ pour vicaire général de M. l'abbé, que son infirmité rend incapable de tout exercice de sa prélature au spirituel et au temporel, l'un des trois candidats qu'il leur présenta, savoir ledit curé de Bagnes, le curé de Saint-Maurice [Pierraz] et le curé de Leytron [Ody]. Ce dernier s'était fait, dit-on, recommander par le résident ; le premier l'était fortement par l'évêque, par son frère et par

les conseillers d'Etat haut-valaisans, et probablement le curé de Saint-Maurice le fut, mais faiblement, par MM. de Rivaz et de Quartéry. Le chapitre voyant la faveur que le nonce accordait principalement au curé de Bagnes, le nomma unanimement. C'est un homme altier qui en aucun temps n'a su se faire aimer de ses confrères. On l'estime comme bon pasteur. Ses talents sont médiocres. Il aura de la fermeté assez, mais elle tient à tant de hauteur et d'entêtement qu'on sera bien trompé s'il est aussi propre à gouverner cette maison et à y rétablir une bonne discipline que ses prôneurs du Haut-Valais se le sont persuadé de tout temps et l'ont persuadé à M. le nonce. Il est pour le moins aussi âgé que M. l'abbé et depuis de longues années sujet à de fréquents accès de goutte qui le tiennent souvent alité. Au reste, ce choix était le meilleur que ces messieurs, si jeunes pour la plupart * et si légers en talents et en services *, pouvaient faire dans la circonstance. Dieu veuille se servir de lui pour conserver en ce si ancien et si renommé monastère une étincelle de régularité !

Les grands repas n'ont pas plus manqué à M. le nonce à Saint-Maurice qu'à Sion. On lui a servi force gibier et de la truite du Rhône à foison. La pêche en a été cette année plus abondante qu'aucune des précédentes depuis près de vingt ans, et les pièces d'une grosseur beaucoup plus approchante de celle dont les historiens suisses ont parlé avec enthousiasme et exagération. M. le nonce a été curieux d'aller voir de ses yeux de quelle manière s'en fait la pêche en automne, au vanel de Saint-Maurice. On lui en a donné le plaisir tout entier en en tirant le soir du samedi la pêche de deux fois vingt-quatre heures. Je rapporte ailleurs ce que c'est que ce vanel ¹.

On m'a raconté que M. l'abbé se trouva à ce chapitre électoral de son vicaire général bien costumé et qu'il y fut tranquille spectateur de tout ce qui s'y dit et s'y fit, qu'il se mit à genoux à toutes les prières d'usage, et que cet acte solennel fini, M. le nonce lui demanda s'il était content de la manière dont les choses s'y étaient passées, et qu'il répondit à cette question d'un air étonné : « Quoi ? Qu'avez-vous fait ? » Ce qui a cons-

¹ L'auteur n'en parle pas dans ses *Mémoires*.

taté de plus en plus qu'il n'a point d'intervalles assez lucides pour pouvoir donner une démission valable.

Le dimanche matin, M. le nonce dit la messe au trésor et assista à la grand-messe après laquelle il alla dîner chez M. de Quartéry qui le traita avec sa somptuosité ordinaire et sa politesse accoutumée. M. le prévôt, accompagné du prieur de Martigny, se rendit à ce dîner ; il ne fut jamais possible à M. le nonce d'engager M. le vicaire général à l'y accompagner. * Il s'en excusait sous le prétexte des ménagements qu'il doit à sa santé que les festins dérangent notablement *. Ce début a désobligé le prélat et n'a pas manqué d'être mal interprété par les « Messieurs » de Saint-Maurice. Il semble que M. Cotter devenu chef de l'abbaye devrait se gêner un peu pour eux, surtout en pareille circonstance, et mieux dissimuler son ressentiment d'anciens mauvais services qu'il croit en avoir reçus. Mais l'art de se conduire en supérieur majeur est un art encore peu connu en Valais.

Le lundi matin, après un court déjeuner, M. le nonce est sorti du pays, probablement au son du canon comme il y était entré. La gazette de Lausanne a annoncé en termes fort convenables la satisfaction réciproque de Son Excellence et de nos magistrats durant le petit séjour qu'il a fait parmi nous. Voyez-le dans les pièces justificatives de ces *Annales* ¹. — * Je l'insère ici parce que je le juge très conforme à la vérité et qu'il est écrit noblement et délicatement. L'auteur ou le rédacteur de ces bons articles des gazettes de Lausanne et de notre *Bulletin officiel* concernant notre pays est M. Tousard d'Olbec, secrétaire général de notre Etat *.

¹ Voir p. 151, note 1. L'auteur n'a pas non plus reproduit l'article annoncé ci-après.

CHAPITRE XVI

« Annales de l'épiscopat de Mgr J.-X. de Preux ès années 1808 et 1809 »¹

Depuis son sacre, il ne s'est rien passé en Valais de notable qu'un bal que M. Jacques de Quartéry a donné au résident [Derville] à Saint-Maurice le mardi de carnaval [1^{er} mars 1808], et la mort de l'ancien bailli Sigristen arrivée à Sion la seconde semaine de carême, conseiller d'Etat au ministère des Finances, mort en charge. Assistèrent à ses funérailles l'évêque et le chapitre, le Conseil d'Etat, les autorités désénales et les chefs de la municipalité de Sion, les parents et les amis. Sa veuve alla faire le septième à Ernen. C'est ainsi qu'il a fini sa longue et honorable carrière dans les premières magistratures du pays à l'âge de 75 ans. Il ne laisse qu'un fils unique [Valentin].

J'ai sous les yeux le recès de la diète de novembre 1807 où je vois que la principale affaire qui y occupa nos représentants fut l'affaire du sel de France, qui pensa nous manquer et causa de grands embarras et des dépenses non prévues. On en fit venir * d'Italie et des * salines de Bex. Le Conseil d'Etat proposa à la diète de mettre quelque confiance aux projets de mon frère Isaac, qui démontra dans un bon mémoire appuyé du suffrage de M. Struve, habile professeur de l'Académie de Lausanne, inspecteur des salines du canton de Vaud, qu'on pourrait avec succès et profit trouver du sel dans les sources de Combiollaz, au territoire de Saint-Martin, vallée d'Hérens. L'Etat engage la diète à sacrifier une somme à y faire quelque tentative.

¹ Ms. 63, pp. 153-158.

On accorde à l'abbaye de Saint-Maurice, pour entrer avec elle en part des dépenses qu'elle fait pour l'établissement d'un collège et d'un pensionnat, à qui elle avait déjà accordé 30 louis par an, une augmentation de 50 autres louis ; ce qui fait en tout 80 louis par an, avec cette observation que ce collège coûte beaucoup moins au pays que les deux autres.

Loi qui établit à Sion un professeur en droit et oblige les futurs notaires à étudier sous lui les *Institutes* de Justinien et le droit écrit du pays. Ils auront au moins fait leur Rhétorique. C'est qu'on veut qu'ils sachent le latin, quoiqu'on ne stipule plus les actes que dans les deux langues parlées dans le pays.

Loi portant établissement d'un service fixe pour plusieurs ateliers d'ouvriers soldés par la caisse de l'Etat pour les travaux des grands chemins aux ordres de l'inspecteur général des Ponts et Chaussées.

On s'aperçoit bien que ce recès de cette diète a été rédigé par M. Tousard d'Olbec redevenu secrétaire d'Etat. M. Preux, fils aîné du vice-bailli, ne se signe point en cette qualité qu'en ajoutant à son nom sa qualité d'adjoint.

Dans le clergé, il n'est rien arrivé de notable que la publication d'un supplément au propre du diocèse, * imprimé à Sion *, par lequel, en vertu d'un indult pontifical, * Mgr du consentement du vénérable chapitre adopte * un grand nombre de saints papes dont on fait l'office à Rome en l'église Saint-Pierre, au moyen duquel on a substitué à presque tous les offices de la férie un office double ou semi-double. Le clergé sédunois s'en sert depuis le 1^{er} janvier 1808.

On s'occupe beaucoup en ce moment du rétablissement du séminaire à Géronde, quoique le vœu des mieux pensants du clergé fût de l'établir à Valère.

Le diocèse a perdu le jour de la Saint-Joseph son plus beau et son plus aimable prêtre. C'était M. Briguet l'aîné, natif de Lens, petit-neveu du chanoine Briguet, l'auteur du *Vallesia christiana* et du *Concilium Epaunense*, qui était depuis près de vingt ans digne prieur de la Val-d'Illiez inférieure, au dizain de Monthey, n'étant encore âgé que d'une cinquantaine d'années. *Requiescat in pace.*

On lui a donné pour successeur Rd M. [Caillet-]Bois, curé de Collombey, natif de la vallée, après que les préposés de la paroisse eurent offert à M. son frère cadet [M. Briguët], curé de Chalais, de le demander à Mgr pour successeur d'un pasteur qu'ils ont tant chéri et dont la perte prématurée leur est très regrettable. Ce que ce jeune et aimable ecclésiastique a refusé vu sa faible complexion.

Je dois avoir déjà noté aux annales des abbés d'Agaune la mort de l'abbé Exquis et l'élection de l'abbé Pierraz¹. Le curé de Bagnes [Cotter] et le prieur de Vétroz [Grillet] ont été au commencement du carême à Lucerne pour le procès de doctrine et de mœurs du nouvel abbé dont le choix continue à être très applaudi par Mgr le nonce [Testaferrata]. Le nouvel abbé est venu à Sion la semaine d'auparavant rendre ses devoirs à l'évêque et au bailli [de Sépibus], et il m'a honoré d'une visite et accepté de moi un déjeuner.

Le 29 novembre 1808, M^{me} Derville-Maléchard, épouse de Son Exc. M. le ministre de France, accouche heureusement d'un fils ; sa naissance est annoncée par une salve d'artillerie. Il est baptisé le lendemain par Sa Révérendissime Grandeur Mgr l'évêque, revêtu des ornements pontificaux, assisté de deux dignitaires et en présence de tout le vénérable chapitre. L'enfant est présenté au baptême par Son Exc. M. le grand bailli Léopold de Sépibus, parrain au nom de la République du Valais, et par M^{me} Marie-Madeleine de Courten, fille de feu M. le comte de Courten, commandeur de l'ordre de Saint-Louis, lieutenant-général et colonel du régiment de son nom au service de France, épouse de M. Joseph Du Fay de Lavallaz, ancien vice-conseiller d'Etat, représentant M^{me} Sophie Haller, née Burdel, en présence de son Exc. M. le baron Stockalper, président de la diète, des corps entiers de la diète et du Conseil d'Etat, du conseil de la ville de Sion et de plusieurs autres personnes distinguées, * entre autres douze dames qui accompagnaient la marraine*, qui y avaient été invitées. L'enfant a été nommé Maurice-Hugues-Léopold-Rodolphe.

¹ Ces événements seront relatés plus loin, pp. 255 et suivantes.

Cette cérémonie s'est faite avec toute la pompe dont elle était susceptible. Un détachement du premier bataillon d'élection était sous les armes et rendait les honneurs militaires. Un orchestre nombreux a exécuté une très belle musique pendant la cérémonie. Au retour du baptême, Son Exc. M. le ministre a adressé les remerciements les plus affectueux à la diète et au Conseil d'Etat. A la suite de la cérémonie, il y a eu un repas de cent couverts offerts par l'Etat au ministre et à l'évêque et à la marraine, où l'on a porté des toasts appropriés à la circonstance et on a bu à la santé de Monsieur Maurice, filleul de la république. La fête semblait être l'expression de la vive reconnaissance publique pour la félicité dont le Valais jouit sous la protection de sa Majesté impériale, et elle a été terminée par une illumination spontanée dans toute la ville.

Entre la diète de mai et celle de novembre, il n'est rien arrivé de notable en Valais que l'établissement d'une diligence et d'une poste aux chevaux, désiré par le gouvernement français et accordé par notre Conseil d'Etat. L'entrepreneur général de cette diligence et de cette poste est un nommé M. Pasteur, de Genève, qui s'est chargé envers les directeurs des diligences de Lyon et de Milan, d'en établir une de Genève à Domodossola par les nouvelles routes de Meillerie et du Simplon. Il en a confié en Valais la direction générale à M. le grand juge de Rivaz, qui s'est associé à Saint-Maurice son beau-frère, M. Joseph de Nuce, grand châtelain, et M. le conseiller d'Etat Quartéry ; à Sion, MM. Emmanuel de Riedmatten et Zimmermann, et à Brigue, je ne sais pas bien qui, mais je pense un des fils de M. le baron Stockalper et un M. Zenklusen. L'inspection de la route est confiée à M. Charles Odet, son neveu. On relaie les chevaux toutes les deux postes ou toutes les trois lieues. Comme cette diligence marche jour et nuit, elle ne procurera pas grand argent aux aubergistes du pays. Et si cette route n'est pas aussi fréquentée qu'on l'espère, elle ne produira pas grands profits à ses entrepreneurs. Le plus grand avantage que le pays en retirera, c'est d'activer l'amélioration du chemin royal de Port-Valais à Brigue, dans toute la longueur de la plaine de la grande vallée qu'on nomme le Valais.

Un autre événement digne de remarque, c'est que les pères des Ecoles pies de la province de Souabe, qui tenaient depuis la suppression des jésuites le collège de Brigue, ont fait part au Conseil d'Etat à la fin de cette année scolastique, que le nouveau roi de Bavière [Maximilien I^{er}] ayant supprimé leur congrégation dans ses Etats, ils ne pouvaient plus se charger de fournir à ce collège les professeurs suffisants, offrant toutefois les pères, qui y étaient au nombre de quatre seulement, de continuer leurs services s'ils étaient agréables au pays, sauf si la proposition convenait au père supérieur du collège de Sion [Sineo de la Tour] de s'adjoindre deux de ses religieux. Cette proposition ayant été agréée par le Conseil d'Etat et ledit père supérieur, celui-ci a fait venir de Rome de leur mère maison trois nouveaux religieux dont l'un augmente la communauté du collège de Sion, en sorte qu'ils sont maintenant huit pères et quatre frères, et les deux autres vont à Brigue. Il a été convenu entre les anciens professeurs piaristes et les nouveaux professeurs jésuites qu'ils s'éliront à la pluralité des suffrages un recteur et un économiste. Les partisans des jésuites voient avec plaisir qu'ils ont mis le pied au collège de Brigue, et il y a tout lieu de regarder cet arrangement comme une espèce de prise de possession de ce second collège. Il paraît en général qu'on les verra de bon œil dans la suite des temps diriger nos deux collèges allemands. Celui de Saint-Maurice restera à l'abbaye tant que l'abbaye subsistera. Or nous espérons que, comme elle a commencé en Valais avec le christianisme, elle y durera tant que nous serons catholiques, ce qui veut dire toujours s'il plaît à Dieu.

Enfin la chaire de droit civil à Sion, décrétée par une diète de l'année dernière¹, est donnée par le Conseil d'Etat à M. le chanoine de Kalbermatten, avec 25 ou 30 louis d'appointements, et Mgr et le bailli lui obtiennent de M. le nonce, sans doute du consentement du vénérable chapitre, la dispense d'assister au chœur les jours de classe.

Vers la fin de 1808, le Conseil d'Etat députe à Paris M. Tousard d'Olbec pour répéter du gouvernement français diverses

¹ Voir plus haut, p. 250.

sommes et régler avec lui divers comptes. Il était accompagné du sieur Costa, premier secrétaire de la commission de la comptabilité présidée par mon frère Isaac.

* Le dimanche 29 janvier 1809, le ministre de France donne à l'occasion des victoires remportées en Espagne et de la naissance de son fils un bal magnifique, où les membres du gouvernement, les principaux fonctionnaires de l'Etat, les officiers français attachés aux travaux du Simplon et 300 personnes des familles les plus distinguées furent invités de toutes les sections du pays ¹ *.

¹ L'auteur annonce ici deux articles qui constituent les deux chapitres suivants.

CHAPITRE XVII

« Affaires de l'abbaye » de Saint-Maurice (1808) ¹

Peu après que le nonce [Testaferrata] eut confié l'administration générale de l'abbaye à M. le curé de Bagnes [Cotter], l'abbé Exquis finit sa longue enfance par une attaque d'apoplexie qui le tua du premier coup, et le prieur claustral, qui était le sieur Vannay, et qui ambitionnait ouvertement la mitre et la crosse et employait à y parvenir les moyens les moins délicats, pour ne pas dire les moins honnêtes, jusqu'à fermer les yeux sur le relâchement le plus complet de la communauté, jusqu'à prodiguer à ses jeunes partisans * les déjeuners, les goûters*, les permissions de sortir, ou les mener avec lui en parties de plaisir, ledit prieur, dis-je, convoqua le chapitre dans lequel il eut le déplaisir de les voir passer sur la tête et aux mains de M. le chanoine Pierraz, curé de Saint-Maurice, par les suffrages des religieux bénéficiers, qui procédèrent à cette élection plus consciencieusement que la jeunesse claustrale qui se proposait de se donner un supérieur commode. En sorte qu'il manqua la mitre. L'élection de M. Pierraz fut regardée par les amis sincères de l'abbaye, prêtres zélés ou laïques vertueux, comme un trait signalé d'une Providence qui veillait à la conservation de cette maison que le choix du prieur Vannay eût achevé de diffamer auprès de l'évêque [de Preux], du chapitre, des magistrats du pays les mieux pensants et les mieux intentionnés pour le bon ordre.

Ce nouvel abbé se nomme Etienne-Germain Pierraz ; il est natif de Liddes, paroisse de l'Entremont. Tout jeune prêtre

¹ Ms. 63, pp. 375-383, addition postérieure.

encore lorsqu'il fut fait curé de Saint-Maurice, il joint à une physionomie douce et modeste une gravité vraiment sacerdotale, des mœurs très pures, et il a gouverné sa paroisse avec une sagesse et une modération au-dessus de son âge, et il a su se faire estimer et respecter de ses paroissiens de toute condition. Ce fut un grand plaisir à Mgr l'évêque du Puy [Galard], qui durant son long séjour à l'abbaye, avait toujours distingué le jeune Pierraz et avait bien auguré de lui, d'apprendre qu'il avait succédé à cet abbé Exquis, bon vivant, il est vrai, mais prélat sans talent et sans dignité. C'en fut également un grand pour tout le Bas-Valais ; mais le Haut-Valais ne nous pardonna pas d'avoir pour la 3^e fois soufflé cette prélature à leur protégé le curé de Bagnes, quoique tout récemment promu par le nonce sur leur recommandation au vicariat général. Et c'est ainsi que se vérifia de nouveau cet adage si commun, que l'homme propose et que Dieu dispose. M. Pierraz avait alors à peine trente ans.

Quoique son élection fût un sujet d'étonnement pour Mgr le nonce, qui s'attendait qu'on aurait nommé le curé de Bagnes, il lui revint cependant de toute part tant de bons renseignements sur M. Pierraz qu'il finit par se convaincre qu'il était l'homme qu'il fallait dans les circonstances pour empêcher la ruine dont l'abbaye était menacée ; et il ne tarda pas à lui en confier l'administration au temporel et au spirituel en attendant l'expédition de ses bulles. Et les graves abus que la faiblesse du gouvernement de l'abbé Exquis et ensuite sa longue maladie avaient enracinés dans cette maison demandant qu'il y vînt en personne la réformer, il proposa à M. l'abbé de différer sa bénédiction jusqu'au moment qu'il lui serait opportun de faire un second voyage en Valais. Ce second voyage eut lieu dans l'automne de 1808, si je ne me trompe ¹.

Presque aussitôt après l'élection du curé Pierraz, * il se forma de presque tous les jeunes claustraux, à peine engagés dans les ordres sacrés et accoutumés * depuis quelque temps, c'est-à-dire depuis que l'abbé Exquis eut commencé à perdre la tête, à vivre sans discipline, par suite de la connivence coupable du prier

¹ Voir plus loin, pp. 259 et suivantes.

Vannay, dans la vue ambitieuse d'obtenir leurs suffrages, une ligue scandaleuse dont les chefs furent ledit prieur et le chanoine Perraud, curé de Vollèges, tous deux également jaloux et brouillons. Comme ils virent que le nouvel abbé était résolu de remettre de l'ordre dans la maison et d'y faire observer la règle mieux qu'on ne le faisait depuis la révolution et d'y plier les jeunes gens à la subordination, il leur fut facile de leur persuader de lui résister sous prétexte de contenir dans ses justes bornes l'autorité du prélat. Mais cet essai de liberté dégénéra promptement en licence et en anarchie. Et comme la révolution en faisant perdre à l'abbé ses seigneuries, avait réduit à rien le pécule des abbés qui consistait en droits et casuels seigneuriaux, l'abbé élu s'occupait tout de suite, tant auprès de ses religieux que [de] la sacrée nonciature, des moyens de s'en assurer un nouveau. Les claustraux saisirent aux cheveux cette occasion de lui montrer de la malveillance, et lui en offrirent un si modique qu'il ne le jugea pas, tout modeste et tout désintéressé qu'il soit, suffisant au soutien de sa dignité, et qu'il ne vit dans leur offre dérisoire qu'un moyen excogité par eux de le mettre dans l'entière dépendance du procureur [Barman] et du chapitre.

* En attendant que * le nonce prononçât entre lui et eux sur ce premier différend, il s'en éleva un second au sujet de la nomination aux bénéfices cures qui sont de la collation des abbés. Les claustraux prétendirent s'en rendre seuls maîtres, tandis qu'aux termes de leurs constitutions l'abbé y a la principale part et qu'elles lui fournissent plusieurs moyens d'en exclure ceux qui ne lui sont pas agréables. Ce qui donna lieu à ce second différend, c'était la cure de Saint-Maurice que ces messieurs croyaient vacante par le seul fait de l'élection de leur confrère Pierraz à la dignité abbatiale. M. l'abbé, chicané sur ces trois points et voyant qu'on osait lui tenir tête sur tout, différerait de jour en jour de quitter la cure et de venir à l'abbaye prendre les rênes du gouvernement ; et vu le peu d'obéissance et d'égard qu'on y avait pour lui, il en avisa le nonce et s'en plaignit hautement à l'évêque et au bailli [de Sépibus] qui n'y virent ainsi que lui d'autre remède que de faire maison neuve, comme l'on dit, en en éliminant et le prieur et le procureur. Ceux-ci, ayant eu connaissance de ce projet, mirent dans leurs intérêts quelques

personnes des plus notables de la ville et des petits bourgeois, à qui il leur fut facile de persuader que M. l'abbé, de connivence avec les chefs de l'Etat et l'évêque et son chapitre, avait le projet de réunir l'abbaye à la maison de Saint-Bernard et de réunir la paroisse à l'abbaye, et par là même de faire perdre à Saint-Maurice la considération dont ce petit endroit jouit de temps immémorial dans le pays et dont il n'est redevable qu'à la célébrité du monastère qu'il renferme dans ses murs. La vérité est que ni l'abbé ni l'évêque ni personne ne pensait à ce projet, dont on ne s'est jamais occupé qu'au fort de notre révolution, lorsqu'on croyait qu'il n'y aurait que ce seul moyen de sauver l'abbaye. Mais ces chefs du parti se permettaient ces imputations calomnieuses pour se faire des appuis parmi les laïques faciles à se laisser enclauder et prévenir contre M. l'abbé. Il était échappé à celui-ci quelques plaintes contre diverses poches faites entre son prédécesseur [Exquis] et M. Jacques de Quartéry qu'il estimait préjudiciables à la maison. M. Louis de Quartéry, longtemps grand châtelain du dizain, prenait fait et cause pour le jeune chanoine Gallay, proche parent de sa femme, que la bourgeoisie désirait pour curé. M. le notaire Barman, président du dizain, tenait pour le procureur ainsi que le jeune M. [Macognin] de la Pierre ; et il leur fâchait à tous de voir destituer de la procure ce jeune homme qui avait le talent de leur plaire ainsi qu'aux jeunes claustraux par ses générosités coûteuses à l'abbaye. Mais les partisans de M. l'abbé lui reprochaient de n'être pas assez économe des deniers de l'abbaye qu'il prodiguait à ses amis. On lui reprochait encore son faste, et il n'était que trop notoire que cette charge avait été pour lui une grande occasion de dissipation et de tiédeur. Comme c'est un jeune homme d'une jolie figure, d'un extérieur agréable, et qui ne manque pas d'esprit, les gens sensés le voyaient avec peine négliger la culture de ses talents et les concentrer dans les détails de l'administration du temporel, et craignaient à juste titre que la vie dissipée qu'il menait ne le conduisît enfin à quelque écart scandaleux ; il se tenait fier de la protection de M. Jacques de Quartéry, qui à son tour se tenait fier de son crédit auprès de Mgr le nonce qui l'année dernière avait eu pour lui des égards très marqués d'une haute considération. On décriait M. l'abbé comme un petit génie qui ne saurait jamais bien user

de son autorité et qui renouvellerait la faible administration de l'abbé Schiner, au vrai bon religieux, mais médiocre prélat. Cependant tout ce qu'il y avait à Saint-Maurice de gens sensés et pieux ne pouvait croire qu'un homme qui dans une si grande jeunesse avait gouverné avec une sagesse si soutenue la vaste et difficile paroisse de Saint-Maurice, ne fût pas, sans comparaison, le plus propre à gouverner en qualité d'abbé le petit monastère d'Agaune.

Du mécontentement on en vint aux plaintes, des plaintes on en vint aux calomnies et de vive voix et par écrit, comme il n'arrive que trop communément. Pour les réfuter, M. l'abbé et ses partisans se virent forcés de peindre au vif et au naturel le désordre général de la maison et les écarts nombreux de la plupart de ses religieux. Leur notoriété était depuis longtemps un scandale public à tout le Bas-Valais, et la matière trop ordinaire des censures malignes des Haut-Valaisans. Il fut donc jugé nécessaire de profiter de l'occasion de ce schisme pour réformer de nouveau l'abbaye, ou du moins pour en faire vivre les religieux aux termes précis de la dernière réforme. A cet effet, il fut résolu entre M. l'abbé et ses partisans le plus en autorité qu'il prierait Mgr le nonce de venir le bénir à Saint-Maurice même, et qu'il inviterait à cette cérémonie l'évêque et le bailli. M. le prévôt [Rausis] y fut aussi invité. * Elle eut lieu * le quatrième dimanche d'octobre [23] de 1808 avec beaucoup de pompe. Monseigneur s'y rendit accompagné du chanoine Pignat, doyen de Valère et son grand vicaire, de son aumônier [Julier], de son chambrier et de son *marshtaal* à cheval en manteau aux couleurs de sa famille * (il prit à Martigny M. le prévôt)*, et le grand bailli accompagné de M. le grand banneret Roten, qui y représenta Son Excellence M. l'ancien secrétaire d'Etat Roten, avoué ou défenseur de l'abbaye déjà sous l'ancien régime, du familier Blatter et de son sautier aussi à cheval. Mgr le nonce arriva à Saint-Maurice le 22 à une heure après midi. Il était accompagné de son auditeur [Cherubini], de son aumônier, soit son secrétaire [Veuillet] et de son valet de chambre. Malgré la désunion qui régnait à l'abbaye et dans la ville, la réception des prélats et de Son Excellence fut très honorable. On tira les canons et des pétards, et tout le temps qu'ils furent à Saint-Maurice, ils

eurent une garde d'honneur. Les autorités désénales et le conseil de la ville leur firent en costume convenable les visites d'usage. Les repas furent somptueux et la chère, excellente, comme elle l'est en Valais en automne, saison où nous abondons de bons poissons, de bon gibier et de bons fruits. On ne faisait à la vérité qu'un repas par jour. L'évêque, le bailli et le prévôt n'arrivèrent qu'entre six et sept heures du soir, au bruit de l'artillerie et du son des cloches, et la ville se trouva spontanément illuminée par l'empressement des « Messieurs » et des bourgeois et de tous les habitants à venir sur le seuil de leurs portes ou aux fenêtres de leurs maisons avec des lumières à la main éclairer la rue sur leur passage. Ils en repartirent le mardi matin avec les mêmes honneurs. Le chanoine Pignat fit à la cérémonie l'office de prêtre d'honneur, et du clergé séculier y assistèrent avec moi, que M. l'abbé eut l'aimable attention d'y inviter nominativement par une lettre très obligeante, le curé de Monthey [Gard], archiprêtre de cette surveillance de Saint-Maurice, ceux de Troistorrents [Hiroz], de Choëx [Tuffet] et de Massongex [Sallavuard]. Ces trois premières cures sont de la collation de M. l'abbé. On y invita aussi les pères [Joseph-Alexis], gardien, et [Faustin], vicaire du couvent de Saint-Maurice. M. le prévôt y était accompagné de deux de ses religieux, dont l'un est frère de M. l'abbé, que les claustraux en haine de lui, abbé, ont refusé lorsqu'il se présenta pour être reçu religieux à l'abbaye, il y a quelques années. Furent aussi invités à la cérémonie M. Charles-Emmanuel de Rivaz, grand juge du pays, et MM. le président du dizain de Monthey [P.-L. Du Fay] et le grand châtelain du dizain de Martigny [Pittier]. Il ne s'y trouva du ci-devant gouvernement d'Aigle que l'ancien secrétaire gouvernal, le sieur Aviolat, ancien ami de la maison, recommandable par sa fidélité aux bons principes et à ses anciens souverains à l'époque de la révolution. Tous les chanoines curés y furent mandés par ordre de Mgr le nonce, qui accueillit avec distinction l'ex-administrateur général, le curé de Bagnes.

Le lundi, le mardi, le mercredi furent employés par Mgr le nonce à examiner individuellement tous les religieux de la maison tant claustraux que forains, et il ne fut que trop convaincu, comme je le lui ai entendu dire à lui-même, que depuis quelque

temps les jeunes religieux ne regardaient le monastère que comme une auberge où chacun croyait n'avoir rien à faire que de boire et de manger, d'entrer et de sortir pour son argent ; que la pécuniarité, qui est le grand fléau de la régularité, s'y introduisait manifestement, que le relâchement y était à son comble, et qu'on n'y avait nulle idée d'obéissance et de subordination, et que pour peu qu'on eût tardé d'apporter un grand remède à de si grands maux, le désordre y serait parvenu à son comble et le mal irrémédiable. Il leur exhiba les pouvoirs extraordinaires qu'il avait reçus de Rome pour réformer la maison et modifier même la constitution, avec faculté d'en destituer les officiers actuels et de les priver pour cette fois du droit d'en élire de nouveaux. En conséquence, il décréta que désormais le prieur et le procureur seraient un peu plus sous la main de l'abbé que ne le portent les constitutions et que nul ne serait prieur qui n'eût également la confiance de l'abbé ainsi que celle du chapitre claustral. Il laissa pareillement à l'abbé la part principale à la nomination des cures. Je ne sais point encore ce qui a été réglé au sujet du pécule de l'abbé, mais il fut clairement stipulé qu'il ferait les honneurs de sa dignité aux dépens de la bourse commune ; que, comme les études qui y étaient négligées depuis la révolution à un tel point qu'aucun des jeunes religieux n'avait point fait de théologie, on s'y procurerait du dehors un professeur de théologie ; que l'abbaye pour se rendre utile au pays donnerait un soin particulier au collège et au pensionnat qui viennent d'y être établis. Et en vertu de ses pouvoirs et de la plénitude de la puissance apostolique, il destitua de l'office de prieur le chanoine Vannay, et de celui de procureur le chanoine Barman, et le curé de Vollèges fut privé pour toujours, mais à la miséricorde de M. l'abbé, de voix active et passive au chapitre général. Puis il nomma prieur claustral le chanoine Ody, administrateur de la cure de Leytron, et procureur le chanoine Grillet, prieur de Vétroz. Et comme il fut reconnu par M. le nonce qu'il était devenu impossible que M. l'abbé et le chanoine Vannay passassent par la même porte, l'ex-prieur fut envoyé à Vétroz, et l'ex-procureur fut envoyé à Notre-Dame des Ermites, où il doit rester deux ou trois ans pour y vivre dans la retraite, y continuer ses études et y apprendre l'allemand. M. l'abbé garde en attendant la cure de Saint-Maurice,

qu'il fait cependant administrer par le jeune chanoine Gallay, agréable à la bourgeoisie et désiré par elle pour son successeur en ce bénéfice. L'exécution de ce décret au regard du spirituel est confiée à notre révérendissime seigneur évêque * avec pouvoir d'interminer contre eux les censures ecclésiastiques *, et M. le grand juge de Rivaz, en vertu d'une commission expresse du Conseil d'Etat, est chargé à l'instance du nonce et de l'abbé de surveiller le temporel et, en cas de résistance de la part des jeunes gens, de prêter main forte à M. l'abbé contre les mutins. Quoiqu'ils aient tenu ferme jusqu'au dernier moment à soutenir leurs prétentions, ils se sont à la fin soumis. Mais comme il y a sujet de craindre que leur soumission ne soit pas durable, on a pris contre eux la précaution de les contenir par la menace de chasser non seulement de l'abbaye, mais même du pays, ceux qui tenteraient de s'insurger de nouveau et de redonner le scandaleux spectacle du schisme et de la révolte.

Mgr le nonce, excédé des dégoûts et des embarras de cette expédition, alla le jeudi dîner en partie de plaisir à Martigny à la prévôté, et ce fut pour lui un véritable délassement que d'y trouver les plus notables chanoines de la maison de Saint-Bernard si bien réglée, vivant dans la plus parfaite intelligence avec leur docte et respectable prélat. Je l'y accompagnai. Le soir, il retourna à l'abbaye. Il y tint chapitre le vendredi * et y fit une nouvelle promulgation de son décret * et acheva d'y régler différentes choses. Et le samedi de grand matin, il reprit la route de Lucerne. Je laisse au lecteur à penser ce que ce * second * voyage du nonce en Valais aura coûté à l'abbaye. Dieu veuille que ces jeunes gens profitent de cette leçon ! Et comme leur grande jeunesse mérite quelque indulgence, cette leur équipée sera bientôt oubliée et ne portera point atteinte à leur réputation, si leur conduite répond mieux à l'avenir à leur vocation.

M. l'abbé ne se prévalut de ce décret qu'autant qu'il fut absolument nécessaire pour rétablir l'ordre dans sa maison ; car la cure de Bagnes étant devenue vacante par la mort [1810] de M. Cotter qu'emporta une goutte remontée, il y nomma, quoiqu'il eût grand sujet de lui garder la rancune, le chanoine Perraud, à qui il ne coûte pas plus de faire les plus basses soumissions à

ses supérieurs que de leur manquer et de les offenser, et qui n'a payé que d'ingratitude la préférence que lui en a donnée M. l'abbé. L'ex-procureur ne resta pas plus d'une année à Notre-Dame des Ermites ; on lui permit de revenir au pays, et il n'eut rien de plus pressé que d'accepter pour sortir de l'abbaye et vivre en liberté le vicariat de Bagnes, et peu après la cure d'Outre-Rhône, la moins considérable de l'abbaye. L'ameublement riche que se donnèrent aussitôt qu'ils se mirent en ménage lui et l'ex-prieur Vannay confirma ce dont on les soupçonna véhémentement, de s'être partagé la bourse commune. M. l'abbé pour complaire à la bourgeoisie et gagner l'amitié du jeune chanoine Gallay l'a fait curé de Saint-Maurice, et le ciel a béni son esprit de conciliation, et il n'a pas lieu de se repentir de cette condescendance, puisqu'elle a procuré un digne pasteur au peuple de cette paroisse. Car ce jeune homme réunit à beaucoup de talents agréables, de la science, de l'éloquence, de la prudence ; et d'année en année, il se fait une excellente réputation, en sorte qu'il est l'un de nos plus recommandables ecclésiastiques par les talents et par la vertu.

Au printemps de l'année suivante, Mgr le nonce obtint du Souverain Pontife [Pie VII] des lettres apostoliques qui relèvent le chanoine [Macognin] de la Pierre, dont la vocation fut si mal éprouvée par le prieur Vannay, de ses vœux solennels, autant que sa conscience peut lui permettre d'en demander la dispense et de s'en croire délié, à la réserve de celui de chasteté, le déclarant inhabile à contracter jamais mariage avec admonestation très sérieuse de bien examiner devant Dieu s'il peut se prévaloir de cette indulgence de l'Eglise mère pour se rengager dans le siècle. Ce jeune homme s'y conduit très mal et donne de vives inquiétudes à ses parents qui lui ont procuré une place d'officier dans notre régiment valaisan dit de Preux, du nom de son colonel actuel au service d'Espagne, mais dont la révolution qui vient d'éclater en ce royaume a retardé qu'il se mit en possession. Depuis le temps que j'écrivais ceci, il est entré au service de l'empereur des Français. Dieu veuille l'y faire prospérer ¹ !

¹ Voir plus loin la suite de sa carrière, II, pp. 232-235.

CHAPITRE XVIII

Petit synode tenu à Sion en 1809 pour la suppression des fêtes ¹

Il serait trop long de raconter en détail toutes les tergiversations de l'évêque [de Preux] et de ses conseillers au sujet de la suppression des fêtes sollicitée avec tant d'instance par le magistrat valaisan depuis la révolution de 1798. Feu Mgr [Blatter] y répugnait moins que Monseigneur moderne. Il s'était même fait autoriser dès la première année de son épiscopat par la nonciature de Lucerne et par la congrégation des Rites à en diminuer notablement le nombre qui était véritablement excessif en ce diocèse. Mais lorsqu'il voulut mettre à exécution ce louable dessein, il vit bien qu'il n'était pas assez fort pour vaincre à lui seul les obstacles qu'il y rencontrerait. Peuple, prêtres, « Messieurs », tous s'y opposèrent. Le peuple, disait-on, vivait en Valais content de sa médiocrité et était plus heureux avec son strict nécessaire que tant d'autres peuples avec toutes leurs superfluités. Les montagnards surtout avaient du temps de reste, quoique chômant un tiers de l'année, pour la culture de leurs terres et pour tous les autres travaux de la vie rustique. Si une partie du peuple offensait plus Dieu ces jours-là par la fainéantise, la débauche et le libertinage, une autre partie l'honorait par son assiduité au service divin et par la ferveur de ses prières. L'intercession de tant de saints si solennellement et si sincèrement invoquée par un peuple foncièrement chrétien ne pouvait manquer d'attirer sur le pays les bénédictions célestes. L'intérêt était aussi pour quelque chose dans cette rénittance. C'était ces jours-là que dans les villes et

¹ Ms. 63, pp. 199-202, addition postérieure ; pp. 203-204 en blanc.

bourgades du pays les gens riches se défaisaient de leur vin en le vendant en détail. Lorsque les idées prétendues libérales de l'esprit révolutionnaire se furent propagées en Valais avec la plantation de l'arbre de la liberté, les Bas-Valaisans fortement appuyés par les résidents français demandèrent opportunément importunément à cet évêque la suppression d'une trentaine au moins de ces petites fêtes ; il s'y prêta avec d'autant moins de répugnance que malgré toutes ces raisons plausibles de les conserver, il ne se dissimulait point que l'oisiveté de cette multitude de fêtes ne nuisait pas moins aux mœurs chrétiennes qu'à l'agriculture et à l'industrie, s'autorisant d'ailleurs à consentir à cette suppression sur l'exemple du diocèse de Genève et de Rome même, où elles sont supprimées depuis près d'un demi-siècle. Le citoyen Mangourit brusqua cette suppression en abusant de son autorité absolue de proconsul français au pays de Valais ¹. La chose se traita un peu plus régulièrement sous la résidence du sieur Der-ville-Malécharde ; toutefois son influence y fut très marquée. Aussi l'évêque Blatter pour empêcher que son clergé ne s'en scandalisât, s'y fit autoriser préalablement par Mgr le nonce [Gravina], et ensuite il envoya à ses curés une circulaire où il leur * annonçait que le Souverain Pontife [Pie VI] l'avait autorisé à avoir pour la puissance séculière cette condescendance et leur enjoignait d'exhorter * leurs peuples à se conformer à ce nouvel ordre des choses qu'exigeaient impérieusement les circonstances des temps difficiles où l'on vivait, laissant cependant à la dévotion des peuples la liberté d'entendre ces jours-là à une heure fixe la messe basse de leurs pasteurs. Mais comme la plupart des curés cédant aux importunités de leurs paroissiens continuaient à chanter ces jours-là des grand-messes et à les carillonner, les novateurs tant du Haut que du Bas-Valais ne cessaient de déclamer auprès du résident français auquel ils faisaient une cour très assidue, contre cet intolérable abus, à la réforme duquel ils accusaient l'évêque et ses conseillers de ne faire que semblant de concourir tandis qu'ils le fomentaient sous main. La chose était effectivement telle du moment que Mgr de Preux prit la conduite du diocèse. En sorte qu'en l'une des diètes sous le baillivat de

¹ Voir plus haut, p. 67.

M. de Sépibus, les novateurs les plus zélés pour cette réforme ayant mis à ses trousses le résident Derville, il convoqua une espèce de synode — * (l'évêque y appela quatre chanoines, tous les surveillants et les curés du diocèse les plus notables par leur zèle et par leur savoir) * — où il eut l'air de vouloir leur donner la satisfaction qu'ils demandaient à cor et cri ; et il parut s'y prêter de si bonne foi qu'il m'autorisa à lire en plein synode un long mémoire écrit en latin qui persuada de la nécessité d'avoir tout de bon cette condescendance pour la puissance séculière ; la plupart des curés du Haut-Valais appelés à ce synode, surtout l'abbé de Courten, curé de Viège, le chanoine Lorétan, curé de Loèche, le curé de Mörel [Wenger], le curé de Sierre [Mayor], etc., l'appuyèrent de leur suffrage. Il s'agissait principalement de ne plus carillonner ces messes et de ne plus en dire que de basses ces jours-là ; car l'évêque et son grand vicaire, le chanoine Pignat, ne purent jamais se résoudre à supprimer ces jours-là cette audition de messes ; et comme nous nous attendions que l'évêque allait répondre à la diète selon son vœu, il eut le lendemain matin une conférence avec le bailli de Sépibus, à la suite de laquelle il autorisa à notre grand étonnement les curés à dire ces jours, un peu plus matin qu'à l'ordinaire, une basse messe pour satisfaire à la dévotion du peuple qu'on ne devait point empêcher, disait-il, d'entendre la messe et qu'on ne pouvait point forcer à travailler ces jours-là, si bon lui semblait. Cette messe, ces jours-là dite à une heure fixe et à leur commodité, continua à être aux peuples une occasion de les chômer, ce qui contrariait le plus ouvertement les vues du gouvernement. La diète ferma les yeux pour le moment, les novateurs étant bien résolus de revenir à la charge à la diète suivante. On a pensé qu'un des motifs qui portèrent l'évêque à ménager en cette rencontre les habitudes et les préjugés du peuple valaisan, c'est qu'étant à la veille de faire la visite des paroisses des dizains allemands, à qui d'ailleurs son élection n'avait pas été agréable, il avait voulu par cette complaisance pour eux leur rendre sa personne recommandable. Effectivement on lui fit partout assez bon accueil.

Mais l'empereur Napoléon s'étant emparé du pays de Valais sans autre forme de procès que de déclarer que tel était son bon plaisir, son ministre des Cultes [Bigot de Préameneu] et son

ministre de l'Intérieur [Montalivet] n'eurent rien tant à cœur que de presser au département du Simplon par le préfet impérial [Derville] l'exécution à la lettre du Concordat de 1802, comme je le raconte amplement, page 3 du cahier suivant intitulé : *Journal historique, etc.*¹. Alors on discontinua même à Sion de célébrer ces fêtes en l'église cathédrale, quoique le Concordat les en exempte, et pour vivre en paix avec le préfet de Rambuteau, il nous fallut renoncer à paraître au chœur en camail et discontinuer de sonner notre messe conventuelle à la manière usitée en pareils jours. A son tour, l'évêque n'eut rien de plus pressé, aussitôt que les Français eurent évacué le pays, que de rétablir les choses sur le pied où les avaient laissées feu Mgr [Blatter] ; ce qui pour le peuple des campagnes est la même chose que de les avoir rétablies sur le pied où elles étaient avant la révolution de 1798. Car il chôme depuis lors toutes ces fêtes religieusement, pour ne pas dire scrupuleusement, quoiqu'un grand nombre d'icelles soient et demeurent de fait supprimées canoniquement, puisque c'est d'autorité apostolique. Ce qui ne manquera pas dans quelque temps d'ici de compromettre de nouveau le clergé et son chef avec le magistrat du pays, qui abandonnera difficilement la réforme de cet abus qui leur paraît tout à fait intolérable, cette multitude de fêtes étant manifestement préjudiciable à l'agriculture, au commerce, à l'industrie, et incompatible avec le passage du Simplon présumé devoir être à l'avenir très fréquenté par les voyageurs étrangers et par la voiture continuelle des marchandises ; enfin réforme utile aux pauvres gens de la campagne et aux pauvres artisans des villes et à tous ceux en un mot qui sont dans le cas de vivre du jour à la journée du travail de leurs mains².

¹ Voir plus loin, pp. 332-333.

² L'auteur rappelle ici, par une note, l'addition placée plus loin, pp. 324-327.

QUATRIÈME PARTIE

LE VALAIS DÉPARTEMENT DU SIMPLON
(1810-1813)

CHAPITRE PREMIER

Les prodromes de la réunion (été 1810)¹

Depuis que nous avons vu l'empereur des Français [Napoléon I^{er}] ne mettre aucune borne à son ambition toujours croissante et ne consulter touchant l'arrondissement de son empire que les convenances et ne lui donner d'autres limites que les embouchures et les sources des fleuves qui l'arrosent, nous avons bien compris que nous ne resterions pas longtemps libres et indépendants, et qu'après avoir réuni toute la Hollande à l'Empire français, parce que la bouche la plus reculée du Rhin tombe dans la plus septentrionale de ses mers, il voudrait par la même raison avoir dans son empire les sources du Rhône au sommet du Valais ainsi qu'il en a l'embouchure dans le golfe de Lion un peu au-dessous d'Arles ; sans doute qu'un jour par la même raison il s'emparera de toute la Suisse pour arrondir ses Etats et y avoir la source du Rhin qui le borne à l'est et le sépare de l'Allemagne. C'est que le Valais est frontière immédiate de l'ancienne Savoie et de son nouveau royaume d'Italie. Le petit département du Léman ne semblait qu'une pierre d'attente qui devait joindre le Chablais au Valais et peut-être dans la suite au pays de Vaud, pour posséder seul ce beau lac. D'ailleurs la route du Simplon et celle du pas de Meillerie, si droites et si larges, venant toutes deux aboutir à la grande route de notre pays si tortueuse et si étroite, en demandaient une correspondante à leur beauté et à leur nivelage. Or comme notre petite république n'était pas assez riche pour la faire à ses frais, on nous donnait à entendre que la France la ferait aux siens, ce qui lui acquerrait une sorte de droit sur la propriété du pays. Nous savions d'ailleurs que les Genevois et les Chablai-

¹ Ms. 63, pp. 391-395, addition (pp. 396-398 en blanc).

siens ne rêvaient que réunion de notre pays à la France, c'est-à-dire à leur département. On ne cessait de nous parler des avantages qui en résulteraient pour nous : le transit des troupes qui y répandrait beaucoup d'argent, ainsi que la voiture des marchandises, une diligence, la poste, et la grande affluence de voyageurs que la seule curiosité de voir et de faire une si belle route ferait passer par le Valais, le dessèchement de nos marais. Les réunisseurs (nous en connaissions un certain nombre dans le pays même) ne cessaient pareillement de vanter au gouvernement français les avantages qu'il retirerait de la possession d'un pays si riche en mines d'or et d'argent et en bois de construction et de mélèzes. Enfin, notre position topographique sur la carte de l'Empire français nous faisait craindre qu'il ne prît tôt ou tard fantaisie au grand homme qui le gouverne de s'accommoder de ce petit coin de terre si fort à sa convenance. En sorte que depuis bien des années nous ne vivions, comme on dit, que comme l'oiseau sur la branche, incertains de notre sort, contents du présent, mais très inquiets sur l'avenir. D'autant plus que, quand nous vîmes le roi d'Espagne détrôné [Charles IV], l'Etat de l'Eglise envahi, la Hollande réunie, nous commençâmes à craindre le sort de la Cisalpine et de la Ligurienne, et nous ne nous flattâmes pas que ce conquérant insatiable respectât la chaumière du pauvre, la vigne de Naboth, lui qui n'avait pas respecté le patrimoine de saint Pierre. Cependant nous nous disions à nous-mêmes : « Mais le Valais peut-il bien exciter sa convoitise ? Il lui en coûtera plus à le faire gouverner qu'il n'en retirera. On l'abuse sur nos bois et sur nos mines dont les frais d'exploitation surpasseront de beaucoup les produits. Le Rhône n'est pas à beaucoup près aussi facile à diguer qu'on se l'imagine, et les torrents qui s'y versent rendront l'opération très coûteuse et l'issue qu'on en attend fort incertaine. Qui gagne à cette route du Simplon, quoique la plus courte pour se rendre en Italie depuis bien des provinces de la France, que quelques négociants * de leurs villes commerçantes * ? Et quoique la plus belle, le nombre des curieux est petit, et personne ne gagne avec ces voyageurs que quelques aubergistes, et ce sont des voituriers de Vevey qui font tous les profits du transit des marchandises. Et d'ailleurs, si la France vient à bout des Anglais, les fera-t-on voiturier chèrement par



LOUIS TOUSARD D'OLBEC
(1757-1840)

Pastel par Jean Fouquet, 1791
Propriété de M. Stéphane de Kalbermatten, à Bellinzone

terre quand on peut les voiturer à si bon marché par eau ? Ce nous semble un pur luxe fort dispendieux aux Français que de faire si coûteusement de si belles routes en un empire qu'on couvre à l'infini de canaux ».

Nous en étions à ces spéculations, lorsque cette année (1810), peu avant la diète de mai, nos habitants savoyards firent courir plus que jamais le bruit de notre prochaine réunion à la France. Nos magistrats en prirent l'alarme. Le résident [Derville-] Malé-chard chercha à nous tranquilliser par les assurances accoutumées que tant que nous serions fidèles à observer la nouvelle charte constitutionnelle que nous tenions de la main de l'empereur sous la garantie de la grande nation et des Républiques helvétique et italienne, et que nous vivrions entre nous en une parfaite concorde, la France ne cesserait de maintenir notre indépendance, son ouvrage. Il ajoutait cependant toujours qu'elle était attachée à ce que notre reconnaissance d'un si grand bienfait fût sincère et que nous prissions un peu plus vite que nous ne faisons une manière de penser et d'agir plus libérale et plus rapprochée de la constitution française. Mais malheureusement nous [étions] un peuple trop grave pour goûter de prime abord tant de nouveautés si contraires à nos vieilles habitudes. La magistrature a les siennes, le clergé, les siennes, les Haut- et les Bas-Valaisans, les leurs, et assez disparates. Et comment aurions-nous pu persuader à notre jeunesse d'aimer la conscription française, et à un peuple libre comme l'air, à qui depuis 400 ans son gouvernement ne coûtait presque rien, d'aimer les impôts français, et à un peuple extrêmement chrétien d'aimer les innovations irréligieuses du code Napoléon, et enfin à un peuple qui a des mœurs sévères les immodestes modes des femmes françaises, et surtout à un clergé de doctrine ultramontaine le nestorisme et le richisme ressuscités par le prince primat [d'Allemagne, Dalberg], conseiller perfide d'un prince imprudent, chez qui le tolérantisme procède de l'indifférentisme ? Donc le peuple valaisan voyait bien que sa réunion à la France lui procurerait fort peu d'avantages réels et nuirait à ses mœurs, à sa religion et à sa liberté, et que l'honneur de devenir français lui coûterait des hommes et de l'argent. Quoique le Bas-Valais n'ait tâté de la liberté que quelques années, il y tient tout autant que le Haut-Valais, si ce n'est que l'anti-

pathie est encore plus forte des Allemands que des Romands pour tout ce qui nous vient de France.

Rassurés toutefois par les protestations de bienveillance que nous donnait de temps en temps le résident au nom de son gouvernement, nous nous flattions encore qu'au moins la génération présente pourrait échapper à l'orage révolutionnaire. Nous nous doutions bien que le grand despote d'Occident ne voyait pas de bon œil les maximes démocratiques se conserver et se perpétuer même dans les petites républiques qu'il tolère et qu'il protège ; le Valais réuni à la France, il n'en restera plus qu'une, et c'est précisément ce qui nous fait craindre pour elle qu'on ne pense plus prochainement peut-être qu'elle ne s'y attend à voir son médiateur devenir son souverain.

Quoi qu'il en soit, le résident fait un voyage à Paris ; il en revient en quatre jours et trois nuits un mercredi matin, 1^{er} août, pour nous écraser comme d'une bombe de la nouvelle inattendue que son tout-puissant empereur * mande à Paris une consulte valaisanne, qu'il * désire faire la connaissance de M. l'évêque de Sion [Preux], et causer des intérêts de son pays avec six de ses plus habiles diplomates ou législateurs. L'évêque était en cours de sa visite au Bas-Valais. On lui mande, le résident très impérieusement, le Conseil d'Etat très instamment, de l'interrompre et de se rendre aussitôt à Sion pour faire promptement sa valise et partir dès le dimanche suivant pour se rendre auprès de Sa Majesté impériale et royale. A cette annonce, le prélat tout alarmé craint qu'il n'en soit fait de l'indépendance et de la religion en son diocèse. Il prétexte son grand âge et ses infirmités pour se dispenser de ce voyage long et coûteux, dont il ne peut se persuader que l'issue puisse être favorable à son Eglise et à son pays. Il faut absolument qu'il parte ; le résident le veut ainsi ; il se résigne, il se dévoue, et on lui donne pour l'accompagner six de nos « Messieurs » choisis par le résident lui-même, qui sont les sieurs Taffiner, de Conches, l'ancien grand bailli Léopold de Sépibus, Maurice de Courten, de Riedmatten, ci-devant seigneur de Saint-Gingolph, ancien bourgmestre de la ville, l'avocat Pittier et Charles de Rivaz, vice-président de la diète ; tous gens au reste, à un ou deux près, dignes de la confiance publique et dont la compagnie ne peut être qu'agréable à l'évêque.

Mais que vont-ils faire à Paris ? Quoique le résident assure qu'il n'y sera question ni de la religion ni de notre indépendance, il ne peut venir à bout de le persuader à nos magistrats. Une imprudence qu'il commet peu de jours après trahit son secret. Le vicaire général [Pignat] fait annoncer au peuple valaisan par une circulaire aux curés le départ de Monseigneur pour Paris, où il le rassure dans les termes les plus circonspectement pesés qu'après les assurances que donne le résident, il ne doit point s'inquiéter de l'objet de ce voyage inattendu et précipité ; ses espions lui rapportent que les curés, d'ordre du grand vicaire, font prier pour l'évêque et que cette mesure agite le peuple ; qu'il pense dans le Haut-Valais à s'insurger et dans le Bas-Valais à partager les communs. Le résident jette feu et flamme, mande le bailli [Stockalper], se plaint de l'indiscrétion de cette circulaire, entend qu'on en retire tous les exemplaires, notifie au Conseil d'Etat qu'il ait à écrire à tous les présidents des dizains de se désister du partage en question, menace de faire conduire le grand vicaire à Paris comme un excitateur de troubles, et quand on lui montre la minute de cette circulaire qui lui cause un emportement si brutal et qu'il ne peut nier qu'elle [est] écrite au contraire dans un esprit très pacifique, il se rejette à dire en étourdi inconséquent qu'« il n'a pas dit officiellement ce qu'elle lui fait dire ». Et c'est ainsi qu'il lève le masque et qu'il ne donne que trop à entendre à nos « Messieurs » que le véritable objet dont l'empereur traitera avec la consulte par lui mandée est notre réunion à la France, qui plus ou moins compromettra notre religion et nous fera perdre notre indépendance, sans parler des changements en mal qu'elle apportera à nos mœurs. Ainsi, si notre peuple est inquiet, c'est l'ouvrage de son étourderie et de son emportement.

M. [Tousard] d'Olbec, par contre, revenu depuis peu de Paris, n'en faisait pas un mystère, et il nous disait tout haut que l'issue de cette consulte valaisanne ne pouvait manquer d'être conforme à celle qu'avaient eue les consultes de la Cisalpine et de la Ligurienne. Véritablement il y en eut une aussi de la République helvétique, qui se borna à rendre l'empereur arbitre des destinées de la Suisse sous le nom de médiateur de ses dissensions intestines ; mais on sait par l'histoire des républiques grecques ce que les petits Etats ont à redouter de si puissants protecteurs.

CHAPITRE II

La réunion du Valais à la France ; organisation du département (1810-1813) ¹

Nous vivions soumis et paisibles, mais non sans inquiétude, sous le provisoire, lorsque cette même année [1810] à la fin de juillet le résident [Derville] donne avis au Conseil d'Etat et à Mgr [Preux], qui était pour lors en cours de visite au Bas-Valais et qui pour le moment faisait la visite de l'église de Bagnes, que l'empereur [Napoléon] souhaitait que la république de Valais lui députât une consulte composée de ses citoyens les plus distingués et les plus intelligents. Cette nouvelle fut comme un coup de foudre qui nous atterra tous et nous fit comprendre que nous touchions au terme de notre indépendance. En conséquence, l'évêque remonte promptement à Sion, le jour de la Portioncule (le 2 août), et sur une liste fournie par le résident, on nomma membres de cette députation l'évêque, M. Taffiner, de Conches, M. Maurice de Courten, de Sierre, l'ex-bailli de Sépibus, M. le bourgmestre de Sion de Riedmatten, dit le Parisien, l'avocat Pittier, M. le grand juge de Rivaz. Etait alors grand bailli M. le baron Stockalper, et conseillers d'Etat le sieur Lang et mon frère Isaac, etc.

Ces messieurs arrivèrent à Paris vers la fin du mois d'août et n'obtinrent audience de l'empereur à Fontainebleau que vers la fin de janvier [1811] comme ils s'en retournaient au pays. Ils ne tardèrent pas à nous écrire qu'en toutes les audiences qu'ils reçurent du ministre de l'Intérieur [Montalivet] et de la

¹ Ms. 63, pp. 159-166. — L'auteur annonce ici, en marge, l'addition que nous avons placée en tête de cette 4^e partie.

commission nommée pour prendre d'eux sur le Valais les informations que désirait l'empereur, dont le sénateur Roederer était le président, on leur faisait entendre assez clairement qu'il était question de réunir le Valais à l'empire, que sa position topographique toute seule décidait du sort de ce pays en démontrant que l'empereur ne pouvait pas se passer de ce pays situé sur la frontière immédiate des deux royaumes * de France et * d'Italie ; qu'il était palpable que les travaux faits par l'empereur aux chemins de Meillerie et du Simplon en rendaient la possession indispensable à l'empereur pour leur libre communication, soit pour ses armées, soit pour le commerce ; que d'ailleurs le Valais laissé à lui-même ne serait jamais en état d'entretenir sa grande route comme il s'y était obligé d'une manière qui eût de la proportion à cette route impériale tracée de Genève à Milan ; au reste, que le Valais n'aurait qu'à gagner à passer sous la domination d'un prince aussi puissant qui, en y achevant cette grande et superbe route, en y diguant le Rhône, en y faisant dessécher les marais, exploiter les mines et les forêts, le rendrait l'une des plus florissantes provinces de son empire. Nos « Messieurs » sentaient bien que ce joug était indéclinable, mais comme ils virent qu'on ne les retenait si longtemps à Paris, où le sort du pays était déjà décidé avant même qu'ils y arrivassent, que dans l'intention de les engager à demander * eux-mêmes * au nom du pays la réunion, ce que les commissaires leur donnaient à entendre en termes assez clairs, constants à tenir en cette occasion la même conduite qu'on avait tenue en 1802 avec le général Turreau, ils insinuaient à leur tour que le Valais subirait bien ce joug sans opposer aucune résistance, mais qu'il était inutile de se flatter que son peuple irait spontanément au-devant des fers qu'on lui préparait. Il fallut donc que l'empereur décrêtât de sa pleine puissance et bon plaisir la réunion du Valais au grand empire sous le nom de département du Simplon, et de suite il en nomma premier préfet le résident réunisseur. Puis le bailli Stockalper fut mandé, et il exigea que l'évêque et le reste de la députation retournassent à Paris pour lui prêter le serment de fidélité, que l'évêque lui prêta entre ses propres mains en rochet et en camail, *more caelerorum praelatorum ecclesiae gallicanae*, à une messe basse en la chapelle du château des Tuileries. Et après leur avoir fait

payer au trésor royal une somme équivalente au moins aux frais de cette députation et fait livrer à l'évêque un billet de la Banque impériale de 1000 écus en forme de gratification, il les congédia. * Quand ils * arrivèrent au pays, ils le trouvèrent occupé par le comte César Berthier, frère d'Alexandre Berthier, prince de Neuchâtel, général de division, qui accourut de Savone, où la garde du pape [Pie VII] lui était confiée, par le Piémont en passant le Grand Saint-Bernard au cœur de l'hiver avec une partie de sa petite armée (l'autre partie entra en Valais par le Simplon). Et il expérimenta que nous ne les trompions pas quand nous leur disions que pour faire la conquête du Valais, il suffirait à l'empereur d'y envoyer quatre fusiliers et un caporal, mais qu'il ne fallait pas qu'il comptât pouvoir jamais nous amener à nous donner à lui. Le général César Berthier convint lui-même que ç'avait été une précaution inutile au ministre de l'Intérieur de l'envoyer à la tête d'une demi-brigade prendre possession d'un pays si déterminé à n'opposer aucune résistance à son occupation, et il y trouva tous les esprits préparés de loin à subir ce joug quoiqu'il ne fût rien moins que de leur goût. Il y vécut très honorablement, faisant bonne grâce à tout le monde, promettant sa protection à tous les anciens nobles du pays, mais il se ruina à promettre beaucoup sans s'enrichir à ne rien tenir.

On s'y attendait cependant si peu, à Paris, à cette si spontanée soumission, au moins de la part des Haut-Valaisans, qu'on jugea à propos d'envoyer au pays M. [Ch.-E.] de Rivaz pour les porter à la résignation. Le résident préfet trouva que le général Berthier empiétait sur les attributions de sa magistrature, et on s'aperçut bientôt qu'il régnait entre eux une sorte de mésintelligence. Aussi, après avoir fait prêter individuellement aux ecclésiastiques et collectivement aux communes le serment de fidélité à l'empereur, le général Berthier se retira-t-il du Valais avec sa troupe le plus tôt qu'il put en obtenir la permission, laissant au chef-lieu une petite garnison et un commandant du département. — * Le gouvernement français établi solidement en Valais, il y fit venir Madame son épouse et M. son fils. Il tenait table ouverte ; on lui donna quelques repas et un bal ou deux. Ses officiers s'amuserent à jouer quelques comédies sur le théâtre du collège *. Il passait pour généreux et pour peu ménager de sa fortune qui est

médiocre ; mais le prince de Neuchâtel en bon frère lui aidait de la sienne qui est considérable, à soutenir ce grand train. Somme toute, c'était un fort bon homme, affable et poli, et nullement scandaleux ni dans ses mœurs ni dans ses propos.

Peu de temps après sa retraite, le préfet organisa le département à la française. Y arrivèrent tout de suite des préposés aux douanes, puis de la gendarmerie. Le département fut divisé en trois arrondissements : celui de Sion, celui de Brigue et celui de Saint-Maurice. L'empereur lui-même nomma pour cette fois à tous les emplois. Furent donc faits sous-préfet de Brigue M. de Sépibus, ancien grand bailli, et sous-préfet de Saint-Maurice M. Dufour, ancien conseiller d'Etat, avec chacun 100 louis d'appointements, plus 25 louis pour leurs frais de bureau. M. Rouiller, natif de Saint-Maurice, fut fait secrétaire général du département avec 50 louis seulement de traitement et un bureau à la préfecture ; M. Tousard d'Olbec, directeur général des Finances, avec 12 000 francs d'appointements ; M. de Flotte, longtemps payeur des travaux du Simplon, trésorier et payeur, avec un traitement de 15 000 francs ; M. Charles de Rivaz, membre du Corps législatif avec 10 000 francs — * il n'est pas nécessaire, je pense, de dire que les Haut-Valaisans envient beaucoup à M. de Rivaz sa place au Corps législatif, quoique ce ne fût pas une place à vie, et qu'il s'était noué contre lui une intrigue pour l'en débusquer, dans laquelle les Duc étaient des premiers engagés ; mais la chute imprévue de Bonaparte ne leur a pas laissé le temps de faire sauter la mine * — et M. le baron Stockalper, conseiller de justice en la cour impériale de Lyon avec 4000 francs. M. Lang l'ainé et Isaac de Rivaz furent faits conseillers de préfecture. L'avocat Pittier fut nommé président du tribunal avec 1200 francs de traitement — * sur le refus de l'ex-vice-bailli Delasoie à qui elle fut offerte *, et les sieurs Lang l'ainé, l'ex-bailli Augustini, Janvier de Riedmatten et Barman, de Saint-Maurice, assesseurs audit tribunal avec 1000 francs par an ; d'ailleurs charges à vie, mais qui demandent résidence au chef-lieu. Le contrôleur général de l'Enregistrement fut un M. Rossin, homme de manières fort grossières et de mœurs scandaleuses, auquel succéda l'année suivante un M. Quinque, homme par contre fort probe et fort religieux. Les autres emplois

de finances furent donnés à des Valaisans. Le plus lucratif resta à Sion et fut confié à M. Joseph-Marie de Torrenté, qui passe pour y avoir bien fait ses affaires. Les autres ne valent pas la peine que je donne les noms de ceux qui les obtinrent. Personne, proportion gardée, ne fit à ce changement de domination une plus grande fortune que le bourreau ; il avait cent louis de gages, tandis que sous l'ancien régime il n'en avait guère plus de 25.

Au premier commandant du département fut substitué dès la première année le baron d'Hénin de Cuvilliers, plus employé dans la diplomatie que dans les armées, qui avait un peu de littérature, se piquait même d'érudition, savait un peu d'arabe et qui, vivant en garçon fort rangé, était en train de faire en Valais des épargnes considérables, si cet ordre de choses y avait duré plus longtemps. Deux commandants de la gendarmerie se succédèrent, l'un nommé Boucher, homme de la Révolution, et l'autre le ci-devant marquis de Brosses, bon royaliste, quoique fidèle impérialiste, brave et bon homme.

L'empereur nomma en outre les maires des chefs-lieux des trois arrondissements : à Sion, M. Joseph de Lavallaz ; à Saint-Maurice, M. Jacques de Quartéry, et à Brigue, le fils aîné [Gaspard-Emm.] du baron Stockalper. L'empereur accorda à l'évêque, audit baron Stockalper, à M. de Rivaz et à M. de Sépibus, la décoration de la Légion d'honneur, ces messieurs étant encore à Paris. Il donna des lettres de baron d'empire à M. le baron Stockalper, et des lettres de chevalier d'empire à M. le préfet et à M. de Rivaz. L'année suivante, il accorda la croix de l'ordre de la Réunion à MM. de Rivaz et de Sépibus. Enfin, quelques mois avant notre contre-révolution, savoir dans l'automne de 1813, il gratifia quatre de nos anciens magistrats d'une pension de 800 francs qu'ils ne devaient toucher qu'en janvier 1814 et par conséquent qu'ils n'ont point touchée, savoir l'ex-bailli Augustini, M. Lang [l'aîné], mon frère Isaac et M. le sous-préfet Dufour.

* Ajoutez aux faveurs que l'empereur fit au Valais l'éducation gratuite qu'il fit donner à quelques enfants des meilleures familles du pays en ses fameux lycées de La Flèche et de Saint-Cyr. On y fit envisager comme une nouvelle faveur la levée d'une vingtaine de gardes d'honneur en leur promettant de les faire officiers ou de leur en donner le grade à la fin de leur première campagne.

* Après la retraite de Moscou, le pays paya aussi au gouvernement son don gratuit en chevaux de trait qu'on acheta au canton de Berne ou de Zurich *.

Je rends ailleurs ¹ ce témoignage à M. Derville qu'il parut avoir à cœur les intérêts du pays du moment qu'il en fut nommé préfet. Il exigeait à la vérité qu'on lui fît assidûment la cour, qu'on accourût aux cercles qu'il tenait tous les dimanches en son hôtel, qu'on lui donnât des repas et des fêtes quoiqu'il en rendît fort peu ; mais aussi faut-il convenir qu'il avouait qu'il n'était pas riche, et ses appointements comme préfet étaient moindres, dit-on, que ses appointements comme résident. Il lui naquit une fille [Aimée-Elise...] en 1812 dont fut marraine la princesse Elisa [Bonaparte]. L'évêque fit la cérémonie du baptême, et M^{me} de Lavallaz, femme du maire de la ville, qui la représenta, passe pour en avoir fait les frais en grande partie (je ne me souviens plus qui fut le parrain, ni qui le représenta). On ne sait même pas si la princesse Elisa lui a fait quelque présent qui puisse l'en dédommager.

Devenu préfet, il se piqua du plus grand désintéressement ; mais du temps qu'il fut résident, il fit des emprunts de ses protégés, qui peut-être les ont perdus ou les perdront ; et on ne doute pas qu'il ne leur ait vendu plus d'une fois son crédit. Entre autres, le banneret Duc qui ainsi qu'Augustini n'obtint rien du ministre de l'Intérieur, mal servi probablement ou peut-être même desservi auprès de lui par ce protecteur oublieux et méconnaissant. On ne trouva pas extraordinaire que le banneret Duc fût oublié ; mais on n'a jamais bien compris d'où vient qu'Augustini, qui avait si bien servi la France, l'ait été à un tel point. Il eut beau aller à Paris solliciter en personne des emplois et des honneurs au royaume d'Italie, comptant sur la protection du ministre Marescalchi, il en revint sans avoir rien pu obtenir, pas même la croix de la couronne de fer et une ancienne pension militaire d'une trentaine de louis qu'il revendiquait dès le temps qu'il avait servi en France comme sous-lieutenant au régiment de Courten.

¹ Voir plus loin, p. 332.

Ces divers emplois attirèrent à Sion tous les Français qui les obtinrent, ce qui la rendit passablement vivante, et fit gagner beaucoup d'argent à ceux qui eurent à louer des appartements un peu propres. Le préfet fut logé aux dépens du département dans la maison de M. Louis de Kalbermatten, à laquelle on donna le titre d'hôtel de la préfecture. Il y eut aussitôt un café à Sion qui n'en avait jamais eu ; puis un billard, * et enfin, sous prétexte de nous tirer de notre ignorance*, une bibliothèque de livres d'histoire, de poètes, de romans qu'on loua aux amateurs, ce qui ne fit rien moins que plaisir à l'évêque, au curé [Amherd] et au clergé de la ville. Tandis que le gouvernement laissa les professeurs de nos collèges sans honoraires, comme je le raconte ailleurs¹, quoique le ci-devant abbé de Champagny, frère du ministre de Champagny, depuis fait duc de Cadore, préfet des études à Lyon, fût venu * d'ordre de M. de Fontanes, grand maître de l'Université*, en Valais pour les organiser. Il avait été décrété qu'en 1815, les professeurs du collège de Sion y feraient les classes en français.

En janvier 1812, on supprima nos deux couvents de capucins et les bernardines de Collombey, en faisant aux religieux et aux religieuses une pension de 500 francs qui leur fut assez exactement payée. On fit d'une aile de l'hôpital de Sion un hôpital militaire. Le préfet voulant obliger M. le Dr Gay, accoucheur de M^{me} son épouse, lui donna la surintendance des bains de Loèche, place qui lui valait 25 louis par an, que payaient les malades qui venaient s'y baigner ou en boire les eaux. Il ne fut en Valais rien moins qu'un mécène pour le peu d'érudits qu'il contient et par le peu d'intérêt qu'il sembla prendre aux collèges et aux instituteurs. Naturellement incivil, il traitait avec beaucoup de fierté et de hauteur l'abbé de Saint-Maurice [Pierraz], le prévôt de Saint-Bernard [Rausis] et même l'évêque. Et quoiqu'il fût souvent reçu à grands frais chez M. Stockalper à Brigue, et au Bas-Valais, * à la prévôté, à l'abbaye*, chez MM. Du Fay, de Quartéry, de Rivaz, il leur donnait rarement et toujours mesquinement à dîner chez lui lorsque des affaires les appelaient à Sion.

¹ Voir plus bas, p. 329.

Quant au peuple, il est certain qu'il ne gagna rien à être devenu français. Et quoique le gouvernement nous eût promis de traiter le pays en département très favorisé, et que les impositions y fussent de moitié moins fortes qu'aux départements voisins du nôtre, nommément ceux du Mont-Blanc et du Léman — * le discrédit de l'ancienne monnaie dont la valeur fut diminuée d'un quart ou du cinquième, mauvaise opération dont on rejeta tout l'odieux sur M. [Tousard] d'Olbec, comme si lui seul en fût l'auteur, tandis qu'elle est imputable principalement à l'impatience du préfet de faire du nouveau et à l'imprudence du ministre de s'en tenir à son simple rapport *; cependant la conscription, l'enregistrement, la douane, la peur qu'on nous faisait de temps en temps d'y voir les droits réunis établis, la suppression presque violente de certaines fêtes qui lui sont singulièrement chères, la police des forêts, et surtout les frais exorbitants de la justice civile — * les notaires et les avoués y étaient regardés comme des sangsues publiques, quoique M. le procureur impérial Adam Achard [-James] fût un parfait honnête homme, plein de droiture et de religion, et un magistrat fort éclairé et fort intègre * — lui rendirent le joug de cette domination odieux. Et ce n'était que par force qu'on obéissait sans s'attacher ni au prince ni à son gouvernement.

Ce qu'il y avait de mieux dans ce gouvernement était la justice criminelle; encore n'estimait-on pas en Valais l'invention des jurys à beaucoup près autant qu'ils le sont en France. On faisait aussi cas des justices de paix. Mais on trouvait un grand inconvénient en ce qu'il n'y eût en tout le pays, long de 35 à 36 lieues, qu'un seul tribunal de première instance * dont il fallait appeler à Lyon, distant de près de 70 lieues d'Ernen, soit de Conches, le dernier de nos cantons situé à la source du Rhône. Ce qui rendait le recours à la justice extrêmement incommode et coûteux aux pauvres plaideurs *. Mais ce n'était pas la faute des lois françaises.

Le préfet Derville ni ne favorisa ni ne persécuta le clergé. Il ne fit arrêter que le sieur Tenisch, curé de Tourtemagne, homme d'un zèle fanatique, qui décriait même en chaire le nouveau gouvernement, traitait l'empereur d'excommunié et d'antéchrist, et qui, malgré les avis réitérés de l'évêque qui

lui prêcha à diverses reprises la discrétion, trouva le moyen de se faire claquemurer au château fort de [Saint-] Pierre-Châtel sur Belley, d'où il n'est sorti qu'à la contre-révolution. Au reste il affligea sensiblement le clergé en ne se faisant presque jamais un devoir d'assister les jours de dimanche, pas même les plus grandes fêtes de l'année, aux offices divins, et lorsqu'il y venait aux fêtes nationales, il y donna presque toujours au peuple le scandale d'un maintien peu recueilli et peu religieux.

Lui succéda vers Pâques de 1813 le comte de Rambuteau, chambellan de l'empereur, gendre du comte de Narbonne pour lors en grande faveur auprès de Napoléon, homme de mœurs plus graves et plus édifiantes, grand ami des amis sincères de son prince et de son gouvernement, mais magistrat sévère envers quiconque s'y montrait mal affectionné, qui se trouva chargé de l'administration de ce département en des circonstances très difficiles, où toutes les reculades de l'empereur faisaient avancer les espérances des mécontents. Je raconte plus bas comment finit en Valais la domination française¹, et j'apprends avec plaisir que ce digne magistrat est retombé, comme on dit, sur ses pattes, ayant l'avantage par Madame son épouse d'être beau-neveu de M. l'abbé de Montesquiou, futur cardinal, qui, quoiqu'il ait servi de ses talents les finances de l'empereur, a été jugé digne par le roi [Louis XVIII] de devenir l'un de ses principaux ministres.

* L'impératrice Joséphine passa en 1812 par le Valais en se rendant à Milan. Forcée de rester à Sion une journée tout entière, en attendant qu'on eût réparé le pont de l'Ilgraben qu'un éboulement venait d'enlever à la suite d'une forte pluie, elle fut curieuse de voir une dame du pays en grand costume valaisan ; M^{me} [Joseph] de Lavallaz eut pour elle cette complaisance.

* Nous y vîmes aussi passer l'année précédente [1810] le vice-roi d'Italie [Eug. de Beauharnais] et son aimable épouse, qui ne refusèrent point à M. le baron Stockalper, à qui ils firent l'honneur de loger chez lui à Brigue, la faveur de tenir sur les fonts du baptême un enfant [Eugène] dont l'une de ses belles-

¹ Voir plus loin, II, pp. 7 et suivantes.

filles accoucha ce jour-là même. L'évêque fut prié d'en faire la cérémonie et le préfet y assista comme représentant de l'auguste parrain ; je ne sais qui y représenta la marraine. On parle d'un beau collier de perles dont la princesse fit présent à sa noble commère.

* Encore avant eux y passa la princesse Pauline [Bonaparte] qui n'y fit aucune sensation.

* Enfin, au retour de la malheureuse campagne de Saxe, le roi de Naples [Murat] y passa s'en retournant dans ses Etats. Et dernièrement l'impératrice Marie-Louise y a passé lors de la course qu'elle a faite au mont Blanc, en s'en retournant à Genève depuis Chamonix, par la Forclaz, Martigny et Saint-Maurice au Bas-Valais.

* Elle a été suivie peu après dans le courant du même été par M^{me} la princesse de Galles, et par M^{me} Lucien Bonaparte venant d'Angleterre avec toute sa famille et allant joindre à Rome son mari devenu prince romain, et une prodigieuse quantité d'autres voyageurs de marque, surtout d'Anglais y attirés par la curiosité de voir la fameuse route du Simplon, ce qui y a versé quelque argent qui y devient tous les ans plus rare*.

CHAPITRE III

Mgr Xavier Preux au concile national de Paris (1811) ¹

* Je ne m'arrêterai point en cette relation à tous les bruits qui coururent dans le temps dans le public, mais j'y consignerai seulement les faits qui se sont passés sous mes yeux et qui me paraîtront hors de toute conteste et munis de preuves suffisantes *.

Mgr [Preux] reçut la lettre de convocation le [---] mai. Aussitôt il en fit part à son chapitre, qui ne vit pas de moyen de décliner ce voyage tout coûteux et tout périlleux qu'il leur parût. On conseilla cependant à Mgr d'écrire une lettre au ministre des Cultes [Bigot de Préameneu] pour chercher à s'en excuser sur son grand âge et sur ses infirmités dont la principale est un tel affaiblissement du sens de l'ouïe qu'il n'entend que ceux qui lui parlent fort haut et de près. En attendant la réponse du ministre, il se prépara à ce long voyage et fit choix de ma personne pour l'accompagner au concile en qualité de son théologien et pour lui servir toujours d'oreille et quelquefois de bouche. — * M. son neveu, l'abbé [Antoine] de Preux, depuis moins d'une année chanoine titulaire de notre église cathédrale, fut du voyage et faisait auprès de lui les fonctions d'aumônier quand il était nécessaire *.

Arrive les derniers jours de mai la réponse du ministre, qui laisse à la conscience de Mgr à juger lui-même si ses infirmités sont telles qu'elles lui puissent permettre de se croire dispensé de venir avec tous les autres prélats de l'empire concourir selon les vues du prince au plus grand bien de l'Eglise et de l'Etat. Sur quoi Mgr assemble de nouveau son chapitre, qui est presque

¹ Ms. 63, pp. 167-194 (pp. 183-184 en blanc).

unanimentement d'accord à conseiller à Mgr de se résoudre au voyage de Paris et d'en courir les risques.

La veille de notre départ, messieurs du chapitre viennent souhaiter à Mgr un heureux voyage et me font la faveur de députer deux chanoines pour me remercier d'avoir accepté le périlleux honneur d'accompagner Mgr à ce concile et me témoigner la confiance qu'ils ont en mon zèle pour les intérêts de l'Eglise et en mon attachement aux bons principes.

Effectivement cette commission était envisagée de nous tous comme très périlleuse. L'empereur avait tout l'air dans sa lettre de convocation d'appeler les évêques de France et même ceux d'Italie de venir à Paris se ranger sous ses drapeaux pour faire la guerre au pape [Pie VII] à son profit et pour autoriser ses usurpations sacrilèges des prérogatives temporelles du Saint-Siège, et ses continuels empiètements sur l'indépendance et la liberté de la puissance ecclésiastique. En sorte que nous quitâmes Sion ayant beaucoup plus de crainte que d'espérance. D'autant plus qu'en toute cette lettre de convocation, il n'était pas sorti de la plume du ministre des Cultes une seule parole qui exprimât un désir de réconciliation, un seul mot qui pût faire espérer aux évêques qu'ils seraient en ce concile des anges de paix et qu'ils y feraient l'office de médiateurs entre le monarque et le pontife.

Nous nous mîmes donc en route le vendredi [24 mai], lendemain de l'Ascension, et nous arrivâmes à Paris le lundi [3 juin] de Pentecôte. Tout le long de la route, nous nous informâmes des curés des villes principales ce qu'on pensait dans les provinces de ce concile : tous n'en auguraient pas mieux que nous.

La première semaine de notre séjour à la capitale se passa à solliciter une audience du ministre des Cultes et à voir quelques évêques de notre connaissance ; nous les trouvâmes tout aussi incertains que nous-mêmes du véritable objet de ce concile, mais toutefois persuadés que l'issue en serait plus heureuse qu'on n'avait lieu de s'y attendre.

D'après les insinuations du ministre des Cultes, Mgr demanda une audience à Son Em. Mgr le cardinal Fesch, oncle de l'empereur, archevêque de Lyon, grand aumônier de l'empire, qui l'admit de suite aux assemblées d'évêques qui se tenaient chez

lui tous les deux jours, et où on commença les préliminaires du concile par décider la question, si la nomination du président serait laissée au prince, ou s'il serait nommé par le concile lui-même. La grande majorité fut pour dénier ce choix à l'empereur et pour l'adjuger aux pères. En conséquence, le cardinal Fesch fut élu par acclamation. Il se refusa longtemps à cette déférence des évêques ; mais enfin on l'y décida par plusieurs considérations dont la principale, après ses éminentes dignités ainsi que la prééminence de son siège, fut qu'on avait tout lieu de croire que le choix de sa personne ne serait pas moins agréable à l'empereur qu'avantageux à l'Eglise. On régla ensuite dans ces assemblées, qui se tenaient au palais du cardinal Fesch, le cérémonial à garder au concile.

Nous apprîmes en route que l'empereur avait envoyé au pape une députation de trois évêques — * savoir l'archevêque de Tours [Barral], l'évêque de Nantes [Duvoisin] et l'évêque de Trèves [Mannay] * — auxquels doit s'être joint en Italie le patriarche de Venise [Bonsignore] dont il ne transpira rien dans le public. * Les évêques députés à Savone ne firent point * connaître au concile, ni les propositions de l'empereur au pape, ni celles que le pape avait fait à son tour proposer à l'empereur.

Le dimanche de la Trinité [9 juin], les évêques furent admis à saluer en corps l'empereur quelques moments avant qu'il se rendit à sa chapelle pour y entendre la messe, et l'après-dîner ils se rendirent à Notre-Dame où ils assistèrent en rochet et en camail au baptême solennel du roi de Rome [Napoléon II] et au *Te Deum* qui fut chanté en action de grâces de sa naissance. * Nous y vîmes 15 à 16 cardinaux politiques dits les cardinaux rouges, le patriarche de Venise, le prince primat [d'Allemagne, Dalberg]. Mais le cardinal Maury s'en absenta parce qu'il prétendait que la cérémonie se faisant dans son église, c'était lui qui en devait être le principal acteur ; le cardinal Fesch prétendant au contraire qu'en sa qualité de grand aumônier, il avait droit d'en exercer les fonctions envers la famille régnante et la cour et l'armée, en quelque église du royaume ou de l'empire que ce fût. Ce fut la première mortification que ce prélat hautain eut à essuyer de la part des évêques du concile, qui pour la plupart lui témoignèrent peu d'estime et peu de considération *.



D^r HILDEBRAND SCHINER
(1754-1820)

Portrait par un anonyme, 1773
Propriété de M. Pierre de Rham, à Goubing/Sierre

* En attendant * l'ouverture du concile qui ne se fit que le lundi de la semaine suivante [17 juin], on arrêta chez le cardinal Fesch que les matières se discuteraient dans les congrégations et se décrèteraient dans les sessions. On régla que les évêques se rendraient aux assemblées, qui se tenaient chez le cardinal Fesch, en soutane et en manteau violets ; aux congrégations, qui se tiendraient à l'archevêché, en rochet et en camail, et aux sessions solennelles du concile, qui devaient se tenir au chœur de Notre-Dame, en chape et en mitre ; * et leurs théologiens en soutane noire et en manteau long, et non point en bonnet carré, ce qui était le costume des évêques élus qui avaient voix délibérative, mais en simple chapeau, comme n'ayant que voix consultative, et encore aux seules congrégations ; mais aux sessions solennelles, ils paraissaient comme faisant les fonctions d'aumôniers de leurs prélats, en rochet s'ils étaient chanoines de cathédrale, sinon en simple surplis *.

L'ouverture du concile fut assez pompeuse, mais quoiqu'elle fût précédée d'une procession de tous les pères au nombre de plus de cent autour du parvis de l'église métropolitaine, elle intéressa peu le public qui ne fait pas de cas de pompes purement ecclésiastiques. L'abbé de Boulogne fit le discours de l'ouverture qui répondit à sa haute réputation d'orateur sacré du premier ordre. Les évêques assistèrent dans les stalles du chœur en chape et en mitre, ayant à leurs pieds leurs théologiens. La messe * votive du Saint-Esprit * fut chantée par le cardinal Fesch, président du concile, et tous les évêques y communiaient de sa main ; * puis le président après la messe entonna le *Veni, Creator*, et les évêques firent en commun à haute voix * la profession de foi du concile de Trente et individuellement prêtèrent le serment à l'Eglise romaine et au Souverain Pontife que les évêques prêtent, ainsi que le prescrit le pontifical romain, à leur sacre entre les mains de leur consécrateur. On dit que cette dernière cérémonie déplut fort à l'empereur et à son conseil, qui en augurèrent mal et en tirèrent la conséquence que ce concile serait papiste plus que ne le voulaient la cour et les politiques. Tous les matins des conférences, l'un des évêques disait la messe qu'entendaient tous les autres dans la chapelle

de l'archevêché, à l'autel de laquelle on admirait une statue de la Vierge en marbre blanc, présent de l'empereur, qui passe pour l'un des chefs-d'œuvre de Michel-Ange, s'il m'en souvient bien.

Depuis l'ouverture du concile, on ne tint que des congrégations générales — * à la première congrégation, on nomma les officiers du concile * — dont la principale fut la seconde, à laquelle se rendit le ministre des Cultes, lequel proposa aux pères de la part de l'empereur, que ce prince avait à se plaindre du pape et du sacré collège en ce que, dans les dernières guerres d'Allemagne et d'Espagne, il n'ignorait pas que la cour romaine avait favorisé de ses vœux et de ses intrigues les entreprises de ses ennemis. Ce qui l'avait décidé à priver à jamais l'Eglise romaine des prérogatives temporelles accordées par les empereurs, ses prédécesseurs, au Saint-Siège pour en user et non pour en abuser, comme il n'avait fait que trop souvent, * insinuant que la liberté du pape n'était pas une chose qu'on pût espérer dans les circonstances qu'à la seule condition que le pape vint à Paris se mettre à la discrétion de l'empereur *. Ensuite, il insista sur ce que le concile eût à prendre une fois pour toutes des mesures propres à empêcher qu'à l'avenir les brouilleries des princes avec les papes n'apportassent aucun retard ni aucun empêchement à la provision aux églises vacantes et à l'institution des nommés aux évêchés, n'étant ni juste ni raisonnable qu'à l'occasion de quelques différends, qui pouvaient souvent naître entre les princes et les papes, les églises restassent si longtemps privées de leurs premiers pasteurs. Enfin, il insinua que le désir de l'empereur était que les évêques profitassent de leur réunion pour faire à la discipline ecclésiastique les changements que les temps semblaient exiger.

A la troisième congrégation, le cardinal Fesch, président du concile, proposa aux pères d'y inviter le prince primat qui s'y présenta à la quatrième qui eut lieu le 25 juin, * et qui conseilla aux pères d'entrer dans les vues de l'empereur dont il fit valoir le service essentiel qu'il avait rendu à toute l'Eglise catholique en en procurant le rétablissement en France, au regard de la nouvelle clause à insérer dans les concordats touchant la prompte institution des évêques nommés par les princes *.

Aux congrégations ¹ tenues le 26 et le 27, le cardinal président annonce à l'assemblée qu'il a proposé à l'empereur d'admettre le concile en corps à son audience, ce qu'il a accordé pour dimanche prochain [29 juin], le dernier jour de ce mois. En conséquence, on nomme sept évêques pour rédiger une adresse au prince dont l'unique objet est de lui témoigner tout à la fois le respect et la fidélité du haut clergé pour sa personne sacrée et le vif intérêt qu'il ne peut s'empêcher de prendre à la personne du pape, son chef, et à sa position actuelle. Ensuite on procède longuement à l'élection de onze évêques, à qui on donne la commission difficile de dresser un corps de remontrances en réponse aux propositions du gouvernement faites par le ministre des Cultes.

Le choix de ces onze prélats ne fut point agréable à l'empereur, parce qu'à l'exception des quatre évêques que j'ai nommés ci-dessus ², qui avaient été envoyés à Savone, presque tous les autres passaient pour de zélés papistes, c'est-à-dire pour des évêques bien décidés à maintenir les prérogatives essentielles à la primauté de juridiction que l'Eglise catholique reconnaît de droit divin à l'Eglise principale et au siège apostolique et aux papes qui y sont assis comme successeurs légitimes de saint Pierre, le prince des Apôtres. — * Les plus notables de ces évêques étaient M. Hirn, évêque de Tournai, M. de Broglie, évêque de Gand, et M. l'abbé de Boulogne, évêque de Troyes ; ajoutez-y l'évêque de Brescia [Nava] et l'évêque de Comacchio [Boari], et quelques autres dont les noms ne me reviennent pas en ce moment en mémoire*. — Il y parut bien par la prompte disgrâce de l'empereur dans laquelle ils tombèrent, lorsqu'il apprit que la majorité de la commission s'était déclarée pour l'incompétence d'un concile national à changer une discipline de six cents ans autorisée par un concile général, par la dissolution brusque du concile lui-même, qui fut sans doute la plus grave injure que l'empereur ait pu faire au corps épiscopal, et par la persécution injuste que leur attira leur zèle à défendre l'autorité pontificale, lorsqu'il fit arrêter et enfermer au château de Vincennes les évêques de Gand, de Tournai et de Troyes.

¹ L'auteur prévient de placer ici ce paragraphe qui, dans le manuscrit, figure à la page suivante.

² P. 288.

La brouillerie du concile avec l'empereur et son conseil comença par cette adresse que les ministres exigèrent que les rédacteurs soumissent à leur censure avant que de la réciter à l'empereur, et que les évêques de la commission crurent de la dignité d'un concile parlant au prince au nom de Jésus-Christ et de son Eglise de ne devoir point être assujettie à cette formalité avilissante pour le haut clergé agissant et parlant en corps et comme portant atteinte à la liberté divine du ministère apostolique. Cette audience publique n'eut donc point lieu.

En attendant que les évêques de la majorité soient assez libres pour pouvoir rendre publique leur réponse aux propositions du gouvernement, voici ce que les évêques que je fréquentais et leurs théologiens en pensaient — * et de leurs pensées jointes aux miennes j'en composai le mémoire suivant que je mis sous les yeux de Monseigneur pour l'informer le plus exactement qu'il me fut possible de l'état de la question *.

On disait donc qu'il n'était point étonnant que la cour de Rome malmenée par Bonaparte depuis quelques années ait cherché à secouer le joug français. Cette cour n'ignorait pas que depuis longtemps ses généraux et ses conseillers avaient résolu de dépouiller l'Eglise romaine de sa prérogative temporelle, et que l'orgueil et l'ambition leur suggéraient dès l'origine de la Révolution française, que les temps étaient venus de soumettre Rome à Paris et le Vatican au Louvre. La longue suite des prospérités constantes des armes françaises leur en fournit plus d'une fois l'occasion, mais un reste de pudeur ne leur permit pas d'exécuter ce plan que par partie. On enleva donc au pape d'abord les Légations de Ferrare et de Bologne, ensuite celles d'Ancône et d'Urbino, puis à défaut de motifs politiques on lui chercha chicane sur ses prérogatives purement ecclésiastiques, on le menaça de rompre avec lui s'il n'usait de sa suprême autorité que conformément à l'esprit qui dicta en 1682 au haut clergé français les IV articles ; enfin, on le punit des efforts que tenta l'archiduc Charles en 1808 pour délivrer l'Italie et Rome et le Saint-Siège des humiliations et des vexations sans nombre que Pie VII avait eu à endurer depuis quelques années de la part du gouvernement français. Si l'on écrit fidèlement cette histoire, on verra que la

conduite de l'empereur envers le pape fut durant toute cette époque la fable du Loup et de l'Agneau, et que ce prince répétait sans cesse à ce pontife : « Si ce n'est pas toi, c'est ton père ». En ajoutant au concordat des articles additionnels incompatibles avec sa primauté de juridiction, on force le pape à rappeler son légat, et peu après à employer les armes spirituelles à se venger de la spoliation non motivée de tout son temporel ; au même temps on le tracassait et on le molestait sur l'acceptation de la loi du code Napoléon qui autorise le divorce : on la mit contre le gré du pape à exécution dans la personne de Jérôme Bonaparte. Les faits subséquents sont trop notoires pour que j'en fasse ici l'énumération. Mais il appert que quelle qu'ait été la conduite du pape envers l'empereur, c'était un parti pris par ce dernier de se rendre maître de Rome et de réduire le pape à n'en être que l'évêque, et que l'excommunication fulminée contre ses conseillers (peut-être aurait-il mieux valu n'en porter aucune, conformément à cette maxime de l'apôtre : *Omnia quidem mihi licent, sed non omnia expediunt* [1 Cor., 6, 12]) ne fut qu'un prétexte de plus à ce prince ambitieux de tenter l'exécution de ses projets sur le temporel de l'Eglise romaine ; et dès longtemps auparavant ce prince avait violé le concordat en plusieurs points essentiels, exigeant du pape du ton le plus impérieux cent innovations qui ne ressemblaient à rien moins qu'aux anciennes relations de la France avec le Saint-Siège garanties solennellement dans le concordat de 1802, et que certes une nouvelle démarcation arbitraire des diocèses, la suppression des uns et leur union à d'autres, l'abolition totale de tous les * monastères et de tous les ordres * religieux, et la réunion de leurs menses au fisc et au domaine, l'envahissement des provinces de l'Etat ecclésiastique les unes après les autres, l'impudeur avec laquelle l'empereur entreprit d'étendre aux églises de l'Etat — même ecclésiastique — le droit de nommer aux évêchés vacants, que ne lui assurait le concordat que pour les églises comprises actuellement dans les limites de l'Empire français, l'emprisonnement du pape, sa dure captivité, la dissolution du sacré collège et * l'exil * du plus grand nombre de ses membres désignés sous l'abjecte distinction des cardinaux noirs ; tous ces empiètements et toutes ces vexations démontrent que c'est l'empereur qui a

violé le concordat en en étendant beaucoup au-delà de leurs limites les concessions, et que jamais prince peut-être n'a tant humilié et vexé l'Eglise romaine que lui qui veut cependant qu'on le regarde comme le restaurateur des autels et le protecteur de la religion, attachant autant de gloire à humilier le Saint-Siège et à ruiner l'Eglise romaine que les plus grands princes des âges précédents n'en ont reçu de l'avoir protégée et enrichie. Et si l'on vient ensuite à considérer que l'abjection du pape rejaillit sur tout l'épiscopat, on peut juger si les torts du pape envers l'empereur ne sont pas infiniment moindres que les torts de l'empereur envers le pape et dans sa personne et dans son siège, ainsi qu'envers toute l'Eglise catholique.

2^o Quant au refus que fait le pape d'accorder des bulles aux évêques nommés par l'empereur, voici ce que nous en pensions.

Il paraît d'abord que les raisons que peut avoir eues le pape pour refuser en ces circonstances des bulles de confirmation aux néo-évêques de nomination impériale, ne sont point personnelles aux nommés aux évêchés (si on en excepte peut-être le cardinal Maury dont le pape est personnellement mécontent), mais qu'elles sont relatives aux termes actuels où en sont le pape et l'empereur. Ensuite, on observait qu'à la vérité dans les premiers siècles de l'Eglise, où les évêques étaient nommés conjointement par le peuple et le clergé de chaque église, leur confirmation et leur institution étaient réservées aux évêques de la province, et que leur consécration se faisait par le métropolitain assisté au moins de deux de ses évêques suffragants, mais plus ordinairement de tous ceux qui avaient assisté au synode électoral; que l'histoire ecclésiastique semble prouver que dans ces temps-là, soit en Orient, soit en Afrique, les évêques seuls des sièges patriarchaux remplissaient envers le Saint-Siège des formalités qui, si on les voit comme on doit les voir, annoncent non seulement qu'ils étaient dans la communion du Saint-Siège en unité de doctrine, mais encore en relation de subordination; mais qu'en Occident les papes considérés non seulement comme chefs de l'Eglise universelle * et en particulier comme primats d'Italie *, mais encore comme patriarches de toute l'Eglise latine, prirent une part immédiate à la confirmation des évêques élus aux sièges métropolitains, et qu'avant même que les papes leur envoyassent

le *pallium*, formalité qui date du V^e siècle, il fallait que ces évêques remplissent envers le Saint-Siège de semblables formalités * en reconnaissance qu'ils étaient et qu'ils devaient être dans la communion du Saint-Siège non seulement en unité de doctrine, mais * aussi en rapport de subordination. La non-fréquence des conciles provinciaux dont les princes prenaient de l'ombrage, la tendance continuelle de l'Eglise grecque au schisme, la révolte ordinaire des hérésiarques envers l'Eglise romaine rendirent nécessaire aux papes de prescrire aux Eglises d'Orient, au vu et au su et du gré de toutes les Eglises d'Occident, la signature d'un formulaire qui exprimait fortement ce double rapport * d'union et de soumission * de toutes les églises particulières à l'Eglise mère et maîtresse. * (Je fais ici allusion à celui du pape Hormisdas) *. C'est ainsi que s'introduisit insensiblement l'usage que chaque évêque demandât au pape des lettres de communion et reçût immédiatement de lui l'institution canonique. Ce ne fut donc point l'ambition des papes qui introduisit cette nouvelle discipline, mais la nécessité en tout temps fortement sentie que les membres de l'épiscopat ressortissent à leur chef qui est le pape, chose que demandait d'ailleurs le plan d'unité sur lequel a été bâti l'édifice de l'Eglise par son divin architecte. — * Ce ne fut pas seulement en Occident que le besoin de cette discipline se fit sentir. Car longtemps avant qu'elle soit devenue universelle dans l'Eglise latine, elle était en vigueur en Orient. Or, pourquoi les papes auraient-ils eu moins d'autorité et des privilèges moins étendus que les évêques de Constantinople, d'Alexandrie et d'Antioche qui confirmaient les élections de tous les évêques de leurs patriarchats respectifs * ? Cette discipline universellement en usage dès le XI^e siècle fut depuis lors non * seulement consacrée * par la pratique constante de l'Eglise latine, mais encore sanctionnée dans plusieurs conciles généraux et notamment dans le saint concile de Trente, qui a donné sa dernière forme à notre discipline moderne.

Les évêques de la majorité, bien convaincus de la vérité de tous ces faits et du principe qui en résulte, opinaient donc que, quoique dans les huit premiers siècles de l'Eglise l'institution des évêques ne se faisait pas immédiatement par les papes, il était peu juste et peu prudent de dépouiller les papes d'un droit

dont ils usent depuis plus de 600 ans, d'un droit prescrit par un si long usage, avoué par le concile de Trente et reconnu dans tous les concordats du Saint-Siège avec les princes depuis celui de Nicolas V avec la Nation germanique jusqu'au dernier de Pie VII avec le consul Bonaparte, et il leur semblait qu'un concile national n'était pas compétent à changer une discipline établie si universellement et n'avait pas une autorité suffisante à priver l'Eglise romaine du droit qui lui est garanti par plusieurs conciles généraux, et que l'empereur ne pouvait avoir que celui d'exiger qu'en ce différend les pères de ce concile prissent autre chose qu'une mesure provisoire, et encore le tout du su et au gré du Souverain Pontife.

Ils observaient en outre que si les princes regardent le droit de nommer à tous les évêchés de leurs Etats comme un droit inhérent à la couronne, le pape par contre regarde ce droit comme un droit nouvellement acquis par les couronnes en vertu d'indults apostoliques librement concédés aux princes catholiques, amis du Saint-Siège, en retour de leurs bienfaits envers l'Eglise romaine ou de la protection qu'ils accordent à la religion catholique, mais que les papes se sont réservé de leur retirer, quand au contraire ils se montreraient moins favorables à la religion catholique et moins affectionnés au Saint-Siège. C'est en vertu d'un droit nouveau que les princes nomment aux évêchés vacants, ainsi que c'est en vertu d'un droit nouveau que les papes accordent des bulles aux nommés par eux aux évêchés vacants. La justice distributive exige donc que si l'empereur prétend dépouiller le pape du droit de confirmation, le pape prive l'empereur du droit de nomination. Mais si l'empereur veut renoncer au droit de nomination, ce n'est pas une raison pour laquelle le pape renonce à son droit de confirmation, parce qu'à cet égard la politique du Saint-Siège n'est pas si versatile que la politique séculière, et que le prince pour en changer n'a souvent d'autre motif qu'un intérêt passager ou ses impétueux caprices, tandis que le Saint-Siège a des principes de gouvernement plus stables et moins sujets au changement. Dans le siècle nous avons vu en vingt ans changer quatre ou cinq fois la constitution de l'Etat ; celle de l'Eglise, soit la nouvelle, soit l'ancienne, est toujours fondée sur les mêmes maximes de gou-

vernement. Quelques modifications que puisse recevoir l'exercice de la puissance pontificale, elle est toujours conforme à l'esprit des anciens canons, sauf les changements qu'apportent insensiblement à la discipline les temps qui forcent quelquefois que l'on plie la règle selon les besoins de l'Eglise.

On me dira que ce sont précisément les temps actuels qui exigent impérieusement que l'on apporte à la discipline usitée depuis cinq à six siècles les changements demandés par l'empereur ; les lui accorder serait un moyen certain de procurer la paix à l'Eglise et de l'avoir pour protecteur ; les lui refuser, c'est le vrai moyen de l'exaspérer et contre le pape et contre l'épiscopat.

Mais l'empereur a-t-il droit d'exiger des évêques que pour lui complaire ils manquent au Saint-Siège ? Ont-ils caractère suffisant à se constituer juges entre lui et le pape de leurs différends, et de forcer le pape à accepter la paix à telles conditions qu'il plaira au concile de lui prescrire ? Ne serait-ce pas lui faire la loi ? Souffrira-t-il qu'un concile national la lui fasse ? Et s'il aime mieux vivre dans la disgrâce de l'empereur en ne voulant rien céder de ses droits que d'acheter ses bonnes grâces au prix des prérogatives de son siège, qui peut lui commander de céder et le contraindre à reculer ? Le seul rôle qu'il convienne au concile de jouer n'est-il pas évidemment celui de médiateur entre l'empereur et le pape ? L'épiscopat en cédant lâchement à toutes les innovations proposées par le gouvernement ne compromettrait-il point sa propre dignité et ne trahirait-il point les droits du Saint-Siège dont il doit être le défenseur contre les empiétements de la puissance séculière ? Et ne doit-il pas préférer le risque d'encourir la disgrâce de l'empereur au risque de se déshonorer par un si lâche abandon des intérêts du Saint-Siège et de la personne de son chef ? * Il semblait en outre * aux bons esprits que la première opération du concile est de demander à l'empereur qu'il rende libres et faciles les communications des évêques avec le pape, et qu'ils lui représentent que de même qu'il croit de sa dignité de ne souffrir pas que les différends que peuvent avoir les princes avec les papes n'apportent point de retard à la repourvue des églises, l'épiscopat croit de même qu'il n'est pas non plus de sa dignité de souffrir

plus longtemps que les différends actuels de l'empereur avec l'Eglise romaine au sujet de l'occupation de Rome et des Etats ecclésiastiques en privant le pape de sa liberté physique le privent en même temps de sa liberté morale, et que le même acte de l'omnipotence impériale qui l'a privé de l'exercice des droits de souveraineté à Rome ne le prive pas plus longtemps de l'exercice des droits essentiels de sa primauté de juridiction, qui de droit divin sont annexés à son siège comme à la source de la juridiction ecclésiastique et comme au centre de l'unité catholique.

Quant à la troisième proposition du ministre des Cultes relative au séjour du pape régnant à Paris ou en quelque autre ville du royaume de France, on disait qu'il conviendrait de représenter à l'empereur, que les catholiques romains sont presque tous imbus de l'opinion religieuse que ce n'est pas sans un dessein formel de la Providence spéciale de Jésus-Christ sur son Eglise, ni sans inspiration divine que saint Pierre, le prince des apôtres, a fixé sa chaire éternelle à Rome, qu'il y a résidé 25 ans, qu'il y a souffert le martyre et qu'il y a arrosé l'arbre de la croix de tout son sang; que l'antiquité ecclésiastique a respecté dans l'Eglise romaine la chaire principale où se conserve l'unité catholique et qu'elle a vénéré dans ses évêques, ses légitimes successeurs, les héritiers de sa double primauté d'honneur et de juridiction, et les chefs de l'épiscopat revêtus par Jésus-Christ lui-même de toute la plénitude de la puissance apostolique. 2^o Que la cause du schisme des Grecs qui dure depuis si longtemps a été la jalousie des Orientaux envers les Occidentaux et l'ambition des patriarches de Constantinople secondée et favorisée par l'ambition des empereurs grecs qui prétendaient ainsi que Napoléon que, parce que Constantinople était devenue la nouvelle Rome et la capitale du Bas-Empire, l'ancienne Rome avait par ce seul fait perdu sa prérogative de ville royale, de ville impériale, de capitale du monde politique, et que par suite elle avait perdu sa prérogative d'Eglise principale et de capitale du monde chrétien. 3^o Que le long et déplorable schisme d'Occident a eu pour cause principale la résidence des papes à Avignon que les Italiens appellent à juste titre la capti-

vité de Babylone pour avoir duré environ 70 ans ; que ce schisme a ensuite donné lieu aux entreprises plus que hardies du concile de Bâle contre Eugène IV. 4^o Que l'univers catholique est accoutumé à regarder Rome comme sa capitale et qu'on ne conçoit pas qu'aucune autre résidence puisse convenir au chef de l'Eglise ; que si les papes de gré ou de force venaient résider un peu longtemps en toute autre ville royale, il est hors de doute que si l'Italie ou Rome seulement venait à sortir des mains de la puissance qui s'en est emparée en ce moment, les Romains et les Italiens ne manqueraient pas de ne tenir pour pape qu'un évêque siégeant à Rome et qui y ferait habituellement sa résidence : ce qui ramènerait tous les maux du Grand Schisme. 5^o Que les peuples chrétiens sont trop accoutumés à ne reconnaître pour pape que l'évêque de Rome pour qu'ils puissent s'habituer à le voir changé en un évêque de Paris ; que jusqu'ici toute l'Eglise sait de qui l'on parle quand on parle de l'oracle de Rome ; que toute l'Eglise ne changerait pas facilement son langage théologique par lequel elle désigne l'Eglise romaine comme la mère et la maîtresse de toutes les autres Eglises. Enfin que la pensée qu'il peut en certaines occasions lui être avantageux que son Souverain Pontife réside dans la capitale du prince le plus puissant de la chrétienté, répugne à la liberté et à l'indépendance de l'Eglise catholique ; que nulle ville au monde n'est si sainte ni si mémorable dans toute la suite de l'histoire de l'Eglise que Rome, qui a bien pu perdre sa dignité de métropole de l'Empire romain, mais à qui les catholiques ne souffriront jamais qu'on enlève la prérogative de capitale du monde chrétien ; que la présence d'un pape avec un archevêque de la ville impériale sont choses incompatibles, qui ne tarderaient point à causer entre eux des jalousies et des dissensions, qui troubleraient plus ou moins la paix de l'Eglise et occasionneraient des divisions et des schismes ; que la résidence d'un pape à la cour d'un tel prince le ferait regarder par les fidèles ou comme son captif ou comme son flatteur ; que les motifs qui portent l'empereur à manifester ce dessein n'étant pas de leur nature durables, il en résulterait que chaque fois que la Providence transférerait la puissance d'une main à une autre, par exemple de la dynastie bonapartienne aux maîtres

de Constantinople ou de Moscou, Paris cesserait d'être le siège de la religion et Constantinople et Moscou le deviendraient par les mêmes motifs qu'on veut maintenant que Paris le devienne et que Rome cesse de l'être ; que ce tripotage indécent répugne au sentiment si ancien de vénération et d'attachement que le monde chrétien porte à Rome comme ville, où par un dessein facile à apercevoir de la Providence surnaturelle qui gouverne l'Eglise, saint Pierre par inspiration divine a fixé le siège de la religion chrétienne dont il fut, comme le dit Eusèbe de Césarée dans sa *Chronique*, le premier pontife ; que les motifs sur lesquels les papes et les Occidentaux ont cru devoir refuser aux empereurs grecs et aux Orientaux cette translation du siège principal de l'ancienne Rome à la nouvelle subsistent toujours et demeurent sans réplique ; qu'il n'est pas naturel de priver les papes de la possession où ils sont depuis près de 2000 ans de tenir leur siège à Rome, ville dont le nom et le rang sont connus et respectés dans l'univers entier ; que l'exécution de ce projet serait pour les catholiques un sujet d'humiliation et pour les hérétiques un sujet de triomphe ; que ceux qui donnent à l'empereur ce perfide conseil le font en haine du christianisme et dans le dessein de ruiner l'édifice de toute l'Eglise en en ébranlant le fondement ; que les motifs politiques de ce projet sont faciles à apercevoir, mais qu'on ne conçoit pas aisément quel avantage spirituel il pourrait revenir à l'épiscopat de la dégradation de son chef, ni à l'Eglise enseignée de la contrainte et de la gêne où son exécution placerait ses premiers pasteurs ; enfin que le moyen le plus assuré que l'empereur puisse employer à s'affectionner ses nouveaux peuples d'Italie est de leur laisser le pape et le sacré collège, et que vouloir concentrer dans Paris toutes les espèces de puissances qui gouvernent le monde est un projet qui peut bien avoir l'assentiment de tant de gens de la capitale et des grandes villes qui ont perdu tout sentiment de christianisme et en tentent de nouveau la ruine totale par l'abjection de son chef, mais que ce projet n'a certainement pas pour lui l'opinion de tant de millions d'hommes qui croient encore à la divinité de la religion chrétienne d'après le miracle de sa perpétuité et espèrent fermement aux promesses de son éternelle durée.

Reste la quatrième proposition du ministre des Cultes, de profiter de l'occasion de la tenue de ce concile pour faire à la discipline ecclésiastique les changements et les améliorations que les temps semblent demander. Cet article est proposé dans des termes si vagues que les malveillants du clergé et les *osores pontificiae dignitatis* proposent * qui une chose, qui une autre *, les uns la suppression du sacré collège, les autres l'abolition du célibat des prêtres, les uns le rétablissement de la Pragmatique Sanction, les autres l'uniformité monotone des livres liturgiques, les uns la tenue de conciles provinciaux, les autres d'ériger comme l'a fait le concile de Bâle en article de la foi catholique la prétendue supériorité du concile général sur le chef de l'Eglise catholique. Il paraît par contre que le concile se reconnaît incompétent à changer en tous ces points sa discipline actuelle, et qu'il veut se borner à demander * à l'empereur * deux choses qu'un prince catholique ne peut lui refuser : la première, que s'il ne met pas la personne du pape en liberté, il permette au moins aux évêques de correspondre librement avec lui ; c'est-à-dire que si sa politique répugne à ce qu'il le laisse retourner à Rome, il ne le force point au moins de se rendre à Paris, et qu'environné de son conseil il puisse librement exercer les fonctions du ministère apostolique en quelle ville d'Italie que ce puisse être ; et secondement, qu'il s'occupe des moyens les plus efficaces de ne pas laisser périr ni en France ni en Italie la science ecclésiastique et de confier l'éducation de la nouvelle génération à des mains catholiques * par le rétablissement effectif des séminaires et des facultés de théologie et de l'enseignement de la jeunesse confié à des mains non suspectes aux évêques *, sans quoi les peuples seront avant peu non seulement déchristianisés, mais même entièrement démoralisés. C'est la vraie pierre de touche à laquelle on éprouvera s'il a véritablement à cœur les intérêts de la religion qu'il fait profession de protéger, et sans quoi le monde entier se croira fondé à dire qu'il n'a fait du rétablissement en France du culte catholique qu'un échelon pour monter sur le trône, et qu'il ne l'a pas fait par conviction que la morale a besoin de la religion comme une colonne de sa base. Autrement on sera toujours fondé à lui reprocher qu'il abat d'une main ce qu'il a édifié de l'autre. Car il est de son intérêt ainsi que de sa gloire qu'il se serve de ce

concile non pour achever d'opprimer le pape, mais pour se réconcilier avec lui, et finir une bonne fois pour toutes cette guerre théologique où il lui est impossible de vaincre — * (ou « d'être vainqueur ») * — qu'en jouant le rôle odieux de persécuteur et sans affaiblir dans les esprits de la grande majorité des peuples que la Providence a soumis à son sceptre les sentiments d'admiration à ses hauts faits et à son grand génie, et encore plus celui d'attachement à sa personne et à sa dynastie naissante. *Qui melius sentiunt, melius consulant.*

Mgr l'évêque de Mayence [Colmar] m'assura le 27 au matin que le cardinal président avait annoncé au concile que l'empereur consentait qu'on ne discutât que le premier et le troisième des quatre articles de l'assemblée du clergé de France de 1682 et avait fait espérer que moyennant que le concile les admette, il laisse les deux autres, savoir le deuxième et le quatrième, à la liberté des écoles et à la conscience des prélats. Ce qui fut regardé comme un grand acheminement à la paix.

Car depuis 15 jours, voilà la seconde reculade que fait le prince envers le pape et envers l'Eglise. La première consiste en ce que dans son décret du 14 février 1810, il disait : « Il sera préparé pour le pape des palais dans les différents lieux de l'empire où il voudrait résider. Il en aura nécessairement un à Paris et un à Rome », au lieu que dans son discours au Corps législatif à l'ouverture de sa présente session de 1811, il dit : « J'ai accordé des palais aux papes à Rome et à Paris ». Quant à ce qu'il ajoute : « S'ils ont à cœur les intérêts de la religion, ils voudront séjourner souvent au centre des affaires de la chrétienté : c'est ainsi que saint Pierre préféra Rome au séjour même de la Terre sainte », ce sera aux papes à voir et à juger si effectivement les intérêts de la religion demandent qu'ils fassent de longs et fréquents séjours dans la capitale du nouvel empire, et c'est à l'Eglise à interpréter dans quelles vues saint Pierre préféra Rome à Jérusalem qui devait dans peu être ruinée par Vespasien et par Titus.

J'appelle sa seconde reculade d'avoir décrété en 1810 que les papes lors de leur exaltation prêteraient serment de ne jamais rien faire contre les quatre propositions de l'Eglise gallicane arrêtées dans l'assemblée du clergé de 1682, et que ces quatre

propositions sont déclarées communes à toutes les Eglises catholiques de l'empire; tandis qu'en ce présent concile, il abandonne de ces quatre articles les deux qui font le plus de peine au Saint-Siège, à l'Italie, à l'Espagne, à toutes les Eglises ultramarines, qui font en ce moment certainement une partie notable de l'Eglise catholique. Dieu lui mette dans le cœur d'en faire quelques autres encore, et qu'il fasse oublier par là au monde chrétien le peu de droit qu'il avait de spolier l'Eglise romaine et le peu de raison qu'il y a à la tracasser !

* Après ces deux reculades, on ne devait pas s'attendre aux propositions effrayantes du ministre de l'Intérieur [Montalivet] dans son rapport au Corps législatif où, en parlant des relations de l'empereur avec le pape, il avança « qu'il n'en existait plus de stipulées de l'Empire français avec le Saint-Siège, que tous les anciens concordats violés par le pape étaient censés nonavenus ; que l'empereur avait assemblé le concile pour remettre les choses sur un meilleur pied et que le sort, voire même l'existence de l'épiscopat dépendait désormais de la déférence prudente des prélats aux vues et aux principes de la puissance séculière », ayant l'air de menacer l'épiscopat de lui retirer toute sa protection, s'il ne se détachait du Saint-Siège qui est son centre, pour s'attacher, comme le dit Bossuet, contre la nature des choses, à la puissance qui l'opprime souvent. Or, où est la liberté du concile, si on emploie les menaces à le faire entrer dans toutes les vues de domination, même au spirituel, que le prince a dans le cœur et que ses ministres lui mettent dans la tête ? De là vient qu'on n'hésitait point à croire qu'il avait véritablement tenu un propos qu'on lui faisait tenir, savoir qu'il n'y avait que le roi d'Angleterre qui fût véritablement maître chez lui et qu'on l'amènerait à se déclarer à l'exemple d'Henri VIII suprême monarque dans son empire au spirituel non moins qu'au temporel *.

Aussi ne fut-on pas très surpris, lorsque peu de jours après, l'empereur, instruit que la majorité de la commission se butait à tenir le concile pour incompetent à changer la discipline actuelle au regard de l'institution canonique des évêques, et persuadé que la majorité des pères se laisserait entraîner dans cette opinion; regardant les évêques comme des hommes résolus à le braver et comme se flattant de le faire reculer, au risque de faire acquérir

à toute l'Eglise la certitude qu'il n'avait assemblé ce concile à si grands frais que dans l'attente qu'ils lui serviraient d'instruments pour avilir et dégrader l'autorité pontificale, dans un emportement de colère, il dissout brusquement le concile, fait enfermer à Vincennes les évêques de Gand, de Troyes et de Tournai, qui lui en paraissent les arcs-boutants, et fait la peur d'un semblable traitement à quelques autres.

* ¹ « *Précis du message impérial lu par le ministre des Cultes aux évêques de France et d'Italie assemblés chez lui, le 27 juillet 1811* ». Le ministre le commença par justifier l'empereur de la dissolution si brusque du concile, sur ce qu'il ne fut pas le maître de contenir son indignation lorsqu'il vit que les évêques pour la plupart avaient choisi pour officiers du concile et surtout nommé membres de la commission des onze des cardinaux qui naturellement ont plus de propension à favoriser les prétentions du Saint-Siège qu'à défendre les libertés des Eglises nationales, et des évêques qui avaient antérieurement manifesté peu d'affection pour sa personne et peu d'égards pour ses volontés. Le ministre parla notamment de ce que l'empereur avait à reprocher à M. l'archevêque de Bordeaux [Aviau] qu'on avait nommé premier assistant du cardinal président, quoiqu'il fût sourd et peu versé dans les affaires. Il reprocha à M. l'évêque de Tournai qu'en plusieurs occasions il s'était comporté en fanatique. Il fit à peu près le même reproche à M. l'évêque de Gand et rappela au souvenir de l'assemblée l'injure qu'il avait faite à l'empereur en refusant de sa propre main la décoration de la Légion d'honneur. Ensuite il reprocha aux trois évêques arrêtés d'avoir formé entre eux une espèce de triumvirat pour empêcher que le concile ne se déclarât compétent pour pourvoir au mode de conférer, sur le refus du pape, dans le cas d'une nécessité notoirement existante, l'institution canonique, quoique tous les canonistes et les jurisconsultes soient d'avis qu'en un tel cas ce droit compète aux Eglises nationales.

* Il en vint ensuite à dire que le premier effet de la dissolution du concile était aux évêques la liberté de s'en retourner dans leurs diocèses, mais que l'empereur avait tiré de la prolongation

¹ Ms. 63, pp. 186-189, adj. marg.

de leur séjour à Paris la conséquence que la plupart d'entre eux désiraient la paix et pourraient être amenés à en chercher des moyens compatibles avec sa dignité et son autorité, et qu'ayant vu les évêques italiens offrir à leur ministre des Cultes [Bovara] leurs souscriptions privées au projet de décret qu'il avait fait passer au concile par le cardinal Fesch, il avait espéré que les évêques français, dans une égale disposition à la paix, auraient imité leur exemple.

* Il ajouta qu'il semblait à l'empereur qu'il ne pouvait y avoir discrédence d'opinion parmi les évêques sur la compétence du concile et qu'il s'en tenait même si assuré qu'il ne doutait point que chaque évêque ne fût prêt dans ce moment même d'avouer ce principe en en signant sa déclaration privée.

* Après ce préambule, le ministre fit lecture du nouveau projet de décret qui devait être soumis à la discussion et à la délibération du concile.

* Le ministre des Cultes du royaume d'Italie énonça à peu près la même chose aux évêques de sa nation en leur langue maternelle.

* Lecture faite de ce message impérial, un assez grand nombre d'évêques se levèrent simultanément aussitôt et prirent la plume pour signer qu'ils avouaient la compétence du concile dans le cas d'une réelle nécessité, et le cardinal Maury leur en donna le premier l'exemple. Mais M. l'évêque de [Chambéry-] Genève [Dessolles] ayant eu le courage d'observer que le message qui venait d'être lu était d'assez grande importance pour qu'on n'en souscrivît pas sans mûre délibération l'entière acceptation, les ministres eux-mêmes, voyant la motion de Mgr de Chambéry appuyée par beaucoup de ses collègues, refusèrent ces souscriptions hâtives et s'engagèrent d'envoyer à chaque évêque une copie du projet de décret.

* Nous apprîmes, le 29 du courant, au matin, que MM. les prélats italiens mandés par leur ministre du Culte, avaient tous signé la compétence du concile pour pourvoir au mode d'instituer les évêques nommés par le prince, sous la seule réserve du cas d'une vraie nécessité.

* Ce qui prouve combien était prudente la précaution dont Mgr l'évêque de Chambéry proposa d'user en cette circonstance, c'est la stipulation du cinquième article de ce décret rédigé, ou

par le ministre des Cultes, ou par les chefs des évêques politiques, lequel déplut fort aux évêques qui voulaient qu'on procédât franchement et rondement en toute chose à la manière de ces saints évêques des beaux siècles de l'Eglise, qui craignaient Dieu plus que le prince et aimaient la vérité plus que leur fortune et que leur repos. Il finissait par ces mots : « Qu'ensuite quand il aura été adopté par les pères, il sera présenté à l'empereur pour... le supplier de l'approuver ». Il leur semblait que cet article devait être stipulé d'une manière qui compromît moins la dignité et l'indépendance du concile, et qu'il fallait dire qu'on le lui présenterait, ce décret, non pour qu'il l'« approuvât », mais pour qu'il l'« agréât » et l'« acceptât ». Car, puisqu'il s'agissait ici d'insérer dans les concordats une nouvelle clause, il est clair que cette clause devait être consentie, agréée et acceptée des deux parties contractantes. Mais en général un concile ne demande pas à un prince qu'il approuve ses décrets, mais il le requiert et le prie d'en procurer l'exécution. D'après cette observation, il leur semblait que le cinquième article du décret en question devait être réformé comme suit : non pas que « le présent décret sera soumis à l'approbation de l'empereur », mais que « l'empereur sera prié d'agréer ce présent décret, et, s'il l'accepte, de procurer l'exécution de cette nouvelle clause ajoutée du gré des deux parties contractantes aux anciens concordats »*.

* A cette nouvelle, la plupart des évêques bien convaincus que cette assemblée sous un prince si despote ne serait jamais un vrai et libre concile, tout en gémissant qu'il se fût porté à une telle extrémité qui le déshonorerait à perpétuité aux yeux de la postérité, se consolaient de ce que son impatience avait promptement mis fin aux timides ménagements qu'on croyait devoir garder avec lui pour lui ôter tout prétexte de faire pire encore, et regardant cette dissolution du concile * si inopinée et si brusque comme une permission de s'en retourner chez eux, ils se disposaient à partir lorsqu'ils reçurent du ministre des Cultes une espèce de circulaire par laquelle il les retenait à Paris sous prétexte d'avoir à causer avec eux sur l'organisation ou sur l'administration de leurs diocèses. On leur fit ensuite entendre qu'il y aurait peut-être un moyen de raccommoder les choses, qui serait de radoucir

l'empereur en reconnaissant la compétence du concile dans le cas d'une réelle nécessité à pourvoir aux moyens de perpétuer l'épiscopat, au défaut d'un pape qui, par entêtement ou par vengeance, refuserait des bulles de confirmation aux nommés par l'empereur pour toute autre cause que celle de l'incapacité ou de l'indignité du sujet nommé. On fit souscrire cette maxime nouvelle de droit canonique à chaque évêque en particulier, que la cour avait fait insérer dans un projet de décret, où il était cependant statué qu'on enverrait au pape une nouvelle députation pour le prier de donner une forme légale à l'engagement qu'il avait pris à cet égard avec les évêques de la première députation, et de vouloir bien consentir pour le bien de paix à ce que cette nouvelle clause fût insérée dans les concordats. Les pères du concile se prêtèrent avec d'autant moins de répugnance à cette souscription qu'ils ne virent dans cet article qu'une nouvelle clause non prévue dans les concordats par les papes et par les princes qui les avaient conclus, et ils crurent que le pape n'y perdait rien et que l'Eglise y gagnait beaucoup, puisque dans ce projet de décret, l'empereur, qui avait tant dit lui-même et fait dire par ses ministres qu'il n'existait plus de concordats, reconnaissait si formellement dans ce décret qu'ils existaient et devaient seuls servir de base au droit qu'il exerce de nommer aux évêchés de l'empire et du royaume d'Italie.

Ce n'est pas que son conseil, entre autres le sénateur Roederer, le comte Daru, l'avocat Merlin et compagnie ne lui aient fait des rapports dans le sens des faiseurs de la constitution dite civile du clergé, ou uniquement fondés sur ce que l'Eglise est dans l'Etat protégée et soldée par le prince, ils établissaient qu'il peut disposer de sa discipline et la lui prescrire telle qu'il la juge utile au bien public et compatible avec les vues du gouvernement, et qu'une religion comme la catholique, qui a tant de moyens de nuire par le fanatisme des prédicateurs et par le secret de la confession, ne saurait être dans une trop grande dépendance de la puissance séculière. On dit que l'empereur qui avait d'abord goûté ces maximes et agi en conséquence, ne revint à une conduite plus modérée que par les conseils de l'ancien évêque d'Autun [Talleyrand] et de l'ex-consul Cambacérès, qui parvinrent enfin à lui faire comprendre que cette guerre d'opinions religieuses ne

manquerait pas d'avoir tôt ou tard une réaction fâcheuse sur sa dynastie en la rendant odieuse aux prêtres et aux catholiques affectionnés à leur religion et à leur culte, et l'exposerait lui-même inévitablement à l'inconvénient funeste que les princes éblouis comme lui par la bonne fortune ne pressentent malheureusement pas au fort de leurs prospérités, de perdre avec l'estime du clergé l'attachement des peuples.

En conséquence, l'empereur résolu à renouer des négociations avec le pape, fit communiquer aux évêques par leur président, le cardinal Fesch, un décret par lequel il leur enjoit de reprendre les occupations du concile et d'en continuer les sessions au lieu accoutumé. Ils s'assemblèrent donc un lundi matin à l'archevêché pour donner un assentiment libre et unanime à l'article du projet de décret, qui intéressait le plus l'amour-propre de l'empereur, savoir la compétence du concile en cas d'une réelle nécessité et aux autres articles de ce décret, et deux ou trois jours après ils se réunirent chez le cardinal Fesch pour signer la lettre de créance des membres de la nouvelle députation au pape. Ce furent les archevêques et évêques suivants : l'évêque de Faenza [Bonsignore] nommé au patriarcat de Venise, l'archevêque de Tours, M. de Pradt nommé à l'archevêché de Malines, l'évêque de Pavie [Allegre], celui de Nantes, celui de Feltre [Carenzoni] qui mourut d'une attaque d'apoplexie ou de la rupture d'un abcès le lendemain de sa nomination, et quelques autres dont les noms se trouveront sans doute dans les papiers du temps.

Les pères du concile assistèrent quelques jours après le départ de la députation, dans l'église de l'Assomption, paroisse de l'hôtel où il logeait, aux obsèques de l'évêque de Feltre, dont on célébra le trentième à Notre-Dame, où on fit un service médiocrement solennel pour le repos de son âme.

Enfin, le mercredi 1^{er} octobre, les évêques reçurent une lettre circulaire du ministre des Cultes qui les avisait que le lendemain il y aurait chez lui une réunion d'évêques. Ils s'y rendirent tous que leur président, et là, le ministre fit lecture d'un message, soit d'un décret de l'empereur conçu en trois articles, portant le premier, que l'empereur ayant appris que les négociations avec le pape s'acheminant à une conclusion pacifique, ce serait désormais avec lui et son consistoire qu'il traiterait des affaires qui lui

avaient fait convoquer le concile ; le second, que leur plus long séjour à Paris devenant par là même inutile, et la saison avancée demandant que leur retour ne fût plus différé, il licenciait le concile et permettait aux prélats de s'en retourner à leurs églises ; le troisième exprimait que le prince était satisfait des déférences des évêques, des bons principes et du bon esprit qu'ils avaient manifestés, et de l'attachement sincère qu'ils avaient montré à sa personne sacrée. Et c'est ainsi qu'a fini ce fameux concile sans autre cérémonie.

Le bruit se répandit le même jour que le cardinal Doria était nommé légat en France, que le pape irait fixer sa résidence et tenir sa petite cour à Pratolino, près de Plaisance (si je ne me trompe), maison de campagne des anciens ducs de Parme ; qu'il aura toujours auprès de lui un certain nombre de cardinaux pour son conseil ; qu'il sera fait incessamment une nombreuse promotion de nouveaux cardinaux, que l'évêque de Nantes reste auprès du Saint-Père en qualité d'envoyé de l'empereur, et que nous devons nous attendre à avoir dans peu des innovations dans la discipline de l'Eglise, mais qui seront revêtues de l'approbation du pape et par là même du concours de la puissance ecclésiastique. *Fiat, fiat ! Amen, amen !*

* ¹ Véritablement, l'empereur est inexcusable dans la persécution qu'il fait au pape et dans l'humiliation où il tient le haut clergé. Ces signatures qu'il lui a extorquées au préjudice du Saint-Siège ne lui feront pas plus d'honneur dans l'histoire ecclésiastique qu'aux évêques qui ont eu la faiblesse de les lui accorder. L'excuse de ceux-ci est que pour ne pas exaspérer un prince si despote et si redoutable, il a fallu lui lâcher tout ce qu'on pouvait sans compromettre le dogme. Ce lui sera donc toujours un tort impardonnable d'avoir abusé de sa puissance à réduire les évêques à une telle extrémité. S'il les avait trouvés encore plus complaisants qu'il ne les trouva, de fil en aiguille il les aurait amenés à souscrire, comme les évêques le plus fortement attachés au Saint-Siège le craignaient, aux quatre articles de l'assemblée du clergé de 1682.

¹ Ms. 63, p. 189, adj. marg.

* Au reste, le pape semble avoir préjugé cette question de la liberté de ce concile dans une de ses lettres que le ministre des Cultes du royaume d'Italie communiqua aux évêques italiens qui quittèrent Paris des derniers peu de jours après leur licenciement, dans laquelle il disait qu'il délibérerait à loisir et avec maturité sur les sentiments des évêques assemblés dernièrement à Paris, évitant de donner à leur assemblée le nom de concile, et qu'à leur considération il autoriserait les évêques nommés aux sièges vacants à gouverner les Eglises veuves comme vicaires apostoliques *.

A Paris, le clergé du second ordre ne fut content ni de la conduite de l'empereur ni de celle des évêques. Dans les départements, les chapitres et les curés crurent alternativement les affaires pires ou meilleures qu'elles n'étaient effectivement, et ils s'imaginaient que les évêques étaient très occupés à Paris de questions très épineuses. La vérité est qu'on les y a tenus dans une grande inaction et que la cour a traité ce prétendu concile national avec peu d'égards et beaucoup de despotisme. Au reste, l'empereur les défraya généreusement en leur faisant payer par mois 1500 francs, et 10 francs par poste pour l'aller et pour le retour. Et le dernier article de son dernier décret peut être regardé comme une espèce de réparation d'honneur de l'affront signalé qu'il leur fit par la dissolution si brusque du concile au mois de juillet. Quant à sa liberté, elle sera pour la postérité un sujet de controverse, et c'est à elle à juger si un concile est libre quand le prince se permet d'en enfermer quelques pères pour le seul tort d'avoir eu une manière de penser sur sa compétence à régler certaines choses opposée à la sienne et à celle de son conseil.

Quoi qu'il en soit, il paraît que la réunion de tant d'évêques à Paris n'a pas été inutile à convaincre l'empereur que le clergé catholique savait concilier ce qu'il doit à Dieu avec ce qu'il doit à César, et que la garantie la plus sûre de sa fidélité aux princes est la constance même du corps épiscopal à demeurer attaché à son chef qui est le Souverain Pontife et à son centre qui est l'Eglise romaine, * parce qu'elle démontre que les serments qui le lient aux uns et aux autres ne sont pas de vains noms, ni une vaine formalité pour lui, et qu'il se fait de sa soumission un

vrai devoir de conscience, à l'acquittement duquel il se tient obligé quoi qu'il puisse lui en coûter *.

On dit qu'on ne cesse de conseiller à l'empereur d'amener le pape à Paris ; on affecte dans les papiers publics de nommer palais papal le palais archiépiscopal. Pour moi, je pense que le pape qui consentirait à venir résider à Paris compromettrait étrangement l'unité catholique et ne manquerait guère par cette imprudente condescendance, dont les suites malheureuses de la résidence de quelques papes à Avignon démontrent les dangereuses conséquences, d'organiser un schisme dans l'Eglise latine qui ne tiendra jamais pour pape un archevêque de Paris, qui ne serait évêque de Rome que de nom, asservi à tous les *diclamens* d'une cour impériale.

Au reste, la vérité me force à dire qu'il n'y avait à ce concile que trop d'évêques politiques, non seulement dans la personne de l'archevêque de Tours, de l'évêque de Nantes et de l'évêque de Trèves, du cardinal Maury, du prince primat, mais encore dans plusieurs prélats et cardinaux italiens. — * J'y vis à mon grand regret qu'il s'y trouva parmi les prélats italiens peu d'évêques d'une certaine réputation de doctrine et de fermeté. Ils disaient *amen* à tout ce que leur proposait leur ministre des Cultes, ancien professeur de théologie à l'université de Pavie réformée à la mode de Joseph II*. Outre les politiques, on comptait parmi les Français plusieurs évêques constitutionnels et parmi les Italiens plusieurs évêques soupçonnés de jansénisme. Mais ce concile a démontré que les plus courageux défenseurs des prérogatives essentielles du Saint-Siège (quoi qu'en ait pensé autrement Mgr de Sion) furent encore les bons évêques français de la vieille roche. On a dû s'en convaincre par l'intérêt que la majorité prit aux trois évêques que l'empereur fit enfermer à Vincennes. La seconde députation au pape ne fut guère mieux composée que la première. Le pape cherchant à temporiser, l'empereur licencia le concile. On a vu par ce qui s'est passé depuis lors que l'empereur incapable de reculer tendit piège sur piège au pape et ne chercha pas moins à l'induire en erreur à Fontainebleau qu'à Savone, et qu'il trompa l'Eglise, s'il ne trompa pas le pape, par la signature prétendue extorquée d'un second concordat. Mais aussi on a vu où toutes ces ruses de guerre

avec le Souverain Pontife ont conduit ce grand politique dont on vantait tant la pénétration et la prévoyance. Ce qui ne lui serait point arrivé si, au lieu de s'en fier à soi-même et à ses conseillers, il en avait cru ceux de ses soldats qui eurent le courage de lui dire, assez haut pour qu'il l'entendît lorsqu'ils apprirent qu'il avait détrôné le pape : « Ça ne lui portera pas bonheur ».

Mais comment l'empereur aurait-il mieux traité l'Eglise catholique et le Saint-Siège qu'il ne l'a fait, lui qui probablement ne connaît l'histoire ecclésiastique que par ce qu'il en a lu dans *l'Essai sur l'Histoire générale*, de Voltaire, et dont le conseil était composé, ou de philosophes ennemis de toute religion, ou d'indifférentistes tolérants ou de calvinistes et de jansénistes, deux sectes également ennemies du Saint-Siège et des papes ? Le comte Bigot de Préameneu, ministre des Cultes de l'Empire français, ancien avocat au Grand Conseil, m'a paru n'être entouré que d'ecclésiastiques jansénistes. Il n'est donc pas étonnant que l'empereur se soit fait l'instrument des impies ou des hérétiques pour réduire à presque rien la primauté d'honneur et de juridiction que les papes ont héritée de saint Pierre, le prince des apôtres, dont ils sont les successeurs.

Pour revenir maintenant à ce qu'il y a de personnel à Mgr de Sion dans l'histoire de ce concile, je dis que le concile ayant été licencié en octobre presque aussi brusquement qu'il fut dissout en juillet, Monseigneur quitta Paris avec beaucoup plus de plaisir qu'il avait eu de peine à se résoudre de s'y rendre. Ce long séjour à Paris fut d'autant plus ennuyeux pour lui qu'il n'y eut presque rien à faire et qu'on y vécut dans la continuelle inquiétude qu'il ne prit fantaisie à l'empereur d'exiger des évêques plus que leurs principes et leur conscience ne leur permettaient de lui accorder. — * La seule chose qui causa de l'embarras et qui donna du tintouin à Monseigneur durant toute la tenue de ce fameux concile fut la signature du formulaire dont j'ai parlé plus haut ¹. Il y avait d'abord réservé en termes trop formels l'approbation du Saint-Siège et le consentement du pape. Le ministre des Cultes

¹ Pp. 304-305.

exigea de lui une signature moins équivoque à laquelle il ne se résigna qu'après avoir vu plusieurs signatures semblables de la propre main de plusieurs cardinaux et d'évêques italiens de sa connaissance. Il ne crut pas devoir être plus papiste ni plus ultramontain qu'eux *.

Comme il y avait vu à son premier voyage ¹ presque tout ce qui pouvait piquer sa curiosité, aussi pour charmer ses ennuis employa-t-il sa voiture à parcourir tous les environs de Paris, comme Versailles, Saint-Germain, Saint-Cloud, Marly, Choisy, Sceaux, Montmorency, Saint-Denis, Vincennes, etc., et à se promener sur les boulevards extérieurs et dans les campagnes qui les environnent. Il ne se lia un peu particulièrement qu'avec quelques évêques allemands et italiens, tels que l'évêque de Brescia, celui de Comacchio, celui de Tournai, etc. Il rechercha très peu la conversation de ceux-mêmes des évêques français avec lesquels il avait des relations naturelles, tels que l'évêque de Chambéry et l'archevêque de * Vienne devenu archevêque de * Bordeaux, qui avait longtemps demeuré à l'abbaye de Saint-Maurice du temps de la persécution robespierrienne. Dans les assemblées d'évêques, sous prétexte de sa surdité, il se tenait presque toujours à l'écart. Il ne visita le cardinal Maury, médiocrement respecté, peu estimé et nullement recherché, que comme la plupart des autres, en laissant une carte de visite à sa porte. Il n'accepta qu'à son corps défendant les dîners priés des ministres qui reçurent de grosses gratifications à l'occasion du baptême du roi de Rome et de l'ouverture et tenue du concile pour tenir table ouverte à tous les prélats et aux membres du Corps législatif, aux préfets de département et aux maires des 40 bonnes villes, etc.

Ce qui amusa le plus Mgr ce fut la pompe extraordinaire de ce fameux baptême et de la cour impériale, les feux d'artifice et les illuminations qui eurent lieu durant ce jour-là à Paris, le dimanche suivant à Saint-Cloud, et le 15 août, fête du rétablissement du culte catholique en France.

Ce même jour-là (15 août), Mgr assista ainsi que les autres évêques en rochet et en camail à la grand-messe suivie d'un *Te Deum* solennel, qui fut chanté par le cardinal Fesch,

¹ Voir plus haut, pp. 274 et 276 et suiv.

grand aumônier, en la chapelle du château des Tuileries, et l'après-dîner, en l'église Notre-Dame, au *Te Deum* et au discours d'un chanoine de cette église qui fut mal prononcé et presque aussi mal composé, plus rempli de basses flatteries pour l'empereur que de pensées religieuses sur les événements qui concoururent à ruiner et à rétablir en France le culte catholique.

Dans l'intervalle de la suspension du concile à la reprise des conférences, mourut, comme je l'ai déjà noté¹, l'évêque de Feltre, dont les funérailles se firent à l'Assomption, paroisse des Tuileries, auxquelles assistèrent tous les pères du concile, ainsi qu'à un service solennel pour le repos de son âme qui se fit à Notre-Dame, et où un prélat italien lut plutôt qu'il ne prononça son oraison funèbre en langue latine.

Pour moi, je renouai connaissance d'une manière bien flatteuse avec Messieurs de Vienne, de Troyes, de Clermont [Duval], de Namur [Pisani], etc., prélats qui, la première fois qu'ils m'aperçurent chez le cardinal Fesch, me sautèrent au col, surpris autant que charmés de revoir cet abbé de Rivaz dont quelques-uns d'eux n'avaient plus entendu parler depuis la Révolution, et ils parlèrent de moi à Mgr comme d'un ecclésiastique digne d'avoir reçu de lui en cette circonstance ce témoignage public de son estime et de sa confiance. — * Le gros évêque de Bergame [Dolfin] m'avait tellement pris en amitié que quand il me rencontrait dans la galerie du palais Fesch, il me serrait si fortement la main ou le bras que j'en portais la marque quelques jours de suite et qu'il me disait tout haut en italien : *Abbate Rivazzi, io l'amo perchè tu sei uomo dritto* *. Je m'en prévalus pour faire la connaissance de Mgr l'évêque de Chambéry, de l'évêque de Mayence et de l'évêque de Trente [v. Thun], de qui je prenais les informations que je jugeais nécessaire de faire parvenir à mon prélat. Je me liai très particulièrement à ceux des théologiens des évêques du concile en qui je remarquai plus de lumières et plus de droiture. J'eus très peu le loisir de cultiver mes anciennes connaissances et de fréquenter les bibliothèques parce que j'étais sûr de désobliger Mgr si je ne l'accompagnais pas dans ses fréquentes excursions aux environs de Paris. Ce ne

¹ Voir plus haut, p. 308.

fut guère qu'en août et septembre que je pus m'échapper pour aller travailler à la Bibliothèque impériale ou à celle de l'Arsenal. Je parcourus dans les mois de juillet et d'août tous les dimanches matins presque toutes les grandes paroisses de Paris pour observer et juger approximativement combien de mille catholiques sur la population entière de cette grande ville, qui était alors d'environ 530 000 âmes, fréquentaient ces jours-là les églises et rendaient à Dieu un culte public, et j'eus la douleur extrême de me convaincre que le nombre ne s'en portait pas au cinquième de cette immense population. Nous y vîmes le clergé employé au saint ministère vêtu à la séculière, avili et pauvre, * et souvent insulté par la populace qui, de grossièrement impudique qu'elle était de mon temps, est devenue depuis la Révolution brutalement impie. On y fait faire assez communément la première communion aux enfants de tout état et de tout sexe, mais la plupart ne recommunient plus qu'à la mort, et encore un grand nombre meurent-ils tous les jours en bêtes et sans sacrements *. Le séminaire de Paris ne comptait pas cette année-là cent élèves, parmi lesquels il n'y avait que deux Parisiens. La plupart des paroisses des environs manquaient de pasteurs. Nous trouvâmes la licence de beaucoup au-dessus de ce qu'elle était avant la Révolution. On y travaillait non seulement aux édifices publics mais même aux édifices particuliers, les dimanches non moins que les jours ouvriers. On ne s'apercevait de la cessation des œuvres serviles ces jours-là que l'après-dîner pour s'aller promener et se divertir, mais non pour les consacrer au service divin. Les femmes de tout état étaient immodestement vêtues, portant les bras et la gorge nus. Tous les jardins publics, l'ancien boulevard, les ponts et les quais étaient tapissés de statues indécentes, de livres impies, de romans libertins, d'estampes obscènes, et la jeunesse de l'un et de l'autre sexe s'arrêtait pour regarder ces estampes et acheter ces livres sous les yeux du public sans aucune honte et sans aucune retenue. *Les théâtres y sont à l'avenant*. On nous disait qu'il y avait à Paris quatre espèces de femmes, dont la moins nombreuse était celle des femmes fidèles à leur mari et des filles sages et honnêtes. On nous disait que de deux hommes qui se rencontraient dans la rue, l'un était une dupe et l'autre, un fripon. En général, il n'est que trop vrai que la plupart n'ont

ni mœurs ni probité et sont ou impies ou indifférentistes, et que très probablement le nombre des élus n'y a jamais été si petit. Tout le monde n'y est occupé que de sa fortune et de son plaisir. La cour, les grands, les magistrats n'y donnent l'exemple d'aucune vertu religieuse. Après cela, faut-il s'étonner si toute la religion n'y consiste qu'en un culte purement extérieur qui n'a nulle influence à contenir les passions et à régler les mœurs ? Tel est le tableau du christianisme de Paris en 1811 que je n'ai pas flatté, mais aussi que je ne charge pas.

Au moyen de ce que l'empereur fit tous les frais de ce voyage des évêques à ce concile et de leur séjour à Paris, Mgr en a rapporté les deux mille écus qu'il y avait destinés.

Nous fûmes de retour à Sion, le 13 octobre, * où le chapitre en corps attendait Mgr devant sa résidence pour le saluer et le complimenter*. Le lendemain matin, Mgr alla saluer en habit de cour le préfet [Derville], et le même jour il reçut la visite du général [Hénin de Cuvilliers] et de toutes les autorités et de tous les employés français arrivés à Sion depuis son départ pour Paris.

CHAPITRE IV

Evénements de 1812-1813 ¹

La seconde année de la domination française fut marquée par une intrigue pour substituer le baron Stockalper à M. de Rivaz dans la dignité de député au Corps législatif du département du Simplon, qui vaut la peine d'être donnée avec quelques détails. En vertu d'un décret de l'empereur [Napoléon], on convoqua les assemblées primaires pour élire les membres de l'assemblée électorale des trois candidats que le département lui devait présenter à la fin de l'actuelle session dudit Corps législatif. Les plus notables des Français employés en ce département ambitionnèrent de s'y faire nommer électeurs en témoignage auprès du prince et de ses ministres qu'ils étaient bien vus du peuple valaisan. Tout le monde se prêta fort complaisamment à cette vue ou vaniteuse ou ambitieuse de ces messieurs. Les maires des communes parvinrent, pour faire leur cour au préfet Derville, à le faire nommer électeur en plusieurs cantons ; il en fut de même du général Hénin, du procureur impérial [Achard], de M. de Flotte, etc. Il n'y eut que M. Tousard d'Olbec qui fut exclu de cet honneur, quoique directeur des Finances du département, quoique né parisien, d'une famille noble, et quoique d'ailleurs patriote valaisan et longtemps secrétaire de notre Etat, et cela par l'intrigue des Duc qui toutefois s'étaient engagés à le lui procurer * par reconnaissance de ce qu'il venait de marier une de ses nièces à l'un d'eux *. Le motif de cette perfidie fut qu'ils craignaient qu'il ne donnât sa voix à M. de Rivaz qui est son beau-frère, au préjudice de M. le baron Stockalper qui sans doute

¹ Ms. 63, pp. 195-197.

avait acheté les leurs ou devait les leur payer, sinon en argent comptant, au moins par semblable échange de suffrages, lorsqu'il y aurait lieu et occasion. Pour l'exclure honnêtement du nombre des trois candidats, dans la crainte que si l'empereur y voyait son nom il ne lui continuât sa confiance, ils avaient imaginé de le présenter à l'empereur comme apte à la dignité de sénateur. Mais cette intrigue fut de nul effet par la retraite des Français qui quittèrent le pays avant la tenue de l'assemblée électorale qui était cependant déjà convoquée pour l'automne de 1813, mais qui n'eut pas lieu par le délai qu'apporta l'empereur, occupé alors d'affaires plus sérieuses, à en désigner le président.

Cette même année fut encore remarquable en Valais par la fantaisie qu'inspira à beaucoup de Valaisans, même d'une condition très médiocre, d'aspirer à la chevalerie française un décret de l'empereur qui avait l'air d'autoriser les anciens nobles des départements réunis de se faire reconnaître pour tels. Aussitôt on vit presque toutes les anciennes familles, à l'exception des Courten, des Quartéry, et peut-être encore une ou deux autres, compulser leurs archives domestiques pour y rechercher quelques traces d'anoblissement ou du moins quelques preuves de jouissance plus ou moins longue de fiefs nobles. On vit les Werra, les Preux, les de Riedmatten, les [Macognin] de la Pierre, les Du Fay de Tannay et de Lavallaz, les Ambuel, les Roten, les de Rivaz, les de Nucé, les Odet, etc., incontestablement nobles ou universellement réputés pour tels, envoyer à Paris à un chevalier Legras, chargé par le gouvernement de l'examen et du rapport de leurs prétentions et de leurs pétitions, d'amples généalogies et des volumes entiers de copies de titres propres à établir et à prouver leur possession plus ou moins longue de la qualification de damoiseaux ou de nobles. Ce qui étonna le plus le public, ce fut de voir le D^r Gay, à la vérité d'une famille ancienne et honorable de l'Entremont, et le banneret Duc, homme tout nouveau, d'une famille très paysanne, lui le premier sorti de la plus ignoble roture, prétendre à la noblesse et ne pas borner son ambition au titre de chevalier, mais encore prétendre à celui de baron. Celui-ci, accoutumé de longue main à tout oser et à braver l'opinion, acheta à beaux deniers comptants divers certificats * artificieu-

sement dressés, à ce qu'on croit, par l'ex-bailli Augustini de tout temps lié d'intérêt et d'intrigue avec le banneret Duc *, auxquels l'évêque [de Preux] lui-même, le baron Stockalper, le comte de Courten, le général Hénin, les Riedmatten, et jusqu'à mon frère Isaac, eurent la basse complaisance d'apposer leur signature, quoique à vrai dire ces certificats n'attestassent autre chose, sinon qu'il s'était tiré de l'obscurité et était parvenu à des emplois qui le faisaient considérer à l'égal des meilleures familles du pays. Il y en avait cependant un où l'un de ses fils [Pierre-Joseph] se qualifiait major de Daillon, et il se fondait à se prétendre noble sur ce qu'il a épousé une demoiselle [Mansuette] de Riedmatten qui est héritière * des Waldin, l'une des familles notables de la ville éteinte depuis plus d'un demi-siècle, laquelle a possédé longtemps un * fief noble sur une montagne de la vallée d'Hérens ; mais il est à noter que ce mariage a été fait postérieurement à la suppression de tous titres féodaux opérée en Suisse par le nouveau droit public qu'y a introduit la révolution de 1798. On apprit peu après que le chevalier Legras, qui avait flatté de la réussite toutes les familles valaisannes qui lui avaient envoyé de bonnes sommes d'argent avec leurs titres vrais ou faux pour les faire valoir, avait donné une trop grande extension aux termes du décret et que l'empereur entendait seulement faire cette faveur à quelques-unes des plus anciennes et des plus notables familles des départements réunis. Et de toutes ces familles qui cherchèrent à s'en prévaloir, il n'y eut que M. de Rivaz qui, protégé particulièrement par quelques ministres, obtint un diplôme de chevalier d'empire avec reconnaissance d'ancienne possession de qualifications nobles accordées à ses ancêtres par les princes de la maison de Savoie. Et puis les Français venant à abandonner le Valais, les demandes en reconnaissance de noblesse de tous les autres sont demeurées pendues au croc dans celui des bureaux où elles étaient déposées au moment de l'abdication de Napoléon. Ce n'est pas à dire que la plupart de ces familles n'y eussent des droits très réels. Mais admirez ici avec moi l'effronterie des Duc. Si cette affaire eût été négociée jusqu'au bout, les plus anciennement nobles eussent obtenu difficilement le titre de baron, parce que fort peu d'elles étaient en état de fonder des majorats, condition

sine qua non, à moins que l'empereur par une faveur insigne ne les en eût dispensés, et sans laquelle le titre de baron n'aurait été que personnel et ne devait point passer sans une nouvelle faveur de l'empereur des pères à l'un de leurs fils.

Comme ¹ il n'y a rien de si rare en Valais qu'un auteur, je n'ai pas cru devoir passer sous silence l'anecdote suivante.

Dans le courant de l'été de cette même année, le Dr Schiner, jugeant que la réunion récente du pays à l'Empire français était la circonstance la plus favorable à la publication d'un ouvrage sur le Valais, compile ce qu'il en trouve dans quelques historiens suisses qu'il avait sous la main, tels que Stumpf, Münster, Simmler, Guilliman, ne prend pas seulement la peine de se procurer un Tschudi, ni les *Tableaux de la Suisse* du baron de Zurlauben, emprunte de quelques brochures françaises, l'une de M. Eschasériaux qu'il copie mot à mot, quelques descriptions élégantes du Grand Saint-Bernard et de la route du Simplon, traduit pesamment quelques-unes de nos informes chroniques dont les assertions sont souvent en contradiction avec les actes authentiques du temps, et fait de tout cela, sans daigner consulter aucune de nos archives ni publiques ni privées, sans lire, extraire et mettre en œuvre aucun document public, sans prendre conseil des érudits du pays, une *Description topographique du département du Simplon*, en mauvais style français où il pêche à tout moment contre les règles les plus communes de la grammaire et de l'orthographe, en sorte que son ouvrage est le plus fautif et le plus plat qui ait paru depuis cent ans en cette langue. Et comme il a la présomption de croire que c'est un chef-d'œuvre qui sera dévoré de tous les Français, il se hâte de le faire imprimer à Sion même et il a l'imprudence de n'en tirer rien moins que 4 000 exemplaires, et le vend assez cher. Qu'arrive-t-il ? La pièce est sifflée, et l'ouvrage ne trouve presque point de débit. L'auteur n'y perd que la fortune chimérique et la grande réputation qu'il s'en promettait, et l'imprimeur [Advocat], qui s'en était promis

¹ Ms. 63, p. 198, puis adj. marg. dans l'ordre renversé des pp. 198, 197 et 196.

un gain considérable, y est pour 200 louis dont il a fait l'avance. Par malheur pour l'auteur, il s'y trouve une soixantaine de pages sur l'ancienne noblesse du pays et sur notre histoire qui fourmillent d'anachronismes, et où loin de corriger les bévues de nos anciens chroniqueurs, il ne fait que les augmenter, * et où le peu qu'il en dit de bon est copié mot pour mot de l'ouvrage de mon père [Pierre de Rivaz] sur la légion thébéenne *. Tout ce que j'en peux dire en deux mots, c'est que le public l'a déjà jugé digne de la beurrière. Et pour qu'on ne croie pas que j'en parle ainsi par jalousie de métier, comme porte l'ancien adage *figulus figulum odit*, je les ai relevées et redressées dans des notes critiques que j'ai envoyées à Berne à M. le baron Frédéric de Mülinen, ancien avoyer du nouveau canton de Berne, digne président d'une association littéraire des érudits suisses dont il est le fondateur et à laquelle il m'a fait l'honneur et la faveur de m'associer des premiers. Ce que j'ai fait beaucoup plus dans l'intention d'empêcher que cet ouvrage du D^r Schiner n'induisit en erreur quelques-uns de mes doctes confrères, que dans le dessein de démontrer la crasse ignorance et la sotte présomption de cet auteur famélique. Peut-être un jour les donnerai-je au public (ce que je n'ai pas voulu faire dans le moment même qu'il a fait paraître son ouvrage pour ne pas lui nuire en empêchant l'écoulement de cette ruineuse édition), soit pour le détromper des fausses idées que cet ouvrage peut lui donner, soit pour démontrer à ceux de nos compatriotes qui tenteront à l'avenir de courir la même carrière que lui, qu'on ne parviendra jamais à écrire raisonnablement l'histoire particulière de chacun des petits Etats qui composent la Confédération helvétique, qu'en en compulsant toutes les archives, qu'en la composant sur les titres originaux et sur les documents publics et qu'en ne se fiant nullement aux chroniques qui pour la plupart ont été rédigées par des non-contemporains qui n'avaient pas l'ombre de critique. Car en trois siècles nous n'en comptons que quatre : le père Sigismond, capucin de la province de Savoie (Guillaume Bérody), natif de Saint-Maurice, d'une famille bourgeoise de cette ville et qui en avait été curé, qui a donné du temps de l'épiscopat d'Adrien IV [de Riedmatten], une histoire de son saint patron, où se trouvent les origines du monastère d'Agaune. Il écrivait dans la seconde

moitié du XVII^e siècle. Le chanoine Briguet dédia son *Vallesia christiana* à l'évêque Blatter vers 1750. Pierre de Rivaz, mon père, son écrit apologétique du martyre de la légion thébéenne, que j'ai fait imprimer à Paris en 1779. Et enfin le D^r Schiner donne sa *Description topographique du département du Simplon* en 1812. Je ne mets pas en ligne de compte une brochure du sieur Naterer, docteur médecin, sur les bains de Loèche, ni une brochure du prieur du Bourg-Saint-Pierre, Jérôme Darbellay, *sub ementilo nomine* du médecin Desloges, qui n'en a été que l'éditeur, sur le monastère hôpital de Mont-Joux, soit du Grand Saint-Bernard, quoiqu'il y ait de bonnes choses dans ce dernier opuscule. J'oubliais le père Biner, jésuite allemand, natif de Conches, du temps de l'évêque [Fr.-Jos.] Supersaxo, grand compilateur, qui a donné un ouvrage très volumineux sur le droit canonique et civil écrit en latin, qui fait honneur à son érudition et qui démontre qu'il fut un homme extrêmement studieux ; cet ouvrage est en latin. Et le père Du Fay de Lavallaz, jésuite français, dont on a quelques volumes de sermons imprimés à Lyon en 17[62].

Je ne demande pas à M. Schiner ni un style plus égal que le sien, ni même de nouvelles découvertes dans des temps si obscurs, mais que le peu qu'il veut en apprendre à ses lecteurs soit assuré et qu'il ne continue pas à les induire en erreur, induit lui-même en erreur par d'ignorants chroniqueurs. Ce n'est pas tout de dire : « un tel l'a dit », il faut examiner si ce témoin est idoine. Or un chroniqueur récent que démentent souvent les documents originaux n'est pas un témoin idoine. Je lui demande surtout d'être au moins assez clairvoyant pour s'apercevoir des anachronismes grossiers qui se rencontrent souvent dans Simmler, dans Briguet et autres auteurs, je le dirais presque *ejusdem furfuris*. Au XIX^e siècle, on ne veut plus du son ; l'érudition est devenue si facile à acquérir depuis cent ans qu'on ne veut que de la farine, et encore de la plus pure. On peut être indulgent sur le défaut de style, mais on veut de l'exactitude, de la méthode, et des faits bien passés au creuset de la critique. Ce qu'on ne sait pas, on confesse ingénument qu'on l'ignore, mais on ne doit pas donner pour certain ce qui est douteux. On veut maintenant qu'on n'avance rien sans en fournir la preuve. C'est le seul moyen

qu'on attache quelque prix à tant de petits faits dont se compose une histoire d'un pays aussi peu marquant que le nôtre, et c'est le seul mérite dont soit susceptible l'histoire de nos petits pays, presque imperceptibles dans la vaste étendue du globe terraque que la Providence nous a donné à habiter.

CHAPITRE V

La réunion de l'abbaye de Saint-Maurice à l'hospice du Grand Saint-Bernard (1810-1814) ¹

Les choses en étaient de la sorte à l'abbaye sur un meilleur pied lorsque la réunion du pays à l'Empire français vint tout à coup changer ses destinées et de dame en faire une servante. Il ne lui restait alors qu'un seul moyen de salut — * moyen qu'elle avait tant dédaigné, lorsque ceux qui prévoyaient que le cas pourrait arriver d'un naufrage où elle n'aurait que cette seule planche pour arriver au port, le lui proposaient *, — c'était d'être unie et incorporée à la maison de Saint-Bernard, sans quoi elle eût été immanquablement supprimée par le gouvernement français, qui n'aurait respecté ni ses saints patrons, ni sa vénérable antiquité.

Mon cousin Charles de Rivaz s'employa beaucoup auprès des ministres à écarter d'elle un si grand malheur ; et Mgr [de Preux], dans son second voyage de Paris, me chargea de dresser les mémoires et les informations que lui demandèrent à ce sujet les ministres des Cultes [Bigot] et des Finances [Gaudin], et nous n'oublîâmes rien de tout ce que nous crûmes le plus propre à leur persuader de laisser subsister cet ancien et si célèbre monastère à titre de maison de retraite et de résidence du prévôt. Effectivement par décret impérial du [26 décembre 1810] l'abbaye fut réunie au Saint-Bernard et l'administration en fut confiée à M. le prévôt tant au spirituel qu'au temporel. Mais le prévôt Rausis, ami d'ailleurs et parent de M. l'abbé [Pierraz], respecta,

¹ Ms. 63, pp. 384-387, adj. postérieure (suite du chapitre 17 qui s'achève p. 208).

comme il le devait, le droit exclusif de juridiction ordinaire que l'institution canonique donne à M. l'abbé d'en être le prélat et le pasteur, qu'un décret impérial non concerté avec le pape [Pie VII] ou son nonce en Suisse ne pouvait lui ôter ; mais M. le nonce [Testaferrata] ne lui fit aucune difficulté qu'il s'impatronisât de l'abbaye au temporel, et pour ne pas effaroucher le gouvernement français M. l'abbé lui céda, lorsqu'il venait à l'abbaye pour différentes affaires, sa stalle au chœur et la préséance au réfectoire.

Mais deux événements concoururent simultanément à dégager * promptement * l'abbaye des liens de cette réunion : ce fut l'abandon du département du Simplon par les agents du gouvernement français aux fêtes de Noël de l'année dernière [1813] et la mort de M. le prévôt Rausis, qui arriva ce carême ou ce printemps [1814], à la satisfaction commune des deux maisons, qui par là rentrèrent chacune dans leurs droits respectifs et dans leur état primitif. MM. de Saint-Bernard procédèrent sans autre à l'élection d'un nouveau prévôt [Genoud], toutefois après avoir proposé à MM. de l'abbaye d'y prendre part s'ils le jugeaient à propos. Et Mgr le nonce accordant des bulles à M. le prévôt qui ne font aucune mention de l'abbaye de Saint-Maurice d'Agaune comme d'une maison réunie par l'autorité légitime au monastère hospitalier de Mont-Joux, a par là-même reconnu que cette réunion n'ayant été ordonnée que par la puissance politique, elle était plutôt tolérée que consentie par la puissance ecclésiastique. En sorte que le charbonnier est redevenu maître dans sa charbonnière. M. l'abbé se tirera d'affaire comme il pourra, ce qui ne lui sera pas bien difficile s'il ne recrute que des sujets capables et bien appelés, qu'il maintienne à l'abbaye la régularité et qu'il y fasse faire à ses jeunes gens de bonnes études et leur inspire pour toute la vie * l'esprit ecclésiastique *, l'amour du travail, la fuite de l'oisiveté, l'estime de la science et le goût des lectures solides.

Quant à la maison de Saint-Bernard, elle fut singulièrement protégée par le gouvernement français et spécialement recommandée aux préfets du département. Au reste, sauf l'établissement de l'hospice du Simplon, qui fut déclaré un prieuré membre de la congrégation et auquel on céda en Italie des domaines qui

avaient appartenu à la chartreuse de Pavie, l'empereur ne fit rien en particulier pour la mère maison, qu'y ériger à grands frais le mausolée du général Desaix, comme je le raconte ailleurs¹. Au Simplon, je crois que l'hospice est achevé, et les fondements de l'église sont déjà hors de terre. Mais cet édifice en restera longtemps là, à moins que la vallée d'Ossola ne soit adjugée au congrès de Vienne à l'empereur d'Autriche [François II] comme duc de Milan. Auquel cas nous avons l'espérance qu'un si puissant prince achèvera les travaux si avancés de cette fameuse route et aidera notre pauvre pays à la finir dans la plaine du Valais, dont il ne reste plus qu'une vingtaine de lieues, savoir du bourg de Loèche à la porte du Sex pour joindre la route de Meillerie à celle du Simplon.

On a donné pour successeur au digne prévôt M. Rausis un M. Genoud, curé de Sembrancher, longtemps prieur claustral, homme simple, pieux, docte, prudent, qui marchera sur les traces de ses deux prédécesseurs immédiats, prélats très recommandables à tous égards. C'est déjà en faire par avance un grand éloge.

En conséquence de cette réunion à laquelle le collège de Saint-Bernard se montra fort indifférent, prétendant n'y gagner que des dettes à payer et de grands embarras, quoique le vrai motif de leur indifférence fût qu'ils prévoyaient qu'à la longue l'abbaye, qui ne devenait pour le moment que le membre le plus distingué de leur congrégation, finirait par en devenir le chef-lieu, et voyant aussi peut-être de mauvais œil que M. l'abbé, fort jeune encore, ne pouvait manquer, pour peu qu'il fût protégé, de succéder dans la prélature générale à M. le prévôt [Rausis], déjà avancé en âge, ces deux prélats, animés tous deux du même esprit d'ordre, tous deux également humbles et doux, convinrent pour rendre plus sensible au public cette réunion plus politique que canonique, d'y établir provisoirement non le noviciat, mais les études ; et M. le prévôt entrant beaucoup plus que ses anciens confrères dans le dessein de sauver l'abbaye du naufrage et d'en perpétuer la durée, vint en prendre possession, y fit venir ses jeunes profès, leur y fit enseigner la philosophie et la théologie, * en nomma procureur l'un de ses chanoines de la maison de Saint-Bernard [J.-B.

¹ Voir plus haut, p. 211.

Darbellay] *, en confia l'économie à un autre des mêmes chanoines [Terrettaz], mais en laissa l'administration spirituelle comme de droit à M. l'abbé sous le modeste titre de prieur claustral.

Comme ce nouvel ordre de choses pouvait ne pas convenir à tous les religieux de l'abbaye, les deux prélats d'accord avec M. le préfet [Derville], Mgr l'évêque et Mgr le nonce, leur proposèrent, ou de s'incorporer à la congrégation hospitalière de Mont-Joux, ou de demander leur sécularisation. On prit avec ceux qui prendraient ce dernier parti l'engagement de les laisser dans les bénéfices de la maison qu'ils possédaient, ou bien de leur payer une pension de 25 louis. Ça va sans dire que le curé de Bagnes [Perraud] aima mieux garder sa cure, le meilleur bénéfice de la maison, que d'accepter cette modique pension. Il en fut de même du chanoine Vannay devenu prieur de Vétroz, de l'ex-procureur Barman qui avait accepté la petite cure d'Outre-Rhône. * Ils formèrent cependant la prétention d'obtenir la pension et de garder leurs bénéfices tout ensemble : ce qui n'aurait certainement pas eu lieu, si cet ordre de choses eût duré plus longtemps *. Un ou deux quittèrent la maison et se sécularisèrent. Tous les autres, aux exhortations de M. l'abbé, demandèrent leur incorporation à la congrégation de Saint-Bernard sous la seule réserve, qui était de droit naturel, de ne pouvoir point être forcés à la servir jamais au Saint-Bernard même, et d'obtenir de préférence à leurs nouveaux confrères, les bénéfices cures de leur maison. Ce qui leur fut accordé par M. le prévôt et garanti en 1812 par Monseigneur à sa visite de l'église Saint-Sigismond, paroissiale de Saint-Maurice. Depuis la séparation d'avec le Saint-Bernard, M. l'abbé a recruté six sujets, dont deux ou trois donnent de grandes espérances, * qui auront été reçus au chapitre de la Saint-Augustin * et qui prendront l'habit à la Toussaint prochaine. J'écris ceci le 30 août 1814.

CHAPITRE VI

Bilan du régime français ¹

Il arriva dès la fin de la première année de notre réunion à l'Empire français deux événements qui affectèrent notre peuple sans l'exaspérer parce qu'on s'y attendait, savoir la suppression de nos deux couvents de capucins que le clergé ne regretta pas moins que les paysans, et celle des religieuses de Collombey qui ne le furent de personne tant elles étaient nulles de toute nullité. Mais ce qui mécontenta beaucoup tout le Valais, ce fut le peu d'intérêt et de soin que les agents du gouvernement prirent du collège de Sion. Il est vrai qu'ils le trouvèrent confié à des prêtres d'une congrégation affiliée aux jésuites de Prusse et de Russie, qu'ils n'ignorèrent pas être mal affectionnés à l'empereur Napoléon et à sa grande nation, et qui, parce qu'ils se sentaient nécessaires, ne se gênaient pas d'inspirer à leurs élèves et à leurs parents leur animosité ou du moins leur aversion contre la France. On les toléra donc parce qu'on en avait besoin ; on ne les protégea pas parce qu'ils étaient vus de mauvais œil. Il faut convenir que leur supérieur [Sineo de la Tour], homme d'ailleurs de mérite, n'a pas eu celui de dissimuler sa malveillance pour le gouvernement et qu'il a été justement suspect de l'inspirer à l'évêque [de Preux] qui se règle beaucoup trop sur ses conseils. Mais les agents auraient dû faire comprendre aux ministres que les Valaisans ne raison-

¹ Ms. 63, pp. 207-214. — Ce chapitre (que l'auteur intitule : « Les Français quittent le pays de Valais et l'abandonnent à sa propre conduite vers Noël de 1813 ») marque en réalité, dans le Ms. 63, le début de sa 3^e partie, précédée d'un sommaire (pp. 205-206) et du titre suivant : « Journal historique de ce qui s'est passé en Valais depuis Noël 1813 durant les années 1814 et 1815 ».

naient pas tant mal quand ils disaient que procurer une éducation chrétienne et littéraire à leurs sujets est un devoir beaucoup plus urgent pour les princes que celui de voler de conquêtes en conquêtes, dont il ne leur revient qu'une vaine gloire acquise au prix de leur sang et de leur subsistance. Nos professeurs restèrent donc trois ans sans recevoir aucun subside du gouvernement. Le mécontentement des habitants de la ville et même de tout le pays fut encore accru sur ce qu'après leur avoir longtemps promis le couvent et l'enclos des capucins, on finit par l'adjuger au département de la Guerre. Le collège de Brigue réduit à une douzaine d'écoliers fut laissé à deux ou trois professeurs, ex-piaristes bavares, qui, accoutumés au pays, ne voulurent point le quitter pour s'en retourner chez eux, et celui de Saint-Maurice resta entre les mains des religieux de l'abbaye.

Je ne dois pas passer sous silence ce qui concerne la réunion de l'abbaye de Saint-Maurice à la maison hospitalière du Grand Saint-Bernard¹. Elle se consumma dès la première année de la préfecture du sieur Derville-Maléchar. On laissa leurs bénéfices aux mauvais religieux de l'abbaye qui ne voulurent pas se laisser incorporer à la congrégation hospitalière. Quelques-uns qui demandèrent leur sécularisation dans l'espérance d'être pensionnés, l'obtinrent mais sans pension. Le digne abbé de Saint-Maurice [Pierraz] céda volontiers le pas dans sa propre maison au digne prévôt de Saint-Bernard [Rausis], mais il en conserva l'administration spirituelle. En conséquence, il en devint d'abbé prieur ; les procureur et économe furent des religieux de Saint-Bernard. On laissa le noviciat à Mont-Joux ; l'abbaye devint la maison d'études et de retraite pour les jubilés et les infirmes. Il n'y a rien de plus édifiant que la parfaite intelligence qui a régné entre ces deux prélats qui ne rivalisent que de mérite et de modestie. Le décret de réunion avait l'air d'adjuger l'une et l'autre administration au seigneur prévôt * et de le soumettre à la surveillance de l'évêque diocésain * ; mais ce prélat s'est trouvé d'une conscience trop éclairée et trop timorée, ainsi que notre révérendissime ordinaire, pour

¹ Voir aussi le chapitre précédent, pp. 324-327.

qu'ils s'en soient prévalus, bien persuadés l'un et l'autre qu'il était bien au pouvoir de l'empereur d'amalgamer les biens et les intérêts des deux maisons, mais non de dépouiller M. l'abbé de la juridiction quasi épiscopale dont le Saint-Siège a gratifié depuis des siècles ses prédécesseurs et de l'immédiate suffragance de la seule Eglise romaine, prérogative dont ce monastère jouit presque aussi ancienne que ses origines. Ce décret de réunion est du [26 décembre 1810].

A peine de retour au pays, Monseigneur mécontenta un moment le vénérable chapitre en nommant de sa propre autorité, qu'il ne tenait que des décrets impériaux, le curé de la ville, au mépris du droit qu'avait le chapitre de faire cette nomination sur la présentation du conseil municipal. En quoi il eut d'autant plus tort qu'en en communiquant avec le chapitre, il aurait été parfaitement d'accord avec lui sur le choix du chanoine Amherd, le plus idoine sans contredit de nous tous à remplacer le digne curé, chanoine Gottspöner, du pastoral duquel la mémoire sera durable en cette ville par la grande science, les grands talents, le grand zèle et la grande discrétion avec laquelle il a longtemps gouverné son troupeau dans des temps très difficiles. Au reste, Monseigneur nous laissa depuis lors procéder à des élections de chanoines sans plus se prévaloir desdits décrets.

Notre évêque finit en mai et en juin de 1812 la visite du Bas-Valais qu'il avait été contraint d'interrompre dans l'été de 1810 pour se rendre à Paris avec la consulte valaisanne dont nous avons parlé à cette date. Il prit pour l'accompagner selon la coutume deux chanoines qui furent l'auteur de ces *Mémoires* et le jeune chanoine Maurice Roten ¹.

* ² Nous arrivâmes de Paris au pays le 14 octobre 1811 et nous y trouvâmes le département du Simplon pleinement organisé à la mode française : un préfet, c'était le sieur Derville-

¹ Voir plus haut, pp. 276-277, et p. 286, où l'auteur mentionne comme aumônier de l'évêque, non le chanoine Roten, mais l'abbé de Preux.

² Ms. 63, pp. 207-209, adj. marg. qui, plus loin, continuera le texte ordinaire. — Voir aussi plus haut, p. 316, où le retour de Paris est daté du 13 octobre.

Malécharde, créé depuis peu chevalier de l'empire ; un général, c'était M. le baron d'Hénin de Cuvilliers. Le tribunal de première instance, composé de cinq membres, était présidé par le sieur avocat Pittier, sans que sa mauvaise réputation du côté des mœurs ait arrêté le comte de Rambuteau, procureur général de la cour impériale de Lyon, chargé de la commission d'organiser en ce nouveau département l'ordre judiciaire, de lui confier un poste qui demande un homme non seulement éclairé, mais encore parfaitement intègre et bien famé. Ce fut un grand sujet de mortification au soi-disant comte Augustini, mais ce fut tout à la fois aux ministres de l'empereur une grande injustice que de lui avoir préféré pour cette présidence un tel personnage, son ennemi personnel, et de l'avoir réduit à n'être que le 3^e membre de ce corps. Ce grand flatteur de la domination française n'obtint à cette époque que cette modique place pour prix et récompense de tant de basses complaisances par lesquelles il avait cru mériter toute sa faveur. Ils oublièrent complètement qu'il leur avait été tout dévoué du temps de son long baillivat, et on ne lui donna en dédommagement de sa croix et de sa pension d'Espagne qu'un emploi subalterne à 1000 livres d'appointements ; et ce n'est que dans les derniers mois de la domination française qu'il a obtenu, ainsi que MM. Lang et [Isaac] de Rivaz, conseillers de préfecture, et M. Dufour, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Maurice, à titre d'anciens magistrats du pays, une pension de 800 francs qu'ils n'ont point touchée, la France ayant peu après abandonné ce département. Ce ne lui fut pas un moindre crève-cœur que de voir le sieur Tousard d'Olbec, qu'il avait tant méprisé, nommé à la direction générale des Finances du département, emploi aussi honorable que lucratif, qui le tirait tout à fait de la poussière et de la misère où il avait voulu le plonger. Il eut aussi le désagrément de voir M. Charles de Rivaz, qu'il avait si souvent supplanté, être nommé par l'empereur député au Corps législatif avec 10 000 francs d'appointements, et de voir M. de Sépibus, en faveur duquel on l'avait privé du baillivat, décoré ainsi que M. de Rivaz, outre la croix [de la Légion] d'honneur, de la croix de la Réunion au moment même de la création de cet ordre. Les sieurs Pittier, Lang et [Isaac] de Rivaz, qui ne se

cachaient pas de ne le point aimer, lui furent pareillement préférés pour l'office de conseillers de préfecture. Voyant qu'il n'avait rien à attendre des ministres français, il fit un voyage à Paris dans l'espérance de mettre le ministre du royaume d'Italie [Marescalchi] dans ses intérêts. Il se flattait d'obtenir par sa protection en dédommagement de sa croix d'Espagne et de sa pension, l'ordre de la Couronne de fer et une pension de 25 à 30 louis : il en revint sans avoir rien obtenu et sans que nous ayons pu deviner au juste la cause d'un tel délaissement ou d'un tel oubli que la malveillance du préfet Derville, sans que nous puissions deviner non plus comment il peut l'avoir encourue.

* Le sieur de Flotte, depuis une dizaine d'années payeur des travaux du Simplon, fut fait receveur général du département. On y envoya pour ingénieur en chef un nommé Plainchant. Les emplois après ceux-ci les plus lucratifs, tels ceux d'inspecteur de l'enregistrement, de la régie du sel et de l'administration des eaux et forêts furent donnés à des Français ; mais tous les autres le furent à des Valaisans. Ainsi mon frère Isaac fut fait contrôleur de la poste aux lettres, emploi d'une cinquantaine de louis environ ; M. Louis de Kalbermatten eut dans le contrôle des matières d'or et d'argent un emploi aussi d'environ 50 louis ; un M. Burgener, gendre du banneret Roten, en obtint un dans les Eaux et Forêts d'une trentaine de louis, etc. Mais personne de la ville ne fit mieux ses affaires avec le gouvernement français que M. Joseph-Marie de Torrenté qui eut le bureau de l'enregistrement au moment où sa recette a dû produire des sommes considérables. Grand bien lui fasse ! Car il est de mes parents et de mes amis.

* Quelque haute opinion que M. Derville devenu préfet eût de son savoir-faire, cependant à la fin il était devenu accessible au conseil qu'on lui donnait d'avoir égard aux localités et de ne presser pas l'exécution de certains décrets qui contrariaient le plus nos anciennes habitudes. Il n'y eut que sur le fait de la suppression totale des fêtes qu'il fut difficile de modérer son zèle à exécuter promptement les ordres du ministre des Cultes [Bigot], talonnant l'évêque sans lui laisser un moment de repos, d'ordonner à ses curés qu'ils eussent à se conformer

à cet égard aux termes du concordat de 1802. Ce fut en vain que l'évêque lui représenta ainsi qu'à son successeur en la préfecture (M. le comte de Rambuteau) que le Valais n'étant pas encore réuni à la France au moment de la signature de ce concordat, ses articles ne pouvaient pas concerner le diocèse de Sion ; on le menaça de la disgrâce de l'empereur et de mesures violentes de la part du ministre de la Police [Savary].

* Monseigneur, de l'avis de son chapitre, après avoir consulté le nonce [Testaferrata], de Lucerne, qui ne voulut point prendre sur lui la direction de la conduite que nous devions tenir en cette circonstance, en écrivit au pape [Pie VII] pour lui demander qu'il voulût bien, en évitation de la persécution dont on nous menaçait, nous comprendre dans le concordat et lui fit passer cette supplique par le canal du ministre des Cultes ; mais on n'en reçut aucune réponse. Alors l'évêque, vu les réponses évasives du * nonce¹, vu l'impossibilité du recours au Saint-Siège, regarda le cas comme de papal devenu épiscopal et en conséquence sans prendre sur lui de supprimer ces fêtes, se borna à déclarer par une circulaire à ses curés qu'il dispensait en évitation de plus grands maux ces jours-là les fidèles de l'obligation d'entendre la sainte messe et de la cessation du travail manuel et des œuvres serviles. En conséquence, il ordonna aux curés de ne plus annoncer ces fêtes au prône, de ne plus chanter de messes, de ne plus les carillonner et d'exhorter leurs peuples à se résigner à ce nouvel ordre de choses. Quelques curés de la plaine en vinrent facilement à bout ; les curés de la montagne se bornèrent à une basse messe, mais leurs peuples n'en chôchèrent pas moins ces fêtes et n'en fréquentèrent pas moins les églises. Comme on continuait à Sion, ainsi que le concordat y autorise les églises cathédrales, à célébrer ces fêtes *in choro*, quoiqu'on ne les chômat pas *in foro*, le préfet, à l'instigation de quelques-uns de nos « Messieurs », fervents approbateurs de la nouvelle discipline, dont les plus connus et les plus notables étaient à Sion le sieur colonel Augustin de Riedmatten, le conseiller de préfecture Lang et le sieur capitaine Louis Odet, à Saint-Maurice le sieur Dufour, à Monthey Louis

¹ A partir d'ici, Ms. 63, p. 209, l'adjonction prend la suite du texte ordinaire.

Du Fay, à Martigny l'avocat Pittier, etc., se plaignit amèrement du chapitre à l'évêque avec qui, pour apaiser ce magistrat, nous convînmes de ne plus sonner ces jours de fêtes les cloches que comme on les sonne les jours ouvriers et de ne chanter désormais ces jours-là la grand-messe que sans lévites et sans orgue, et les chanoines de n'y assister qu'en rochet sans camail. Il est vrai que l'évêque et le clergé n'étaient pas fâchés que le peuple, malgré toutes ces réformes du culte public, s'obstinât à les chômer, et que tandis qu'ostensiblement on en ordonnait la suppression, on autorisait sous main les curés à laisser les peuples contrarier les vues du gouvernement. C'était surtout l'évêque et son grand vicaire [Pignat], et le père [Sineo] de la Tour, principal du collège de Sion, son plus intime conseiller avec le curé de la ville [Amherd] et son premier vicaire, le sieur Beeger, les curés de Savièse [Luyet], de Loèche [Lorétan], d'Ardon [Balleys], de Tourtemagne [Tenisch], etc., qui tenaient le plus *mordicus* à l'observation de ces fêtes et qui en faisaient le capital de leurs plaintes et de leurs murmures continuels contre le gouvernement français, et qui voyaient dans cette suppression la religion s'acheminant à grands pas à sa ruine totale, tandis qu'ils voyaient en M. le sacristain [Kalbermatten] et en quelques autres de nous, qui n'y faisions pas consister l'essence de la religion, des hommes de peu de foi et des flatteurs de la puissance.

Les choses en étaient là au regard de la religion peu tracassée sur tout le reste, lorsque tout à coup Bonaparte, après la fin désastreuse des deux dernières campagnes dont les commencements avaient été fort brillants, se vit forcé de repasser le Rhin et d'abandonner à lui-même le département du Simplon ainsi que tous ceux situés sur la rive droite de ce fleuve, et une poignée d'Allemands-Autrichiens l'ayant aussitôt occupé, l'évêque n'eut rien de plus pressé que de révoquer cette dispense et de rétablir les choses sur le pied où elles étaient à l'époque de la réunion du Valais à l'Empire français.

Sur tout le reste Monseigneur fut assez traitable. Mais il avait grand sujet de gémir sur l'état des mœurs dans tous les chefs-lieux des cantons situés sur la grand-route, qui allaient chaque jour se dépravant davantage par la funeste contagion des maximes irréligieuses et des exemples scandaleux. Cependant pour ne point

exagérer, il faut avouer qu'à l'exception d'un petit nombre de concubinaires et de gens ne faisant point de pâques, on a eu très peu de chose à reprocher aux Français qui ont habité la capitale. Bien au contraire, la plupart de leurs mariages se firent remarquer * par leur parfaite concorde, et si on excepte deux ou trois femmes, toutes les autres se firent remarquer par la décence de leur * parure et de leur maintien. Il y eut même quatre ou cinq familles qui purent servir de modèle de toutes les vertus chrétiennes aux familles du pays les plus religieuses. Et si quelque autre que moi fait la chronique de cette époque de notre histoire plus satiriquement que je ne le fais ici, je ne crains pas de le dénoncer comme un passionné détracteur qui prête plus de vices et de travers à ces gens-là qu'ils n'en eurent en effet et à qui l'antipathie nationale a ouvert les yeux sur leurs moindres défauts et les leur a fermés sur leurs bonnes qualités.

* Ajoutez cependant aux maux que le séjour des Français a faits aux mœurs du pays, l'introduction à Sion de deux cafés-billards, et surtout d'un cabinet de lecture, qui fut une occasion, sous prétexte d'y propager la langue française et d'y faire connaître notre littérature, d'y introduire force romans libertins (après leur départ on en a retiré quelques-uns d'infâmes des mains de nos demoiselles) et même de livres contre la religion. Nous savons d'ailleurs de très bonne part que le sieur Plainchant, ingénieur en chef du département, tenait chez M. de Flotte à qui voulait l'écouter école d'irréligion et prêtait des ouvrages nouveaux marqués au coin de la plus horrible impiété. J'en prends à témoin M. Eugène de Courten et M. Tousard d'Olbec. Quant aux propos, ceux du général Hénin et du préfet Derville ne pouvaient qu'affaiblir beaucoup dans nos jeunes gens les principes religieux de leur première éducation ; et vous pensez bien que nos libres penseurs (et malheureusement nous n'en manquons pas en Valais) y applaudissaient de tout leur cœur et de toutes leurs mains. Il en fut de même du temps du proconsul Mangourit ; et l'on peut dire de presque tous les Français employés au département du Simplon que leurs propos allaient tous à démontrer que leur gouvernement ne faisait de la religion qu'un pur moyen de politique pour contenter et contenir les paysans des campagnes et le petit peuple des villes *.

Le préfet Derville exigeait qu'on fût assidu à ses cercles, et il nous en repoussait par un accueil froid ou incivil ; il ne craignait point de constituer en dépense ceux qu'il visitait et chez qui il allait loger comme s'il en eût eu un droit, et rarement rendait-il un dîner fort mesquin pour les réceptions coûteuses qu'on lui faisait ; il s'en croyait quitte en s'excusant de son peu de générosité sur son peu de fortune. Mais M. le préfet Rambuteau, tout autrement né et élevé que lui, fut on ne peut davantage affable et généreux. Mais parce qu'il se montra inflexible sur l'article des fêtes, on eut l'injustice de méconnaître combien son administration fut paternelle et indulgente. Il se livra par faiblesse, comme Derville l'avait fait par politique, au sieur Polycarpe de Riedmatten, chanoine de la cathédrale, dont il autorisa la vie mondaine au grand préjudice, dans l'esprit des Valaisans, de la conscience et de la réputation de cet ecclésiastique tiède et ambitieux qui, sous le prétexte de quelques occupations administratives qu'il avait mendiées du temps du préfet Derville, se dispensa trois années de suite de remplir aucune fonction de son ministère et de toute assistance au chœur.

Si le gouvernement causa du mécontentement au clergé au regard de l'exécution trop impérieusement et trop importunément exigée du peuple valaisan, le clergé causa aussi de son côté du mécontentement au gouvernement au regard de la prière publique pour l'empereur, à laquelle à Sion le chapitre se prêta de mauvaise grâce et que la plupart des curés du Haut-Valais omettaient au su de l'évêque, sans qu'il se mît en peine de veiller à l'exécution des ordres de les faire qu'il leur donna en plusieurs occasions. En général le curé qui les omettait était vu de meilleur œil par son grand vicaire que celui qui s'en acquittait. Leur répugnance à faire faire cette prière était occasionnée 1^o par la persuasion que l'empereur était non seulement un prince sans religion, mais encore un ennemi de la religion ; 2^o parce qu'ils ne voyaient en lui qu'un persécuteur du pape et de l'épiscopat, loin d'être le protecteur de l'Eglise romaine et du Saint-Siège, et 3^o parce qu'ils le tenaient pour excommunié, et c'est l'idée qu'ils en donnaient au peuple valaisan. C'était aussi une suite de leur crasse ignorance des maximes et des usages de l'ancienne Eglise qui n'a cessé de prier pour les princes non seulement infidèles, mais même persécuteurs. Je fus obligé

dans les discours que l'évêque et le chapitre me prièrent de prêcher aux jours anniversaires de la naissance et du couronnement de l'empereur, de leur apprendre ce dogme et cette observance du christianisme primitif. Mais ce fut inutilement. Ils me prirent pour un menteur lorsque je leur disais que, sans sortir du pays, tous les vieux missels manuscrits sédunois des archives de Valère font foi qu'avant le XIII^e siècle notre clergé avait toujours nommé le roi ou l'empereur au canon de la messe non moins que le pape et l'évêque. Ce qui indisposa le plus le gouvernement contre le clergé, ce fut son obstination à traiter l'empereur, non pas en public, mais dans toutes les conversations, pour un schismatique et pour un excommunié, quoique le pape régnant ne l'ait jamais excommunié nommément et que tous les évêques de France et d'Italie aient communiqué avec lui *in sacris* au vu et au su de tout l'univers catholique depuis même l'arrestation du pape, l'invasion de l'Etat ecclésiastique et ses brouilleries ouvertes avec le Saint-Siège. Ce fut au clergé valaisan un tort dont l'Histoire l'accuse et dont la postérité ne l'innocentera pas. Sur tout le reste rien ne nous empêcha d'être bons catholiques, ainsi que le sont les peuples de toutes les provinces qui composaient l'ancien duché de Savoie ou l'ancienne Flandre autrichienne, où le clergé est pour le moins aussi instruit et beaucoup mieux discipliné que le nôtre. Le nôtre s'était déjà accoutumé sans grands efforts à ce que les mariages fussent civilement célébrés devant le maire avant que de l'être canoniquement devant les curés. Ce fut donc uniquement sur les fêtes que le gouvernement contraria nos habitudes, et ce fut le seul motif de murmurer qu'il fournit au clergé. Mais il semble que ce motif n'a jamais été suffisant pour l'accuser de vouloir ruiner de fond en comble la religion et de lui vouer une haine aussi implacable.

Telle était la disposition des esprits lorsque les Français nous quittèrent. A peine eurent-ils tourné les talons que, se tenant assurés de la protection des Autrichiens, nos zéloteurs déclamèrent en chaire sous les yeux mêmes de l'évêque contre le gouvernement français comme contre un ennemi acharné à la perte de la religion, y employant non seulement tout ce que le faux zèle a de plus amer, mais encore tout ce que le fanatisme a de plus emporté. Le curé de la ville représenta dans la chaire de la cathédrale cette contre-

révolution comme le salut de la religion sur le point de périr, et le vicaire [Beeger] enchérit encore sur lui dans la chaire française en l'église de Saint-Théodule. Ils prêchèrent l'un et l'autre la croisade avec tout l'enthousiasme, l'un d'un martyr, l'autre d'un prophète. Et tout cela pour procurer aux Autrichiens une recrue de 400 hommes qui furent presque tous volontaires au Haut-Valais, mais qui tirèrent tous à la milice au Bas-Valais, et qui commencèrent à désertir pour la plupart, du moment qu'ils se furent convaincus que les maires et les curés les ont trompés quand ils leur ont assuré qu'ils ne sortiraient pas du pays.

Voici en détail l'histoire de cette contre-révolution.

